

L'ASSAUT DES MILICES DRUZES DANS LE SUD

Les chrétiens du Liban ont subi une nouvelle défaite

La logique de la partition

Frénétique comme les passions qui l'alimentent, démente comme les pertes humaines et matérielles qu'elle a provoquées, la guerre du Liban, qui dure maintenant depuis dix ans, n'est pas pour autant incohérente. Comme toute paranoïa, c'est un délire de nature logique, et le « dimanche noir » que viennent de vivre les chrétiens du Sud était, hélas ! prévisible. Il répète sur le mode mineur la tragédie du Chouf, qui vit en 1983 les cent cinquante mille chrétiens de cette région chassés de leurs foyers — et parfois massacrés — par les druzes, après des décennies de cohabitation. Les milices des Forces libanaises avaient été défaits en surestimant leurs possibilités de contrôler la montagne. La tragédie s'était déroulée dans le sillage d'un retrait israélien. Aujourd'hui, autour de Saïda, le scénario se répète. Au départ de l'armée de Jérusalem, des communautés qui vivaient en paix jusqu'au mois dernier s'affrontent. Chassés de leurs foyers par les milices musulmanes, des milliers de chrétiens fuient vers Jezzine, redoutant le siège qui, naguère, fut le sort de leurs coreligionnaires du Chouf repêlés sur Deir-el-Kamar.

Israël a-t-il machiné ces affrontements afin de faciliter les regroupements qui lui permettraient un jour d'avoir le long de sa frontière, en guise de « sacs de sable », protecteurs, une communauté chrétienne rassemblée et isolée, plus docile que sa survie même dépendrait de la bonne volonté de l'État juif ? Les Libanais sont convaincus depuis toujours que, dans l'équarissage de leur malheureux pays, des mains étrangères tiennent la trousse. Mais ne sous-estiment-ils pas, ce disant, la fureur fratricide qui les anime eux-mêmes trop souvent ? Tout se passe comme si l'évolution en cours conduisait tout droit au partage. Désormais coupés de leurs frères de Beyrouth, les cent mille chrétiens du Sud — après une phase de massacres et d'affrontements déjà bien engagée — ne pourront que chercher, à l'ombre de la « bonne frontière », la sécurité que ni l'Armée du Liban du Sud ni les milices des Forces libanaises ne peuvent plus leur garantir. Déjà, plusieurs milliers d'entre eux ont rejoint la bande frontalière.

Israël se défend de vouloir intervenir dans ces « luttes sectaires » longtemps manifestées avec brio. Comme l'écrit le « Jerusalem Post », « pour ne pas être à nouveau ébouillanté par le chandron libanais, le plus sûr est de ne plus y tremper la main ». Le général Lahad et son Armée du Liban du Sud, qui veulent défendre Jezzine face à des forces très supérieures, ne doivent donc pas trop compter sur leur puissance illégitime. Mais Israël peut-il vraiment abandonner à son sort un contingent allié qui, dans un mois, est théoriquement appelé à participer à la sécurité de la zone frontalière et donc de la Galilée ? Peut-il ne fixer aucune « ligne rouge » à la progression des milices musulmanes alliées de Damas ?

On a beaucoup parlé à Beyrouth d'une « cantonisation », qui verrait des régions plus ou moins homogènes se constituer, en tirant la leçon de fait que les Libanais de diverses communautés ne savent, ne peuvent ni ne veulent plus vivre sur leur sol en s'y côtoyant. La « solution » est concevable, mais elle se transformerait en cauchemar si le crayon du cartographe était tenu par la terreur. Encore limité, le drame des chrétiens du Sud peut, à tout instant, s'amplifier et annoncer ces regroupements « à l'indienne », dans le massacre et dans l'exode, qui mettraient la touche finale à la tragédie libanaise.

Un an et demi après les massacres du Chouf, les chrétiens du Liban viennent de subir une nouvelle défaite, cette fois dans les régions de Saïda et de Jyeh, dans le sud du pays, et sont désormais coupés de Beyrouth. Alors que l'exode de plusieurs milliers de personnes se poursuit vers la ville chrétienne de Jezzine, Jérusalem a fait savoir qu'il n'interviendrait pas dans les événements en cours, sinon en assurant une aide humanitaire aux victimes.

Les forces israéliennes ont d'ailleurs distribué lundi matin 29 avril, aux habitants de la région de Tyr, un tract annonçant leur retrait définitif pour le jour même.

De notre correspondant

Beyrouth. — Inéluctable, l'assaut des milices druzes du PSP (Parti socialiste progressiste) contre l'ultime réduit chrétien du Sud, l'Iklim-al-Kharroub, à la charnière du Chouf et de Saïda, s'est produit le dimanche 28 avril. La victoire, facile, a fait quarante morts dans la population chrétienne de la région investie, outre les sept miliciens tués. En y ajoutant quatre morts dans les rangs du PSP et les victimes d'autres combats le même jour, on arrive au total minimum de cinquante-neuf morts et soixante-douze blessés dénombrés.

M. Walid Jomblatt a personnellement veillé en se rendant à l'aube sur le lieu de l'offensive de ses miliciens à ce qu'aucun massacre ne se reproduise. Cela n'a pas empêché vols et pillages dans les villages chrétiens investis et dévastés.

Résidu anachronique d'une époque révolue, celle de l'installation musclée des Forces libanaises

(milices chrétiennes) dans la montagne druze-chrétienne et le Sud islamico-chrétien, un lendemain de l'invasion israélienne de 1982, l'Iklim-al-Kharroub est tombé comme un fruit mûr entre les mains de M. Jomblatt, qui a lancé, dimanche, ses hommes à l'assaut de ce minuscule territoire. Les Forces libanaises ayant repêlé sur Beyrouth la semaine dernière, par le port de fortune de Jyeh, leurs miliciens, à l'exception de ceux originaires de la région, il n'y avait plus de raison pour M. Jomblatt de ne pas « arrondir » son territoire. Il a donc investi le « reliquat chrétien » qui barrait la route côtière sur une dizaine de kilomètres et coupé le cordon ombilical qui le reliait au secteur chrétien principal de Beyrouth-Est et de Jounieh.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 6.)

L'ÉMISSION DE TF1 AVEC LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

L'opposition reproche à M. Mitterrand de jouer la « politique spectacle »

« Ça nous intéresse, monsieur le président », M. Mitterrand était l'invité, dimanche 28 avril, sur TF1, de l'émission « Face à face » animée par Yves Mourroux. Cette émission, d'où la politique était pratiquement exclue, a duré une heure quarante. La droite et le PC reprochent au chef de l'État de jouer la « politique spectacle ».

M. Mitterrand n'est ni masqué ni jaloux : il est réaliste. Il n'est évidemment plus populaire que lui, puisqu'il est mal aimé du plus grand nombre, détesté souvent, haï parfois. C'est une réalité et il doit faire avec. M. Mitterrand admet donc la popularité des autres et se contente sans fausse pudeur de ceux qui battent les records du genre pour améliorer la sienne. En politique, il a Laurent Fabius, qui va au front le nez en l'air, pendant que lui prend les coups par derrière. An spectacle — c'est aussi de la politique — il a fini par trouver l'homme de son temps, Yves Mourroux, Monsieur Loyal du plateau de télévision, spécialiste des sons et lumières de la V^e République, touche-tout de la variété, de l'information, de la vie.

Yves Mourroux a le talent de faire valoir ce dont il traite. Il suffit que le sujet s'y prête, et le président de la République s'est montré coopératif. D'ordinaire, le chef de l'État invite en son château quelques édi-

rialistes attirés, organisés « son » émission à peu près comme il l'entend, et répond — ou ne répond pas — comme il veut, et quand il veut, à des questions dont on peut prévoir l'avance, pour l'essentiel, ce qu'elles seront. C'est la loi du genre.

M. Mitterrand s'est plié cette fois à une autre loi, à un autre genre, la « variété » politique, et trop souvent mondaine. Il a fait ce qu'Yves Mourroux, le populaire, voulait qu'il fit. Son image y a-t-elle gagné, puisque c'est son image qu'il s'agissait d'améliorer ?

On a toujours besoin de plus populaire que soi, et pour l'avoir compris, M. Mitterrand n'y a, en tout cas, rien perdu. Le chef de l'État est-il condamné pour l'éternité à ne distiller — masque figé — que quelques phrases énigmatiques, à ne secouer ses auditoires qu'un par l'annonce — ou fixe — d'un référendum hypothétique, ou d'un départ illico pour la Nouvelle-Calédonie ? M. Mitterrand fait comme tout le monde, ou plutôt comme tout le petit monde politique. Il sort. Après tout, Laurent Fabius est bien allé, à ses débuts, chez Michel Drucker, avec Madame (« Studio 1 », sur Europe 1), et cette sortie — plus quelques autres qualités — ne lui a pas à mal réussi. Quant à Lionel Jospin, il a gagné, d'un seul coup d'un seul, six points dans les sondages en allant chanter les Feuilles mortes chez Patrick Sabatier.

Il faut croire que les Français apprécient les hommes politiques quand ils ont l'air — même s'ils se forcent un peu — d'être ce qu'ils sont, c'est-à-dire comme tout le monde. M. Jean-Marie Le Pen, qui s'y connaît, a immédiatement senti que la nouvelle émission de TF1 est bonne à prendre. S'il y est invité, il fera mieux, assure-t-il, que le chef de l'État « battu » par le « brio audiovisuel » du maître de cérémonie.

Faire de la politique, c'est aussi parler du reste, surtout du reste, puisque la « politique politicienne », cela fait vieillir. La « cohabitation » ? Il suffisait à M. Mitterrand, on l'a bien senti, de rappeler qu'il est là pour sept ans et que la « clé sous la poignée », ce n'est pas — non, genre — le « chéanga » ? Qu'il demeure la « douleur de la France ». La Nouvelle-Calédonie ? Que le pouvoir ne cède pas « pas de terrain à ceux qui ne veulent rien, parce qu'ils veulent tout pour eux-mêmes ». Les longs développements, ce sera pour une autre fois, pour un autre genre.

Le reste, c'est cette image de « modernité » que M. Fabius affiche et que M. Mitterrand — qui l'a formé, choisi et lâché dans la nature — ne parvient pas à se donner.

JEAN-YVES L'HOMEAU.

(Lire la suite page 9.)

Les Allemands et nous

par ANDRÉ FONTAINE

La célébration du quarantième anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale — qui va suivre de quelques jours le sommet à Bonn des sept pays les plus industrialisés — risque d'être assombrie par la controverse que souève le programme du séjour en Allemagne fédérale de M. Reagan. Tant ce dernier que le chancelier Kohl malintentionnent cependant leur intention de se rendre ensemble au cinquième anniversaire de la chute de Hitler, où sont notamment enterrés une cinquantaine d'anciens SS. Selon le New York Times, plusieurs de ces derniers auraient fait partie de la division Das Reich, qui pénétra en juin 1944 le massacre d'Oradour.

On est toujours en retard d'une paix. Celle que les vainqueurs de 1945 entendait imposer au peuple allemand, et qui n'a jamais vu le jour, ne visait qu'à le maintenir durablement hors d'état de nuire. En le ramenant au stade pastoral, comme y songeait tranquillement Roosevelt. En le morcelant, comme le réclamait Churchill. En faisant main basse sur les provinces de l'Est et sur ce qui lui restait de richesses, comme s'y employa Staline. En demeurant en permanence sur le Rhin, comme l'aurait voulu de Gaulle. En tout état de cause, en désarmant la Germanie ad vitam aeternam.

Personne ne s'était alors avisé que le choc de l'invasion avait été si rude, et si terrible l'épreuve subie en retour, que ce peuple, auquel Hitler

avait appris à se considérer comme celui des « seigneurs », allait perdre jusqu'au souvenir de l'esprit de domination dont, pour le malheur de tous, il s'était envivé sans limite. Que ceux de l'Ouest se consolent de la peur du vaincu, ne tarderaient pas à se disputer ses faveurs. Que les Allemands allaient prendre leur part, avec une facilité déconcertante, de leur division en deux États. Que ceux de l'Ouest se consolent de la peur du vaincu, ne tarderaient pas à se disputer ses faveurs. Que les Allemands allaient prendre leur part, avec une facilité déconcertante, de leur division en deux États.

Le goût de la guerre a si bien passé aux survivants de « Reich militaire » et à leurs descendants que les Américains ont dû se donner beaucoup de peine pour les persuader d'accepter, dans les années 50, la reconstitution d'une armée et, trente ans plus tard, le déploiement des Pershing. Il serait certes excessif de prétendre que l'esprit de revanche et la nostalgie du passé ont totalement disparu outre-Rhin. Mais il est certain qu'il n'y a plus de « revanche », comme on le fait à l'occasion au Kremlin, sans d'ailleurs beaucoup y croire, les dirigeants de Bonn. Aueu d'eux, depuis la fondation de la RFA en 1949, n'a manifesté la moindre velléité de se venger.

Le premier, et le plus grand, Adenauer, se méfiait grandement des tentations auxquelles pourrait être exposé de nouveau quelque jour sa patrie. Il ne voyait d'autre moyen de l'en protéger, de de Gaulle à Mitterrand en passant par Jean Monnet et Robert Schuman, d'avoir vite compris que la complémentarité des intérêts des deux nations rendait suicidaire tout réveil des rivalités passées. Le temps n'est plus en effet où un peuple européen pouvait rêver d'en dominer un autre. La réalité que nous vivons est celle d'un continent affaibli, partagé, coincé entre deux empires à la géométrie variable. C'est bien pourquoi l'idée s'est imposée à Paris comme à Bonn, à gauche comme à droite, qu'il fallait à tout prix préserver la réconciliation franco-allemande, pierre angulaire aujourd'hui, aussi bien qu'au tout début, de la construction européenne.

Cette convergence de volontés a produit sa moisson de discours et de gestes symboliques. Ils étaient nécessaires, mais ils ne suffisent pas. Comme bien des vieux ménages le couple franco-allemand s'accommodait de trop de silences. Il n'ose pas s'attaquer franchement à des questions fondamentales comme la réan-

fiction, la manière dont la France entend participer à la « défense de l'Allemagne », la relation avec le protecteur américain et avec le grand voisin de l'Est. Le débat désormais ouvert sur la « guerre des étoiles » devrait à lui seul obliger à le faire sans tarder. A défaut, ce sont d'autres qui décideront pour nous.

L'ambition des nombreux articles que le Monde s'apprête à publier à l'occasion du quarantième anniversaire de la capitulation du Reich est bien sûr d'abord de rappeler, car il est des choses que la mémoire des hommes ne peut se permettre d'oublier, ce que fut, pour citer Helmut Kohl, « cette période de mesure, de génocide », le chapitre le plus sanglant de l'histoire allemande (1). De dire comment le cauchemar d'hier a pris fin, comment il est vécu aujourd'hui et d'en tirer les leçons. Mais elle est aussi de montrer à quel point l'avenir dépend de notre aptitude à saisir les enjeux essentiels à travers le brouillard qui les a trop longtemps masqués.

(1) Discours prononcé à l'occasion du quarantième anniversaire de la libération du camp de concentration de Bergen-Belsen le 21 avril (le Monde du 23 avril 1985). Le texte intégral a été diffusé par le service de presse de l'ambassade de la République fédérale à Paris.

(Lire page 3 nos informations et page 2 les articles d'HENRI FROMENT-MEURICE et d'ALFRED GROSSER.)

Le Monde

ÉCONOMIE

Chine : la stratégie du commerce extérieur

La chronique de Paul Fabra

Pages 19 à 22

En raison des fêtes du 1^{er} mai le supplément Arts et spectacles

paraîtra mardi (Journal daté 2 mai) et

le Monde Sciences

paraîtra jeudi (Journal daté 3 mai)

LIRE

5. AFRIQUE DU SUD

Seize mille mineurs licenciés pour « grève illégale ».

13. ÉDUCATION

Compromis en vue sur les maîtres de l'école privée.

16. TÉLÉVISION

Le câblage de Paris commence.

17. COMMUNICATION

La crise du Matin de Paris.



LES LIVRES DES PCT QUESTIONNENT LE MONDE

LE DROIT SANS L'ÉTAT.

Sur la démocratie en France et en Amérique.

Par Laurent Cohen-Tanugi.

« Il ne faudrait pas que ce livre capital soit lu comme une pièce de plus dans le faux débat entre une gauche « étatiste » et une droite « libérale ». Laurent Cohen-Tanugi est sévère pour la droite et pour la gauche françaises ».

Stanley Hoffmann. Collection « Recherches politiques » 224 pages - 80 F.



*Il faut assouplir le lien
entre « dissuasion nucléaire » et « indépendance nationale »*

A.F.
★ Ed. du Sorbier, 418 p., 120 F.

Les gouvernements américains et ouest-allemand ont décidé de résister coûte que coûte aux pressions qui s'exercent sur eux pour les convaincre d'annuler la visite que le président Reagan et le chancelier Kohl doivent faire, le 5 mai, au cimetière militaire de Bitburg.

Dans une interview à l'hebdomadaire Time, la première qu'il ait accordée depuis le début de cette affaire, à un magazine américain, M. Kohl a déclaré de la façon la plus ferme qu'il ne renoncera pas à la proposition. « Je n'abandonnerai pas l'idée. Je l'ai suggérée. Je la maintiendrai », a-t-il affirmé. « Si nous n'allions pas à Bitburg, si nous ne faisons pas ce que nous avons prévu ensemble, nous offenserons profondément les sentiments de nos peuples », a ajouté le chancelier, qui a confié que cette controverse l'a « fait souffrir comme rarement [il avait] souffert dans [sa] vie ».

Minimisant la valeur symbolique que prendra la présence du président Reagan dans un cimetière où sont enterrés d'anciens Waffen-SS, M. Kohl a mis en avant le fait que plus de la moitié de ces soldats n'avaient pas vingt ans lorsqu'ils sont morts. « Si ces jeunes gens avaient survécu, ils auraient été assimilés aux termes des dispositions alliées », a-t-il assuré.

La conception de la liberté

Les gouvernements américains et ouest-allemand ont décidé de résister coûte que coûte aux pressions qui s'exercent sur eux pour les convaincre d'annuler la visite que le président Reagan et le chancelier Kohl doivent faire, le 5 mai, au cimetière militaire de Bitburg.

Dans une interview à l'hebdomadaire Time, la première qu'il ait accordée depuis le début de cette affaire, à un magazine américain, M. Kohl a déclaré de la façon la plus ferme qu'il ne renoncera pas à la proposition. « Je n'abandonnerai pas l'idée. Je l'ai suggérée. Je la maintiendrai », a-t-il affirmé. « Si nous n'allions pas à Bitburg, si nous ne faisons pas ce que nous avons prévu ensemble, nous offenserons profondément les sentiments de nos peuples », a ajouté le chancelier, qui a confié que cette controverse l'a « fait souffrir comme rarement [il avait] souffert dans [sa] vie ».

Minimisant la valeur symbolique que prendra la présence du président Reagan dans un cimetière où sont enterrés d'anciens Waffen-SS, M. Kohl a mis en avant le fait que plus de la moitié de ces soldats n'avaient pas vingt ans lorsqu'ils sont morts. « Si ces jeunes gens avaient survécu, ils auraient été assimilés aux termes des dispositions alliées », a-t-il assuré.

Un cocktail de révolte et de propagande

Un cocktail de révolte et de propagande. Les gouvernements américains et ouest-allemand ont décidé de résister coûte que coûte aux pressions qui s'exercent sur eux pour les convaincre d'annuler la visite que le président Reagan et le chancelier Kohl doivent faire, le 5 mai, au cimetière militaire de Bitburg.

Dans une interview à l'hebdomadaire Time, la première qu'il ait accordée depuis le début de cette affaire, à un magazine américain, M. Kohl a déclaré de la façon la plus ferme qu'il ne renoncera pas à la proposition. « Je n'abandonnerai pas l'idée. Je l'ai suggérée. Je la maintiendrai », a-t-il affirmé. « Si nous n'allions pas à Bitburg, si nous ne faisons pas ce que nous avons prévu ensemble, nous offenserons profondément les sentiments de nos peuples », a ajouté le chancelier, qui a confié que cette controverse l'a « fait souffrir comme rarement [il avait] souffert dans [sa] vie ».

Minimisant la valeur symbolique que prendra la présence du président Reagan dans un cimetière où sont enterrés d'anciens Waffen-SS, M. Kohl a mis en avant le fait que plus de la moitié de ces soldats n'avaient pas vingt ans lorsqu'ils sont morts. « Si ces jeunes gens avaient survécu, ils auraient été assimilés aux termes des dispositions alliées », a-t-il assuré.

étranger

L'ANNIVERSAIRE DE LA VICTOIRE SUR LE NAZISME

Malgré les protestations, MM. Reagan et Kohl maintiennent leur projet de visite au cimetière militaire de Bitburg

Les gouvernements américains et ouest-allemand ont décidé de résister coûte que coûte aux pressions qui s'exercent sur eux pour les convaincre d'annuler la visite que le président Reagan et le chancelier Kohl doivent faire, le 5 mai, au cimetière militaire de Bitburg.

Dans une interview à l'hebdomadaire Time, la première qu'il ait accordée depuis le début de cette affaire, à un magazine américain, M. Kohl a déclaré de la façon la plus ferme qu'il ne renoncera pas à la proposition. « Je n'abandonnerai pas l'idée. Je l'ai suggérée. Je la maintiendrai », a-t-il affirmé. « Si nous n'allions pas à Bitburg, si nous ne faisons pas ce que nous avons prévu ensemble, nous offenserons profondément les sentiments de nos peuples », a ajouté le chancelier, qui a confié que cette controverse l'a « fait souffrir comme rarement [il avait] souffert dans [sa] vie ».

Minimisant la valeur symbolique que prendra la présence du président Reagan dans un cimetière où sont enterrés d'anciens Waffen-SS, M. Kohl a mis en avant le fait que plus de la moitié de ces soldats n'avaient pas vingt ans lorsqu'ils sont morts. « Si ces jeunes gens avaient survécu, ils auraient été assimilés aux termes des dispositions alliées », a-t-il assuré.

Cependant, le New York Times a relancé la polémique, dimanche, en affirmant que certains des soldats allemands enterrés à Bitburg appartenant à la division de la Waffen-SS ayant participé au massacre d'Oradour-sur-Glane, en juin 1944. La quasi-totalité des habitants, au total 642 personnes, dont 254 enfants, de ce petit village situé à 20 kilomètres de Limoges, ont péri, le 10 juin 1944, au cours d'une opération menée par la division Das Reich, de la division Waffen-SS, surnommée division Das Reich. Selon le journal, un seul des quarante-neuf membres de cette unité, dont la tombe se dresse dans le cimetière où se rendra M. Reagan, était mort avant la tragédie d'Oradour.

Malgré les suppliques qui lui ont été adressées tant par des parlementaires que par de nombreuses organisations et personnalités juives - l'écrivain Elie Wiesel a réitéré, dimanche, que le geste de M. Reagan n'était « pas bon » pour son « image », - le président américain a estimé, samedi, que sa visite faisait partie d'une commémoration « appropriée » de

la fin de la seconde guerre mondiale, cet événement devant être conçu « comme un anniversaire de la paix et non du début d'une nouvelle relation avec d'anciens ennemis ».

La Maison Blanche n'en est pas moins gênée par les conséquences que cette affaire risque d'avoir sur la popularité de M. Reagan. Interrogé dimanche par la chaîne de télévision CBS, M. Donald Regan, secrétaire général de la Maison Blanche, s'est efforcé de présenter le président comme un ami du peuple juif. M. Reagan, a-t-il déclaré, a été « blessé » par la controverse et par les accusations d'antisémitisme portées contre lui. Démontrant l'affirmation selon laquelle le chef de l'exécutif américain était « un défenseur très ferme de l'État d'Israël », M. Regan a indiqué que c'était lui qui avait « donné le feu vert » pour l'évacuation des juifs éthiopiens (les falachas) du Soudan.

Par ailleurs, la Maison Blanche a démenti avoir « formellement invité » des leaders juifs à accompagner le président américain dans sa visite au cimetière de Bitburg. M. Simon Wiesenthal, qui dirige à Vienne un centre de recherches et de documentation sur les anciens nazis, avait déclaré, la semaine dernière, avoir fait l'objet d'une démarche en ce sens de la part d'un fonctionnaire de l'ambassade des États-Unis en Autriche. Il avait décliné cette invitation.

Une occasion perdue

De notre correspondant

Washington. - M. Reagan veut et espère aboutir, samedi 4 mai, à Bonn, à l'issue du sommet annuel des sept pays occidentaux les plus industrialisés, à un accord sur une ouverture rapide de négociations commerciales multilatérales. Même s'il obtenait satisfaction sur cet objectif prioritaire, le président américain n'en aurait pas moins du mal à faire oublier la « goutte de venin » que l'expression est du New York Times - dont il a fait preuve à la veille des dix jours de tournée européenne qu'il entreprend mardi à l'occasion de ce sommet. Depuis la mi-avril, M. Reagan, en effet, n'a

pas seulement essayé une série de revers sur la scène américaine, mais il a réussi à créer une situation perverse et sans issue autour du quarantième anniversaire de la défaite du nazisme.

Qu'il décide maintenant - ce qui apparaît de moins en moins probable - d'annuler sa visite au cimetière militaire allemand de Bitburg et sans issue autour du quarantième anniversaire de la défaite du nazisme.

Grave en lui-même, cet échec l'est d'autant plus pour M. Reagan qu'il s'est fait battre au Congrès sur l'aide militaire à la guerre antisémitisme, que la reprise américaine donne des signes d'essoufflement et que les parlementaires réclament à adopter les mesures d'austérité qu'implique la réduction du déficit budgétaire.

Un échec supplémentaire au sommet de Bonn serait, dans ces conditions, vraiment surprenant pour le président américain qui, face à la montée protectionniste suscitée dans son pays par l'ampleur du déficit commercial, espère rapporter de Bonn la certitude que s'ouvrira, dans les premiers mois de 1986, un nouveau round de négociations commerciales portant notamment sur l'agriculture, les services et la haute technologie. Le principal obstacle à ces négociations est la volonté française réaffirmée, dimanche soir, par M. Mitterrand de voir ouvrir, parallèlement, des conversations menant à une réforme du Système monétaire international. Le secrétaire au Trésor, M. Baker, avait récemment rencontré très prudemment la porte à cette possibilité, et les milieux diplomatiques européens de Washington montraient, à la fin de la semaine dernière, un certain optimisme à ce sujet. Tout dépendra de la souplesse dont fera preuve à Bonn, M. Reagan qui a déjà dû renoncer à espérer obtenir de ses alliés une déclaration de soutien au programme d'initiative de défense stratégique plus connu sous le nom de « guerre des étoiles ».

Dérèglements

Cette faute initiale, qui revient apparemment à plus M. Reagan qu'à M. Kohl, a été de vouloir ne pas réparer du nazisme ni de ses crimes, ne pas aller sur le site d'un camp de concentration afin, expliquait M. Reagan le 21 mars, de « ne pas révéler les passions » et de « célébrer cet anniversaire comme le jour où débutèrent la paix et l'amitié ». Il était ainsi posé que rendre hommage aux victimes de l'Holocauste consacrait l'Allemagne d'aujourd'hui d'un crime collectif.

La suite a mené à tous les dérèglements : rajouter au programme de M. Reagan une étape au camp de Bergen-Belsen, comme s'il s'agissait de faire la part égale : mettre sur le même plan, comme l'a fait M. Reagan lui-même les victimes de la barbarie hitlérienne et celles des champs de bataille ; permettre surtout le développement d'une polémique malsaine dans laquelle un grand magazine allemand s'est distingué en expliquant que tout le mal venait du contrôle qu'exercent les juifs sur la presse américaine.

Dimanche, le secrétaire général de la Maison Blanche assurait qu'il n'y avait « aucune chance » que soit annulée la cérémonie de Bitburg, et soulignait longuement à la télévision que M. Reagan n'avait qu'ambivalence pour les juifs. Personne ne soupçonnait de fait le président américain d'antisémitisme, mais ce genre de protestation parfaitement superficielle montrait cruellement à quel point la Maison Blanche manquait totalement d'intelligence de la situation.

Négligence et incurie

Une occasion de se joindre solennellement et spectaculairement à l'unité morale du camp des démocrates a été ainsi perdue, noyée par maladresse, négligence et incurie, dans le poison de ces « passions » qu'il s'agissait de ne pas réveiller.

● **Demande de rupture de relations diplomatiques avec le Nicaragua.** - M. Robert Dole, chef de la majorité républicaine au Sénat, a déclaré, samedi 27 avril, que le président Reagan devrait envisager de rompre les relations diplomatiques avec le Nicaragua si ce pays ne répond pas aux « initiatives de paix » de Washington. M. Dole a également suggéré que les autorités américaines imposent un embargo commercial pour accroître la pression sur le régime de Managua. - (AFP.)

M. MITTERRAND AU CAMP DU STRUTHOF

Solitude et recueillement

De notre envoyé spécial

Camp du Struthof. - Solitude et recueillement. Alors que tombait une pluie de neige sur la forêt vosgienne, dimanche matin 28 avril, M. Mitterrand a parcouru, seul, les allées du cimetière posé en bordure du camp de concentration du Struthof-Natzweiler (Bas-Rhin). Silhouette bleue marine dans un décor gris fer. Silhouette isolée, penchée sur une tombe, occupée une seconde à gratter le givre accroché au marbre d'une croix pour découvrir le nom d'un des mille cent déportés enterrés là, après 1955, des déportés rescapés de ce camp de la mort. Ce fut la dernière image de ce voyage : un aller-retour rapide Paris-Strasbourg-Paris pour la mémoire.

Solitaire

Le président de la République avait choisi de visiter ce camp à l'occasion de la Journée nationale de la déportation. « La République française, précise un texte de loi de 1954, célèbre annuellement, le dernier dimanche d'avril, la commémoration des héros victimes de la déportation dans les camps de concentration au cours de la guerre 1939-1945. » C'était aussi, bien sûr, l'occasion de se rappeler qu'il y a quarante ans le III^e Reich s'efforçait de faire de la déportation un acte de bien-être sous les coups des Alliés.

La neige, imprévue, pénétrante, a encore souligné - a-t-il été possible - l'aspect lugubre du Struthof. Lentement, M. Mitterrand a longé l'ancienne baraque des dortoirs, la baraque des cuisines, puis emprunté le chemin boueux conduisant au four crématoire. A ce point du parcours, des enfants du village de Natzweiler et à quelques déportés lui rendirent un bou-

quet de fleurs qui fut jeté dans la fosse aux cendres, en contrebas du camp clôturé d'une double enceinte de barbelés. Ce fut la seule rencontre de cette visite solitaire.

Le déporté inconnu

Une visite-souvenir pour un camp qui recut, de mai 1941 à septembre 1944, quarante mille déportés venus des quatre coins de l'Europe : résistants, juifs, Tziganes et quelques prisonniers de droit commun. Un camp, fermé d'invincibles miradors, où douze mille personnes trouvèrent la mort. Un camp bâti par des prisonniers allemands hostiles au nazisme et évacués, au début de septembre 1944, vers Dachau, en Allemagne.

Pour sortir du Struthof, il fallait encore au président remonter à l'intérieur du camp, passer non loin d'une potence à traverser la musée reconstruit après un incendie criminel le 13 mai 1975. M. Mitterrand se rendait alors au mémorial de la déportation et déposait une gerbe sur la tombe du déporté inconnu. Derrière lui, avec lui, une petite foule composée notamment d'anciens déportés respectait une minute de silence.

C'est après que M. Mitterrand s'éloignait pour se recueillir cinq minutes dans le cimetière fermé contre la forêt. C'est après, alors que la sonnerie aux morts résonnait encore dans les têtes, qu'il serra, visiblement ému et grava, la main de M. Roger Flückinger, soixante-seize ans, ancien déporté.

LAURENT GRELSAMER.

● **Incidents entre déportés et homosexuels à Besançon.** - Des incidents opposant anciens combattants et homosexuels ont marqué les cérémonies du quarantième anniversaire de la libération des camps de concentration, le 28 avril, à Besançon. Le Collectif homosexuels contre le CHOC, qui n'avait pas été admis dans le comité d'organisation de ces cérémonies, a en effet, voulu déposer une gerbe de fleurs au pied du monument de la déportation dans un cimetière de la ville. Ce geste a provoqué de vives réactions parmi les anciens déportés pour faits de résistance, et la gerbe du CHOC a été retirée et détruite alors que

M. Jean Petitjeu, président de l'ADIF (Association des déportés, internés et familles) du Doubs, venait à peine de terminer un discours axé sur les crimes commis contre la liberté. Des injures comme « Ils auraient dû être tous exterminés » ont été proférées. La police est intervenue et a fait évacuer les homosexuels. En sollicitant sa participation aux cérémonies, le CHOC avait rappelé que les homosexuels, de même que les juifs, les communistes et les tziganes avaient été pourchassés par les nazis et que deux cent mille à quatre cent mille d'entre eux étaient morts en déportation. - (Corresp.)

DIDIER POURQUERY

CHASSEURS DE TÂCHES

204 pages
69 F

ENQUÊTE
SUR UNE PROFESSION
INDISCRÈTE

Les secrets de recrutement des cadres.

Stock

كنا من الحاصل

DIPLOMATIE

Le succès des Journées pour les Cités-Unies illustre le renouveau de la Fédération des villes jumelées

Deux mille personnes, dont sept cents maires venus du monde entier, une bonne dizaine de ministres français dont le premier, M. Fabius, un message de M. Mitterrand, un gigantesque « forum des jeunes sur la coopération intercommunale », et trente-cinq ambassadeurs : on ne peut pas dire que la Fédération mondiale des villes jumelées (FMJV) ait manqué son retour en force, à l'occasion de la commémoration de la fin des combats de la seconde guerre mondiale, vendredi 26 et samedi 27 avril à Paris. Il s'agissait, en l'occurrence, de faire la démonstration de la vitalité d'une organisation dont les mémoires historiques avaient, en 1984, défrayé la chronique. De ce point de vue, ces Journées pour les Cités unies auront été très largement la fête réussie d'une unité et d'une efficacité retrouvées.

Non sans mal, il est vrai. La succession houleuse de M. Jean-Marie Bressand, fondateur du mouvement, dont la gestion avait été vivement contestée l'an dernier (en particulier lors de la révélation des liens qu'il avait entretenus avec une secte d'origine canadienne, et de l'existence d'un compte bancaire spécial en Suisse, richement doté), a été assurée par M. Pierre Mauroy dans un

esprit d'occuménisme politique qui a dissipé les craintes des élus non socialistes, français et étrangers. Encore fallait-il régler les graves problèmes financiers qui se posaient à la FMJV (1), et redéfinir les objectifs et les méthodes de l'organisation.

C'est sur le premier point que la nouvelle équipe s'est heurtée aux plus grandes difficultés. Des économies énergiques se sont révélées nécessaires, en particulier la suppression de la « liste civile » de M. Bressand, qui, selon l'entourage de l'ancien premier ministre, a permis de réduire les dépenses du mouvement d'environ 500 000 francs par an. Mais M. Mauroy a aussi enregistré, dans cette délicate entreprise d'assainissement, certains succès. Le fameux « compte en Suisse », par exemple, jusqu'alors appelé Fonds des Cités unies, et plus justement intitulé désormais Fonds Jean-Marie Bressand, a été demandé de l'intéressé, n'a jamais pu être récupéré par la FMJV. D'où une perte sèche pour la coopération intercommunale, à laquelle il était normalement destiné à l'origine, de quelque 3 500 000 francs. Du moins le changement au sommet

a-t-il incité de nombreuses villes, qui ne payaient plus leurs cotisations depuis longtemps, à renouer avec la comptabilité de la Fédération. Et la politique de redressement de M. Mauroy vient de recevoir un quitus financier unanime.

Le rôle de M. Mauroy

Sur le fond, d'autre part, la finalité de la FMJV a été repensée en des termes plus favorables à la coopération communale internationale autour de projets concrets. Aux jumelages, grands pourvoyeurs de voyages exotiques, mais d'un contenu pratique très variable, on préfère désormais les opérations de coopération entre communes, et l'appellation de « cités unies » à celle de « villes jumelées ».

Il est vrai que l'ancien premier ministre retrouve sur ces deux terrains de la vie associative et de la vie municipale des domaines qui lui sont familiers. Aussi a-t-il eu la sagesse de s'y consacrer largement, et non pas comme s'il s'agissait d'une sorte de présidence d'honneur. Ce que lui a d'ailleurs reproché M. Bressand, qui n'assistait pas à ces Journées mais avait envoyé une

circular de protestation. Celui-ci a d'ailleurs été invité par le Conseil international de l'organisation, dimanche, à cesser de se comporter comme s'il était encore le maître de la Fédération. M. Chirac, de son côté, a mis au service de la FMJV, pour ce grand rassemblement dans la ville dont il est le maire, différentes facilités qu'il refusait à la direction précédente. M. Bernard Stasi, enfin, vice-président UDF de l'Assemblée nationale, a prononcé sous l'œil approbateur de M. Fabius un vibrant appel à la coopération intercommunale et à la tolérance. Co-habitation, quand tu nous tiens...

Parmi les projets de la nouvelle direction de la FMJV figure celui qui consiste à mettre un terme à la « guéguerre » entre organisations spécialisées dans la coopération municipale internationale. Le Conseil des communes d'Europe (CCE) et l'International Union of Local Authorities (IULA) vont ainsi cesser d'être regardés comme des ennemis rue de Logelbach.

BERNARD BRIGOULEUX.

(1) FMJV, 2, rue de Logelbach, 75017 Paris. Tél. : 766-75-10.

EUROPE

Pologne

M. Gorbatchev a promis de revenir

M. Mikhaïl Gorbatchev a consacré une demi-journée, — la matinée du samedi 27 avril — à la partie polono-soviétique de son séjour à Varsovie, après avoir présidé la veille au sommet des dirigeants socialistes et à la cérémonie de reconduction du pacte de Varsovie. Une matinée, c'est peu, mais c'est assez pour montrer que les choses, du point de vue soviétique, si elles ne vont pas encore vraiment bien, vont mieux. Et M. Gorbatchev, en partant, a d'ailleurs promis de revenir, cette fois pour un séjour officiel, comme si cette courte visite constituait un encouragement à poursuivre dans la bonne voie.

Le communiqué publié à Moscou avant de l'être à Varsovie sur ses entretiens avec le général Jaruzelski ne donne aucune indication sur le contenu réel des discussions. Mais il comporte un message politique assez clair : la partie soviétique a exprimé « sa solidarité invariable avec la lutte menée par le POUF [le PC polonais] pour surmonter complètement les conséquences de la crise, pour la stabilisation et la consolidation des positions du socialisme ».

Il s'agit donc d'un soutien apporté au parti, en tant qu'instrument d'une certaine politique (la consolidation du socialisme...), et la personne du général Jaruzelski (qui, de son côté, a exprimé sa « gratitude » n'est pas mentionnée ; mais une telle formulation, légèrement

ambiguë, est sans doute, en fait, plus satisfaisante pour l'actuelle équipe dirigeante polonaise qu'un soutien explicite *ad hominem*. Elle lui permettra de continuer à développer discrètement — comme elle le fait depuis plusieurs années, notamment auprès de ses interlocuteurs de l'Eglise — la thèse selon laquelle elle se trouve soumise à la pression permanente et vigilante du Kremlin, et ne peut donc décemment pas se montrer plus conciliante.

M. Geremek congédié

De conciliation, il semble en tout cas moins question que jamais. Vendredi matin, alors que tout l'arsenal du bloc soviétique se trouvait à Varsovie, s'est produit un événement « mineur », mais lourd de signification. Le professeur Bronislaw Geremek, médiéviste de très grande renommée — et aussi l'un des plus connus parmi les anciens conseillers de M. Waléca, — recevait un avis lui signifiant qu'il était licencié — sans aucun motif — de l'Académie des sciences. Une décision, qui, si elle n'est pas rapportée, met pratiquement un terme à toute sa carrière universitaire. Cette attitude est nouvelle, car, dans la « tradition » polonaise de ces dernières années, l'élite intellectuelle du pays allait souvent en prison (M. Geremek lui-même a été interné un an après le 13 décem-

bre 1981, puis à nouveau pendant trois mois au printemps 1983), mais ses activités professionnelles étaient en général épargnées. Au moment où la Diète est saisie d'un projet de loi propre à réduire à presque rien l'autonomie des universités, le sort fait à M. Geremek laisse craindre une évolution à la tchécoslovaque de la politique de normalisation. Accessoirement, il s'agit aussi d'un avertissement adressé aux dirigeants occidentaux qui s'obstinent, lors de leurs visites à Varsovie, à prendre contact avec des représentants de la « société » : M. Geremek avait été l'un des cinq personnalités « indépendantes » avec lesquelles s'était brièvement entretenu, début avril, le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe.

Un message de M. Walesa

A quelques jours du 1^{er} mai, M. Lech Walesa a rendu public un message où il évoque cette échéance toujours délicate : « C'est notre fête, écrit le président élu de Solidarité, et les Zamos [la police de choc] et les barages de rue ne nous empêchent pas de célébrer que nous sommes encore ensemble, et que nous nous rappelons avoir juré d'appliquer pleinement les accords d'août 1980. Il ne s'agit pas clairement d'un appel à manifester, mais plutôt d'une déclaration de prin-

cipe : « Nous n'avons pas d'autre choix que la poursuite de la lutte pour la reconnaissance de Solidarité. C'est le devoir de tous les Polonais et de tous les syndicalistes de poursuivre cette lutte. » Ce message adressé aux ouvriers des aciéries de Varsovie aurait dû en principe être lu au cours de la messe mensuelle « pour la patrie » célébrée dimanche soir devant vingt mille personnes. Mais il ne l'a pas été, vraisemblablement à l'initiative des autorités ecclésiastiques, peu soucieuses de se voir à nouveau reprocher par le pouvoir de laisser transformer les lieux de culte en centres d'agitation. (La commission mixte gouvernement-Eglise s'est réunie le 24 avril pour la première fois depuis cinq mois, et l'on parle à nouveau d'un rapprochement entre le général Jaruzelski et le primate, Mgr Glomp.)

De leur côté, les autorités gouvernementales se sont préparées à aborder les dates du 1^{er} et du 3 mai (anniversaire de la Constitution, « démocratique ») en mettant en place dans plusieurs grandes villes — notamment Cracovie — une procédure d'urgence qui permet de jurer de manière expéditive toute personne coupable de délits allant du « refus de discipline » au port de badges et d'insignes d'organisations « interdites ».

JAN KRAUZE.

Italie

La presse en grève pendant trois jours

De notre correspondant

Rome. — Les Italiens sont privés d'informations depuis le dimanche 28 avril pour trois jours. Les quotidiens ne sortent pas, les téléscripteurs des agences de presse cessent leurs transmissions. La Rai — la télévision d'Etat — assure qu'un service minimum pour les nouvelles à partir de lundi. Même les émissions sportives du dimanche et la retransmission de très populaires matches de football ont été supprimées. Le mouvement de grève lancé à l'appel de la FNSI — syndicat unitaire des journalistes — est d'une longueur et d'une ampleur sans précédent. D'autant que l'Italie est en pleine campagne électorale.

Les négociations pour le renouvellement de la convention collective des journalistes ont commencé il y a près de deux mois. Un compromis a pu être trouvé sur les problèmes posés par l'introduction de l'informatique dans les rédactions et les garanties exigées par les journalistes face aux nouvelles technologies. Les discussions butent, en revanche, sur la question des substantielles augmentations de salaires (autour de 500 000 lire — 2 500 francs — par mois, étalées sur trois ans), réclamées par la FNSI.

« Nous avons accepté l'austérité depuis 1979 pour contribuer à la remise en selle des entreprises de presse. Mais désormais la tendance à la reprise est nette. Il est temps que les patrons investissent aussi dans le professionnalisme des journalistes », commentait M. Pozzo, un des responsables du syndicat. Il souligne qu'aujourd'hui un journaliste gagne moins qu'il y a cinq ans. Les responsables de la FIEG (Fédération des éditeurs de jour-

naux) rétorquent qu'il ne peut être question pour des entreprises de presse à l'équilibre encore fragile — en 1984, l'ensemble des quotidiens perdaient 28 milliards de lire par an — d'accepter un tel accroissement de la masse salariale. Ils font valoir que le salaire moyen annuel brut a été, l'an dernier, de 41 millions de lire (200 000 francs) et que 68 % des journalistes percevaient une rétribution annuelle supérieure à 23 millions de lire (115 000 francs). De plus, à en croire les représentants de la FIEG, au cours de ces dernières années, les salaires des journalistes auraient, malgré tout, augmenté un peu plus que l'inflation.

(Interim.)

ASIE

Chine

La manifestation des « jeunes instruits » à Pékin

« Aide-nous, camarade Xiaoping ! »
De notre correspondant

Pékin. — Cela fait une semaine que se poursuit la manifestation pacifique devant les bâtiments de la municipalité de la capitale de centaines de « jeunes instruits » demandant l'autorisation de rentrer à Pékin. Il s'agit d'anciens diplômés du secondaire, « volontaires » pendant la révolution culturelle pour aller travailler à la campagne. Il y a dix-sept ans, venus en délégation de la province du Shanxi.

Cette accumulation de petits faits donne des munitions à ceux qui s'opposent aux réformes et qui s'efforcent, au fur et à mesure des remaniements politiques annoncés, que leurs jours sont comptés. C'est pour faire comprendre tant à l'intérieur qu'à l'extérieur que sa politique ne verra pas que l'équipe en place autour de M. Deng Xiaoping laisse circuler des bruits sur l'organigramme de la future direction.

« Aide-nous, camarade Xiaoping ! », proclamait jusqu'à dimanche 28 avril leur bannière. Devant la mauvaise volonté des autorités, ils s'adressaient en dernier recours au numéro un du régime, celui qui mit fin à la révolution culturelle. Il faut dire que la situation de cas laissés-pour-compte est difficile, sinon dramatique. Confinés en dépit de leurs études dans des positions subalternes, parfois dans des lieux isolés, ils ont perdu leur hukou, ce certificat de résidence en ville sans lequel ils finiront leur vie dans un exil poussé, loin de leur famille et de leurs amis.

Après la chute de la « bande des quatre », la plupart des quatre cent mille « jeunes instruits » envoyés au Shanxi ont pu regagner leurs foyers. Selon les manifestants, il en reste encore vingt mille. Les autorités de Pékin leur ont dit que, à certaines conditions, ils pourraient rentrer chez eux : s'ils sont célibataires, séparés, mariés. Mais ceux qui ont eu le malheur de se marier sur place n'ont pas le droit de récupérer leur hukou.

La presse n'a pas souffert mot de cette manifestation. Mais les autorités pékinoises ont reconnu son existence : « Ce n'est pas un problème très grave », nous a dit un porte-parole de la municipalité. « Il s'agit seulement d'une contradiction au sein du peuple. Le comité du parti de Pékin va prendre ce problème en considération », et il sera résolu de façon appropriée. « Lundi après-midi, la police empêchait tout contact avec les manifestants.

Combien de temps ces manifestants oseront-ils tenir tête aux autorités ? Combien de temps celles-ci toléreront-elles une telle audace ? Cette affaire survient alors qu'elles s'emploient à inciter les jeunes diplômés à repartir pour la campagne. « Aider à la modernisation du pays », étudiants, ingénieurs, intellectuels sont interviewés par la presse alors qu'ils s'apprêtent à aller développer des zones défavorisées. Il est vrai que leur sort est différent de celui des « jeunes instruits ». Ils conservent la plupart du temps leur hukou, et reçoivent des postes de responsabilité, mieux payés.

De telles manifestations sont rares. Les précédentes protestations de « jeunes instruits » dataient de 1979. On peut cependant noter les manifestations étudiantes de 1984 à Nanjing et celle du début de l'année à Pékin. Cette dernière, qui avait pour but de protester contre la réduction des bourses, avait été couronnée de succès.

Des dérapages de ce genre sont inévitables du moment que le gouvernement relâche tant soit peu son contrôle et qu'une partie de la population commence à craindre un peu moins de critiquer l'administration, du moins dans les limites tolérées. Le prestige des cadres et du parti n'est plus aussi élevé. Mais, de là à manifester une semaine durant dans la capitale, il y avait un pas important.

Le rajeunissement de l'équipe dirigeante

Il ne s'agit sûrement pas d'une liste définitive. Mais ces informations veulent donner l'impression d'une équipe cohérente, soudée, qui prendra progressivement le flambeau des mains de la direction, actuelle, avec son consentement, et dans la stabilité. Ainsi, après le remaniement ministériel prévu pour mai-juin dans le cadre du « rajeunissement », la conférence nationale du PCC de septembre devrait voir accéder plusieurs « jeunes » au bureau politique : tout d'abord M. Hu Qili, membre du secrétariat, et dauphin quasi officiel du secrétaire général, M. Hu Yaobang. Ensuite, M. Li Peng, vice-premier ministre chargé de l'économie, dont on a appris récemment qu'il avait été le fils adoptif de l'ancien premier ministre Zhou Enlai, et qui a été éduqué en URSS.

Les deux membres suppléants du secrétariat, M. Qiao Shi, chef du département à l'organisation, et M. Heo Jiansu, ancien vice-ministre du secteur. M. Wang Zhaoguo, directeur de l'office général du parti et ancien chef des jeunes communistes, et M. Tian Jiyun, vice-premier ministre et économiste, devraient accéder aussi au Politburo, de même que l'actuel ministre des affaires étrangères, M. Wu Xueqian, s'il cède, comme beaucoup le pensent, son poste à son adjoint, M. Qian Qichen.

Toujours, selon les mêmes sources, en 1987, M. Hu Yaobang et Zhao Ziyang, le premier ministre, céderaient leur poste à des membres du « deuxième échelon » pour prendre des fonctions honorifiques. M. Hu Yaobang, devenu chef de l'Etat, poste occupé par M. Li Xianshen (quatre-vingts ans), et serait remplacé par M. Hu Qili. M. Zhao Ziyang deviendrait président de l'Assemblée nationale populaire à la place de M. Peng Zhen (quatre-vingt-trois ans) et serait remplacé par M. Li Peng. M. Deng Xiaoping (quatre-vingt ans) abandonnerait la présidence de la commission militaire du parti — en fait la direction de l'armée populaire de libération (APL) — non pas à M. Hu Yaobang, comme on l'avait laissé entendre récemment, mais au général Li Desheng. Ce dernier, chef de la région militaire de Shenyang (Mandchourie), et âgé de soixante-neuf ans, avait pourtant joué un rôle important durant la révolution culturelle, ce qui ne l'a pas empêché de conserver ses fonctions après la chute de la « bande des quatre ».

Il reste encore à voir si ces plans résisteront à l'épreuve du temps. Mais le seul fait qu'ils soient ébauchés et que des fuites aient lieu dans un système qui cultive autant le secret témoigne de l'importance que M. Deng Xiaoping accorde à une transition sans heurts et préparée de longue date.

PATRICE DE BEER.

Malte

Les différends avec le Vatican sont en voie de règlement

Cité du Vatican (AFP). — Malte et le Vatican sont parvenus samedi 27 avril à un accord sur la question scolaire qui avait été à l'origine d'une crise politique importante à l'automne dernier. Le projet du gouvernement de M. Dom Mintoff d'instaurer la gratuité dans les écoles privées gérées par l'Eglise avait entraîné la fermeture de ces écoles pendant sept semaines et une importante vague de grèves et de protestations.

Au terme d'entretiens entre le vice-premier ministre, M. Guzi Casar, et l'archevêque Achille Silvestrini, secrétaire du conseil pour les affaires publiques de l'Eglise, les deux parties ont annoncé dans un communiqué conjoint que la gratuité de l'enseignement serait introduite « graduellement » dans les écoles secondaires de l'Eglise.

Le Saint-Siège et le gouvernement maltais se sont mis d'accord également sur les critères d'admission des élèves. Cette formule vague, indique-t-on de source sûre à Rome, traduit une concession des autorités de La Valette qui souhaitent être représentées au sein d'un comité décidant de l'admission des candidats dans les écoles catholiques.

Une commission mixte doit étudier les autres questions intéressant les relations Eglise-Etat. Autrement dit le problème des biens de l'Eglise que le gouvernement avait tenté de confisquer.

Enfin, les deux parties estiment « opportuns » qu'un nonce apostolique soit nommé rapidement à La Valette. Ces derniers temps, le Vatican n'avait à La Valette qu'un chargé d'affaires.



ISTH INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES Depuis 1953

L'équipe de professeurs et de praticiens de l'ISTH responsable des préparations aux grands concours d'entrée - HEC 1^{re} et 2^{de} A, Sciences Po 1^{re} et 2^{de} A, ENA - et aux examens de licence - Droit, Sciences Éco et Gestion - est à votre service

POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR À :

CPECF. Rentrée en octobre : cours du jour et stages intensifs DECS. Nouveaux cursus, stage intensif août et rentrée en novembre

BTS. Comptabilité et gestion de l'entreprise : 2 ans

ENSEIGNEMENTS COMPLETS - TOUTES U.V. CONTRÔLES ÉCRITS HEBDOMADAIRES

AUTREUIL : 4 av. Léon-Henney 75016 Paris • TOLBIAC : 83 av. d'Italie 75013 Paris

ICL FRANCE

Filiale d'un groupe européen de 50 000 personnes avec un chiffre d'affaires de 25 milliards de francs dans L'INFORMATIQUE et les COMMUNICATIONS. 12 agences, 60 points de maintenance en France.

ICL, 16, cours Albert 1^{er}, 75008 PARIS (tél. 225 93 04 - poste 288)

PROCHE-ORIENT

LA VISITE DE M. DUMAS EN ARABIE SAOUDITE

Riyad s'inquiète de la fourniture éventuelle de centrales nucléaires françaises à Israël

Riyad (AFP, AP). - Le ministre français des relations extérieures, M. Roland Dumas, a regagné Paris dimanche à l'issue d'une visite de vingt-quatre heures à Riyad - sa première en Arabie saoudite - au cours de laquelle il a procédé à un large échange de vues avec les responsables du royaume.

Le ministre français avait eu samedi soir et dimanche matin deux séances d'entretiens avec son homologue, le prince Saoud Al Fayçal.

Il a également rencontré, au cours d'un dîner offert en son honneur, les ministres saoudiens du pétrole, Cheikh Ahmed Zaki Yamani, et de l'industrie, M. Abdel Aziz Al Zamil, et a examiné la coopération militaire au cours d'un entretien d'une heure avec le ministre saoudien de la défense, le prince Sultan Ben Abdel Aziz.

Enfin, le ministre français a remis au roi Fahd Ben Abdel Aziz, qui l'a accueilli, une invitation du président Mitterrand à se rendre en

France, à une date qui sera annoncée ultérieurement.

Dans une déclaration à la presse à son départ, M. Dumas a indiqué qu'outre les relations bilatérales, il avait abordé plus particulièrement avec ses interlocuteurs la situation au Liban, la guerre irako-irakienne et le problème palestinien, dans un « climat de grande et profonde amitié et de grande franchise ». « Nous n'avons aucun contentieux », a-t-il ajouté.

Evolution des relations bilatérales.

Il a déclaré que la France « est très présente (en Arabie saoudite) dans tous les domaines et entend développer cette présence et son action en accord avec les autorités saoudiennes ».

De son côté, le prince Saoud Al Fayçal a insisté sur la concordance de points de vue entre Paris et Riyad sur les questions évoquées. Le ministre saoudien a souligné en particulier que l'Arabie saoudite « apprécie l'attitude de la France » à l'égard du problème palestinien.

Le prince Fayçal a indiqué, d'autre part, au journal saoudien *Al Riyad* que le roi Fahd avait évoqué avec M. Dumas l'éventuelle vente à Israël de deux centrales nucléaires. Le ministre français a également discuté de cette affaire avec le prince Sultan, le ministre de la défense.

Dans une déclaration à la presse à l'arrivée de M. Dumas à Riyad, le prince Saoud Al Fayçal avait exprimé la « profonde inquiétude » de l'Arabie saoudite devant le renforcement des capacités nucléaires d'Israël, en réponse à une question sur la fourniture éventuelle à Israël par la France de centrales nucléaires. Il avait indiqué que ce sujet serait évoqué lors de la visite de M. Dumas, précisant que l'Arabie saoudite avait interrogé les responsables français à ce sujet et que ceux-ci avaient démenti qu'une transaction ait jusqu'à présent été conclue.

Interrogé à son arrivée sur cette question, M. Dumas s'était borné à déclarer : « Si ce sujet vient dans la conversation, nous en parlerons comme nous parlerons de tous les problèmes. » « Nos rapports sont empreints d'une très grande franchise et d'une grande amitié, et il n'y a pas de sujet tabou », avait-il souligné.

Au Zénith

SIX MILLE PERSONNES ONT CÉLÉBRÉ LE TRENTIÈME ANNIVERSAIRE D'ISRAËL

La salle du Zénith, au parc de La Villette, à Paris, était pleine, le dimanche 28 avril, pour célébrer le trentième anniversaire de l'État d'Israël. Devant six mille personnes enthousiastes, le grand rabbin de France, M. René-Samuel Sirat, a exalté le « dévouement à la cause de l'homme », dont Israël a donné l'exemple avec le sauvetage des juifs d'Ethiopie menacés par la famine.

M. Théo Klein, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), a évoqué les pionniers d'Israël et leurs successeurs. « Nous, nous partageons leurs rêves », a-t-il dit. « Eux, ils font la réalité. » A propos du quarantième anniversaire de la libération des camps nazis, M. Klein a lancé un appel aux juifs français pour que chacun d'eux considère comme un devoir d'aller voir le film de Claude Lanzmann, *Shoah* (le Monde daté 28-29 avril).

L'ambassadeur d'Israël en France, M. Ovadia Soffer, a donné lecture d'un message du chef de son gouvernement, M. Shimon Pérès, adressé aux communautés juives du monde entier. M. Soffer a évoqué, ensuite, la lignée de ceux qui ont voulu ou veulent « exterminer » le peuple juif, de Tarquemada, le grand inquisiteur espagnol, à « Hitler, Ararat et Khmeiny ». Il a invité les juifs à se montrer solidaires d'Israël pour « la conquête de la paix » avec les peuples arabes, contre ceux qui attisent, parmi ceux-ci, le fanatisme.

Au CREA

18, rue de l'Arcade, 75008 PARIS
Tél. : 286-42-53

ARABE LITTÉRAIRE MODERNE

Régie littéraire de 100 heures (dont 50 heures de cours) - du 1^{er} au 28 juillet 1985 - du 2nd au 27 septembre 1985 - Stage intensif 300 heures agréé par l'État 10 semaines à compter des 6 mai, 3 juin 1985 - ANGLAIS : Stage intensif agréé par l'État (très bonne base requise), 8 semaines à compter des 15 mai, 3 juin 1985.

L'EXODE DES CHRÉTIENS DU LIBAN DU SUD

Jérusalem n'interviendra pas

De notre correspondant

Jérusalem. - L'armée israélienne ne retournera pas dans les régions du sud du Liban qu'elle vient d'évacuer et n'a pas l'intention de prêter main forte aux forces du général Antoine Lahad, dont dépend désormais la sécurité des populations chrétiennes vivant ou réfugiées à Jezzine. Telle est la ligne de conduite de l'Etat hébreu, rappelée avec netteté dimanche 28 avril par plusieurs dirigeants israéliens dont MM. Yitzhak Navot, premier ministre adjoint

sort, à se replier dans l'enclave de Marjayoun.

La semaine dernière, le général Lahad disposait d'une unité de deux cents hommes à Jezzine que les israéliens avaient, jusqu'à leur départ, continué d'équiper et d'entraîner dans un camp situé près d'Al-Khiam. Mais Israël ne tient plus ce contingent comme partie prenante de l'ALS et ne maintient donc au-

Toutefois, on ne cache pas dans les milieux militaires que la situation pose un dilemme à l'armée israélienne. On s'attendait ici à une défaite chrétienne dans le Sud, mais pas aussi rapidement, et l'on affirme mal comprendre pourquoi le commandant des Forces libanaises, M. Samir Geagea, a retiré soudainement ses hommes du Sud, précipitant les événements juste avant le repli de l'armée israélienne.

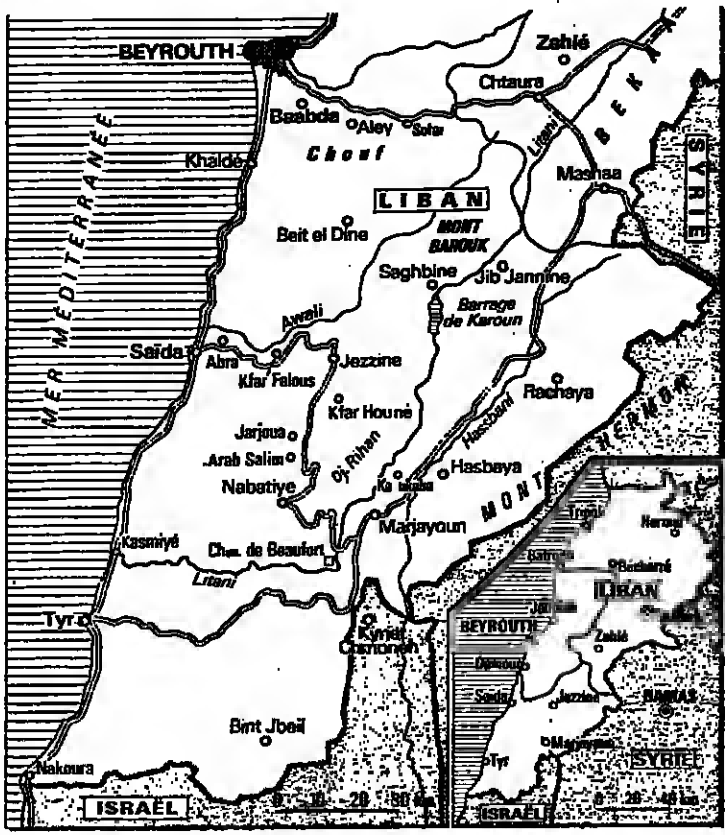
Dans l'immédiat, la seule assistance que Jérusalem entend fournir aux chrétiens du Sud dans la zone encore sous son contrôle sera d'ordre humanitaire. L'unité de liaison israélienne auprès du quartier général de l'ALS participe à la distribution des secours aux quelque 1 200 réfugiés arrivés pendant le week-end à Marjayoun et à Kila.

Environ deux cent cinquante familles originaires de la région de Saïda ont été accueillies dans les écoles et les églises, où elles ont reçu

couvertures, vivres et médicaments. On a renforcé les équipes médicales et transféré plusieurs blessés graves à l'hôpital de Safed, en Israël. Des collectes de fonds et de vivres ont été organisées dans certains villages arabes chrétiens de Galilée.

Dans la région de Tyr, l'armée israélienne s'attend à une transition « en douceur » après son repli qui semble imminente. On souligne ici que l'homogénéité ethnique de cette zone, presque exclusivement peuplée de chrétiens, devrait permettre d'éviter des troubles confessionnels. L'annonce lundi qu'un accord est intervenu entre la FINUL et le mouvement Amal laisse plutôt bien augurer de la suite. Le porte-parole de l'armée a démenti dimanche les informations selon lesquelles les opérations de retrait de Tyr avaient débuté tout en précisant que celles-ci pourraient commencer « à tout moment ».

J.-P. LANGELIER



(travailleurs), et Moshé Arens, ministre sans portefeuille (Likoud).

Cette position, souligne-t-on dans les milieux militaires, ne souffrirait qu'une seule atténuation : dans l'hypothèse, assez improbable, où la situation à Jezzine se dégraderait au point de mettre directement en danger la sécurité de la Galilée.

Le général Lahad, qui commande l'Armée du Liban du Sud, avait depuis quelque temps à quoi s'en tenir sur l'attitude de ses alliés israéliens. Il leur avait demandé, il y a trois semaines, l'autorisation de maintenir un contingent à Jezzine après leur départ. Jérusalem avait donné son « feu vert » tout en soulignant qu'il serait impossible d'aider militairement l'ALS à préserver un « couloir chrétien » assurant une continuité géographique entre Jezzine - située en dehors de la « zone de sécurité » - et son arrière-pays. Israël avait une nouvelle fois invité les familles liées à l'ALS, inquiètes pour leur

con seiller auprès de lui. Si cette force, estime-t-on ici, veut se lancer dans la bataille, elle le fera « à ses risques et périls ».

Une attention embarrassée

Le fait que l'armée israélienne ait exclu de revenir sur ses pas pour épauler les chrétiens de Jezzine n'empêche pas Jérusalem de suivre avec une attention embarrassée l'évolution des combats dans les régions récemment évacuées. Les commentaires des médias et des milieux politiques tournent autour du leit-motiv : « On vous l'avait bien dit. » « Nous avons prévenu l'ONU, les Etats-Unis et les Libanais, soulève un haut fonctionnaire, que, sans un minimum d'accord avec le gouvernement de Beyrouth, des affrontements intercommunautaires étaient inévitables. » L'impuissance de l'armée libanaise, calfeutrée dans ses casernes, n'a bien entendu surpris personne en Israël.

L'assaut des milices druzes

(Suite de la première page.)

En fait, la prise de l'Iklim-al-Kharoub ne laisse vraiment que les chrétiens. Pour les sommets de Saïda et les chrétiens du reste du Sud, l'hypothèque de la présence des milices chrétiennes, sur la route côtière est levée. Israël trouve son compte au fait que l'armée des chrétiens du Sud ne peut plus se faire qu'en direction de la bande frontalière, la jonction avec Beyrouth-Est étant désormais coupée.

Une stabilisation provisoire

Un dernier bateau est arrivé samedi de Jiyeh à Jounieh, chargé de cinq cents réfugiés. Mais, de l'Iklim-al-Kharoub comme des hauteurs de Saïda, c'est par milliers que les chrétiens ont fui durant le week-end, vers Jezzine et, déjà, vers Marjayoun, l'autre grande localité chrétienne du Sud, plus sûre parce que située dans la bande frontalière, alors que Jezzine, beaucoup plus éloignée de la frontière, est menacée de toutes parts. Selon les informations israéliennes, deux mille réfugiés sont arrivés dimanche à Marjayoun.

Parallèlement à leur élimination de l'Iklim-al-Kharoub, les chrétiens ont continué de perdre pied au-dessus de Saïda. Les milices mouslimes soutiennent par les Palestiniens - une controverse étant engagée sur ce point - ont investi sept villages de plus, élargissant le périmètre de territoire sous leur contrôle à l'est et au nord-est de Saïda où elles avaient déjà pris d'assaut sept autres localités de la bordure immédiate de la ville sunnite. Elles sont à présent aux portes de Kfarfous où le richissime Libanais d'Arabie saou-

dite, M. Rafic Hariri, originaire de Saïda, a construit un grand complexe hospitalier et l'a mis à la disposition de ses concitoyens. Il semble se confirmer que les lignes doivent se stabiliser, du moins provisoirement, jusqu'au retrait final israélien, début juin, qui devrait permettre d'y voir plus clair.

Les chrétiens pourraient revenir aux positions antérieures à l'invasion israélienne, c'est-à-dire en fait à celles issues de la première phase de la guerre du Liban en 1975-1976, qui limitaient leur présence au milieu de kilomètres carrés de territoire allant de Beyrouth-Est au nord de Jounieh (plus Zghorta, sous tutelle syrienne, au nord et la bande frontalière sous tutelle israélienne au sud).

La prise de l'Iklim-al-Kharoub par les druzes relance les spéculations sur la « cantonisation » du Liban. Elle complète en effet le territoire (pour éviter le terme « canton ») druze alors qu'à Saïda et dans des endroits se dessine un territoire sous contrôle sunnite et qu'Amal installe plus au sud un pouvoir quasi exclusivement chiite au fur et à mesure de l'évacuation israélienne.

A Beyrouth, la ligne de démarcation « ressassée » chaque jour un peu plus. Ainsi, lundi matin, une seule voie de passage, celle de la Gare Sennar, fonctionnait, alors que normalement quatre sur six sont ouvertes ; deux : le Ring et Sodoco - ayant manifestement été passées par profils et pertes jusqu'à nouvel ordre, indice évident de la dégradation de la situation dans la capitale.

LUCIEN GEORGE

AMÉRIQUES

Chili

APRÈS L'ARRESTATION DE NOMBREUX OPPOSANTS DONT DEUX FRANÇAIS

L'ambassadeur chilien a été convoqué au Quai d'Orsay

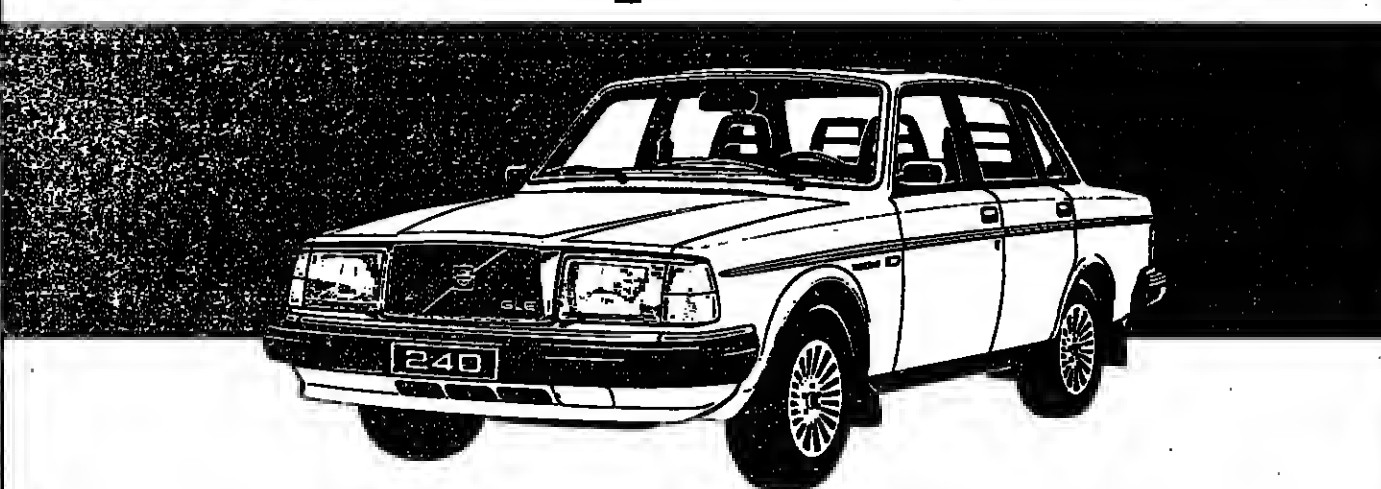
L'ambassadeur du Chili à Paris, M. Eduardo Cisternas, a été convoqué le dimanche 28 avril au Quai d'Orsay, à la suite de l'arrestation à Santiago de près de trois cents personnes (le Monde daté 28-29 avril). Le ministre de l'Intérieur chilien a en effet annoncé la mise en état d'arrestation de deux cent soixante-quatre personnes, parmi lesquelles figurent deux Français, M. Michel Bourguignat, professeur à l'Institut français de Santiago, et son épouse. L'ambassadeur a été reçu par M. Robert Richard, directeur du département d'Amérique. « Les autorités françaises, dit le communiqué publié par le ministère, ont fait part de leurs vives préoccupations à la suite des arrestations massives à Santiago. Elles réclament la libération immédiate des deux Français arrêtés. La France souhaite que les garanties élémentaires du droit soient assurées à l'ensemble des personnes arrêtées. »

A Santiago, la Commission chilienne des droits de l'homme a condamné ces arrestations, et une demande de protection a été présentée samedi devant la justice par l'avocat, M. Gustavo Ortiz, qui a déclaré que tous les détenus ont été mis au secret dans un bâtiment

de la police militaire. L'agence catholique de défense des droits de l'homme a précisé : « Nous avons de très sérieuses craintes à propos des personnes détenues. La torture, ce n'est pas un mystère, est une pratique commune dans les postes de police. » Rappelant la mort, il y a deux mois, d'un militant du Parti socialiste victime d'une crise cardiaque pendant sa détention, les organisations ont adressé une demande au juge, M. Efraim Araya, pour qu'il envoie des médecins examiner les personnes détenues.

Pour justifier ces arrestations, le gouvernement chilien a déclaré que les participants au rassemblement du PS « préparaient des actions destinées à perturber l'ordre public le 1^{er} mai au cours d'une réunion politique non autorisée ». Un haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur a indiqué que les mineurs arrêtés ainsi qu'une personne agée avaient été relâchés et assignés à résidence. Les autres sont détenus dans plusieurs casernes de carabinières, à la disposition du ministre de l'Intérieur qui statuera sur leur sort dans les cinq prochains jours, conformément aux lois en vigueur. - (AFP, AP, Reuters.)

Volvo 240 : à partir de 82.800 F.*



Découvrez les Volvo 240. 5 versions de 8 à 11 CV. Diesel, Essence. De nouveaux moteurs performants et un équipement exceptionnel en série. Venez les essayer chez votre concessionnaire.

*prix de la Volvo 240 DL ou 1.185. Modèle présenté : Volvo 240 GLE. Consommations : 6,7 l à 90 km/h ; 9,5 l à 120 km/h ; 12,9 l en ville (normes CEE).

VOLVO

- 75 - PARIS 5^e - Garage Soutif, 179, rue Saint-Jacques - Tél. : 329.51.41
- 75 - PARIS 8^e - Volvo Paris, 138, av. des Champs-Élysées - Tél. : 225.60.70
- 75 - PARIS 13^e - Els Le Calvez, 6, rue Vulpian - Tél. : 535.98.09
- 75 - PARIS 16^e - Volvo Paris, 72-76, rue de Langchamp - Tél. : 727.47.37
- 75 - PARIS 16^e - Volvo Paris, 54-56, av. de Versailles - Tél. : 524.43.61
- 75 - PARIS 17^e - Volvo Paris, 112-114, rue Cardinet - Tél. : 766.50.35
- 75 - PARIS 19^e - Garage des Ardennes, 3-5, rue des Ardennes - Tél. : 203.30.75
- 75 - PARIS 20^e - Garage des Grands Champs, 58, rue des Grands Champs - Tél. : 373.73.62
- 77 - LAGNY-SUR-MARNE - Els Mousset, Pompoine, 79, rue du Gal Leduc - Tél. : 007.24.20
- 77 - VAUX-LE-PEUPLE/MELUN - Automobiles Paris-Sud, 112, route de Nangy - Tél. : 437.80.43
- 78 - ELANCOURT - Elancourt Automobiles, 51, route de Houday - Tél. : 477.12.12
- 78 - PORT-MARLY - Les Quatre Arbres, rue du Fonds des Roches - Tél. : 062.00.76
- 78 - MANTES-LE-VILLE - M. Baris Automobiles, 51, route de Houday - Tél. : 477.12.12
- 78 - SARTROUVILLE - Garage de l'avenue, 140, rue Maurice Berteaux - Tél. : 913.49.32
- 91 - CORBEIL-ESSONNE - Royal Auto, 8, route de Saint-Germain - Tél. : 958.61.13
- 91 - MASSY - Garage Gambetta, 24, rue Gambetta - Tél. : 920.25.80
- 92 - CHATELAIN-SOUS-BAGNEUX - Garage Europeen, 112, bd J.F. Kennedy - Tél. : 068.92.05
- 91 - BOIS-COLOMBES - Garage Ferdi, 45-49, rue Jean-Jaurès - Tél. : 831.40.32
- 93 - ASNIERES - Inter Garage Salfre, 43-45, av. d'Argenteuil - Tél. : 793.36.68
- 92 - BOIS-COLOMBES - Garage Ferdi, 45-49, rue Jean-Jaurès - Tél. : 831.40.32
- 93 - GAGNY - Garage du Lac, 15 à 19, av. du Châtelet - Tél. : 330.48.78
- 93 - NANTERRE - D.R.A.E., 45, rue Marcel Cachin - Tél. : 655.37.37
- 93 - NANTERRE - Clemenceau Automobiles, 95-97, av. Georges Clemenceau - Tél. : 724.37.34
- 92 - NEUILLY-SUR-SEINE - Volvo Paris, 16, rue d'Orléans - Tél. : 747.50.05
- 93 - DRANCY - D.R.A.E., 45, rue Marcel Cachin - Tél. : 388.05.09
- 93 - SAINT-DENIS - LAPIN, 45, bd Anatole-France - Tél. : 820.71.87
- 94 - CACHAN - Garage Rousseau, 51, av. Anstade-Brand - Tél. : 665.74.51
- 94 - CHOISY-LE-ROI - Garage de Choisy, 73, av. d'Alfortville - Tél. : 890.80.97
- 94 - NOGENT-SUR-MARNE - Garage Martneau, 156, bd de Strasbourg - Tél. : 876.62.66
- 94 - SAINT-MAUR-LES-BAINS - Garage de l'Alma, 28, rue de l'Alma - Tél. : 885.89.89
- 94 - VILLEJUIF - B. Linder Automobiles, 10, rue Jean Jaurès - Tél. : 726.12.93
- 95 - MONTIGNY-LES-CORNEILLES - Garage R.G., 19-25, bd Bordier - Tél. : 997.11.96
- 95 - PONTAISE - Ste Sogel, 10, rue Seré Depoin - Tél. : 032.55.55.

(Publicité)

Séminaire sous la présidence de M. I. KANOVITCH

avec M. Bernard STASI

« L'IMMIGRATION : UNE CHANCE POUR LA FRANCE »

MARDI 30 AVRIL 1985, à 20 h 30

CENTRE RACHI

30, bd de Port-Royal, 75006 PARIS

Participation aux frais

politique

L'émission de TF 1 avec le président de la République

L'image pas le message

« Ce nous intéresse, monsieur le Président » : tel était le titre de l'émission d'Yves Mourousi sur TF 1 à laquelle a participé pendant une heure quarante M. Mitterrand dimanche soir 28 avril.

La règle du jeu définie par Yves Mourousi était d'obtenir du président de la République des réponses brèves, des formules en réaction à des séquences filmées : spots publicitaires, extraits de films, extraits de pièces de théâtre, fiction, la dénaturation de Renault, « vidéo-clips ». Il s'agissait donc de montrer un président familier, hors du décorum et du formalisme des émissions et des discours politiques traditionnels. Aux réticences de l'opinion par rapport à la classe politique, s'ajoute l'impopularité propre à M. Mitterrand, qu'il a tenté de corriger par cette émission d'image et non de message.

Celui-ci, en fait, était implicite et courait tout le long l'émission : la France est un pays qui se modernise, et son président s'est assigné pour tâche cette modernisation. De là à conclure qu'il incarne lui-même la modernité, il n'y a qu'un pas que M. Mitterrand a suggéré aux Français de franchir, par petites touches répétitives.

Il s'est donc gardé de développer les questions politiques nationales du moment. Tout au plus a-t-il confirmé qu'il entend bien rester à l'Elysée, quelle que soit l'issue du scrutin législatif de 1986, ironi-

sant au passage sur le « gros appétit » de M. Raymond Barre - sans toutefois le nommer - qui prétend déjà à sa succession. Il a également confirmé, sans préciser quelle suite pourrait être donnée à ce projet, qu'il n'est pas opposé à la réduction de la durée du mandat présidentiel.

C'est sur la Nouvelle-Calédonie que le chef de l'Etat s'est engagé de la façon la plus claire : il a précisé que l'objectif du gouvernement reste de conduire la Nouvelle-Calédonie à l'indépendance, en « association » avec la France.

M. Mitterrand a également fortement rappelé ses convictions européennes - « je suis carrément européen » - et a reproché à M. Reagan de se méfier de ce qui ne le regarde pas, à savoir le projet Euréka d'une Europe de la haute technologie. L'émission, paisible et décontractée, s'est vraiment animée à deux reprises : lorsque le président a passionnément défendu les grands projets architecturaux de la capitale, et notamment la pyramide du Louvre ; lorsqu'il s'est trouvé quelque peu embarrassé pour justifier le niveau record des ventes d'armes de la France, alors même qu'il venait de se flatter que, sous sa direction, la France puisse « parler autrement » au monde.

Voici les principaux extraits des propos tenus par le chef de l'Etat dimanche 28 avril, lors de l'émission « Ce nous intéresse M. le président », préparée et animée par Yves Mourousi, sur TF 1 :

● RÉDUCTION DU MANDAT PRÉSIDENTIEL

« Deux septennats dans la même ligne de conduite, pour poursuivre un même projet, ce serait plus sûr, car sept ans, je suis en train de m'en apercevoir, c'est court (...). Il y a un vote fait par les deux assemblées qui demande que le mandat présidentiel soit ramené de sept à cinq ans. M. Pompidou avait fait cette proposition, puis M. Giscard d'Estaing et moi-même. Vous remarquerez - ce qui pourrait, le cas échéant, refroidir ceux qui se pressent du côté de ma succession - que si l'on devait adopter maintenant la réduction à cinq ans, cela ne s'appliquerait pas à moi : ce n'est pas rétroactif. Cela

pourrait décevoir, mais je ne veux pas plus jouer un mauvais tour à mes successeurs. On peut donc voir que je ne suis pas contre... »

« Interrogé sur le fait de savoir si Mitterrand a changé ou non, le président de la République a répondu : « Mitterrand a changé beaucoup de choses, mais lui n'a pas changé... »

● NOUVELLE-CALÉDONIE

« Edgard Pisani m'a remis (...) un rapport assez volumineux, examinant tous les aspects de la question jusqu'au détail. Ce qui a été décidé était compris dans ses hypothèses, qui étaient peu nombreuses. Certes, Edgard Pisani préférait aller plus vite et indiquait que, dès le mois de septembre, on pourrait en avoir fini avec le processus électoral, c'est-à-dire avec le vote sur l'autodétermination... »

« Nous avons préféré adopter d'autres hypothèses qu'il nous avait

lui-même présentées et qui impliquaient d'abord, dès cette session parlementaire, c'est-à-dire avant le 1^{er} juillet, le vote d'une loi qui indiquera clairement un objectif : l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie dans l'association avec la France. Mais cela ne peut pas être confondu, en raison de la Constitution, avec le vote d'autodétermination sur l'indépendance-association.

Cette loi étant votée, étant fixés les termes mêmes de la politique gouvernementale, quatre régions seront créées, et on votera dès la fin juillet ou au début du mois d'août un suffrage universel dans ces quatre régions pour élire des per-

sonnes qui auront en charge des pouvoirs très importants, ce qui les préparera aux responsabilités du futur.

« Je crois que c'est un bon plan. Il tient compte des réalités et établit un consentement plus large que celui qui a été au début remarqué par chacun. Mais nous ne céderons pas de terrain à ceux qui ne veulent rien, parce qu'ils veulent tout pour eux-mêmes ! Il ne faut pas y compter... »

« A mon retour de Nouvelle-

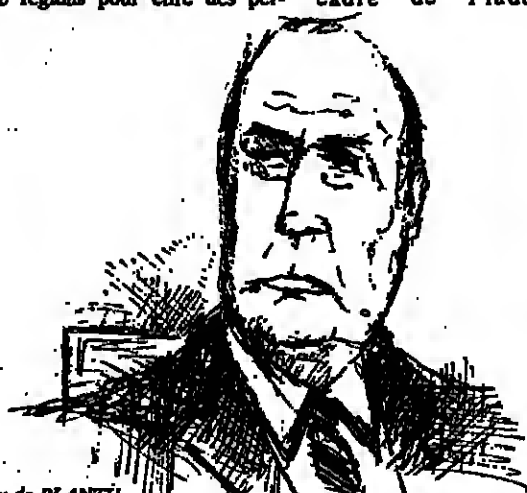
Calédonie, j'avais développé en cinq points les impressions, les observations et les éléments de décision que je prendrais et j'avais noté la base stratégique de Nouméa. Il faut bien que vous sachiez qu'il n'y a pas là-bas de base aéronavale. Les sous-marins nucléaires ne peuvent pas s'y arrêter. Les navires de guerre ne peuvent pas accoster. La piste d'aviation ne permet pas aux avions les plus modernes de décoller. C'est non, nous ne ferons tout cela : Après plus d'un siècle de présence en Nouvelle-Calédonie, enfin, il y aura une base à Nouméa. Voilà notre objectif, mais il s'inscrit dans le cadre de l'indépendance-association (...). C'est une synthèse ; l'indépendance correspond à une reconnaissance de la dignité d'un ou des peuples qui vivent sur ce sol, et particulièrement de ceux qui y vivent originellement. L'association, c'est une garantie pour tous ceux qui, depuis déjà longtemps - c'est le cas des Néo-Calédoniens d'origine française - plus d'un siècle - ont largement participé à l'évolution de ce territoire, lui ont apporté souvent sa prospérité et ont bien le droit d'y vivre... »

Le plan câble, admet M. Mitterrand, « est plus lent que prévu ». A propos du rapport Bredin et des télévisions privées, il ajoute : « Pour la télévision, c'est plus difficile que pour la radio. L'autorisation est donnée, on elle va être donnée (...). Alors, est-ce que ce sera sur le plan national deux, trois, quatre chaînes en plus ? Je ne sais pas ce que dira M. Bredin. Mais, sur le plan local, il devrait y avoir place, toujours en rais-

son de la même logique, pour peut-être une chaîne, peut-être plus, de télévisions locales (...). Que les meilleurs gagnent ! Ce sera un marché très difficile à conquérir parce que, après tout, les télévisions qui existent dans le secteur public, les trois chaînes, sont plutôt bien, à mon avis, et elles occupent un très large terrain, très solidement. Elles ont une part importante de la publicité... »

Il y a deux espaces qui ne sont pas définitivement compressibles : l'espace physique - il ne peut pas y avoir trente-six canaux au même endroit - et l'espace publicitaire. La fortune française, et même européenne - je crois qu'il y aura le satellite qui sera un remarquable relais - ne permet pas de faire appel à cette ressource indéfiniment. Donc, pour ceux qui se lanceront dans cette aventure très belle et très forte, il y aura beaucoup de coups à prendre. Mais ce sera la liberté... »

(Lire la suite page 8.)



Dessin de PLANTU.

sonnes qui auront en charge des pouvoirs très importants, ce qui les préparera aux responsabilités du futur.

« Je crois que c'est un bon plan. Il tient compte des réalités et établit un consentement plus large que celui qui a été au début remarqué par chacun. Mais nous ne céderons pas de terrain à ceux qui ne veulent rien, parce qu'ils veulent tout pour eux-mêmes ! Il ne faut pas y compter... »

« A mon retour de Nouvelle-

Calédonie, j'avais développé en cinq points les impressions, les observations et les éléments de décision que je prendrais et j'avais noté la base stratégique de Nouméa. Il faut bien que vous sachiez qu'il n'y a pas là-bas de base aéronavale. Les sous-marins nucléaires ne peuvent pas s'y arrêter. Les navires de guerre ne peuvent pas accoster. La piste d'aviation ne permet pas aux avions les plus modernes de décoller. C'est non, nous ne ferons tout cela : Après plus d'un siècle de présence en Nouvelle-Calédonie, enfin, il y aura une base à Nouméa. Voilà notre objectif, mais il s'inscrit dans le cadre de l'indépendance-association (...). C'est une synthèse ; l'indépendance correspond à une reconnaissance de la dignité d'un ou des peuples qui vivent sur ce sol, et particulièrement de ceux qui y vivent originellement. L'association, c'est une garantie pour tous ceux qui, depuis déjà longtemps - c'est le cas des Néo-Calédoniens d'origine française - plus d'un siècle - ont largement participé à l'évolution de ce territoire, lui ont apporté souvent sa prospérité et ont bien le droit d'y vivre... »

Le plan câble, admet M. Mitterrand, « est plus lent que prévu ». A propos du rapport Bredin et des télévisions privées, il ajoute : « Pour la télévision, c'est plus difficile que pour la radio. L'autorisation est donnée, on elle va être donnée (...). Alors, est-ce que ce sera sur le plan national deux, trois, quatre chaînes en plus ? Je ne sais pas ce que dira M. Bredin. Mais, sur le plan local, il devrait y avoir place, toujours en rais-

La clé sous le paillason : « Ce n'est pas mon genre »

● LA COHABITATION

« On s'agit pas d'un président pour qu'il soit inerte, pour qu'il ne fasse rien ! Tout cela est très, très clairement expliqué dans la Constitution. Ce que je sais, c'est que la Constitution ne prévoit aucunement que les députés et l'Assemblée nationale puissent censurer le président de la République. Alors, à tous ceux qui, parce qu'ils ont un gros appétit, se précipitent vers ce qu'ils croient être un fromage, je leur dis que je ne resterais pas inerte... »

« Ce n'est pas mon genre », répond M. Mitterrand lors-

qu'il a été interrogé sur la proposition de « clé sous le paillason » de M. Raymond Barre. « C'est une synthèse ; l'indépendance correspond à une reconnaissance de la dignité d'un ou des peuples qui vivent sur ce sol, et particulièrement de ceux qui y vivent originellement. L'association, c'est une garantie pour tous ceux qui, depuis déjà longtemps - c'est le cas des Néo-Calédoniens d'origine française - plus d'un siècle - ont largement participé à l'évolution de ce territoire, lui ont apporté souvent sa prospérité et ont bien le droit d'y vivre... »

● TÉLÉVISION PRIVÉES

« Il faut aller vers le maximum de liberté possible de l'expression de la

LA GRENOUILLE QUI RÊVE D'ÊTRE UN OURS

« Je ne me voyais pas en grenouille ! Non, là, Collaro a exigé ! Je ne me voyais pas en grenouille, mais s'il m'avait demandé mon avis, il est vraisemblable que j'aurais été moins judicieux qu'il ne l'a été dans son choix, bon... Alors, je m'excuse de tarder à répondre ! »

M. Mitterrand n'écoute parler dans le « Bédouin Show » de Stéphane Collaro. Et il rêve sans doute d'être un ours, comme M. Raymond Barre : « L'ours, il faut dire que c'est une chance, parce que quel est le petit enfant qui n'a pas eu un ours... C'est un bon facteur de popularité... »

« La grenouille c'est plus rare ! »

« Oui, c'est plus rare, sauf quand elle se transforme en prince, comme vous savez ! »

LE MANDAT PRÉSIDENTIEL DE SEPT ANS

Un « provisoire » qui a la vie dure

En 1873, les institutions de la III^e République s'étaient peu à peu imposées. Les monarchistes espéraient que le maréchal de Mac-Mahon, élu à la tête de l'Etat le 24 mai, faciliterait le retour sur le trône du comte de Chambord, « petit-fils » de Charles X. Mais celui-ci se montra intransigeant : il ne voulait pas du drapeau tricolore. Dernier espoir pour les partisans de la royauté : à la mort de l'héritier légitime, le prétendant sera un petit-fils de Louis-Philippe, plus conciliant. Pour gagner du temps, le duc de Broglie fait voter le 18 novembre par l'Assemblée nationale réunie à Versailles une loi conférant le pouvoir à Mac-Mahon pour sept ans. Le septennat entraine ainsi, par la petite porte monarchiste, dans la tradition républicaine. Cent douze ans plus tard, il n'en est toujours pas sorti. Le provisoire a, en France, la vie plus dure que les lois graves dans le marbre pour durer.

Régulièrement pourtant, la question de la réduction du mandat présidentiel s'élève. Cinq ans avant l'ordre du jour, passionnant les constitutionnalistes, permettant aux hommes politiques d'envisager quelques « coupes » ou de bâtir quelques scénarios de « politique fiction ».

Une tentative faillit bien aboutir : celle de Georges Pompidou. Ce sujet ne l'avait guère passionné, puisqu'il ne l'avait jamais abordé avant son message au Parlement du 3 avril 1973, par lequel il annonçait son intention de demander le vote d'une réforme de la Constitution.

La question passionnera le monde politique jusqu'au mois de novembre suivant. La gauche, qui avait pourtant fait figure de cette réforme, dans son « programme commun », s'y montre hostile, car pour elle, elle doit s'inscrire « dans un ensemble cohérent », souligne M. Mitterrand. Les réformateurs (centristes et radicaux), alors dans l'opposition, sont hélas, car aux yeux des socialistes, une évolution plus sensible. La majorité elle-même est divisée. Ceux qui se veulent les ardents défenseurs du gaullisme original, comme Christian Fouché ou M. Maurice Couve de Murville sont contre ; M. Michel Debré lui-même est hésitant. Finalement le 16 octobre 1973 la réforme n'est votée à l'Assemblée nationale que par 270 voix contre 211 : trois UDR ont voté contre ; six se sont abstenus - volontairement, d'ent M. Debré.

Le sort du projet présidentiel est entre les mains du Sénat. Tout heureux de pouvoir à nou-

veau passer sur l'événement politique, les sénateurs retrouvent les feux de l'actualité. Eux aussi finissent le 19 octobre, par approuver le projet gouvernemental par 162 voix contre 112. Mais, l'arbitraire, est sans concession ; si les votes ne changent pas, le texte n'obtiendra pas les trois cinquièmes des voix au Congrès (réunion des deux chambres) imposée par l'article 89 de la Constitution pour une modification constitutionnelle.

Georges Pompidou ne s'y risqua pas ; il ne soumet pas non plus le projet à référendum, comme il en a la possibilité. Le référendum est renvoyé au « congrès » de la République ayant, depuis la possibilité de l'en faire ressortir à l'Etat pour la soumettre soit au Congrès, soit à référendum.

Le débat réapparaît régulièrement. Lors de la campagne présidentielle de 1974, M. Valéry Giscard d'Estaing souhaite que le Parlement reprenne l'étude du projet de Georges Pompidou. Mais, une fois élu, il ne tentera rien en la matière. En 1981, il avait proposé un mandat de six ans renouvelable une fois ; il reprend cette position dans son livre 2 Français sur 3. M. Michel Debré se déclare favorable à un seul mandat de sept ans. Les 110 propositions de M. Mitterrand offrent deux solutions : une fois sept ans, ou deux fois cinq ans. Depuis M. Jacques Chirac a indiqué sa préférence pour cette deuxième hypothèse, alors que M. Raymond Barre est partisan du statu-quo. Les Français eux, dans le sondage réalisé pour le Monde à l'été 1984 par la SOFRES sur le jugement qu'ils portent sur la classe politique, se prononcent à 64 % pour un mandat de cinq ans, et à 29 % pour un mandat de sept ans.

Une telle réduction du mandat présidentiel ne modifierait en rien les conditions d'une éventuelle « cohabitation » entre un président de la République et une Assemblée nationale qui ne seraient pas de la même tendance politique. Le décès de l'un, la dissolution de l'autre, ne peuvent garantir que leurs élections seraient concomitantes. Seul à retenir les solutions américaines : suppression du droit de dissolution, institution d'un vice-président - à laquelle de Gaulle lui-même avait songé - qui achèverait un mandat présidentiel interrompu pour une raison ou une autre. Il ne s'agirait plus d'une réforme mais d'un bouleversement de nos institutions.

THÉRIER BRÉNIER.

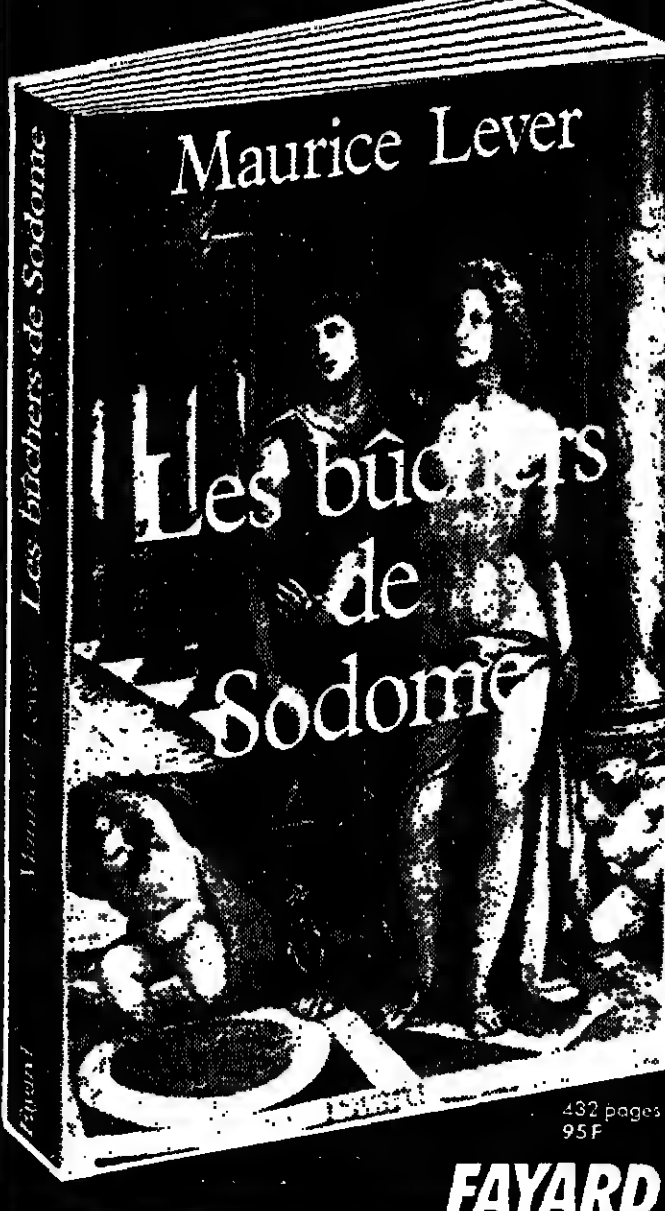
UN ÉLOGE DE LA DIFFÉRENCE

La rigoureuse enquête menée par Maurice Lever, émaillée de faits divers relevés, dévoile l'envers d'une société où le vice et sa répression se nourrissent de communes obsessions.

Laurent Theis, le Point

Maurice Lever ressuscite un monde fascinant.

Pierre Fontanie, Gai Pied



Handwritten note in Arabic script: « هذا من الأصل »

POLITIQUE

(Suite de la page 7.)

SPONSORING

« Si cela est nécessaire au développement des sports de haute compétition, surtout quand ces sports sont chers, ce qui est le cas de la voile aujourd'hui, alors je ne laisse pas juger et je n'interviens pas... En fait, lorsqu'on voit d'admirables bateaux réussir des courses étonnantes à travers les mers, ils portent des marques qui sont généralement appliquées à d'autres domaines. Je suis toujours un peu surpris, mais cela, c'est un point de vue esthétique qui est peut-être insignifiant. J'aime bien, en revanche, lorsque je vois, sur un bateau, écrit : *Charente-Maritime*... C'est peut-être parce que je suis charentais moi-même ! »

ROBOTISATION

« C'est un problème de civilisation et cela peut poser des problèmes pour l'emploi. J'observe cependant que ce sont les pays qui sont aujourd'hui les plus modernes sur ce plan-là, qui pratiquent le plus la robotisation, qui sont les mieux sortis de la crise ou qui n'y sont pas entrés ; je pense au Japon ou aux Etats-Unis d'Amérique. Cela pose des problèmes de civilisation dans un pays comme la France, en particulier, où il y a une période de transition, car notre industrie n'y était pas prête. Tout l'effort des gouvernements que j'ai constitués a eu

pour but, presque par priorité, d'arriver à moderniser la France. Il faut reconnaître qu'on part de loin. »

« Cela pose des problèmes multiples ; mais, enfin, c'est le même depuis le début du dix-neuvième siècle. Après tout, il y avait des machines qui se substituaient aux muscles de l'homme, maintenant elles se substituent à sa mémoire et à son intelligence. C'est le problème : il faut que l'homme continue ou commence à maîtriser la machine plutôt que le contraire. »

LORRAINE

« En vérité, on a fait beaucoup de travail sur la Lorraine ; et, particulièrement M. Chérèque a, à mon avis, très bien réussi. Il y met du cœur et de la compétence. Très bien. Vous savez peut-être que, en Lorraine, 10 000 emplois ont déjà été perdus - on pense à 20 000 - que déjà 8 000 sur les 10 000 sont reconstitués, avec Thomson à Longwy, avec d'autres industries à Nancy et à Metz. J'espère et j'attends du gouvernement que sur les 10 000 autres pertes d'emplois, un effort comparable soit fait en facilitant les implantations d'industries nouvelles, qui reçoivent des avantages : pas de charges sociales pendant les trois premières années si elles créent des emplois nouveaux, toute une série d'avantages dont je ne vais pas vous parler ce soir. »

Inverser la courbe du chômage

EFFORT

« L'objectif de tout gouvernement doit être d'améliorer le sort de ceux dont il a la charge. Mais pour y parvenir, surtout en période de crise, c'est difficile, je ne veux pas dire davantage. Qui pourrait croire un instant que ceux qui, comme moi, se sont attachés à redresser la France pourraient en quoi que ce soit se complaire dans des sacrifices qui ne serviraient à rien ? L'essoufflement, c'est que l'effort soit utile. Il faut qu'il soit utile. Il faut que cela rende, c'est toute notre politique. »

L'effort pour qui ?

- L'effort de tous.

- J'écoutais M. Krasucki juste avant de venir ici, qui disait : « L'effort pour certains et pas l'effort pour d'autres ». »

- L'effort pour tous.

- C'est possible à réaliser ?

- Bien entendu, il ne faut pas que ceux qui ont été les privilégiés depuis le début de l'ère industrielle continuent de l'être. On ne peut pas demander toujours aux mêmes de supporter le poids des sacrifices pour le bénéfice de quelques-uns. Mais cela, c'est toute la politique que je mets en œuvre. »

CHOMAGE ET TUC

« Je suis préoccupé par le cas des chômeurs qui arrivent en fin de droits et j'ai demandé au gouvernement de prendre des dispositions au cours de cette session parlementaire, c'est-à-dire avant la fin juin de cette année, pour que tous ces chômeurs soient davantage aidés par la collectivité nationale, qu'ils puissent vivre. Déjà, vous le savez, certaines dispositions ont été prises sur le plan des assurances, mais il n'est pas possible de vivre avec 43 francs par jour. Je pense surtout à ceux qui, en fin de droits, ont des enfants. Des dispositions seront prises, et nous avons commencé d'attaquer le problème des jeunes. »

« L'affaire des TUC n'est pas indifférente. Il s'agit des jeunes qui se consacrent pendant un certain temps à des travaux d'utilité collective. C'est un succès. L'idée m'a été donnée par Olaf Palme, le premier ministre suédois, alors que je lui rendais visite. Il avait commencé à appliquer des mesures de ce genre. Je les ai rapportées. Finalement, cela a été mis en place et on en est aux alentours de 200 000 actuellement. C'est bien, on peut aller plus loin, je souhaiterais 300 000. Il faut bien comprendre que cela ne doit pas se substituer à un salaire ou à d'autres travailleurs qui auraient un emploi. C'est une affaire extrêmement délicate à laquelle le gouvernement doit être très attentif, mais des jeunes qui n'avaient rien à faire, qui traînaient, vous ne pouvez pas imaginer vraiment leur joie d'avoir retrouvé une part de dignité. Ils se sentent utiles. Alors, sur le fond, je crois que c'est réussi. Sur le plan des dispositions législatives, je crois que ce n'est pas mal. »

Ceux qui, aujourd'hui, se lancent - les volontaires pour le progrès, - c'est une formidable aventure humaine ! Allez en Afrique, essayez d'empêcher la désertification, faire pousser des arbres ! Ils aident pour des petites adductions d'eau de rien du tout, pour des irrigations, des petites rigoles. Ils sauvent des gens. Bref, leur vie a une signification. »

« On n'a pas posé une pyramide pour le plaisir »

LES CHANTIERS DU PRÉSIDENT

« J'ai hérité de plusieurs chantiers qui ont été judicieusement choisis par mes prédécesseurs. La Défense, le premier concours a été lancé sous M. Pompidou. La Villette, par M. Giscard d'Estaing ; les musées d'Orsay, par M. Giscard d'Estaing ; les premiers éléments par M. Pompi-

don. L'Institut du monde arabe, également par mes prédécesseurs. J'y ai ajouté, c'est vrai, le Louvre, le Grand Louvre, ce qui impliquait un déplacement du ministère des finances et donc la construction d'un nouveau ministère des finances, et puis l'Opéra de la Bastille, l'Ecole de musique de La Villette et quelques autres choses comme celles-là. Cela fait beaucoup à la fois, mais

pourquoi est-ce qu'on ne passionnerait pas un pays pour de grandes actions, pour de grandes œuvres ? Cela permet déjà de mobiliser des milliers d'artisans d'art qui font des métiers qui périssent si on n'avait pas lancé ces actions. »

« (...) On n'a pas posé une pyramide pour le plaisir de poser une pyramide. Le Louvre, libéré du ministère des finances, cela représente un immense palais, le plus grand musée du monde : 1,700 kilo-

UN AVANT-GOUT DE LA PYRAMIDE

La simulation grandeur nature de la pyramide du Louvre (le Monde des 10-11 février et 24-25 mars), réalisée avec des câbles suspendus à une grue, sera mise en place dans la cour Napoléon du 1^{er} au 5 mai.

Le public sera admis sur un belvédère situé près du pavillon Mollien, dans l'escalier de descente, à 1^{er} mai de 11 h à 18 h, les 2 et 3 mai de 14 h à 18 h, les 4 et 5 mai de 11 h à 19 h, si les conditions météorologiques le permettent.

Le 2 mai, l'architecte L.M. Pei présentera le projet à des personnalités, parmi lesquelles M. Jacques Chirac. Rappelons que la pyramide sera haute de 28 mètres et large de 32 mètres. C'est notamment pour répondre aux exigences et aux critiques de l'Association pour le renouveau du Louvre, de M. Michel Guy et de M. François de Panfilien, adjoint au maire de Paris chargée de la culture, opposés au projet, que les responsables de Grand Louvre ont décidé de présenter cette simulation.

mètre si vous voulez en faire le tour. Imaginez la fatigue des pieds des visiteurs. Il faut que les œuvres d'art soient quand même à la portée de ceux qui veulent se déplacer. Alors, tout le monde a reconnu que, si l'on plaçait, souterrainement, au centre de la place Napoléon (...), une distribution générale des services, avec

Les médiateurs régionaux

L'ADMINISTRATION ET LES CITOYENS

« J'ai demandé au gouvernement de mettre en application le fait qu'il ne puisse plus y avoir de files dans les hôpitaux, ces rendez-vous indéterminés - dans la matinée, - dans l'après-midi, - ces journées entières perdues, désespérantes, dans les hôpitaux, mais que les rendez-vous soient fixés heure par heure. »

Par exemple encore, vous avez un permis de construire et vous attendez un prêt pendant des mois. Il faut que les deux opérations soient jumelées, cela facilitera la vie des gens.

Et je pense que ce serait une bonne institution que de créer des médiateurs régionaux qui puissent toucher le concret de près.

Il faudrait même que l'administration, dans l'attente, itinérante, qu'un lieu que les gens soient obligés d'aller toujours au chef-lieu de canton, du département, pour faire ceci ou cela, les fonctionnaires aillent voir les gens sur place. Cela se mettra en œuvre, j'en suis sûr. »

L'EUROPE

« Je suis carrément européen. J'ai pris parti pour l'élargissement de la Communauté des Dix. Cela présente des risques, il faut les assumer. Il faut que l'Europe élargie à douze se dote d'institutions plus fortes, de vraies structures. Il faut qu'elle aille vers son unité politique, on elle sera irrémédiablement distendue - et les pays qui la composent - par des pays comme les Etats-Unis d'Amérique, le Japon, et quelques autres qui arrivent à l'horizon. »

Je suis carrément européen. Bien entendu, je suis un Français patriote, et même j'ai un faible pour tout ce qui vient de France, mais je veux que la France soit magnifiée par l'Europe. (...) M. Reagan s'est mépris. En fait, il n'a pas à être soumis aux pays industrialisés que j'ai rejoint à Bonn jeudi prochain. C'est un projet européen, il appartient à la Communauté européenne d'examiner ce projet. C'est un projet européen, ce n'est pas un projet soumis - comment dirai-je ? - à la bénédiction américaine. »

VENTE D'ARMES

« Les ventes d'armes qui ont compté dans le commerce extérieur de 1984, c'est 37 milliards ; les commandes sont de 62 milliards. Il y a donc eu, en 1984, un bond en avant dû, surtout, à un certain nombre de contrats passés avec l'Arabie saoudite. La moyenne générale, c'est environ 40 milliards par an. Cela représente environ 5 % de notre commerce extérieur. Cela passe loin derrière l'automobile, qui fait plus du double, qui dépasse 80 milliards, et cela fait beaucoup moins que l'agro-alimentaire (par exemple les céréales) qui rapporte 145 milliards (...). Cela fait plus qu'en 1981. De ce point de vue, notre industrie de l'armement est considérée comme très sérieuse par les demandeurs, par les clients (...). Je ne peux pas mettre, à l'heure actuelle, d'autres

des escalators qui iront dans les différentes salles vers les différentes collections, avec toutes ces choses modernes indispensables, les cafés, les toilettes, les magasins de toutes sortes, cela devait être installé au centre de la cour Napoléon. Ne la confondons pas avec la cour Carrée. On s'est aperçu que, en raison de la présence de la Seine toute proche, on ne pouvait pas descendre au-dessous de 7 mètres et que, cette immense place toutterrain, à 7 mètres, c'était vraiment une station de métro. »

Pour lui apporter le jour, l'idée de l'architecte, le grand architecte Pei, a été de permettre à ceux qui seront dans cette pyramide, puisqu'elle sera translucide - et même plus, elle sera transparente ! - de voir la construction architecturale du Louvre.

Quant à la protection du paysage, permettez-moi de vous dire que beaucoup de sottises sont parfois répétées. D'abord, la discussion n'est pas en lien : quand François le a voulu supprimer et a supprimé la tour de Philippe-Auguste, cela a été une protestation générale des échevins de la ville de Paris. De la même façon, lorsque Henri IV a voulu construire la galerie du bord de l'eau, on lui a fait les représentations les plus vives.

Tout ce que vous voyez aujourd'hui est quasiment moderne. Alors, ce côté sacro-saint qui ferait qu'on ne pourrait insérer aucun élément d'art nouveau, moderne, me paraît absolument ridicule. »

LA POPULARITÉ DE MM. FABUS ET LANG

« Je suis très content pour eux et je suis très heureux de pouvoir leur servir de bouchier. (...) Cela fait partie des banalités que j'ai dites. J'estime que le rôle du chef de l'Etat, c'est d'assumer la principale responsabilité. Donc, la responsabilité difficile, dans les temps difficiles, ce n'est pas à mes ministres de l'assumer, ni au premier ministre : c'est à moi. »

LES MÉDIATEURS RÉGIONAUX

travailleurs au chômage alors qu'il n'y a pas d'industrie de substitution. Et, d'autre part, l'armée française, pour pouvoir utiliser les armes les plus modernes, a besoin d'avoir un marché plus large que le simple marché français, sans quoi on ne pourrait rien fabriquer. Nous irons vers la diminution quand même. »

LA FAIM DANS LE MONDE

« Jeudi prochain, à Bonn, je débattais du projet que j'ai déposé devant les sept pays industriels les plus riches du monde, un plan d'aide pour l'Afrique qui reprendra les propositions que j'avais déjà énoncées, il y a un an, à ce sujet. Il faut que les pays qui le peuvent, d'abord, transportent sur place des vivres. Il faut aussi qu'ils développent leurs techniques pour la production agricole. Cela ne signifie pas grand-chose (si, cela signifie beaucoup, mais pas assez !) de sauver des gens qui vont mourir, lorsqu'ils arrivent au stade de la famine. Il faut aussi qu'ils apprennent l'autosuffisance alimentaire ; ce terme beaucoup plus clair, à faire pousser des fraises, du blé, des haricots, du mil, tout ce qu'il faudra pour se nourrir. C'est ce que comporte le plan que j'ai développé, en même temps que des moyens ultra-modernes : par exemple, par satellite, on peut connaître les développements de la famine, l'agrandissement du désert, la disparition des forêts, et aujourd'hui encore, par satellite, on peut contribuer à résoudre le problème de la famine dans le monde. »

La France, je le dirai simplement, a déjà apporté 550 000 tonnes de céréales. En quantités, après les Etats-Unis, c'est la plus forte contribution. Mais, plus encore, j'admire le rôle de ces jeunes paysans qui se sont occupés du Burkina-Faso, qu'on appelait autrefois Haute-Volta, il n'y a pas si longtemps, et tous ces jeunes gens qui vont partout dans le monde pour apporter ce qu'ils savent faire. Bref, c'est une très grande cause. »

Un lien entre les négociations commerciales et monétaires

M. Mitterrand a clairement réaffirmé qu'il faisait dépendre l'ouverture de nouvelles négociations commerciales de l'acceptation par les Etats-Unis de conversation sur les problèmes monétaires.

Cette précision est importante quelques jours avant l'ouverture à Bonn - le 2 mai - du sommet des pays industrialisés. Washington est en effet très pressé de voir s'ouvrir un « Reagan round » qui permettrait, dans le cadre du GATT (General Agreement on Tariffs and Trade), de libéraliser davantage les échanges commerciaux dans le monde, cela pour contraindre le monde d'un fort courant protectionniste aux Etats-Unis et pour réduire l'énorme déficit commercial américain.

Des progrès ont été accomplis entre pays industrialisés sur la voie de nouvelles négociations commerciales : accord de principe pour une négociation « aussi large que possible » ; accord pour que se tienne une conférence préparatoire ; accord sur le fait que ces négociations seront multilatérales, ce qui a levé le doute sur le volont des Etats-Unis de voir les pays en développement y

participer. Accord enfin, et cela était très important, pour que se tienne cet été à Washington une réunion sur les problèmes monétaires. M. James Baker, secrétaire au Trésor avait fait, en l'acceptant, une concession spectaculaire à la France qui insistait beaucoup pour qu'il soit lié les aspects commerciaux et monétaires des problèmes posés aux pays industrialisés et aux pays en voie de développement.

Or M. Reagan s'est montré - dans son interview publiée samedi par *Libération* - beaucoup moins précis que M. Baker sur le principe de cette réunion, semblant même, comme l'a noté M. Mitterrand, en retrait sur son collaborateur. D'où la réaffirmation par le président de la République du lien nécessaire entre négociations commerciales et réexamen des problèmes monétaires, les mouvements déordonnés du dollar pouvant à eux seuls - s'ils se poursuivent avec la même force que ces derniers mois - annuler, et au-delà, tous les bienfaits qui pourraient être attendus de nouvelles négociations douanières et tarifaires.

« Chébran » ? Non, « câblé » !



D'entrée, Yves Mouroulet a voulu savoir si M. Mitterrand est un président « chébran ». Il en a résulté le dialogue suivant :

« Vous savez ce que c'est, le « chébran » ? »

« Vous savez, quand j'étais enfant, on renversait l'ordre des syllabes dans les mots, ça n'est pas très nouveau, ça ! Ça veut dire « chébran », bien entendu. Je ne veux pas être le malin, je ne suis pas très informé, mais c'est déjà un peu dépassé : vous auriez dû dire « câblé ». »

« J'aurais dû dire câblé. Un « câblé » ? »

« Un « câblé », ce sont les immigrants de la deuxième génération, c'est-à-dire français, et qui n'ont pas trouvé suffisamment leur place dans une société qui devrait leur faire. »

« Le « câblé » ? »

« Eh bien ! doucement, je ne suis pas omniscient ! Simplement, je regarde la télévision. Je vois bien, quand je vois Michael Jackson danser admirablement, les capacités d'acrobatie extraordinaires dans des courts vidéos, à partir du trottoir. Je crois d'ailleurs que c'est né, me disiez-vous récemment... »

« Sur le trottoir. »

« Sur le trottoir de New York. Je trouve que c'est une

forme d'expression artistique de danser rythmiquement très remarquable... Pas toujours, naturellement, mais quand c'est fait par des professionnels, c'est remarquable. »

« Les sociétés, les églises ? »

« Je préférais qu'on parle français, qu'on dise dans les années 60, dans les années 80, »

« Et les expressions nouvelles, vous les connaissez ? Les « ripoux », etc ? »

« C'est la même chose que « chébran ». »

« Et c'est l'angoisse ? »

« C'est l'angoisse, cela se comprend vite. »

« C'est « câblé » ? »

« Cela se comprend moins bien. Je ne sais pas très bien la signification. Cela veut dire « câblé », ou « câblé moche ». »

« Ce n'est pas terrible... Et c'est l'enfer ? »

« C'est l'enfer... Oui, l'enfer, c'est vraiment désirable. »

« C'est l'enfer, la vie de président ? »

« Non, non, pas du tout. C'est difficile. Si c'est l'enfer, ça veut dire « câblé », alors c'est l'enfer. Mais si cela veut dire la « divine comédie », non. »

ICL

MICRO PERSONNEL - MONOPOSTE ET MULTITACHE
MICRO PROFESSIONNEL - MULTIPOSTE ET MULTITACHE
SUPER MICRO COMPATIBLE (UNIX)

ICL, 16, cours Albert 1^{er}, 75008 PARIS (tél. 225 93 04 - poste 288)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

«Mourousi, excellent !»

Si la formule adoptée par Yves Mourousi pour sa nouvelle émission «Ça nous intéresse, monsieur le Président» a séduit... «Excellente émission», s'exclame M. Paul Marchelli, président de la CGC, «la performance» de son invité n'a été, pas séduite une opposition qui reproche au président de la République de n'avoir rien «annoncé», d'en être resté à des propos «banals».

«Ça nous intéresse, monsieur le Président», a bien pu mériter son titre racoleur. Cette émission n'aura pas surpris grand-chose aux Français sur les sujets abordés, mais en revanche elle devait intéresser grandement le président puisque l'objectif était de lui faire dire ce qu'il pense de la vie en France. M. Mourousi, ancien président du Parti radical, ancien président du CDS, ironise sur le choix de l'invité. Selon lui, les personnes présentes dans le studio «auraient pu, par leur témoignage et leur expérience, par leurs résultats et leurs succès, nous apporter les clés pour la réussite de la France». Alors, se demande-t-il, «pourquoi avoir sélectionné François Mitterrand, le seul d'entre eux qui ait manifestement échoué au point de n'avoir pu ou su apporter la moindre explication ou le moindre message d'espoir?»

«C'était du sous-Montand dans «Vive la crise», tranche, pour sa part, M. André Rossinot, président des radicaux valaisiens, qui ne veut rien dire «au-delà des gadgets et des poncifs» qu'une seule chose : «Mitterrand n'a pas changé», si bien que, remarque-t-il, «l'opposition républicaine largement majori-

taire dans le pays [et qui] n'a pas changé non plus, lui donne rendez-vous en mars 1986».

Peu crédible «lorsqu'il réclame un second septennat pour la gauche», alors que, remarque M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, «les Français ont déjà du mal à supporter le premier». M. Mitterrand est cependant «convaincant» selon le même Jean-Claude Gaudin lorsqu'il parle de... «théâtre, d'architecture, de haute couture...». Et Claude Cabanes d'ajouter dans les colonnes de l'Humanité : «Il n'y a plus de doute : le chef de l'Etat est aussi un homme ! On a eu chaud...» Mais pour l'éditorialiste du quotidien communiste, «porter un intérêt remarquable (...) à toutes les chasses de la vie et à leurs contraintes» ne saurait suffire. Encore faudrait-il apporter des réponses au chômage, à la baisse du pouvoir d'achat, à la mise au pas par le pouvoir des grands moyens de communication «entre autres».

Sur cette question précise du chômage, M. Lionel Stoléru, membre du bureau politique du PR, conteste les déclarations de M. Mitterrand selon lesquelles «les méthodes de calcul du chômage seraient exactement les mêmes qu'avant 1981». «Il est vrai, explique-t-il, que les pactes pour l'emploi des jeunes existaient déjà avant 1981, mais à ces dispositifs, ont été ajoutés d'autres dispositifs qui dénaturent complètement les statistiques du chômage». Selon M. Stoléru, il y aurait «2 800 000 chômeurs au 1^{er} avril au lieu de 2 400 000, chiffre officiel».

Les propos tenus par M. Mitterrand sur la Nouvelle-Calédonie suscitent une réaction mesurée de M. Jacques Roussel, porte-parole du comité de soutien national à la Nouvelle-Calédonie française et porte-parole du Retour. Il reproche à M. Mitterrand de «laisser l'avenir du Caillou dans le flou», mais il pense qu'en «ne retenant pas les pires conclusions du plan Pisani», M. Mitterrand a «privé le réalisme politique par rapport au séparatisme idéologique». «Ce répit, dit-il, doit être mis à profit par tous les sympathisants de la Calédonie française pour empêcher une déchirure».

Choisisant le paradoxe, M. Eric Hintermann, président de l'Alliance social-démocrate, relève pour sa part que l'émission de dimanche soir a montré «l'homme d'envergure, de conviction et de courage qui est à l'Elysée». Mais, ajoute-t-il, «surtout on voit le nouveau système électoral (...) François Mitterrand n'aurait pas été élu député UDSR sous la IV^e République ou conventionnel sous la V^e et qu'il ne serait, par conséquent, pas devenu ministre sous la quatrième et président sous la cinquième ? La France aurait été privée d'un grand homme d'Etat», conclut-il.

M. Jean-Marie Le Pen, qui se plait à rêver aux plus hautes destinées, souhaiterait qu'Yves Mourousi lui offre «la même tribune» que celle accordée au chef de l'Etat car lui saurait sans doute trouver «le ton» du «remarquable exercice» qui lui serait alors offert.

C. F.-M.

VU PAR LA PRESSE PARISIENNE

Pour M. Alain Peyrefitte dans le Figaro, «rarement on avait poussé aussi loin l'art de la politique-spectacle» et il se demande : «Faut-il donc que le pouvoir soit fragile pour avoir besoin de s'appuyer sur une «compression» aussi campagne de techniques attractives ? Mais sur les grandes questions ou reste sur sa faim puisque sur chacune d'elles, selon l'éditorialiste, il n'y a eu que «brouillard».

Philippe Tesson, directeur du Quotidien de Paris, a, lui, vécu une «cruelle épreuve» en regardant «Mourousi et Pécuchet» qui fut «un éblouissant festival de banalités, lieux communs, évidences et autres truismes». Serge July dans Libération a assisté à un «grand échiquier revu et corrigé par le design, les clips vidéo et l'informa-tique».

Ainsi, Mourousi a réussi à prendre cette dernière Bastille du sérieux politique, à savoir l'Elysée. «La vie est un théâtre : il faut traduire au goût du jour : la vie est un studio de télévision».

Il est vrai qu'il s'agissait d'un spectacle destiné à fabriquer du consensus, avec pour moyen «la dépolitisation systématique de l'action gouvernementale». Le Matin en revanche exprime son enthousiasme dans un article non signé qui salue «un fantastique spectacle, une émission d'une qualité exceptionnelle» avec un Yves Mourousi «magistral» et un président qui est «un être humain comme les autres, même s'il n'est pas ordinaire». Ce sont des sentiments tout à fait opposés qui sont exprimés dans l'Humanité qui avec un «Mitterrand installé dans la crise» et qui a «confirmé le renouveau général aux objectifs de 81».

La politique en spectacle

Des images ! Des images ! Après Pascale Brounot et ses magazines, après Jean-Claude Guillebaud et Montand, voici le politique en spectacle, l'ami face-à-face, le plateau vivant. Chapeau, le réalisateur (Maurice Dugowson). Yves Mourousi, bravo ! Quelle maîtrise, quelle aisance dans le verbe, quel culot. Les présentateurs-troncs et les interviewers empressés sont priés de se recycler. Finie la télévision amidon. Vive le petit écran qui décoiffe.

D'abord le rythme. Pas de possibilité de très longues péroraisons. Au besoin, Mourousi coupe. Peut-être parle-t-il un peu trop lui-même en déroulant son fil conducteur, reliant entre elles les pièces du puzzle. Ce qui compte, ce sont les petites informations, les statistiques «incrustées» sur l'écran, les mots-clés, les treillisings sur la salle, décor de têtes qui appelle l'interrogation ou illustre le propos présidentiel. Et surtout ces vingt-deux courtes séquences d'images, le plupart fort bien choisies, qui entraînent l'hôte de l'Elysée dans un autre univers que le sien. Le nôtre, justement.

Qui, du journaliste ou du président, a eu la plus la vedette ? La mérite du premier, c'est d'avoir d'emblée cassé la jou tradition-

nel. Fait de salamelec, de questions convenues, de journalistes potaches et de professeurs à potaches. Au début, il énerve Mitterrand, avec son vocabulaire de lycéen. Le président, un peu piné, tapote de la main droite sur son bureau. La journaliste insiste : c'est bon, cela va forcer l'interlocuteur à se livrer. Gagné ! Tout d'un coup, Mourousi impose son jeu. Il est insolent. «Je trouve cela très beau», dit le président : «Oui, mais ce n'est pas le sujet», tranche le journaliste : «Vous vous emballez», note Mourousi : «Vous avez parlé de ma mégalomane», réplique le chef de l'Etat... Une conversation d'instable, que ce dernier saura utiliser à merveille, avec le don de la répartie et les capacités qu'on lui connaît.

S'il manquait une vraie chute à l'émission, on leur a pardonné à tous deux. La performance suffisait. Le public ne s'y est pas trompé. Audience record pour une émission politique : 32,8 % (sondage Audimat), soit 12 millions et demi de téléspectateurs en moyenne. Avec, dans le dernier quart d'heure, une pointe jusqu'à 19 millions. Juste avant le film. D'autres images.

Y. A.

Les reproches de l'opposition

(Suite de la première page)

M. Mitterrand est de son temps : il a voulu convaincre les Français malgré ceux qui s'efforcent de l'enfermer dans la IV^e République, le socialisme de grand-père et la littérature du XIX^e siècle. Est-il «chébran», pour parler le verlan de l'époque ? Non, «câblé», branché, moderne au jour le jour. La preuve ? «Craignas» — un argot antique d'avant 1981, — il ne sait même plus très bien ce que cela veut dire. Moderne, avec juste ce qu'il faut d'humilité. Le chef de l'Etat possède un petit ordinateur domestique, mais c'est «pour apprendre». La gauche n'a pas entrepris la toilette complète des poussières qui encras-sent les règlements administratifs. Elle leur a seulement «liné les ongles».

Trop modeste, en fait, pour être honnête. Quoi ? La grenouille du «bébête show» envie l'oarson (Raymond Barre), parce que l'animal en question serait «un bon facteur de popularité» chez les petits enfants ? On ne peut pas croire que

le président de la République n'ait jamais entendu, lorsqu'il visite les provinces, ces hordes de gamins qui lui font cortège en clamant «la grenouille, la grenouille». A-t-on jamais entendu scander «l'ours, l'ours» ?

Les Français n'ont que faire de la grenouille, de la pyramide du Louvre, voire des concerts de rock et de la solitude de Cyrano, assure la direction du PC. «Ce qui intéresse les Français intéresse-t-il le président ?», se demande l'Humanité, qui répond aussitôt «Non». La gauche avait justement reproché à M. Valéry Giscard d'Estaing l'Etat-spectacle, le recours aux gadgets et à la dépolitisation de son discours pour que M. Mitterrand ne se soit pas exposé hier au même reproche. «L'apparence l'emporte sur la réalité, et le clin d'œil l'emporte sur la conviction», dit M. François Léonard. La droite retourne à M. Mitterrand les griefs que, naguère, lui adressait.

JEAN-YVES LHOMEAU.

577F

par mois la 1^{ère} année

Insolente la 11



Profilez-en
De tels loyers mensuels pour autant de qualités automobiles, c'est une fichue insolence. Pourquoi ne pas en profiter ?
RENAULT Bail vous propose avec la RENAULT 11 TL 3 portes un bail avec location d'achat pendant 60 mois. Avec un dépôt de garantie initial de 16.170F égal à l'apport d'achat final, 12 loyers mensuels de 577F la première année, 866F la deuxième année et 1.172F les trois


années suivantes. Coût total en cas d'acquisition 75.678F. Offre valable du 02/04/85 au 31/05/85 sous réserve d'acceptation du dossier.
Modèle présenté RENAULT 11 TL 3 portes. Prix clés en main au 01/01/85 : 63.900F. Millésime 85. Renault Bail S.A. au capital de 150.000.000F 51/53 Champs-Élysées 75008 PARIS RC PARIS B 702 002 221.

RENAULT propose **elf**

Renault 11: Un fichu caractère.

“Des mémoires explosifs”

“PARIS-MATCH”



5 ans à la tête de la D.S.

1967-1972

JEAN ROCHET

Plon

“Un livre qui va faire du bruit.”
“LE POINT”

“Jean Rochet se met à table... et ses révélations vont déranger.”
“LE JOURNAL DU DIMANCHE”

Plon

مكتبة من الكتب

POLITIQUE

LE DÉBAT DANS L'OPPOSITION

DEVANT LE CLUB NOUVELLE FRONTIÈRE DE M. CHARBONNEL

M. Barre réaffirme son refus de la cohabitation

Le club Nouvelle frontière en sommeil depuis quelque temps, vient de se réveiller. Hasard, coïncidence ou volonté délibérée, ce club de gaullistes qui, naguère, se disaient de gauche a choisi pour sa réapparition d'inviter M. Raymond Barre pour parler de « gaullisme aujourd'hui ». Dans le public nombreux, samedi 27 avril, Maison de la chimie à Paris, on remarquait beaucoup d'anciens militants ou personnalités qui ont appartenu à un moment ou à un autre au mouvement gaulliste et à ses dérivés. Ainsi de M. François Goguel, qui a présidé la première séance, et de M. Roger Frey, ancien président du Conseil constitutionnel, qui a dirigé la seconde.

Le thème du colloque a été à M. Barre d'évoquer l'accord de gouvernement que le RPR et l'UDF ont récemment conclu. D'ailleurs, depuis qu'il l'a condamné au Club de la presse d'Europe 1 le 14 avril, l'ancien premier ministre est beaucoup plus discret sur ce sujet. Après

les vives réactions de MM. Chirac et Giscard d'Estaing, après plusieurs sondages d'opinion, il semble avoir pris conscience qu'il risquait par cette attitude d'être tenu pour responsable d'une relance de la guerre des chefs et surtout d'être l'encontre de la volonté d'union largement souhaitée par les autres leaders de l'opposition.

Devant le club Nouvelle frontière, M. Barre a donc choisi de faire une sorte de cours de droit constitutionnel - d'un ton professoral appuyé - sur « les relations entre le président de la République, le gouvernement et le Parlement sous la V^e République ». Représentant sa thèse désormais bien connue du refus de la cohabitation avec le chef de l'Etat en cas d'alternance parlementaire, l'ancien premier ministre s'est référé aux comportements et aux déclarations du général de Gaulle et de Georges Pompidou, mais il a évité de citer l'hypothèse inverse envisagée par M. Giscard d'Estaing à Verdun-sur-le-Doubs en 1978, alors que lui-

même dirigeait son gouvernement. M. Barre a cependant apporté une réponse en disant : « Je ne vois pas comment il serait possible de priver le président de la République de ses pouvoirs, sauf à ce qu'il y renonce lui-même. Depuis qu'il est élu au suffrage universel, il ne peut pas exercer ses fonctions s'il n'a pas la confiance explicite de la nation. Or la vérification du contrat de confiance intervient par les élections législatives et par le référendum. »

Le député du Rhône a poursuivi : « Le président de la République ne saurait poursuivre sa tâche avec un premier ministre qui jouerait contre le chef de l'Etat. Voilà pourquoi le premier ministre ne peut pas s'appuyer sur une majorité parlementaire pour contraindre le président. Si les grandes décisions se prenaient à Matignon, ce serait la dictature des partis. » Quant aux relations avec l'opinion, M. Barre a affirmé : « Aucun président de la République s'adressant au pays n'a perdu les élections législatives depuis 1958. L'existence d'une majorité est donc liée au bon fonctionnement des institutions de la V^e République, car elle permet le soutien continu d'une politique. »

En quelque sorte toute la démonstration de M. Barre tend à convaincre M. Mitterrand de ce qu'il devrait faire s'il donnait de la Constitution l'interprétation gaullienne qu'en ont faite le général et Georges Pompidou.

Cette fois-ci, M. Barre n'a pas dit précisément ce que devrait faire la nouvelle majorité ni ce qu'il ferait lui-même si le président poursuivait normalement son mandat. Le député du Rhône attendait sans doute des explications de la bouche de M. Mitterrand lui-même.

Plus concrètement, M. Jean Charbonnel, président du club, ancien ministre, maire RPR de Brive, après avoir affirmé que les institutions actuelles sont « les meilleures depuis 1789 » et qu'il ne faut pas « jouer au ping-pong » avec elles, a lancé un appel « aux grands courants de l'opposition nationale, mais aussi à cette fraction de la gauche qu'anime le sens de l'Etat ». Il propose en conséquence, sans porter atteinte à l'action des formations politiques, la création d'une « convention pour la défense de la V^e République ». Toutefois, en soulignant que l'opposition se regroupe sur un projet de société « ample et généreux » attirant les « jeunes, profondément déçus » et « les travailleurs dupés par une gauche aujourd'hui écartée ». M. Charbonnel s'est bien gardé de prendre position sur le problème de la cohabitation. Les gaullistes, pour qui le président de la République doit avoir, selon le maire de Brive, « la préférence sur le gouvernement et sur les partis », n'ont pas tous les mêmes certitudes que M. Barre.

ANDRÉ PASSERON.

CONVENTION NATIONALE DES RADICAUX VALOISIENS

La tentation barriste

De notre correspondant régional

Lyon. - Sur le thème « Science, politique et société », les radicaux valaisiens ont tenu, vendredi 26 et samedi 27 avril une Convention nationale destinée à conforter l'approche théorique avant « l'alternance tranquille » toujours espérée pour 1986. Le consensus du parti radical est toujours présenté comme « total » malgré d'évidentes divergences sur l'approche publique du « phénomène Barre » par différents responsables. La majorité du parti semble de plus en plus favorable à l'ancien premier ministre, mais M. Didier Bariani, ancien président, a souligné que « l'on ne met pas Pâques avant les Rameaux » autrement dit que l'urgence était à l'attente, tandis que M. Yves Galland assurait que le parti n'était pas entièrement barriste. Dans la semaine précédente, M. Michel Durafour, sénateur de la Loire, ancien ministre, avait fait valoir - prenant en cela le contrepied des thèses de l'ancien premier ministre - que si M. Mitterrand souhaitait rester à son poste après une défaite législative, il faudrait s'en « accommoder ».

Ces nuances posées, la majorité des radicaux - dans le sifflet législatif de M. Barre - semble adopter la position « anticohabitationniste » de

leur actuel président M. André Rossinot. Au cours d'une conférence de presse, celui-ci a critiqué en priorité le président de la République qui doit « rester la cible de nos analyses et de nos combats ». Pour la cohabitation, « on ne doit pas compter sur nous » a affirmé M. Rossinot. « Notre approche pragmatique et tolérante n'exclut pas l'énergie républicaine et les positions sans ambiguïté ». 8-4 il poursuivait d'estimer qu'entre la « cohabitation sans compromis » souhaitée par le RPR et la « position abrupte » de M. Barre qui a « fait sortir le loup du bois » (M. Mitterrand) il y avait, à terme, des « possibilités d'évolution ». Les radicaux l'ont donc le pari - risqué - d'un prochain durcissement de M. Chirac sur ce thème.

Grandes manœuvres

En attendant, les sensibilités se marquent tout en essayant de sauvegarder l'unité. M. Edgar Faure est allé très loin en proposant la création d'un « rassemblement », voire d'un parti « centriste et barriste ». Une proposition qualifiée par M. Rossinot de « vision anticipée des choses ». Le président du Parti radical a en effet fait l'éloge des partis

politiques. « Je crois à leur rôle et à leur place », ce qui lui permet de marquer une petite différence avec le discours antipoliticien de M. Barre.

Ce dernier ne manquera sans doute pas d'apprécier avec sa distance coutumière les grandes manœuvres qui ont été déclenchées ce samedi à propos de la constitution de... sa propre liste rhodanienne aux législatives. Le patron du Progrès, par ailleurs président de la Fédération radicale du Rhône, M. Jean Charles Lignel, a d'ores et déjà fait connaître sa candidature sous les couleurs radicales pour la liste UDF. Il s'assure convaincu du soutien de maire de Lyon, M. Franchisque Colomb. Mais, aussitôt après cette annonce, M. Robert Batailly, vice-président national du Parti radical et maire du huitième arrondissement de Lyon se mettrait également sur les rangs « à la demande de M. Rossinot », a-t-il précisé.

M. Barre n'en a pas fini avec l'agitation du « microcosme lyonnais ». Les six premières places de la liste qu'il va conduire... étant entendu que l'opposition a déjà fait ses comptes pour la ventilation proportionnelle des quatorze sièges en jeu - seront très disputées.

CLAUDE RÉGENT.

Propos et débats

M. Chirac : politicien, stérile, dangereux

Devant la convention des clubs Avenir et liberté, dimanche 28 avril, M. Jacques Chirac a davantage parlé de l'union de l'opposition que du problème de la cohabitation, qu'il juge « politicien, stérile et surtout dangereux ». Il a néanmoins maintenu la position qu'il a déjà prise en faveur d'une éventuelle cohabitation en disant : « Aucune considération politicienne ne peut nous permettre de différer le moment où nous aurons la possibilité d'engager le redressement de notre pays. D'aucuns prétendent prendre le risque de la paralysie et du désordre plutôt que de soutenir un gouvernement déterminé à agir sans aucun compromis et en laissant au chef de l'Etat, s'il refuse d'admettre le verdict des urnes, la responsabilité d'ouvrir lui-même une crise de régime. Le débat politique, stérile et surtout dangereux, divise l'opposition et l'affaiblit. En démocratie, une seule règle : le peuple est souverain. On ne peut pas lui demander de voter pour soi et refuser de gouverner s'il vous le demande. »

M. Chirac a consacré le reste de son propos à la « nécessité de l'union de l'opposition », car « tout ce qui divise fait prendre un très grand risque à la France. La victoire devra être la plus grande possible. Il n'y a qu'une seule dynamique, celle de l'union ».

M. Doubin (MRG) : les gens de progrès

M. François Doubin, président du MRG, est « prêt à cohabiter avec des gens de progrès ». « Il faut, a priori, donner une chance à toutes les tentatives sérieuses de cohabitation », a-t-il déclaré, dimanche sur TF1, en précisant : « Ce n'est pas avec des hommes que l'on cohabite, mais sur des projets précis. »

M. Doubin a laissé entendre qu'il pourrait ainsi « cohabiter, coopérer » avec des personnes comme M. Chaban-Delmas, mais qu'il refuserait de gouverner avec M. Chirac ou avec M. Barre, auquel il reproche de « souffrir d'amnésie ». « Quand il dit qu'il est libéral, j'ai surtout le sentiment qu'il est opportuniste », a affirmé le président du MRG.

F&L L'Anglais aux couleurs de la vie
U.S.A. - ANGLETERRE
CUMULS : Trans, séjours en famille, cours, sports, activités, summer camps
ADULTES : stages intensifs : séjours en famille, université, anglais
13, rue de Grenelle - 75007 PARIS - Tél. (1) 544 62 20

SAINT TROPEZ. LE POINT DE VUE DE JET TOURS.

Les terrasses de Saint-Tropez. Un Eldorado dans une pinède à Cogolin. Vue sur le Golfe de Saint-Tropez et Port Grimaud. Près des plages de Pampelonne et du port de Saint-Tropez.

1680 F*
Séjour 8 jours en demi-pension.
*Prix spécial inauguration.
Du 27 avril au 26 mai.
Du 28 septembre au 13 octobre.

Jet tours
19, av. de Tourville. 75007 Paris. Tél. : 705.01.95
et agences de voyages.

**REVE PROMIS.
REVE TENU!**

Une élection cantonale

MOSELLE : canton de Saint-Avold I (1^{er} tour)

Inscr. 17 408 ; vot., 8 955 ; suff. exp., 8 656. - MM. Berthol, RPR, 3 629 ; Harter, UDF, 2 618 ; Guittier, PS, 1 254 ; Buhl, FN, 792 ; Meyer, PC, 363. IL Y A BALLOTAGE.

Ce scrutin partiel est consacré à la défense de M. Nao, UDF-CDS, élu aux cantonales de mars dernier, conseiller général de Saint-Avold II. Lors du dernier découpage cantonal, le canton de Saint-Avold I, non renouvelable, avait été attribué à M. Nao, conseiller sortant de Saint-Avold. Celui-ci avait cependant choisi d'être candidat, les 10 et 17 mars derniers,

dans le canton de Saint-Avold II, qui est rattaché à la commune de Carling dont il est le maire.

M. Berthol, RPR, conseiller municipal de Saint-Avold, a devancé, dimanche 28 avril, M. Harter, UDF, maire de la ville, de plus de mille voix. Il est arrivé en tête dans les six communes du canton.

Les deux candidats de l'opposition, qui ont totalisé 72,16 % des suffrages exprimés, se retrouveront face à face dimanche 5 mai, puisque aucun des trois autres candidats, MM. Guittier, PS (14,48 % des voix), Buhl, FN (9,14 %), et Meyer, PC (4,19 %), n'a franchi la barre des 10 % des suffrages indispensables pour se maintenir au second tour.

Halte au Vol

1 serrure à 5 points
PICARD
+ d'autres marques

Matériel
GARANTI 5 ANS

+
1 blindage acier
15/10"

+
4 goujons d'acier
anti-dégondage

+
3 cornières
anti-pince

à l'extérieur sur le
pourtour de la porte

OFFRE EXCEPTIONNELLE

3 350 F.TC

Pose et dépt. compl.
PARIS-BANLIEUE

Sté S.P.P.
11, rue Minard
92100 Issy-les-Moulineaux
☎ 554.58.08
554.41.95

FACILITES DE PAIEMENT

Bain Linguistique

SPECIAL U.S.A.

- NEW YORK
- CONNECTICUT
- WISCONSIN
- FLORIDE
- région BOSTON
- CALIFORNIE DU NORD
- CALIFORNIE DU SUD
- TEXAS
- LOUISIANE
- VIRGINIE

L'Association sans but lucratif "Séjours Internationaux Linguistiques et Culturels" (S.I.L.C.), agréée par le Secrétaire de la Jeunesse et des Sports (n° 16.64) et le Commissariat au Tourisme (n° 70.027) offre aux jeunes étudiants et adultes, de nombreuses formules de séjours linguistiques aux USA : séjours économiques "études-famille" (plus de 18 ans), camp international de jeunes (10-16 ans), cours super-intensifs

DOCUMENTATION GRATUITE
S.I.L.C. (Service 287)
16022 ANGOULEME CEDEX
Tél. (05) 93 83 56
BUREAUX PARIS :
(1) 250 71 20 (Mme BEINSE)
(1) 583 85 11 (M. DAVASSE)
(1) 253 49 66 (M. VAUZELLE)
Néa : (27) 86 30 21
Bor : (8) 596 11 74
Rhône : (7) 890 61 16
Alpes : (76) 42 74 76
Sud-Est : (42) 27 88 42
(66) 64 56 71 - (90) 25 40 00
Sud-Ouest : (59) 24 33 17
(56) 71 51 51 - (53) 65 51 51
Bretagne : (40) 70 46 71 - (65) 82 24 89
Normandie : (35) 88 63 70
Toulouse : (61) 21 68 17
Languedoc : (68) 38 83 19
Centre : (35) 76 31 47

**SEJOURS INTERNATIONAUX
LINGUISTIQUES ET CULTURELS**
16022 ANGOULEME CEDEX

ICL

Des serveurs **VIDÉOTEX**
pour une évolution compatible de 30 à 3000
utilisateurs simultanés.

ICL, 16, cours Albert 1^{er}, 75008 PARIS (tél. 225 93 04 - poste 288)

sports

LES VINGT-QUATRE HEURES DU MANS MOTOCYCLISTES

Suzuki terrasse le géant Honda

Le Mans. - L'équipage français Bertin-Millet-Guichon, sur Suzuki, a remporté, dimanche 28 avril, sur le circuit Bugatti, les Vingt-Quatre Heures du Mans motocyclistes. Il a devancé l'équipage franco-belge Moineau-Hublin, également sur Suzuki, qui a terminé l'épreuve avec treize tours de retard sur les premiers. Les Français Espié-Rapicault-Foray, sur Yamaha, ont

pris la troisième place, à dix-huit tours. Grand favori, Honda, auquel s'est associé cette année le fabricant britannique de cigarettes Rothmans, a abandonné la course dans la nuit après avoir été en tête pendant les douze premières heures. Un accident mortel a marqué l'épreuve d'endurance : le Français Dominique Litaudon s'est tué au guidon d'une Kawasaki.

De notre envoyé spécial

Une première fois face à Honda au Bol d'or, la plus grande épreuve du monde, qui assure aussi les meilleurs retombées commerciales.

Pour la première course de la saison, l'usine japonaise a livré en France cinq motos dont deux à la SERT. Les trois autres ont été mises à la disposition de concessionnaires. Ces engins, dont la valeur serait, dit-on, de 2 millions de francs l'unité, ne sont désormais plus réservés exclusivement aux meilleurs pilotes liés par contrat aux constructeurs. C'est une petite révolution dans le monde motocycliste.

L'affaire, pour autant, n'a pas été vraiment simple pour Suzuki. Le combat avec Honda a été à la mesure de l'enjeu. Fort de la présence de son équipage champion du monde Coudray-Igou-Vieira, le numéro un mondial de la moto, qui alignait aussi une deuxième machine pilotée par Sarron-Bolle-Battistini, était le grand favori de la compétition. Cela n'a donc pas été une surprise de voir les deux Honda prendre la tête de l'épreuve dès le premier tour. Plus puissantes que celles de

l'an dernier, allégées d'une dizaine de kilos, les deux motos paraissent alors pratiquement imbattables. Même la chute d'Igou et la pénalisation dont de ce dernier a été victime dans les premières heures n'ont pas contrarié les ambitions du constructeur qui, grâce à Sarron, n'en a pas moins gardé le contrôle de la course.

Par abandon

A 2 heures du matin, cependant, Bolle, qui rentrait au stand pour faire le plein d'essence, se plaignait d'une mauvaise tenue de route due à une rupture des supports du moteur. Il devait abandonner. Le patron de l'écurie, Jean-Louis Guillou, décidait alors d'arrêter la Honda n° 1 de Coudray. On découvrait une fissure sur des pièces identiques. Même cause, même effet. La deuxième machine était contrainte à l'abandon. Honda était battu.

Suzuki, de la même manière, n'était pas épargné. De Radigues chutait dans la courbe du Chemin-aux-Bœufs. Victime d'hématomes et de brûlures, il n'était alors plus capable de conduire son engin. Oudin, le deuxième pilote, envisageait de finir la course seul en se reposant une demi-heure toutes les trois heures, comme le prévoit dans ce cas le règlement. Dominique Meilland préférait cependant retirer la machine de la course. La voie était ouverte pour la Suzuki de Guy Bertin.

De la douzième à la quatorzième heure, ce dernier, qui ne devait pas prendre le moindre risque, a compté jusqu'à treize tours d'avance sur les deux Honda. Agé de trente ans, le pilote a été à tout le moins étonné de sa victoire. Il n'a reçu sa médaille que quelques jours avant les Vingt-Quatre heures. La machine a été préparée par un de ses amis, concessionnaire à Marseille. Trop rapidement toutefois pour en obtenir le meilleur rendement. Suzuki, en tout cas, a terrassé une seconde fois le géant Honda.

GILLES MARTINEAU.

FOOTBALL

Au stade comme à la guerre

La commission de discipline de l'Union européenne des associations de football (UEFA), réunie dimanche 28 avril à Zurich, a rejeté l'appel présenté par l'Inter de Milan après son match retour de la demi-finale de la Coupe de l'UEFA contre le Real de Madrid. L'arrière italien Giuseppe Bergomi avait perdu connaissance à la 25^e minute du match après avoir été atteint à la tête par une balle de verre, probablement lancée à l'adresse d'un spectateur madrilène.

L'UEFA, qui, dans des cas semblables, avait jusqu'ici toujours décidé de faire rejouer les matches, s'est contenté cette fois d'infliger une amende

de 30 000 F suisses (108 000 F) au Real de Madrid, qui disputera donc la finale, par matches aller et retour, contre les Hongrois de Videoton.

Le comité exécutif de la Fédération internationale de football (FIFA), réuni le même jour à Zurich pour examiner des incidents qui se sont produits au Chili, en Uruguay, en Arabie saoudite, au Qatar et en Espagne à l'occasion de matches de qualification pour la prochaine Coupe du monde, a lancé un appel aux fédérations nationales pour qu'elles fassent mieux respecter les règles du fair-play.

Après les commissions de l'UEFA et de la FIFA, les ministres du Conseil de l'Europe vont, à la demande de M^{re} Thatcher, se pencher à leur tour sur le problème de la violence autour des terrains de football, à partir d'un rapport de la baronne Young, secrétaire d'Etat au Foreign et Commonwealth Office, chargée d'étudier ce « fléau de la modernité ».

Les débordements de violence constatés le 14 mars dernier, à l'occasion d'un match de Coupe d'Angleterre entre Luton (banlieue nord de Londres) et Millwall, qui s'étaient traduits par quarante et un blessés dont trente et un policiers hospitalisés pour la plupart, et par plus de 60 000 livres (665 000 francs) de dégâts matériels, ont incité la « dame de fer » à constituer et à présider elle-même un « cabinet de guerre ».

Parqués comme du bétail

Diverses mesures ont été envisagées : interdiction de vendre de l'alcool dans les stades, voire à proximité de ces derniers les jours de match, caméras vidéo braquées sur les tribunes pour mieux identifier les auteurs d'incidents. La carte d'identité n'existant pas en Grande-Bretagne, un fabricant d'ordinateurs propose même aux clubs d'adopter des cartes de supporters informatisées, pour mieux contrôler les spectateurs.

Ces mesures de prévention seraient accompagnées d'un renforcement de la répression. Un député conservateur, Tony Dick, propose même le recours à la flagellation afin de « traiter les animaux comme des animaux ».

D'ailleurs pour la visite de Tottenham dans la capitale, samedi,

les clôtures habituelles du stade de Chelsea, étaient surmontées, à 3 mètres de hauteur, d'un fil électrique. Ce nouveau système, alimenté par un courant de 12 volts, inoffensif mais dissuasif, semblait à celui utilisé pour parquer le bétail dans les champs, devait permettre de mieux contenir les supporters des deux équipes dans leurs tribunes respectives.

Les règles du désordre

Evoquée à la Chambre des communes, cette initiative a provoqué de vives réactions de députés travaillistes, dénonçant la transformation du terrain de Chelsea en « camp de concentration ». Le conseil du Grand Londres, de son côté, adressé un ultimatum aux dirigeants du club pour qu'ils ne branchent pas leur dispositif, sous peine de poursuites en justice.

L'impuissance des autorités à maîtriser le phénomène hooligan, qui s'amplifie au fil des années, traduit bien sa gravité et sa complexité.

Après trois ans d'enquête, trois sociologues britanniques ont publié un ouvrage, *Les Règles du désordre*, démontrant que l'anarchie destructrice des hooligans n'était qu'apparence. Les hooligans ne portent pas seulement un uniforme (chaussures à talons ferrés, jeans, écharpes aux couleurs du club) mais ont aussi leurs chefs. Ces derniers doivent être capables de mener l'assaut ou, au contraire, d'organiser la défense contre les adversaires.

Comme à la guerre, il s'agit, pour les uns, de rester maîtres chez eux en défendant leur territoire contre les envahisseurs, et pour les autres, de démontrer leur supériorité jusque chez l'ennemi.

En Angleterre, la concentration géographique des équipes à Londres (sept clubs en première divi-

GÉRARD ALBOUY.

(1) Seul Madrid en 1962 et Glasgow en 1967 avaient eu deux équipes en finale des coupes d'Europe la même année.

ALAIN GIRESSÉ NE JOUERA PAS CONTRE LA BULGARIE

Le Bordelais Alain Giresse, qui souffre du méninge du genou droit et d'un écartement des ligaments, ne jouera pas, le 2 mai à Sofia, avec l'équipe de France contre la Bulgarie en match qualificatif pour la Coupe du monde. Il sera remplacé par le Monegasque Daniel Bravo.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

FOULÉES DE MONTMARTRE
Déjà vainqueur en 1984, Rocky Boubou a gagné, le 28 avril, les Foulées de Montmartre, disputées sur la butte. Le Portugais Carlos Lopes, champion olympique du marathon, a abandonné après avoir heurté une voiture alors qu'il était en tête de la course.

Cyclisme

AMSTEL GOLD RACE
1. Knetemann (P-B), les 242 km en 6 h 27 mn 45 s ; 2. Lieckens (Bel.), à 31 s ; 3. Broers (P-B), même temps...

Escrime

CHALLENGE JEANTY
L'Italienne Anna Pia Gandolfi a remporté dimanche 28 avril à Saint-Maur le challenge Léon Jeanty, comptant pour la Coupe du monde de fleuret féminin, en battant en finale l'Allemande de l'Ouest Anya Fichtel, 8 touches à 2. Troisième de ce challenge, la Française Laurence Modot prend la tête de la Coupe du monde avant la dernière épreuve, programmée les 11 et 12 mai à Côme.

Handball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
A deux journées de la fin du championnat, Gagny s'est assuré le titre national en portant son avance à cinq points sur le Stade marseillais université club.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Le Racing Club de Paris et Bordeaux ont fait match nul (0-0), samedi 27 avril au Parc des Princes, lors de la quatrième journée du championnat de première division. Après ce résultat, les Bordelais comptent cinq points d'avance sur les Nantais, tandis que les joueurs du Racing sont toujours derniers, à deux points de Tours.

Deuxième division (Trente-deuxième journée)

GROUPE A	
Guingamp b. Reims	3-1
Red Star b. Quimper	1-0
Dunkerque b. Abbeville	2-1
Besançon b. Valenciennes	1-0
Stade Français et Mulhouse	0-0
Caen et Orléans	0-0
Le Havre b. Amiens	2-0
Angers b. Châteauroux	6-0
Rennes b. Sedan	5-0
Classement. - 1. Le Havre et Mulhouse, 48 pts ; 3. Rennes, 43 ; 4. Orléans, 41 ; 5. Guingamp, 38.	
GROUPE B	
Saint-Etienne b. Béziers	2-1
Nice b. Sète	1-0
Guérogne b. Nîmes	3-1
Grenoble b. Limoges	3-1

*Cusaux-Lombard b. La Roche	2-0
*Thion b. Valenciennes	3-0
*Martignat b. Aïss	1-0
*Cannes et Montpellier	0-0
Lyon b. *Le Puy	1-0
Classement. - 1. Saint-Etienne et Nice, 46 pts ; 3. Nîmes, 41 ; 4. Montpellier, 39 ; 5. Thion, 36.	

Golf

CHAMPIONNAT DE FRANCE PROFESSIONNEL
A cinquante ans, Jean Garotade a remporté, dimanche 28 avril à La Baule, son deuxième titre de champion de France professionnel. Avec 284 coups (deux sous le par), il précède Olivier Legé de 5 coups et Gery Watine de 6 coups.

Hockey sur glace

CHAMPIONNAT DU MONDE A PRAGUE
En battant la Tchécoslovaquie par 3 à 1, l'Union soviétique a remporté le titre européen, décroché dans le cadre du championnat du monde qui se poursuit jusqu'au 4 mai à Prague.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE (Huitième de finale - matches aller)	
A Agen :	
A Toulouse b. Bayonne	10-3
A Bordeaux :	
Béziers b. Mont-de-Marsan	35-19
A Lyon :	
Grenoble et Agen	9-9
A Limoges :	
Brive b. Montpellier	31-28
A Valence :	
Tyrosse b. Lourdes	12-6
A Vienne :	
La Voulte b. Biarritz	10-3
A Vienne :	
Bourgoin b. Nice	9-6
A Toulon :	
Toulon b. Aurillac	21-6

Tennis

TOURNOI D'ATLANTA
L'Américain John McEnroe a remporté, dimanche 28 avril, le tournoi WCT (World Championship Tennis) d'Atlanta (Géorgie), doté de 300 000 dollars, en battant en finale son compatriote Paul Annacone 7-6, 7-6, 6-2.

Voile

TROPHÉE DES MULTICOQUES A LA TRINITÉ-SUR-MER
Le Canadien Mike Birch, à la barre de son catamaran Formula Tag, a gagné la finale du Master des multicoques, le 28 avril, en devançant Eric Loizeau sur Roger-et-Gallie 62. Marc Pajot sur Elf-Aquitaine 2 s'est imposé au classement général du Trophée des multicoques.

BASKET-BALL

LA VICTOIRE DE LIMOGES EN COUPE DE FRANCE

Une domination sans partage

De notre envoyé spécial

Manière au résultat. explique-t-il. Seule petite ombre au tableau : l'élimination un peu précoce (en huitièmes de finale) de la Coupe d'Europe par Moscou. « Mais nous avions beaucoup de blessés à cette époque-là », précise Dao.

A quoi tient la valeur de Limoges ? Incontestablement à la richesse de son effectif. « C'est tous jours plus efficace quand on arrive à faire jouer collectivement des joueurs de grand talent. »

Une équipe de dix

Les deux perles du moment sont deux Américains. L'un, Edward Murphy (meilleur joueur du championnat de France) est blanc, l'autre, Curtis Berry (un redoutable marqueur) est noir. Mais, à côté de ceux-là, que d'individualités de marque ! A commencer par Jean-Michel Sengal, le capitaine, et Grégor Beugnot, au cancaner Richard Desoury (meilleur joueur français du championnat cette saison), Georges Vestris, Appolo Faye, etc.

« J'ai pu utiliser dix hommes qui sont tous dangereux et savent marquer », admet Dao. Sur le parquet de Caen c'est cela qui a d'ailleurs fait la différence face à un rival stéphanois dont l'ensemble n'a pu se hisser au niveau de ses deux vedettes, l'Américain Alex Bradley et le Yougoslave Ratko Radovanovic. Autre force des Limogeoises : leur sérieux, pour ne pas dire leur professionnalisme. « Je crois que je suis un entraîneur sévère. Je demande beaucoup aux joueurs. Cependant, je veux qu'ils conservent un certain plaisir de jouer », explique Dao. Ce plaisir de jouer et de gagner est instillé chez les parisiens de Jean-Michel Sengal. S'y ajoute une remise en cause permanente et un certain orgueil, que Sengal résume en expliquant : « Tout le monde voudrait nous voir battus, alors cela nous motive. »

Des interrogations

Reste que le club s'est aussi doté des atouts. En arrivant en Haute-Vienne, Pierre Dao a réclamé des

moyens. Il les a obtenus. Il est aujourd'hui entouré de trois hommes : le premier, Fabien Texier, anime le centre de formation, le deuxième, Frédéric Sarre, est en quelque sorte le directeur sportif de l'équipe fanion, et le dernier, Jean-Yves Prevost, s'occupe de la préparation physique.

La saison prochaine, Limoges jouera encore les tout premiers rôles. Certes, on évoque l'éventuel départ d'Edward Murphy, Pierre Dao ne peut bien sûr que souhaiter qu'il reste. Il rêve même d'embellir un peu plus son équipe. Beaucoup d'interrogations pèsent pourtant sur l'avenir du basket de haut niveau.

A partir de juillet prochain, les clubs devront probablement se mettre en règle avec l'URSSAF pour le paiement des cotisations. Samedi, dans les coulisses de la finale, les présidents de clubs de première division seront réunis pour en débattre. Quant à Jean-Michel Sengal, il expliquait : « Si c'est pour gagner 5 000 francs par mois en jouant au basket, je préfère changer de métier. »

PATRICK DESSAVIE.

ICL

INFORMATIQUE ET COMMUNICATION
Un grand de la BUREAUTIQUE mondiale
avec 5000 réseaux locaux installés

ICL, 16, cours Albert 1^{er}, 75008 PARIS (tél. 225 93 04 - poste 288)

LA TUERIE D'AURIOL DEVANT LA COUR D'ASSISES DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Des questions sans réponse à la fin des interrogatoires

Après six jours de débats, au moment où chacun des accusés a été entendu et où va commencer l'audience des témoins, la question qui se pose en fonction des positions prises par chacun est simple. La tuerie d'Auriol est-elle concevable sans une participation aux crimes accomplis de Lionel Collard et un désir - ou une volonté - de Jean-Joseph Maria d'éliminer Jacques Massie, chef local du SAC marseillais.

De celui-ci, Jean-Joseph Maria dira lui-même que, cet été 1981, il n'était plus qu'un « fils dévoyé », tenu pour coupable de multiples malversations et soupçonné de tourner casses en passant au service de la gauche. Autrement dit, peut-on envisager l'hypothèse, de tels soupçons ayant été partagés par

les six accusés d'aujourd'hui, que seuls quatre d'entre eux, Jean-Bruno Finochietti et les trois postiers, Ange Poletti, Didier Campana et Jean-François Massoni, aient pris, à l'insu des deux autres, l'initiative de se débarrasser de Massie ? Une initiative qui entraînera, en raison des circonstances, le massacre de cinq membres de sa famille, dont son jeune fils Alexandre.

De notre envoyé spécial

conforte dans son sentiment : l'affaire d'Auriol, c'est eux et eux seuls. En cette circonstance, Collard oubliait quand même Finochietti. L'instigateur, certes, se l'était déjà désigné lui-même, lui, Collard. Pourtant, samedi 27 avril, il y eut quand même de sa part un lapsus. Alors qu'il s'appliquait, depuis son arrestation, à désigner le chef du commando comme « le numéro 4 », ou « A », le temps d'une seconde, nommé Collard. Ce fut au moment où il avait à raconter ce qui se passa après que Massie eut été à son tour assassiné, le 19 juillet, vers 3 h 30 de matin. Le cadavre fut porté d'abord dans le coffre de la Mercedes des beaux-parents de Massie ; l'équipage refusa de descendre ; l'équipage refusa le corps, le tassa tant bien que mal en chie de fusil dans le coffre d'une R5 que conduisit ensuite Finochietti. Il restait alors à l'ensevelir dans la campagne. Collard et Poletti avaient pris place dans un autre véhicule. Finochietti les suivit, et c'est en racontant cette scène qu'il devait dire : « J'ai suivi la voiture où se trouvaient Poletti et Collard ».

L'agitation fut à son comble. L'avocat général boresca beaucoup Finochietti. « Vous avez dit Collard, tout le monde l'a entendu. Vous n'avez pas dit, c'est le moment de tout dire. » De son côté, M. Gilbert Collard, simple bonhomme, qui est, lui, l'avocat de Maria, a cherché à élargir la brèche. Finochietti, fantomatique et ahuri, ne cédait point au tant devant ce chahut. Oui, il avait dit Collard, mais « à force

d'entendre tout le monde le nommer, je ne sais plus très bien où j'en suis ».

Ainsi, cet incident ne fut ni un coup de théâtre ni une révélation de nature à changer le cours du procès. Au reste, le président Brunet, pour sa part, ne parut pas y apporter le moindre intérêt. Plus étrange apparaît, en revanche, l'épisode de l'inhumation de Jacques Massie et le comportement des uns et des autres en cette occasion. Il semble en effet bien acquis qu'avant cet enterrement nominal, la voiture dans laquelle se trouvait le cadavre fut laissée durant plusieurs heures devant une angorie de Nans-les-Pins, dans le Var. Chez grand-mère, maison amie du SAC, qui y tenait à l'occasion ses réunions. Selon Campana et Poletti, Collard entra dans l'établissement, y resta environ dix minutes avant de ressortir pour dire aux autres qu'on devait laisser le véhicule et s'en aller tous dans une autre voiture. C'est ainsi qu'ils s'en furent à Marseille chez Campana, où la femme de celui-ci leur fit cuire quelques steaks.

Dans l'idée de Campana, c'est une deuxième équipe qui aurait dû venir constater devant l'uberge la mort de Massie. Quelle équipe ? Un groupe qui aurait été chargé, dans le plan initial, d'interroger le prisonnier, dont la mort n'aurait pas encore dû être connue.

JEAN-MARC THÉOLLEVE.

ÉDUCATION

Un compromis pourrait être trouvé sur les maîtres de l'école privée

Une nouvelle étape devrait être franchie dans la concertation entre le ministre de l'éducation nationale et les responsables de l'enseignement catholique avec la réunion consacrée ce lundi 29 avril à la dernière mise au point du décret sur la nomination des maîtres. Depuis la fin de la querelle scolaire et la décision du gouvernement de M. Fabius de revenir à la loi Debré de 1959, les inquiétudes des responsables de l'enseignement privé s'étaient cristallisées sur la préparation de ce texte clé qui met en jeu non seulement l'emploi des maîtres et les garanties qui peuvent y être attachées mais aussi l'exercice d'un pouvoir. Elles ne semblent pas toutes dissipées puisque le chanoine Paul Guibert, secrétaire de l'enseignement catholique, a déclaré samedi 27 avril à Rennes : « Nous sommes soumis à une double écosystème permanente et dans une situation tendue qui pourrait devenir explosive si des solutions à des problèmes actuels ne sont pas trouvées ».

L'enseignement « est confié, indiquait la loi Debré, en accord avec la direction de l'établissement, soit à des maîtres de l'enseignement public, soit à des maîtres privés ». Dix-huit ans plus tard, la loi Guibert - entre autres modifications - remplace « en accord » par « sur proposition de la direction de l'établissement ». La nuance est d'importance, même si dans les deux cas la nomination est prononcée par le recteur. Depuis la loi Guibert de 1977, en effet, les rôles sont en quelque sorte inversés : c'est le chef d'établissement qui choisit un candidat (en tenant compte des priorités de réemploi établies par des commissions internes à l'enseignement catholique) et le recteur qui doit donner son accord ou motiver son refus. La modification n'était pas tant destinée à mettre fin à des situations conflictuelles - inexistantes à une exception près, en dix-huit ans d'exercice de la loi Debré - qu'à se prémunir contre l'éventualité de l'arrivée de la gauche au pouvoir aux élections législatives de 1978.

Depuis l'adoption par le Parlement, le 20 décembre dernier, de la loi complémentaire de décentralisation de l'enseignement public et privé, on est revenu à la case départ avec l'abrogation de loi Guibert. La loi Debré, a alors expliqué M. Chevènement, « respecte les prérogatives normales de l'Etat, qui rémunère les maîtres, tout en préservant la liberté du chef d'établissement, dont l'accord sera requis ». Le ministre de l'éducation nationale s'était en même temps engagé à préparer le décret d'application de cette mesure dans la concertation. C'est cette phase qui s'achève aujourd'hui.

L'économie générale du projet de décret - qui peut encore être amendé - précise la procédure envisagée. Les maîtres qui postulent à des emplois vacants - dont la liste est communiquée aux autorités académiques par chaque chef d'établissement - font connaître leur candidature au recteur, qui en informe le chef d'établissement concerné. C'est une commission paritaire consultative qui examine les candidatures en prenant en considération l'avis du chef d'établissement. Le nom du candidat choisi lui est ensuite communiqué par le recteur. Pour simplifier la procédure, l'accord est considéré comme implicite en cas de non-réponse dans un délai d'un mois. En cas de refus, le chef d'établissement doit motiver sa décision, et la candidature est à nouveau examinée par la commission.

Cette dernière est conçue comme une formation spécialisée des commissaires consultatifs mixtes qui existent depuis 1960 et ont compétence sur la carrière des enseignants du privé, mais pas sur leur nomination. La nouvelle commission (SNEC-CFTC) - viennent les inquiétudes. C'est le cas des directeurs diocésains qui se sont réunis du 22 au 25 avril en présence du chanoine Paul Guibert, secrétaire général de l'enseignement catholique, et de Mgr Jean Honoré, archevêque de Tours et président de la commission épiscopale pour le monde scolaire et universitaire. Les directeurs diocésains considèrent notamment que la procédure de nomination des maîtres « ne prend pas suffisamment en compte le respect du caractère propre » et craignent pour la sécurité d'emploi des maîtres, assurée jusqu'alors par « concertation interne ».

Pour sa part, le Syndicat professionnel de l'enseignement libre catholique (SPELC) estime normal que cette garantie soit assurée par l'employeur, c'est-à-dire l'Etat. Le projet ne lui semble donc pas « exorbitant dans sa philosophie ». Le SPELC rappelle, en outre, que « la nécessité de refaire ce décret n'est pas née avec le pouvoir élu en 1981 ». Les syndicats d'enseignants, ajoute-t-il, demandaient sa révision depuis 1970.

Après cette dernière réunion de concertation, le projet de décret devrait suivre la procédure habituelle. Il sera soumis aux conseils consultatifs de l'éducation nationale et pourrait être publié pour la mi-mai. En attendant la rentrée scolaire, l'enseignement privé comme dans l'enseignement public en raison des contraintes budgétaires, il restera un dernier texte à préparer : le décret mettant en place une commission de concertation destinée à régler les éventuels litiges entre l'Etat, les collectivités locales et les établissements.

Viendra ensuite le temps de vérifier, ainsi que le suggère M. Pierre Daniel, « si nous sommes capables de demeurer unis à l'intérieur de nos établissements quand nous n'avons plus à nous mobiliser pour la défense de l'enseignement catholique » : c'est le risque de la liberté.

CATHERINE ARDITTI.

FAITS DIVERS

En Seine-Maritime LA MORT DU COMÉDIEN

Un comédien d'une troupe de théâtre amateur, Laurent Desjardins, trente-quatre ans, a été blessé mortellement par balle dans la soirée du samedi 27 avril, à Oissel (Seine-Maritime), en pleine représentation d'une pièce de René de Obaldia Du vent dans les branches de Sésame.

La troupe des Tréteux de la pelle d'acier, une septuagintaire dans la salle de cinéma du 711 rue de la République, Oissel. Les amis de Laurent Desjardins jouaient l'attaque d'une ferme par des Indiens, prévue dans un tableau de la pièce. Mais une des armes qui devaient être chargées à blanc, s'était à belle réelle et c'est l'une des camarades de l'acteur qui, d'un coup de feu, le blessa mortellement.

Les enquêteurs font état d'un concours de circonstances « extraordinaires ». Il semblerait que la personne chargée de remplir les cartouchères ait utilisé, sans le savoir, une cartouche réelle. Le 711^e régiment du génie fait savoir que « les armes à feu manipulées appartenaient à la troupe théâtrale ».

Mythique explosion dans un restaurant turec de Montbéliard : deux morts.

M. Hussein Savas, le patron du restaurant de Montbéliard (Doubs) dans l'explosion duquel deux personnes ont été tuées le vendredi 26 avril, a été inculpé le 28 avril d'homocides volontaires et d'incendie volontaire, et écroué. Dans les deux semaines du restaurant de M. Savas, ressortissant turc âgé de vingt-cinq ans, on avait retrouvé, vendredi après-midi, le corps entièrement calciné d'une servante de l'établissement, puis, samedi après-midi, le cadavre d'une seconde victime, un adolescent turc âgé de quinze ans qui, selon ses proches, avait l'habitude de fréquenter le Kebab. Les policiers avaient envisagé, dès le début de leur enquête, l'hypothèse d'une explosion criminelle, mais on ignore encore le mobile de ce double meurtre.

Muzaffer Casar inculpé.

Le ressortissant turc, arrêté le 24 avril, porteur de quatre bâtons de dynamite et de faux papiers belges, à la gare du Nord (le Monde daté 29-27 avril), Muzaffer Casar, vingt-huit ans, a été inculpé pour « infraction à la législation sur les explosifs et recel de faux documents administratifs ». Il est connu de la police comme étant un militant de la mouvance du groupe d'extrême gauche français Action directe.

Après la rupture d'un câble TROIS BLESSÉS A LA FOIRE DU TRÔNE

Trois personnes ont été blessées dans la soirée du samedi 27 avril à la Foire du Trône à Paris. Il était environ 19 h 30 lorsque l'accident s'est produit, entraînant un moment de panique. L'un des wagonnets des « montagnes russes » s'était décroché dans sa montée avant de dévaler la pente à la suite de la rupture d'un câble de sécurité.

Les trois blessés ont été hospitalisés. Il s'agit d'une fillette âgée de treize ans, Sabine Daval, qui souffre de contusions, et de deux autres, M. M. Bernard Morin, trente-huit ans, qui a le bassin fracturé et Joseph Kerkelberg, cinquante ans, atteint au dos.

Accident en gare de Versailles-Rive gauche : quatre blessés.

Pour des raisons encore inexplicables, un train de voyageurs a heurté un bus, samedi 27 avril en début d'après-midi, à la gare de Versailles-Rive gauche, s'est terminé dans la nuit. Les blessés pas perdus : quatre voyageurs, légèrement blessés, ont dû recevoir des soins à l'hôpital André-Mignot.

RELIGION

Le synode extraordinaire ne sera pas une tentative de retour en arrière déclare le cardinal Hume

Archevêque de Westminster et primat d'Angleterre et du Pays de Galles depuis dix ans, président du Conseil des conférences épiscopales de l'Europe (l'« Europe violette »), depuis six ans et représentant pour l'Europe du groupe d'évêques qui préparent le prochain synode extraordinaire convoqué à Rome en novembre par Jean-Paul II pour le vingtième anniversaire du concile Vatican II, le cardinal George Basil Hume était l'hôte il y a quelques jours, l'association des informateurs religieux français.

Interrogé sur le synode extraordinaire, présenté par certains commentateurs comme une tentative de restauration par le Saint-Siège pour limiter les réformes du concile, le cardinal Hume a été très net. Ce synode « ne sera ni une tentative de retour en arrière, ni une tentative de conservation ». Il ne faut pas non plus en faire « un moment décisif de l'histoire de l'Eglise ». Le synode « n'est rien

d'autre qu'un temps de réflexion sereine sur les vingt années écoulées depuis le concile. Il s'agit de faire l'inventaire de la mise en œuvre de celui-ci, de retrouver l'esprit de Vatican II, le partage des peines et des joies, les combats et les espoirs de l'ensemble de l'Eglise. Il en analysera les bons et les mauvais effets et promouvra l'étude plus attentive des documents ainsi que la manière de mieux appliquer Vatican II ».

SCIENCES PO. Préparations

Documentation sur demande
• Stage intensif d'été
• Stage annuel
• Stage parallèle
IPEC Enseignement sup. privé
46, bd St-Michel, Paris 6^e
Tél : 633.67.22/329.03.71/354.45.57

Dans la collection Repères

Le Crédit agricole
N° 31
31 F

Le grand maître des campagnes françaises.
aux Editions La Découverte

POLICE

AFFECTÉ A LA PROTECTION DE M. MITTERRAND

José Deltorn est mort

Une personnalité qui, pour nombre de journalistes, résumait la police nationale, ses contradictions et ses multiples facettes, ses paradoxes et son attrait, a disparu. José Deltorn est mort à Strasbourg, samedi 27 avril, à l'âge de quarante-neuf ans, victime d'une crise cardiaque.

Inconnu du grand public, il était tout à la fois un personnage du syndicalisme policier et un « flic » aimant son métier, avec l'épaisseur de ceux qui connaissent le dessous des choses, mais toujours enthousiaste, au nom d'une certaine idée de la police.

L'inspecteur divisionnaire Deltorn était l'un des policiers du Groupe de sécurité de la présidence de la République (GSPR), chargé de la protection rapprochée de M. Mitterrand. Affecté de longue date au service des voyages officiels - il avait été l'un des inspecteurs chargés de la protection de M. Raymond Marcellin quand il était ministre de l'Intérieur - José Deltorn

avait rejoint le GSPR après avoir dû quitter, en 1981, la direction du Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC).

Elu secrétaire général de ce syndicat, majoritaire parmi les policiers en civil, en décembre 1979, il avait, au lendemain de l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic à Paris, en octobre 1980, dénoncé la présence de policiers dans le sein de la FANE, organisation néo-nazie dissoute depuis. Une plainte en diffamation déposée contre lui par le ministre de l'Intérieur d'alors, M. Christian Bonnet, fut retirée par son successeur, M. Gaston Defferre. José Deltorn s'était également fait remarquer pour ses positions « unitaires » au sein d'un syndicalisme policier marqué par les divisions catégorielles : il avait été à l'origine d'un rapprochement entre les policiers en civil et les policiers en tenue représentés par la FASP.

E. P.

سكنا من الحاصل

culture

Le centenaire Charles Dullin

La poésie de la raison

Né le 8 mai 1885 au château de Châtellard, à Yenne (Savoie), Charles Dullin était le plus jeune d'une famille de dix-huit enfants. Son père, juge de paix, avait alors soixante-quatre ans.

Dans sa première enfance, Charles Dullin est élevé au château, surtout par son oncle, très bizarre, ébrié dans une vieille tour.

A onze ans il entre en classe de septième au petit séminaire de Pont-de-Bonvoisin. Il interromp ses études à la fin de la quatrième.

Il part pour Lyon. Il est commis chez un bonnetier, puis dans un magasin de lainages, puis chez un ébéniste.

Il part pour Paris l'été 1904 (il a dix-neuf ans). Il dit des vers dans des cours d'immeuble, et décroche de petits rôles dans des salles de quartier, Belleville, les Gobelins, Saint-Denis. Il est refusé au concours d'entrée du Conservatoire.

Il fonde à Neuilly un « Théâtre de Foire » où il a pour partenaire l'acteur Ferdinand Fabre.

C'est seulement en 1910 qu'il est engagé dans un « vrai » théâtre, le Théâtre des Arts, par le directeur, Robert d'Humières, qui l'a entendu dire du Villon au cabaret du Lapin Agile. Il y rencontre Jacques Copeau en jouant son adaptation des Frères Karamazov.

En 1913, il accompagne Copeau dans la fondation du Vieux Colombier. Il y joue pour la première fois le rôle d'Harpagon de l'Avaro, qui sera son triomphe jusqu'à la fin de sa vie.

En août 1914, Dullin a vingt-neuf ans. Il fait la guerre dans un régiment de dragons, engagé volontaire car sa mauvaise santé le dispense des premières lignes. Il est blessé en 1917. Il rejoint Copeau à New-York.

En 1919, Dullin devient professeur au conservatoire syndical que Firmin Gémier a créé pour contrer l'ensauvagement du Conservatoire national.

En 1921, au cours d'une tournée en Rhénanie, Dullin choisit, dans un train, le nom de son propre théâtre : l'Atelier. Il ouvre ce théâtre en septembre, dans une minuscule boutique de la rue Honoré-Chevalier, à deux pas de la place Saint-Sulpice. De là, il passe dans une salle plus grande, rue des Ursulines, qui deviendra un cinéma.

En octobre 1922, Dullin s'installe place Dancourt. Il y restera jusqu'à la guerre, en 1939. Il y dirige une école d'acteurs.

Les mises en scène comme l'enseignement de Dullin y sont sévères, d'une rigueur extrême. Il accorde beaucoup d'importance à l'improvisation. Sa bête noire est le naturalisme, celui des décors, celui du jeu. « J'ai toujours cherché, a dit Dullin, à établir le contact le plus direct entre l'acteur et le public, et non à mettre en valeur mon propre travail. » Il disait aussi que toute prépondérance du décor est un retour au naturalisme, que ce qui compte c'est l'instinct de l'acteur, et qu'il regrette de ne pouvoir improviser une nouvelle mise en scène, éphémère, pour chaque représentation.

De Pirandello à Sartre

A l'atelier de la place Dancourt, les spectacles majeurs de Dullin furent, entre autres, Chacun sa vérité de Pirandello, la Femme silencieuse de Ben Johnson, la Comédie du bonheur d'Evelyn, les Ciseaux d'Aristophane, Volpone de Ben Johnson, La terre est ronde de Salacrou.

Afin de faire face aux effrayantes difficultés financières de la gestion de son théâtre, Dullin interprète des rôles dans des films : la Jauar d'échecs (1926), Maldonne (1928), les Misérables (1934), l'Affaire du courrier de Lyon (1936), Volpone (1939).

Puis ce sont les années de la seconde guerre mondiale. Dullin s'installe au Théâtre de Paris (où il reprend l'Avaro), puis au Théâtre Sarah Bernhardt, où son meilleur spectacle sera la création des Mouches de Jean-Paul Sartre en 1944.

Dullin quitte le Sarah Bernhardt en 1947. Il tourne cette même année dans Quel des orléans de Clouzot. Son dernier grand succès est l'Archipel Lenoir de Salacrou au Théâtre Montparnasse. Son dernier film : Les jeux sont faits de Sartre à Dalannoy. Il meurt à l'hôpital Saint-Antoine, à Paris, le 11 décembre 1949.

Robert Brasillach a écrit que le théâtre de Charles Dullin était « la poésie de la raison », et il ajoutait : « Ce qui nous entraîne chez Piroff, c'était la magie du cœur ; chez Jouvet, c'était la joie de l'intelligence ; chez Baty, le plaisir des yeux ; mais chez Dullin, quelque chose qui rassemblait au triomphe de la volonté. »

1985, Charles Dullin aurait eu cent ans. Le Festival d'Avignon, la Comédie-Française, lui rendront prochainement hommage. De la grande figure qui a marqué l'histoire du théâtre, il reste peu d'images, seulement celles... du cinéma. Mais Dullin est vivant dans le souvenir de ceux qu'il a fascinés.

Un diable d'homme, par ceux qui l'ont connu

La mémoire, quand elle est liée au cœur, s'accroche en premier lieu à de petits riens, images et paroles en l'air, qui ressuscitent ceux qui en sont les auteurs.

« Je me souviens d'une danseuse, habillée d'une robe de soie violette, qui abritait Dullin, beaucoup plus petit qu'elle, sous une ombrelle », dit Marie-Hélène Dasté, fille de Jacques Copeau. « Pendant les répétitions du Soldat et la Sorcière, d'Armand Salacrou, qu'il mettait en scène, Dullin arrivait dans un boghe tiré par un cheval, raconte Sophie Desmarests. « Voilà, la voix nasillarde, les gestes précipités, il avait, à ma grande surprise, une cour de femmes autour de lui. Et il aimait les regarder », se rappelle Jean Delannoy qui fit tourner Dullin en 1947 dans Les jeux sont faits, film dont le scénario était de Jean-Paul Sartre.

Puis, peu à peu, tandis que la mémoire travaille, les souvenirs se précisent. Dullin, avec ce visage étonnant, son corps déjeté, s'anime, et tous ceux qui l'ont connu, sourient tendrement.

« Il avait des colères terribles », racontent Marie-Hélène Dasté qui travailla avec lui après la disparition de la compagne des Quioze. « Parce que nous étions en retard, il était capable de donner de grands coups de pied dans les rôles du décor et de les crever. Pour se calmer, il allait ensuite faire le tour de la place Dancourt et reprenait les répétitions. »

« Un grenier de jeunesse »

« Ce n'était pas un maître comme on l'entend généralement, ni un théoricien. Il n'était nullement didactique », rapporte Jean-Louis Barrault. « Quand il voyait l'un de nous en difficulté sur la scène, il criait du fond de la salle : « Ne bouge pas, arrive ». Il se mettait alors à côté de nous et plus par gestes que par paroles, il nous expliquait ce qu'il désirait », dit Marie-Hélène Dasté. Dullin était doué d'une intelligence sensible. Un poète, et cela transparaissait dans tous ses rôles. Mais il aimait rire, et « cela découvrait toutes ses dents », raconte Sophie Desmarests quand elle se souvient du jour où Dullin apprit qu'après les répétitions elle allait pêcher dans la Seine.

Dullin choisit de donner à son théâtre le nom d'« Atelier », car cela correspondait à l'idée qu'il se faisait de son art. « C'est comme un laboratoire d'artisanat théâtral », disait-il. Et c'est là qu'il exprima cette révolte qu'il avait partagée pendant un temps avec Jacques Copeau quand ils arpentaient le boulevard des Batignolles, en pestant contre le théâtre de leur époque.

« L'Atelier, c'était un grenier de jeunesse », raconte Jean-Louis Barrault. « Et qui sentait le cirque, reprend Marie-Hélène Dasté, avec cette cour qui, aujourd'hui n'existe plus, emplit de décors et, dans un

coin, l'écurie du cheval de Dullin. » C'était un endroit bohème, un lieu de rencontre disant ceux qui l'ont fréquenté, où se croisaient les jeunes artistes et intellectuels de l'époque : Sartre, Salacrou, Achard, Honegger, Darius Milhaud. « La foyer ressemblait à une salle d'attente d'une gare de troisième zone, mais peu importait. » De même qu'il n'était pas nécessaire de signer un contrat. « Juste une poignée de main... temps révolus », soupire Jean-Louis Barrault.

Les finances du théâtre étaient dans un état lamentable. Dullin n'avait jamais d'argent. Sur son bureau s'empilaient factures et notes. L'électricité était souvent coupée et l'administrateur s'arrachait les cheveux. « C'est encore toi, disait-il, quand on venait le voir. Mais je t'ai déjà donné dix francs il y a trois jours ! » C'était cela, l'Atelier, et c'était merveilleux car tous ceux qui étaient là étaient ses amis. Nous n'étions pas seulement comédiens. On travaillait au théâtre. On vivait au théâtre. Et Marie-Hélène Dasté se souvient d'avoir vu Dullin peindre le matin dans la salle des répétitions pour faire de la gymnastique dans le but de faire disparaître sa bosse. « Il se roulait de droite et de gauche comme si le poids de son corps allait l'écraser. »

Charles Dullin était un enfant de la bulle. Bico avant l'Atelier, il avait été engagé par un cirque où il lisait des poèmes dans la cage des fauves. « Les trépassés, disait-il, c'est notre point de départ. » C'était un marginal également, un original, autant dans sa manière de travailler que de vivre. On raconte qu'il fit partie de la bande à Bonnot. Son rôle : écouler la fausse monnaie à Cligny ! Mais aussi un homme d'une honnêteté scrupuleuse. Armand Salacrou qui l'a si bien connu dit de lui : « Je ne



l'ai jamais entendu mentir... au théâtre, c'est rare. » Un anarchiste tendre, comme l'a surnommé Jean-Louis Barrault, un « cocoucheur d'artiste » (il fit connaître Pirandello en France).

Avant tout, ce fut un homme de théâtre, qu'admirèrent encore des hommes comme Michel Bouquet : « Je ne l'ai rencontré qu'une fois et j'ai eu l'impression que j'allais être pulvérisé. C'était comme s'il allait me reprocher tous les défauts que j'avais alors. Pourquoi exagérez-vous le trait ? Pourquoi êtes-vous aussi orgueilleux dans le rôle ? Pourquoi ne restez-vous pas derrière le personnage ? »

« Il avait une réelle humilité »

Pour Dullin, l'acteur était un individu qui devait être capable de respirer et d'articuler. Deux choses toutes simples mais qui sont différentes à chaque fois et essentielles. Il connaissait aussi l'importance de la simplicité. Si on le compare à Louis Jouvet, celui-ci était grandiose dans le baroque. Dullin, lui, donnait la primauté à l'acteur : c'était « un diable d'homme qui imaginait un décor humain, pense Michel Bouquet. Il disait à travers ses spectacles que la vie est plus importante

que l'art, mais il le disait avec art. Mais surtout, Dullin avait une réelle humilité dans l'approche d'un chef-d'œuvre. Ainsi parvenait-il à restituer, par exemple, une famille du dix-septième siècle, et, en même temps, il s'adressait aux familles venues voir sa mise en scène. Molière aurait été heureux d'assister à de telles représentations. »

Aujourd'hui, on fête un peu partout le centenaire de la naissance de Charles Dullin. Théâtres, expositions, colloques, émissions de télévision (le prochain numéro de « Plaisir du théâtre » présenté par Pierre Lévillat est consacré à Dullin). Et tous ceux qui l'ont connu, qui ont travaillé avec lui, qui l'ont aimé, parlent de lui avec un plaisir évident. Et pour les jeunes, il est non un maître mais un exemple, lui qui vécut pour le théâtre, dans la pauvreté et sans compromission. A quelqu'un qui lui demandait un jour : « Quel est pour vous le plus beau théâtre ? », il répondit : « C'est celui dans lequel je travaille... il appelle le recueillement des églises de campagne. »

CAROLINE DE BARONCELLI

★ « Plaisir du théâtre », A 2, 22 h 45.
★ Les Cahiers-théâtre Loeuvain, dans la collection « Arts du spectacle », publient une étude de Monique Sorlet-Tupin : Charles Dullin, 400 p., 80 F.

MUSIQUE

« RIGOLETTO » à Nice

Les métaphores de Lioubimov

Le Rigoletto monté par Iouri Lioubimov, qui avait déclenché un épouvantable scandale l'an dernier au Mai florentin (le Monde du 8 mai), a trouvé sa salle dans la nouvelle salle de l'Académie de Nice, attirant quelque dix mille spectateurs en quatre représentations. Et même si les abonnés de la première ont conspué le grand metteur en scène russe, qui en a vu d'autres à la Taganka, le spectacle n'est pas moins admirable, un des plus originaux de ces derniers temps.

Philippe Beoder, qui dirigeait l'Orchestre philharmonique de la ville, a été quelque peu chahuté lui aussi par des spectateurs indignés aux bruyants éclats que la « tradition » a imposée, et furieux de ne pas les retrouver dans une interprétation floc, cervueuse, aérienne, mais intense, correspondant à la récente édition critique d'Universal, revenue à l'orchestre aux manes originales de Verdi.

Mais l'insanimité s'est faite sur la qualité des jeunes chanteurs, tous à peu près inconnus, choisis par Pierre Médécine pour offrir à Lioubimov une distribution malléable, prête à donner un nouveau visage à ce chef-d'œuvre rabâché.

Le choc est rude en effet. Qui compterait se faire une idée de la cour de Mantoue au seizième siècle serait fortement déçu. Lioubimov adopte une attitude résolument antihistorique. On sait qu'il nourrit « une aversion profonde pour le théâtre d'imitation, dont le vain objet est de reproduire la réalité » et proclame « la primauté de la métaphore » (1).

OFFREZ-VOUS
UNE SEMAINE
DE VOYANCE
A PARIS POUR 220 F
1^{er} CONGRES-FESTIVAL
DES ARTS
DIVINATOIRES
(regards sur une autre voyance)
du samedi 4 mai au
dimanche 12 mai inclus
A L'EMPIRE-SFF
EMPIRE-SFF : 41, avenue de Wagram 75008 Paris

Le décor unique de Stefanos Lazaridis est comme le magasin de costumes d'un théâtre d'opéra : des dizaines de personnages (Boris, Don Quichotte, Méphisto, un évêque, un dandy, des juges, des policiers, etc.), mannequins en cercle autour d'un buste de femme au point central de la scène, défilant dans les airs autour d'une légende passionnelle de bois. Fontes brillantes dans l'obscurité, éclairées par le séduisant des bougies ; tout un peuple mystérieux dont la signification reste indécise mais la force poétique certaine.

La badine de Charlot

Les interprétations se mêlent dans la beauté de cette insoumission théâtrale : image de la pression sociale qui détruit Rigoletto et l'acule au crime, métaphore des travestissements historiques que revêtent les passions humaines, sinistre bal des pendus symbolisant l'aboutissement de cette sordide affaire cachée sous les brillants atours de l'opéra... Les vêtements et le mélange des époques tiennent et co tout cas une place importante dans la vision du metteur en scène : la masse anonyme des courtisanes se fond dans la grisaille de la médiocrité, les masques des intrigues vénitienues voisinent avec des personnages à la Daumier, tel le comte de Montecarlo en frac et gibus, brandissant le journal où est relatée la bonte de sa famille et le jetant à la tête du duc.

Ce dernier quitte son pourpoint et revêt le jean d'un mannequin pour séduire Gilda, jeune fille en fleur qui se balance sur une escarpolette, image de la pureté et de l'innocence survolant le drame, sur laquelle, morte, elle montera au ciel.

Ces métaphores et ces transpositions culminent dans le personnage de Rigoletto, bouffon dérisoire, nez rouge, visage enfuriné, chapeau en papier, qui joue les Leporello en allant, sur l'ordre de son maître, insulter le Commandeur, alias Montecarlo. Il apparaît ensuite dans une gabardine trop large et trop longue, avec un chapeau melon et la badine de Charlot, pitoyable clown clocharisé, pas vraiment bossu, mais portant sur ses épaules toute la difformité « morale » d'un homme obligé à pareille distorsion de son être.

Ce spectacle insolite et fort mériterait d'être décrit minutieusement,

mais comment rendre une magie purement théâtrale qui attire sans cesse l'attention musicale ? Ni l'acoustique ni la partition ne subissent la moindre modification, et pourtant Lioubimov co a fait jaillir des images entièrement neuves, qui illuminent le drame en un éclair et lui donnent une réalité différente, insaisissable.

Sous la férule implacable du metteur en scène, Jack Strauch, baryton anglais de trempe ans, à la voix profonde et pathétique, est devenu un Rigoletto fascinant, un personnage à la Dostoevsky, qui concentre sur lui toute l'attention. La Gilda de Sylvia Greenberg, fraîche et charnante, chante avec une facilité déconcertante ce rôle de grande amoureuse, tandis que Georgi Tscholakov campe un duc de Mantoue fort brillant, que la délicatesse vocale n'étouffe pas plus que les scrupules. On remarque aussi la rude Maddalena de Margit Tomik, le terrible Sparafucile de Luigi Romi, et le Montecarlo toisant de Jacques Mars, dans une distribution de très bon niveau, complétée par les chanteurs de l'Opéra de Nice vraiment excellents. Soulignons la qualité exceptionnelle des costumes de Joham Engels, si essentiels dans cette production.

JACQUES LONCHAMPT

★ Dernières représentations les 30 avril et 2 mai.

(1) Le Fies sacré. Ed. Fayard, 1983, 248 p., 120 F.

THEATRE MARIE STUART
à partir du 30 avril
à 18h30
VINGT HUIT
MOMENTS DE LA
VIE D'UNE FEMME
AVEC « LE MORT » DE
GEORGES BATAILLE
par le Théâtre de l'Eventail
avec
ANNE DE BROCA
5081780

PETITES NOUVELLES

■ MORT DE L'ÉPOUSE DE ROMAIN ROLLAND. — M^{me} Romain Rolland, épouse du célèbre écrivain, née le 21 mai 1895 à Saint-Petersbourg, est décédée samedi 27 avril dans une maison de repos de la région parthénienne. Les obsèques auront lieu dans la maison de Romain Rolland à Vézelay (Yonne), le 3 mai.

■ MORT DU COMÉDIEN JIMMY GAILLARD. — Le comédien et chanteur Jimmy Gaillard est mort le

17 avril à Nice. Il était âgé de soixante-neuf ans.

Jimmy Gaillard était membre de l'Orchestre Ray Ventura, mais quand celui-ci partit pour l'Amérique latine pendant la guerre, il resta en France, tenant des emplois de jeune premier fantasiste dans un grand nombre de pièces. En 1952, un accident de voiture avait interrompu sa carrière. Il avait consacré le restant de sa vie à l'association d'entraide du spectacle La Route tourne.]

SORTIE MARCHÉ 30 AVRIL

GAUMONT AMBASSADE - GAUMONT RICHELIEU - FRANÇAIS PATHÉ - GAUMONT HALLES
STUDIO DE LA HARPE - GAUMONT SUD - MONTFARNASSE BIENVENUE - UGC Gobelins
UGC DANTON - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGRENELLE - LES IMAGES - SARCELLES
PANTIN - VILLENEUVE - MARNE LA VALLÉE - MONTREUIL - GAUMONT OUEST BOULOGNE
4 TEMPS LA DÉFENSE - PATHÉ BELLE ÉPINE - ROXANNE VERSAILLES - ALPHA ARGENTEUIL

COSTA-GAVRAS PRÉSENTE

PRIX JEAN VIGO 1985

UN FILM DE ET RÉALISÉ PAR MEHDI CHAREF

LE THÉ AU HAREM D'ARCHIMÈDE

... RÉMI MARTIN - KADER BOUKHANEF

PRIME PAR LA FONDATION APPLE POUR LE CINÉMA

COMMUNICATION

LA CRISE AU « MATIN DE PARIS »

L'arrivée de M. Max Gallo provoque de nombreux départs

Si le *Matin de Paris*, après avoir été absent des kiosques samedi, a bien reparu lundi 29 avril, l'épreuve de force entre la rédaction et M. Max Gallo, nouveau directeur de la publication, au sujet de l'arrivée de M. Max Gallo, député européen (PS), ancien porte-parole du gouvernement Mauroy, est désormais engagée.

La rédaction, dans un article collectif que publie le *Matin*, explique les raisons de son opposition à l'arrivée de M. Max Gallo : « Certains lecteurs pourront s'en étonner, sachant l'engagement à gauche du *Matin* depuis sa création. L'homme en lui-même n'est évidemment pas en cause. Ni l'écriture, mais les fonctions politiques qu'il a exercées et exercées ; les conditions même de sa nomination risquent d'entraîner un changement de nature de ce journal. » A cela s'ajoute, selon la rédaction, « l'absence de toute concertation au sein de l'information » de la part de M. Gallo. En conséquence, elle y voit « une tentative de mise en place politique sur notre journal ».

Dans la lettre-réponse qu'il a adressée dimanche à la rédaction, M. Max Gallo — qui a racheté le *Matin* au service des ventes — écrit : « Dès le début, j'ai souligné que M. Gallo fasse partie des éléments qui participeraient à la direction du journal. Des professionnels confirmés viendront s'associer à l'équipe du *Matin* (...) Si je rencontre des difficultés, ce sera mon projet, dans la ligne fondatrice du *Matin*, ne puisse être réalisé, je serais conduit à reconsidérer mon engagement dans le journal. »

De son côté, M. Max Gallo dénonce « l'obstruction » dont il fait l'objet, ajoutant : « Il y a place pour un journal authentiquement de gauche qui ne soit ni un journal de parti, ni un journal électoral. » Mais il ne semble pas avoir convaincu la rédaction du *Matin*, qui, réunie de nouveau dimanche 28 avril en assemblée générale, a enregistré l'annonce de la démission d'une douzaine de journalistes, dont les principaux responsables actuels du quotidien. Outre MM. Vincent Lallu et Guy Claisse (directeurs de la rédaction), se démettent en effet de leurs fonctions les deux rédacteurs adjoints, MM. Pierre Feydel et Jean-Dominique Bauby. Auxquels s'ajoutent de nombreux journalistes : Lucie Danu, chef d'édition, Jean-Paul Marti, chef des informations, Jean-Paul Dubois et Olivier Peretti, grands reporters, Marylène Dagout, chef de service, Michel Desfontaines, chef du service des sports. Sans compter certains chroniqueurs spécialisés : Jean-Paul Iommi et François Dumont (supplément littéraire), Bernard Frank et Alain Touraine.

Comment se terminera cet affrontement interne, que le rachat du journal, en février dernier, portait en germe (le *Monde* du 6 février), compte tenu de la personnalité des nouveaux bailleurs de fonds du *Matin* ? Si l'arrivée de M. Max Gallo est confirmée — en même temps que les prêts bancaires nécessaires à la survie du journal — un nouvel état-major de la rédaction confortera ce choix.

C.D.

MÉDECINE

UNE CHARTE DE LA MÉDECINE HUMANITAIRE

Hippocrate sans frontières

Face à l'horreur, à l'acceptation, un médecin peut-il être déshumanisé ? Un thérapeute a-t-il le droit de témoigner ? Qui, répondent les responsables de l'Organisation Médicale du monde qui viennent de rendre public leur projet de « charte de la médecine humanitaire ». Une charte qui prend la forme d'un engagement solennel, sorte d'adhésion d'actualité au serment d'Hippocrate.

« Médecin, fidèle aux lois de l'honneur et de la probité, dévoué par le serment d'Hippocrate, je m'engage, dans la mesure de mes moyens, à donner mes soins à ceux qui dans le monde souffrent de corps ou d'esprit. Je refuse que la science ou le savoir médical couvre l'oppression ou la torture, que l'on porte atteinte à la dignité de l'homme, que l'on cache l'horreur. Je m'engage à témoigner. »

Pourquoi un tel engagement ? « Parce que, explique-t-on à Médecins du monde, quinze ans de médecine humanitaire ont amené une nouvelle réflexion et impliqué une nécessité d'ouverture au-delà de tout dogmatisme. Les urgences sont à notre porte, elles ne peuvent échapper à la déontologie médicale. Témoin privilégié ou occasionnel de situations intolérables, le médecin lié au secret médical par le serment d'Hippocrate doit-il parler ? Peut-il accepter qu'un acte médical couvre l'atrocité et le déshonneur ? Les temps ont changé depuis Hippocrate, le monde médical aussi. »

Deux entorses seulement

Sans doute, mais on ne se point obligé qu'il faille revoir la notion de secret professionnel, où de voûte sacrée de l'exercice médical ? Ainsi, le médecin français jure-t-il après avoir soutenu sa thèse : « Admis dans l'intérieur des maisons, mes yeux ne verront pas ce qui s'y passe ; ma langue, dans les secrets qui me seront confiés et mon état ne servira pas à corrompre les mœurs, ni à favoriser le crime. » Seules possibles entorses au secret : les événements lorsqu'ils sont pratiqués « dans des conditions autres que celles prévues par la loi » et les services exercés sur les enfants.

Peut-on sans risque élargir ces dérogations dès lors qu'on sort des frontières ? Un médecin qui à tout coup se double d'un témoin, un médecin-journaliste en somme, gagnera-t-il véritablement en efficacité ? Les seules précautions de ces hommes en blanc, pensant les multiples plaies du globe ne valent-elles pas, déjà, tous les témoignages ?

JEAN-YVES NAU.

● Affaire de Poitiers : Le docteur Denis Archambeau, l'un des trois médecins inculpés après la mort d'une opérée au CHRU de Poitiers, a trouvé un poste d'interniste à l'hôpital Camille-Guérin de Châtelleraut (Vienne). Le docteur Archambeau exerce ses nouvelles fonctions depuis lundi 22 avril dans cet établissement.

Le directeur de l'hôpital de Châtelleraut, ville dont le maire est M^{me} Edith Cresson, ministre du commerce extérieur, a confirmé cette prise de fonction mais n'a fait aucun commentaire.

EXPORTEZ EN ARABIE
Pompes, matériel, pièces détachées, longue expérience, livraison commerciale et industrielle. ARABE/GOULF, au charge de vos missions, recherche vos meilleurs partenaires, etc.
SAMIC, 10 bis, rue des Poissonniers, 92200 Neuilly - 747-96-28

ICL

Pour tous systèmes d'ENCAISSEMENT et de TERMINAUX POINTS-DE-VENTE avec 15% du marché européen.

ICL, 16, cours Albert 1^{er}, 75008 PARIS (tél. 225 93 04 - poste 288)

Naissances

Le doyen David RUIZIE et M^{me}, née Anne-Marie Boont, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur petite-fille.

Claémence,
au foyer de Marie-Hélène et Olivier Roud.
144-1 Halsey Drive, West Lafayette, Indiana, USA.
le 26 avril 1985.

Mariages

Anne FRONTEAU et Jean RICAUD
sont heureux de faire part de leur mariage qui a eu lieu le 6 avril 1985.

67, rue des Prairies,
75020 Paris.
99, rue des Dames,
75017 Paris.

Décès

On nous prie d'annoncer le décès de
S.E. Mgr Bernard COLLIN,
OFM, ancien évêque de Digne,
survenu le 27 avril 1985.

Les obsèques auront lieu le 30 avril, à 15 h 30, en l'église du monastère de Nico-Cimiez.

De la part de
Ses Frères franciscains de Cimiez,
Sa famille et ses amis.

Le collège des officiers et les membres de la loge Saint-Just 1793 du Grand-Orient de France,
ont la douleur de faire part du décès de leur excellent Frère,

Joël DELTORN,

« Ils feront aimer notre Ordre par l'exemple de leurs qualités... »

Quintin, Quercy,
Saint-Luc-sur-Loire, Montréal,
Grenoble.

On nous prie de faire part du décès de

M. Henri DUPRÉ,
président d'honneur
de l'UNIC de Quintin,
croix de guerre 1914-1918,
ancien président des APEL de Quintin,
survécu dans sa quatre-vingt-huitième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en la basilique Notre-Dame-de-Dévoiance de Quintin, le lundi 29 avril 1985, à 15 heures.

De la part de
M^{me} Henri Dupré,
son épouse,
M. et M^{me} Louis Simon,
M. et M^{me} Jean-Paul Dupré,
M. et M^{me} Christian Dupré,
ses enfants,
Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Et toute la famille.

Remerciements sincères aux personnes qui voudront bien y assister.

Cet avis tient lieu de faire-part.

le
GROENLAND
c'est aussi
ICELANDAIR
via
I'ISLANDE

ICELANDAIR

9, Bd des Capucines
75002 PARIS ☎ 742.52.26

LE CARNET DU Monde

M^{me} Jean-Michel Darand-Souffland,
son épouse,
Stéphane et François,
ses enfants,
M^{me} Paul Durand-Souffland,
sa mère,
M. et M^{me} Gérard Durand-Souffland,
son frère et sa belle-sœur
et leurs enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Michel
DURAND-SOUFFLAND,
journaliste,
survécu le 25 avril 1985, à l'âge de cinquante-six ans, à Paris-14.

Selon sa volonté, l'inhumation aura lieu le lundi 6 mai, à 16 heures, au columbarium du cimetière du Père-Lachaise, où l'on se réunira. Ni fleurs ni couronnes.

145, rue d'Alsace,
75014 Paris.

(Le *Monde* a consacré à la mort de Jean-Michel Durand-Souffland un article dans son numéro du 27 avril.)

M^{me} Lucien Feraud, à Genève,
Le docteur et M^{me} André Bisetti-Feraud
et leur fils Armand, à Genève,
M. et M^{me} M. Caillol, à Martigny,
M^{me} Louis Sicaud, à Bages,
M^{me} Colette Sicaud, à Paris,
Parents et amis,

ont la douleur de faire part du décès, après une longue épreuve, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, de

Lucien FERAUD,
chevalier de la Légion d'honneur,
ancien élève
de l'Ecole normale supérieure,
professeur honoraire
de l'université de Genève,
survécu à Genève le 26 avril 1985.

Les obsèques seront célébrées le mardi 30 avril, à 10 h 30, en l'église Saint-Joseph à Genève.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille, au cimetière d'Allauch (Bouches-du-Rhône).

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, rue Viollier,
1207 Genève.

Pompes Funèbres
Merbrerie
CAHEN & C^{ie}
320-74-52

M^{me} Simone Parisot,
née Sémerie,
Paul Parisot,
Irene Parisot,
ont la douleur de faire part du décès de

Marc PARISOT,
survécu le 2 avril 1985 à Casablanca, dans sa trente-cinquième année.

Les obsèques auront lieu le mardi 30 avril, dans l'intimité.

On se réunira au cimetière ancien de Gometz-le-Châtel (91940), mardi, à 11 h 15.

Cet avis tient lieu de faire-part.

112, route de Chartres
91940 Gometz-le-Châtel.
30, rue Landier,
75017 Paris.

M^{me} Evan Potter,
M. et M^{me} Skar,
et leurs enfants,
M. et M^{me} Yann Le Noan,
M^{me} Diane Colbert,
Et toute la famille

ont le regret de faire part du décès de

M. Evan POTTER,

survécu à Paris le 24 avril 1985.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Domaine du Pigeonnier,
06250 Mougins.


à la vente
aux particuliers
MOQUETTE
100% Pure laine
-50%
de sa valeur

Grand choix de coloris
Petite et grande largeurs
Devis gratuit
Pose par spécialistes

LA MOQUETTERIE
334 rue de Vaugirard - Paris 15^e
842-42-62 ☎ 250-41-85

M. et M^{me} Paul Ruff,
M. Pierre Ruff,
Les familles Ruff et Amar,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Reine RUFF,
croix de guerre,
Palme académique,
médaille
de la Reconnaissance française,
médaille d'argent de la Croix-Rouge.

Elle sera inhumée au cimetière de Bourg-la-Reine le mardi 30 avril 1985, à 15 h 30.

Remerciements

M^{me} Jean-Louis Loiselet
et ses enfants,

profondément touchés par les très nombreux témoignages de sympathie qu'ils ont reçus lors du décès de

M. Jean-Louis LOISELET,

prient tous ceux qui se sont associés à leur grande douleur de trouver ici l'expression de leurs remerciements très émus.

M^{me} Henri Richard Rigoli,

Le docteur et M^{me} Reinold Rigoli,
leurs enfants,

Et toute la famille,

très touchés des nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées par les personnes présentes ainsi que venant de toutes celles qui se sont associées par la pensée à leur peine lors du décès de

M. Henri Richard RIGOLI,

les prient de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

Anniversaires

Pour le quatrième anniversaire du décès de

Georges JONATHAN,
cofondateur
de la société Eminence,

une pensée est demandée par sa sœur,
Yvonne Valenti, à tous ceux qui l'ont connu, aimé, et qui restent fidèles à son souvenir.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

Université Paris-I, samedi 4 mai, à 14 h 30, salle O.-Graud, M^{me} Marie-Chaire Macris-L'Houet : « Descartes épistémicien (le problème de la réflexion chez Descartes et ses contemporains). »

Terres de rencontre



terres d'aventure
Le voyage à pied.

Terres de rencontre, de conquête, de silence, terres de passion... la terre offre à ceux qui la découvrent à pied ce qu'elle a de plus vrai. Du Vercors au Népal, du Sahara aux Andes, de la première randonnée en petit groupe aux expéditions vers l'exploit, de 1500 à 31 000 F il y a mille chemins pour conquérir à pied sa terre d'aventure. Je désire recevoir votre brochure 85.

Nom : _____ Adresse : _____

aux expéditions vers l'exploit, de 1500 à 31 000 F il y a mille chemins pour conquérir à pied sa terre d'aventure. Je désire recevoir votre brochure 85.

5, rue Saint-Victor, 75005 Paris.

IS PERRIN
à claques!

CANAL

مكتبة في القدس

INFORMATIONS « SERVICES »

1^{er} MAI

LES SERVICES OUVERTS OU FERMÉS

PRESSE. - Aucun quotidien ne paraît ce jour.
BANQUES. - Fermées à partir du mardi 30 à 12 heures (11 h 45 pour certaines) jusqu'au jeudi 2 mai matin.
PTT. - Pas de distribution de courrier à domicile le 1^{er} mai. Les bureaux de poste sont fermés sauf les centres ouverts le dimanche.
GRANDS MAGASINS. - Fermés.
SNCF, RATP. - Services des dimanches et jours fériés.
SÉCURITÉ SOCIALE. - Caisse fermée du 30 avril à 15 h 30 au 2 mai matin.
CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE VIEillesse DES TRAVAILLEURS SALARIÉS. - Guichets fermés du mardi 30 avril à 14 heures jusqu'au jeudi 2 mai matin.
ALLOCATIONS FAMILIALES. - Caisse fermée du 30 avril à 12 heures au jeudi 2 mai matin.
ARCHIVES NATIONALES. - Fermées.
MUSÉES. - Tous les musées nationaux seront fermés le 1^{er} mai à Paris. On pourra néanmoins visiter le Musée de l'air et de l'espace au Bourget et en Ile-de-France, Vaux-le-Vicomte, les châteaux de Chantilly (Oise), Langeais (Indre-et-Loire), ainsi que le musée Talleyrand et le parc à Saint-Chéron (Essonne) (de 14 heures à 18 h 30).

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au Journal officiel du dimanche 28 avril :

UN ARRÊTÉ

Relatif à la formation initiale des maîtres contractuels et agréés des écoles privées sous contrat et aux modalités d'obtention du diplôme d'instituteur (promotions 1984-1987 et 1985-1988).

UN TABLEAU

D'avancement supplémentaire pour l'année 1985 dans la magistrature.

SERVICES CULTURELS DU QUÉBEC

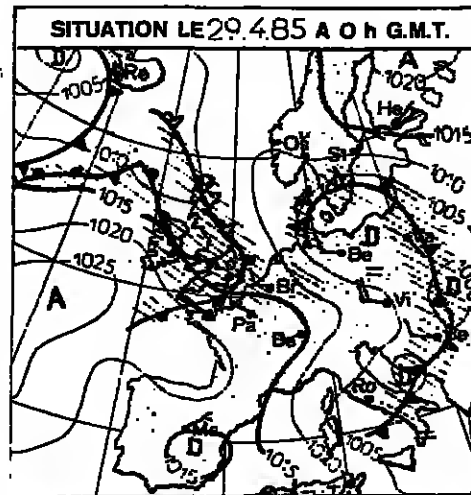
117, rue du Bac (7) 222-50-60

Francine SIMONIN

Films d'intérieur, dessins, gravures

16 AVRIL - 16 MAI

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le lundi 29 avril à 0 heure et le mardi 30 avril à 24 heures.

La France restera sous l'influence des perturbations descendant d'Irlande et des Hautes Britanniques vers la Méditerranée. Les hautes pressions du proche Atlantique restent trop éloignées pour former une protection efficace.

Mardi, un temps maugueux et humide va prédominer toute la journée. Une bande pluvieuse plus marquée de la Normandie au Massif Central et à la Méditerranée se maintiendra. Il fera plus doux : 3 à 4° le matin, 13° l'après-midi vers la Loire, 17 à 18° en bordure de Méditerranée.

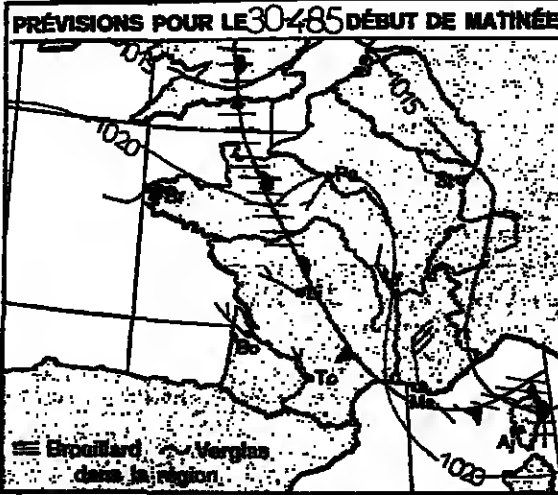
Sur le nord-est du pays, temps frais maugueux et parfois brumeux le matin. Encore des gelées locales au lever du jour et pas plus de 11 à 12° en milieu d'après-midi.

Dans le Sud-Ouest et sur la côte atlantique, le vent soufflant de l'océan apportera encore de l'humidité, et le ciel restera assez nuageux dans l'ensemble, seules de courtes éclaircies vont se développer. Il fera nettement plus doux que ces derniers jours : 7 à 8° le matin et 15 à 19° l'après-midi du sud de la Bretagne au Pays basque.

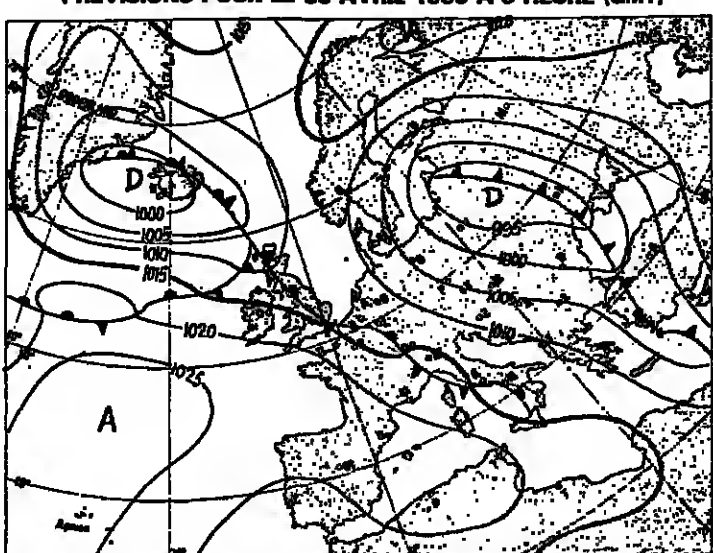
En cours de journée en toutes régions le vent va s'orienter au nord-ouest en restant modéré.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 29 avril, à 8 heures, de 1 014,6 millibars, soit 761 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 28 avril, le second, le minimum dans la nuit du 28 au 29 avril) : Ajaccio, 18 et 3 degrés; Biarritz, 14 et 6; Bordeaux, 14 et 2; Bourges, 11 et 3; Brest, 10 et 7; Caen, 9 et 6; Cherbourg, 8 et 5; Clermont-Ferrand, 10 et 2; Dijon, 10 et 1; Grenoble-St-M-H., 12 et 0; Grenoble-St-Gis., 9 et -2; Lille, 8 et 4; Lyon, 9 et -1; Marseille-Marinade, 14 et 7; Nancy, 7 et 2; Nantes, 13 et 7; Nico-



PRÉVISIONS POUR LE 30 AVRIL 1985 À 0 HEURE (GMT)



Côte d'Azur, 19 et 8; Paris-Montsouris, 10 et 4; Paris-Orly, 10 et 4; Pau, 14 et 2; Perpignan, 17 et 10; Rennes, 11 et 2; Strasbourg, 9 et 1; Tours, 12 et 5; Toulouse, 14 et 3; Pointe-à-Pitre, 28 et 21.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 9; Amsterdam, 9 et 2; Athènes, 23 et 16; Berlin, 8 et 0; Bonn, 8 et 2; Bruxelles, 8 et 3; Le Caire, 35 et 23; Les Canaries, 20 et 15; Copenhague, 6 et 0; Dakar, 22 et 17; Djéba, 32 et 17; Genève, 9 et -1; Istanbul, 23 et 14; Jérusalem, 25 et 20; Liège, 20 et 13; Londres, 11 et 3; Luxembourg, 5 et 0; Madrid, 21 et 3; Montréal, 11 et 5; Moscou, 5 et 4; Nairobi, 23 et 13; New-York, 19 et 17; Palma-de-Majorque, 20 et 11; Rio-de-Janeiro, 30 et 24; Rome, 20 et 7; Stockholm, 8 et 2; Tazew, 30 et 15; Tunis, 26 et 13.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

BREF

COLLOQUES

APPROCHE SYSTÉMIQUE ET TRAVAIL SOCIAL. - L'école des parents et des éducateurs organise, le mardi 4 juin, une journée d'étude sur le thème « Approche

systémique et travail social ». Au cours des débats et tables rondes, des psychologues et des éducateurs traitent les sujets suivants : « L'approche systémique », mode ou nécessité ? « Changement de pratique ou pratique de changement ? » « Thérapie familiale ou systémique ? »

* Renseignements et inscriptions : M^{me} Renée Kessedjian, école des parents et des éducateurs, 5 impasse Bon-Secours, 75011 Paris, tél. : (1) 348-00-16.

DÉVELOPPEMENT : THÉORIE ET POLITIQUE. - L'association Tiers-monde organise, le 14 juin, à Paris, à l'ISMEA (Institut de sciences mathématiques, une journée d'études sur les problèmes de la théorie et de la politique du développement : les jeunes chercheurs désireux d'exposer leurs travaux en cours et de confronter leurs expériences doivent faire parvenir avant le 30 avril leurs propositions d'intervention.

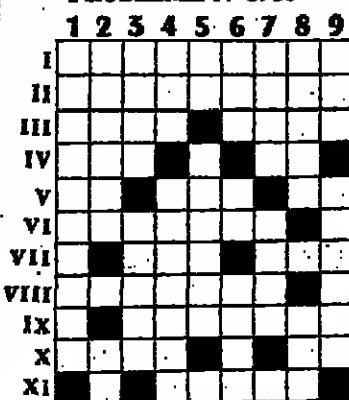
* M.G. Soud. ISMEA, 11, rue Pictet-Martin-Curie 75005 Paris (1) 633-73-42.

ENVIRONNEMENT

MÈRES INDIGNES. - Si, en mai, juin, vous découvrez en forêt un fœtus (ou une chevrotte) qui vous semble abandonné, ne le touchez pas, ne le caressez pas, vous le condamneriez à une mort certaine. En effet, la mère, qui, dérangée, observe certainement le fœtus à l'écart, abandonnera irrémédiablement son petit si en revenant, elle découvre sur lui l'odeur de l'homme, son ennemi. Des centaines de faons périssent ainsi chaque année. Pour l'éviter, le comité national d'information Chasse Nature lance une campagne : des centaines de milliers d'effiches seront apposées à l'entrée des forêts et à la lisière des bois.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3955



HORIZONTALEMENT

I. Fait bonne ou mauvaise impression selon qu'il manie le burin ou la masse. - II. Condition de l'inconditionnel. - III. Évoque une conversation sans retenue ou un débit débordant. Ordonne. - IV. Géométrie dans l'espace. Préposition. - V. Personnel. Sources dans laquelle ont puisé bien des faunes. Copulative. - VI. Fruit comestible ou dragée mortelle. - VII. Saisi à la cuisine ou retenu à la salle à manger. Un dur difficile à ébranler. - VIII. Comprend le Verbe et ses attributs. - IX. Barber ou raser. - X. Témoin parmi les souffleurs. Extraits d'Ovide. - XI. Façon de voir, mal vue de son vis-à-vis.

VERTICALEMENT

I. Poudre de remplacement quand les munitions sont épuisées. -

2. Embrasser énergiquement. Alternatif. - 3. Combinaison des vieux routiers. Archéologie des religions orientales. - 4. Salut de belluaire. Infinitif relatif à une forme de verbe irrégulier. - 5. Note. Cave bas de plafond. - 6. Un élan peut y déposer son mandat. Possessif. Élément vaporeux dans l'entourage des étoiles. - 7. Précède le Loir ou finit dans la Seine. Chimiste américain. - 8. Ancienne capitale du Frioul. Ne resta pas longtemps sous la feuille de vigne, vierge. - 9. Brame. Ne pousse pas aussi vite que les faveurs.

Solution du problème n° 3954

Horizontalement

I. Termisan. Marin. - II. Apeurés. Célène. - III. XI. Allées. - IV. Incisives. Tend. - V. Pessimiste. - VI. Ha. Muet. On. Rats. - VII. Os. Amnésiques. - VIII. Na. Que. Toi. - IX. Vers. Duels. II. - X. Pico. Prêtre. El. - XI. Set. Géra. Mura. - XII. Acre. Toitures. - XIII. Pointe. Néron. Al. XIV. Ire. Opéra. Ic. Nô. - XV. Néréides. Isoran.

Verticalement

1. Taxisphone. Septia. - 2. Epineuse. Pécorne. - 3. Ne. Cs. Vitrier. - 4. Numismates. En. - 5. Ir. Sium. Reg. Tol. - 6. Sédiments. Etend. - 7. Me. Vite. Pro. Dè. - 8. Aspes. Drames. - 9. Stotique. Tés. - 10. Ca. Enquêteur. - 11. Malt. Ublé. Rô. - 12. Allégre. Sentence. - 13. Rien. Est. Us. - 14. Inédit. Ocas. Ana. - 15. Née. Oscillation.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

MARDI 30 AVRIL

« Les mosquées : histoire de l'islam », 14 h 30, devant entrée, place du Fuite-de-l'Ermitte (Michèle Polyer).

« Expositum James Tissot », 15 heures, entrée Petit Palais (Mathilde Hayer).

« L'acquisition, origines, histoire », 15 heures, métro Rue-du-Bac (C.A. Mosser).

« Les fouilles archéologiques du Louvre », guichet rue de Rivoli, 15 heures.

« Objets sidéurgiques extraordinaires du Musée des sciences, des techniques et de l'industrie », 15 heures, porte de Pantin, devant fontaine aux Lions.

« Histoire et fonctionnement de l'Hôtel des ventes », 15 heures, sous l'horloge, sortie métro Richelieu-Drouot (Marion Raguenau).

« Giverny, le jardin, les ateliers de Claude Monet », 13 heures, place de la Concorde, côté Tuileries.

« La Seine et ses ponts », 15 heures, place du Châtelet, devant fontaine (Paris autrefois).

MARDI 30 AVRIL

« Victor Hugo en sa maison », 15 heures, 6, place des Vosges (Anne Ferrand).

« Plaisirs et délices de la place des Vosges », 15 heures, 6, place des Vosges.

« Notre-Dame », 15 heures, portail central.

« Le vieux quartier Saint-Merri-Quincampoix », 15 heures, parvis de l'Hôtel de Ville, devant la poste (G. Bottean).

CONFÉRENCES

35, rue de Sévres, 18 h 30 : rencontre autour d'un livre « Pour le meilleur et pour le pire », Evelyn Soudrot.

89, bd Raspail, 15 heures : « Histoire de la musique de l'Antiquité à nos jours » (B. Casadeu).

16 heures : « Histoire de l'art : l'orient helléniste, l'art et les solénoïdes » (E. Laifon).

1, rue V. Cousin (Bachelard), 20 heures : « Le message immortel de l'Apocalypse (fin) » (Nouze Gentoux-Sander).

LOTO N° 17

TIRAGE DU SAMEDI

27 AVRIL 1985

12	14	16	18	34	37	20
----	----	----	----	----	----	----

PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 1^{er} MAI 1985 ET SAMEDI 4 MAI 1985

VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRÈS-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

ATTENTION SAMEDI 4 :

SUPER BONUS DE MAI

NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)
6 BONS N°	42 187 975,00 F
5 BONS N°	88 41 865,00 F
5 BONS N° : complémentaire	3 110,00 F
4 BONS N°	124 296 90,00 F
3 BONS N°	1 804 635 9,00 F

BONUS DU SAMEDI 135 433

2 BONS N° : COMPLÉMENTAIRE : 9,00 F x 2 = 18,00 F

ÉTUDIANTS ! FUTURS BACHELIERS !
Journée « Portes ouvertes » le 4 mai 1985

Passeport pour une carrière internationale

L'ÉCOLE DES PRATICIENS DU COMMERCE INTERNATIONAL
 ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ RECONNU PAR L'ÉTAT

VOUS INVITE
à sa journée « portes ouvertes » le 4 mai de 11 h à 17 h.

Au cours de la journée vous pourrez :

- assister à une projection audio-visuelle
- rencontrer des étudiants
- prendre contact avec des membres de l'administration
- découvrir nos installations

EPSCI, avenue de la Grande-École 95021 Cergy-Pontoise - Cedex
 Tél. : (3) 038-38-00

Brochure sur demande

ICL

Des langages de quatrième génération pour mettre l'informatique à la portée de l'UTILISATEUR.

Des outils pour diviser par 10 les temps de PROGRAMMATION.

ICL, 16, cours Albert 1^{er}, 75008 PARIS (tél. 225 93 04 - poste 288)

Le Monde ECONOMIE

Chine : la stratégie du commerce extérieur

L'empire du Milieu s'est ouvert au monde. Mais les nouvelles « routes de la soie » ont toujours une dimension politique. Volonté de devenir enfin une grande puissance.

De tout temps le commerce extérieur a été pour la Chine une préoccupation plus politique qu'économique. Et, jusqu'à tout récemment, il ne représentait pas un élément majeur de la vie du pays le plus peuplé de la planète.

Antérieurement, il prenait traditionnellement, en grande partie, la forme de « tributs » apportés par les pays asiatiques qui reconnaissaient la suzeraineté nominale de l'Empire du milieu, et de « cadeaux » offerts en retour par ce dernier à ses fidèles vassaux. Ces échanges n'étaient pas seulement symboliques, puisqu'ils permettaient à la Chine de se fournir en produits tropicaux et de vendre dans toute l'Asie, et jusqu'en Afrique orientale, les produits de son industrie : soieries, thé et surtout porcelaine.

Ce commerce, vieux de deux mille ans par la « route de la soie » et de plus d'un millénaire par mer, se réduisit après le seizième siècle pour donner naissance à l'image d'une Chine vivante en autarcie, renfermée sur elle-même et close aux étrangers, ceux-là mêmes qui forcèrent ses portes il y a un siècle et demi pour lui vendre de l'opium. Après la proclamation de la République populaire en 1949, à la fois par volonté délibérée et en raison de l'hostilité du monde extérieur, la Chine maïolte se replia à nouveau derrière ses frontières.

Ces temps paraissent oubliés aujourd'hui avec la nouvelle politique d'ouverture vers le monde extérieur, préconisée par M. Deng Xiaoping. Mais le commerce exté-

rieur chinois n'en continue pas moins d'avoir une dimension politique : n'est-il pas avant tout destiné à permettre à la Chine, en modernisant son économie, de devenir enfin une grande puissance à part entière, capable, comme l'a dit M. Deng, de résister aux « humiliations » passées ? De fait, ses objectifs sont parfois fixés à l'avance, planifiés en fonction d'impératifs politiques. Le récent rapprochement sino-soviétique vient, par exemple, d'amener Pékin à proposer au Kremlin un doublement rapide des échanges commerciaux.

Sans précédent

Depuis 1978, la Chine a connu une progression sans précédent de son commerce extérieur : ses exportations sont passées de 9,7 milliards de dollars (0,9 % des exportations mondiales) à 25,96 milliards (1,4 %) en 1984. Ses importations ont pour leur part crû de 10,9 milliards de dollars (0,8 % des importations mondiales) à 27,67 milliards (1,3 %), soit une augmentation respective de 168 % et de 157 % (1). En même temps, le pourcentage des exportations par rapport au revenu national brut a monté de 5,6 % à 9,6 %, dépassant celui de l'URSS. (Le Monde du 26 mars).

Selon une étude australienne, la part du commerce extérieur chinois dans les échanges internationaux pourrait doubler d'ici à 1990, passant de 1 % à 2 %. C'est considérable en valeur absolue. C'est peu par rapport aux nou-

veaux pays industrialisés (NPI) d'Asie. Il aura fallu attendre 1984 pour que la Chine talonne Taiwan (avec 53,6 milliards de dollars d'échanges contre 54,2 milliards).

Toutefois la Chine passe désormais dans la vie économique internationale. N'est-elle pas été en 1984, par exemple, le deuxième marché du Japon en yens, après les États-Unis (les achats ayant augmenté de 47 % en un an) ? N'est-elle pas devenue l'an dernier — après avoir longtemps été le principal importateur mondial de céréales, derrière l'URSS — exportatrice de maïs et de riz en Extrême-Orient, aux dépens des vendeurs traditionnels (États-Unis ou Thaïlande) ?

La brouille avec le Kremlin, il y a un quart de siècle, mais surtout la volonté, pragmatique, de chercher où elles se trouvent les meilleures technologies, et des marchés payant en devises fortes, de même que l'existence d'un traditionnel marché asiatique — en particulier Hongkong et l'Asie du Sud-Est — expliquent que la structure des échanges de la Chine soit si différente de celle de l'URSS, ce qui n'empêche pas la Chine de continuer à se dire ouvertement marxiste. Si l'URSS effectue plus de la moitié de ses échanges avec les autres pays communistes, ceux-ci ne représentent que 7,2 % du commerce extérieur chinois, loin derrière le Japon (25,9 %), Hongkong et Macao (18,8 %), les États-Unis (11,5 %) et la CEE (10,4 %).

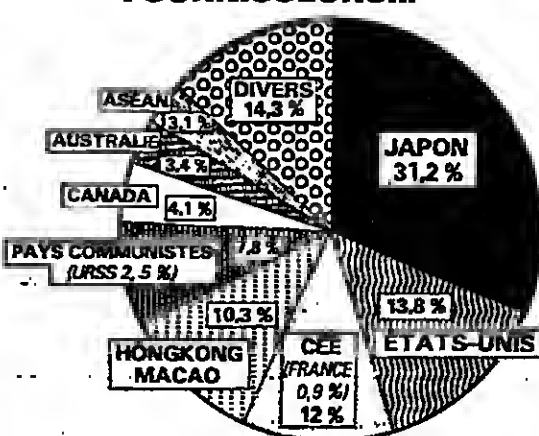
Encore ces résultats sont-ils marqués par la relance en 1984 du commerce avec l'URSS (+ 73 %), qui pourrait connaître, dans les années à venir, un développement spectaculaire, mais guère de nature à modifier l'équilibre actuel. Si la Chine pratique encore parfois, en particulier avec les pays communistes, un commerce de « clearing », ce n'est plus le cas avec ses principaux partenaires. Au contraire, même si elle tente toujours, sous forme de compensation, d'équilibrer sa balance commerciale avec certains pays, ou si les entreprises mixtes (joint-ventures) créées avec la coopération de capitaux étrangers doivent exporter pour rembourser leurs emprunts en devises, la Chine, volontairement, commence à s'intégrer au circuit international des échanges.

Pékin a jusqu'à présent réussi à préserver l'équilibre de ses échanges — en dépit d'un faible déficit en 1984, soit 1,7 milliard de dollars — en compensant le déficit de son commerce avec les pays industrialisés (avant tout, le Japon) par un excédent considérable avec Hongkong et les autres pays asiatiques. Ceux-ci commencent d'ailleurs à s'inquiéter de ce nouveau dynamisme des exportations chinoises, qui leur font une concurrence sévère sur leurs marchés traditionnels.

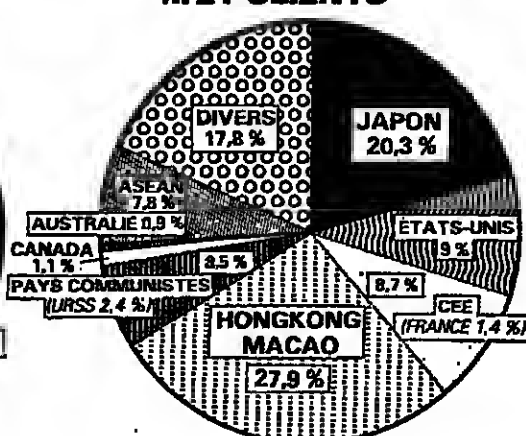
LE MONDE VU DE PÉKIN

D'après l'Atlas contemporain de la République populaire de Chine (Atlas stratégique, Fayard).

LES PRINCIPAUX FOURNISSEURS...



... ET CLIENTS



cent d'ailleurs à s'inquiéter de ce nouveau dynamisme des exportations chinoises, qui leur font une concurrence sévère sur leurs marchés traditionnels.

Déréglementation

Autre différence avec l'Union soviétique dans ce pays qui veut créer un nouveau modèle de développement socialiste : le rôle du ministère du commerce extérieur et celui des corporations étatiques d'import-export se sont réduits. Désormais, les entreprises ayant des réserves en devises, les provinces et régions — en particulier les « zones économiques spéciales » (zones franches) et les

ports ouverts vers l'extérieur — peuvent signer des contrats avec l'étranger, acheter et vendre sans avoir à demander l'autorisation préalable de Pékin, dans des limites déterminées.

Cette déréglementation partielle a suscité de nombreuses initiatives locales : symposiums, expositions, invitations d'entreprises ou d'experts étrangers, envois de missions de prospection dans divers pays. Des contrats se négocient ainsi directement avec Canton ou Shanghai. Il en résulte une plus grande complexité et des risques de confusion face à des responsables qui traitent pour la première fois directement avec un monde extérieur qu'ils connaissent mal, et dont souvent ils surestiment la richesse et la générosité.

La Chine vend ce qu'elle produit en surplus (produits alimentaires, textiles, pétrole, minerais) pour se procurer les matières premières qui lui font défaut, ainsi que les machines et la technologie nécessaires à la modernisation de son économie.

PATRICE DE BEER.
(Lire la suite page 21.)

LE JAPON EN TÊTE DES PARTENAIRES

(en millions de dollars pour 1984)

	Echanges	Exportations	Importations	Solde
Japon	13 906	5 264	8 642	- 3 378
Hongkong/Macao	10 105	7 244	2 861	+ 4 383
États-Unis	6 182	2 349	3 833	- 1 484
CEE	5 601	2 271	3 330	- 1 059
dont France	623	380	243	- 137
Pays communistes (1)	3 860	1 689	2 171	- 482
dont URSS	1 322	635	687	- 35
ASEAN	2 877	2 027	850	+ 1 177
Canada	1 407	279	1 128	- 849
Australie	1 183	229	954	- 725
TOTAL (2)	53 630	25 960	27 670	- 1 710

(1) Y compris Yougoslavie, Cuba et Corée du Nord.
(2) Montant total de commerce extérieur de la Chine.

Le président d'Alsthom-Atlantique et les Chinois

Filiale du groupe nationalisé CGE, Alsthom Atlantique — dont les activités industrielles recouvrent les secteurs de l'énergie et du matériel de transport — est installée en Chine depuis trente ans. Son PDG, M. Jean-Pierre Desgeorges, vient d'effectuer deux voyages dans ce pays, le dernier début avril en compagnie de Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, et d'autres chefs d'entreprise français.

Ayant réalisé un bénéfice consolidé en 1984 de 447 millions de francs pour un chiffre d'affaires, y compris ses filiales, de

« Vous venez d'effectuer deux voyages en Chine, le dernier tout récemment avec Mme Cresson. Comment le président d'une grande entreprise française appréhende-t-il le marché chinois ? Est-ce un nouvel Eldorado ?

Le marché chinois est très particulier car c'est un marché à défricher. Il n'y a pas si longtemps, on ne s'imaginait pas que les Chinois seraient prêts, politiquement et technologiquement, à pratiquer une politique d'ouverture aussi importante. Dans l'histoire récente, ce marché s'est ouvert et s'est refermé puis s'est ouvert à nouveau. Il y a eu des périodes de haute et de basse activité.

Deuxième caractéristique : pour aboutir à des commandes significatives pour un industriel, il faut être établi là-bas depuis longtemps. Les Chinois attachent beaucoup de prix aux relations de confiance qu'ils peuvent nouer avec leurs fournisseurs.

L'heure est au transfert de technologie nous déclare

M. Jean-Pierre Desgeorges

Une confiance absolue, qui peut aller très loin dans la fidélité et l'amitié. Ce qui, en contrepartie, rend le marché chinois difficile car la confiance ne se passe de soi. Alsthom, pour sa part, est en Chine depuis trente ans, et nos premières commandes datent de 1958.

« La France fait-elle partie de ce cercle des gens de confiance ? Les

Chinois distribuent-ils leur confiance cas par cas ?

La France fait effectivement partie de ce cercle. Il est clair que le facteur politique est déterminant. On note ainsi aujourd'hui la volonté de Pékin de s'ouvrir davantage à l'Europe, et cela dans un souci de diversification, certes, mais aussi parce que, aussi paradoxal que cela paraît, la communication est plus aisée avec les Européens, dont ils sont très proches, qu'avec les Américains ou les Japonais.

« Comment évaluer les besoins des Chinois ?

Il n'y a pas de statistiques globales et officielles. Après avoir un temps pensé mettre l'accent sur l'industrie lourde, ils ont changé leur fusil d'épaule.

Propos recueillis par
FRANÇOIS GROBICHARD
et VÉRONIQUE MAURUS
(Lire la suite page 20.)

OBSERVATIONS ET DIAGNOSTICS ÉCONOMIQUES

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : JEAN-MARCEL JEANNENEY

REVUE (trimestrielle) - avril 1985

- D'étroites marges de manœuvres pour l'Europe
- Si le dollar baisse...
- Encadrement du crédit et politique monétaire
- Le banquier et le nouveau régime de contrôle du crédit
- Déficit budgétaire et solde extérieur
- Transferts de patrimoine dus à l'inflation : 1971-1979

LETTRE (mensuelle) - avril 1985

- La structure des salaires en France et en RFA
- Le commerce franco-africain

ABONNEMENTS TARIFS 1985	LETTRE 10 n°/an	REVUE 4 n°/an	REVUE et LETTRE
Institutions, entreprises	140 F	250 F	340 F
Particuliers	65 F	160 F	200 F

Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE)
69, quai d'Orsay 75007 Paris

Handwritten note in Arabic script: "هذا هو الحال"

Bauknecht ou l'usine démontée

MISSION accomplie. La centaine d'ouvriers venus de Chine populaire pour démanteler l'usine Bauknecht de Valmont, aux portes de Saint-Avold (Moselle), ont bouclé les derniers conteneurs qui ont pris la route de Tianjin, un port de près de 3 millions d'habitants situé dans la région de Pékin. Là, au terme d'un voyage de quelque 15 000 kilomètres et après deux années et demie d'inactivité, les chaînes de montage conçues pour la production de réfrigérateurs et de congélateurs retrouveront une seconde jeunesse.

Rachetée l'été dernier pour 29,5 millions de francs, cette unité avait nécessité, il y a près de dix ans, un investissement de 230 millions de francs financés à hauteur de 105,6 millions de francs par des aides publiques. Lors de son inauguration en février 1977, elle était présentée comme l'une des plus modernes et des plus sophistiquées d'Europe, avec une capacité de production de 600 000 appareils par an.

L'implantation de Bauknecht Industrie à Valmont devait constituer un des symboles de la reconversion du bassin houiller lorrain. L'usine a tourné moins de six ans. Un record qui suscite de nombreuses interrogations, en dépit des efforts déployés depuis plusieurs mois pour que l'« affaire Bauknecht » fasse le moins de vagues possible.

« Ils sont si calmes et si discrets, toujours polis et souriants. » Cette phrase, telle un leitmotiv, revenait dans toutes les conversations. Nul doute, les Chinois, qui sont repartis avec près d'un mois d'avance sur leur programme, laisseront une excellente impression à Valmont, bien que le départ de l'usine fasse « mal au cœur », comme le souligne le maire de la commune, M. André Lair.

Pendant sept mois, Bauknecht Industrie a ressemblé à un théâtre d'ombres chinoises. On devinait plus qu'on ne voyait les ouvriers vêtus de vêtements de travail gris et de casques blancs. La délégation, dont la discrétion était citée en exemple, accordait avec parcimonie les droits de visite. Elle a trouvé le vivre et le couvert dans l'usine où elle avait installé, à l'automne dernier, ses quartiers d'hiver. L'ancien restaurant d'entreprise avait repris du service sous la baguette du chef chinois, et les bureaux avaient été aménagés en dortoirs.

Un ballet

La méthode et l'organisation des ouvriers chinois ont beaucoup étonné. Les anciens de Bauknecht restés sur place pour assurer un entretien courant des installations reconnaissent aujourd'hui avoir douté a priori de la réussite de l'opération de démontage sans

L'unité mosellane de réfrigérateurs va être installée dans la région de Pékin. En sept mois, une centaine d'ouvriers chinois ont discrètement mis fin à l'« affaire Bauknecht ».

l'aide des constructeurs des installations. En septembre dernier, une première équipe est allée à pied d'œuvre pour étudier et préparer l'enlèvement des presses embouteilleuses, des chaînes de montage et des cabines de peinture. Un mois plus tard, une seconde équipe vient la relayer. Chaque pièce démontée est immédiatement répertoriée, emballée sous vide dans une feuille d'aluminium et numérotée. Ce spectacle donne l'impression d'un ballet bien réglé : aucun éclat de voix, aucun geste inutile.

« Nous n'avons pas le temps de nous ennuyer, car nous avons beaucoup de travail », notait Tian Peiyang, une jeune interprète, qui raconte aussi comment les ouvriers occupaient leur temps de repos à Valmont : « Nous écoutions de la musique chinoise, nous lisons des romans de chez nous ou nous jouons du ping-pong. » En fait, ils sont très peu sortis de l'enceinte de l'usine au cours des derniers mois. Seules les personnes chargées du ravitaillement

ont pris l'habitude de s'approvisionner dans un supermarché où une caissière remarquait : « Ils achètent beaucoup de fruits, de légumes et des œufs. »

Aujourd'hui, leur mission à Valmont est achevée. Au total, cent trente wagons ont été expédiés via le Trausibérien. Quelques pièces volumineuses sont acheminées par bateau, tandis que d'autres, fragiles, ont été chargées à bord d'un avion-cargo. Globalement, plus de 30 000 tonnes de matériel ont été envoyées à Tianjin.

Le rachat de l'usine Bauknecht, de Valmont, fermée depuis novembre 1982, a fait l'objet de longues et difficiles négociations avec le CNTIC (China National Technical Import Corporation). Trois délégations se sont succédées en Lorraine avant que la vente ne soit conclue. « Cette opération constitue l'affaire la plus importante réalisée par les Chinois en France en 1984. Elle permettra aux créanciers de Bauknecht de

s'y retrouver », commente un responsable de la société Scribe conseil, intermédiaire entre le CNTIC et le syndicat chargé de la liquidation des biens. La valeur des machines n'avait été estimée, en octobre 1982, à 43,2 millions de francs (prix d'achat 133,8 millions de francs, amortissement 90,6 millions de francs). Le prix de vente final (29,5 millions de francs) intègre, selon le syndicat, la dépréciation due à la période d'inactivité.

Le tournant

La vente et le départ de l'usine de Valmont marque un tournant dans l'histoire de la reconversion du bassin houiller de Lorraine. Le 14 février 1974, M. Gert Bauknecht, fils du fondateur du groupe industriel ouest-allemand portant son nom, annonce, à Saint-Avold, l'implantation d'une unité de production de réfrigérateurs et de congélateurs qui doit créer mille emplois en trois ans. En 1977, le démarrage de l'usine Bauknecht intervient à la date prévue et les créations d'emplois promises suivent. L'objectif est même dépassé puisqu'en 1980 près de 1 150 salariés sont employés à Valmont, la moyenne d'âge étant de vingt-trois ans.

La production passe dans le même temps de 45 000 appareils en 1977 à 435 000 trois ans plus tard. Depuis, elle s'est effondrée. Bauknecht Valmont, qui travaille à 80 % pour l'exportation et à

20 % pour le marché français, perd, en 1981, des contrats du fait notamment de la guerre Iran-Irak. Les premières mesures de chômage partiel sont décidées (une semaine par mois). En mai, en pleine période électorale, une demande de 348 licenciements intervient. La situation est devenue intenable, selon la direction : 100 000 appareils sont en stock en dépit de la réduction du rythme de production de 2 500 à 1 600 appareils par jour.

Les élus locaux s'insurgent contre l'attitude du groupe allemand : « Il faut dénoncer les industriels qui profitent de tous les avantages et qui disparaissent quand cela tourne mal » ; 148 licenciements sont autorisés et la situation ne se redresse pas.

En juin 1982, le tribunal de grande instance de Strasbourg ordonne la suspension provisoire des poursuites, convertie trois mois plus tard en mise en règlement judiciaire : le passif s'élève alors à 328 millions de francs.

Le plan de redressement du syndicat prévoyant 132 nouvelles suppressions d'emplois est rejeté par le personnel. Un mois plus tard, en novembre 1982, la fermeture est annoncée ainsi que le licenciement de 800 salariés. Philippe puis Thomson ont décliné toutes les offres de reprise. L'usine est mise en vente. Avant la Chine, sept délégations étrangères sont venues à Valmont. Sans succès.

JEAN-LOUIS THIS.

Un entretien avec le président d'Alsthom-Atlantique

(Suite de la page 19.)

La Chine a décidé ensuite de libéraliser l'agriculture de manière à la rendre de plus en plus productive, à enrichir les paysans, cet enrichissement provoquant sur le plan interne un développement des industries légères (bicyclettes, articles ménagers, outils d'agriculture).

Le produit national brut a beaucoup augmenté, ce qui a provoqué un besoin énorme en énergie et, corrélativement, des besoins de transport pour évacuer vers l'extérieur ou répartir sur l'ensemble du

continent chinois l'ensemble de la production.

« C'est là qu'apparaît Alsthom... »

Où, car cette croissance a provoqué un premier cycle d'investissements que nous avons pu détecter à temps et que je qualifierai « Energie-Transports » : charbon, transports du charbon, électricité produite à partir du charbon. Et maintenant, on est entraîné dans ce cycle, qui s'accompagne d'ailleurs d'une vigoureuse décentralisation qui se

manifeste par une floraison d'appels d'offres.

« Mais les Chinois ne veulent pas se contenter d'acheter des matériels à l'étranger... »

C'est en effet le troisième caractère de ce marché. La Chine veut désormais acquérir des technologies. Les entreprises étrangères devront accepter de transférer pour partie leur technologie. Sinon elles n'ont aucune chance. Cela implique de la part de l'entreprise un état d'esprit d'ouverture, de contact, des gens

qui acceptent d'aller s'installer en Chine. Il faut aussi trouver des experts possédant des compétences élevées, des techniciens ou des financiers qui sachent installer et faire tourner une usine dans ce pays.

« Il n'y a donc que les grandes entreprises qui peuvent réussir... »

Pas sûr, car il existe des firmes moyennes, exploitant un créneau technologique spécifique, qui intéressent particulièrement les Chinois.

Ce qu'il importe de comprendre, c'est qu'on ne fait plus et on ne fera plus de « coups » commerciaux en Chine. C'est fini. Les Chinois veulent combler le plus vite possible leur retard technique. Il faut non seulement leur apporter la toute dernière technologie dont nous disposons, mais aussi leur permettre de la développer eux-mêmes.

« Est-ce plus important que le niveau des crédits ? »

Cette question n'apparaît que dans quelques cas et depuis un temps relativement récent. Car les Chinois ont toujours eu la réputation de payer cash, notamment pour les contrats inscrits au plan quinquennal (c'est le cas pour notre récent contrat de locomotives). Mais, depuis deux ans, Pékin (bien qu'il soit devenu prêteur sur le marché monétaire) cherche à obtenir des conditions de crédit avantageuses pour maintenir un maillage de devises, et, après tout, c'est une bonne politique.

« Les banquiers français jouent le jeu ? »

La Chine étant un pays solvable, je réponds oui. Mais ce pays veut des taux de crédit très bas, tout simplement parce que, aujourd'hui, le monde entier est à leurs pieds. Les Chinois sont des gens avisés, habiles négociateurs. N'oubliez pas qu'ils sont les meilleurs commerçants du monde. Depuis quelque temps on en vient à des « crédits protocoles », négociés à l'Etat.

« Quels sont, parmi les Européens, les principaux concurrents des Français en Chine ? »

Les Allemands dans aucun doute.

« Les Chinois veulent construire, à partir de 1990, un réacteur nucléaire de 1 000 mégawatts par an jusqu'à l'an 2000. La France paraît bien placée pour emporter ce marché du siècle. Mais là, les Allemands sont pour nous des concurrents très sérieux. »

Nous Français, nous n'avons pas su exploiter suffisamment vite le protocole signé par le président Mitterrand il y a deux ans. Pourtant, les Chinois connaissent notre suprématie dans ce domaine et étaient prêts à concrétiser nos offres très rapidement après la visite de M. Mitterrand à Pékin en mai 1983. Mais, perdant du

temps, les Français ont laissé les Allemands venir. Ces derniers ont été consultés et ont fait des offres très élevées, des techniciens ou des financiers qui sachent installer et faire tourner une usine dans ce pays.

Ce secteur est fondamental pour nous. Dans le consortium qui nous lie à FRAMATOME (chef de file commercial), la part d'Alsthom est de 50 % (1).

« Cela représente quel chiffre pour votre société ? »

C'est de l'activité certes, mais provisoire. Nous ne fabriquerons plus de matériel pour les Chinois. Les Chinois, c'est savoir que tôt ou tard les usines françaises ne feront plus que 10 ou 20 ou 30 % des fabrications.

L'exportation prend de nouvelles formes. Ce n'est plus seulement de l'expédition de produits en provenance de France. Nous nous attachons progressivement à transformer Alsthom, hier fabricant, aujourd'hui concepteur d'ensembles, demain exportateur d'études et de technologie.

« On a beaucoup parlé du contrat signé récemment pour la fourniture de 300 locomotives, dans le cadre d'une association de constructeurs européens... Comment a-t-il été négocié ? »

Voilà l'histoire. Mes contacts au plus haut niveau avec les dirigeants chinois m'avaient fait percevoir les énormes besoins du pays. Entre-temps, le Chine a passé un gigantesque marché de locomotives Diesel avec l'américain General Electric. Comme nous étions sur l'affaire, nous fûmes très déçus. Mais il y a deux ans, le ministre chinois des chemins de fer est venu en France et a visité, avec M. Fiterman, nos usines. Il faut dire que depuis 1958 Alsthom avait livré 115 locomotives à ce pays. Revêtu la confiance dont nous parlions tout à l'heure.

Le temps a passé, mais le besoin urgent du pays restait le même. Il y a cinq mois, tous les « grands » ont été consultés et, à

la fin, il n'y avait plus en lice que nous et le japonais Mitsubishi.

« Pourquoi l'avez-vous emporté ? »

Nos trois armes déterminantes ont été : un prix compétitif, la technologie, la confiance.

La technique d'ensemble est celle d'Alsthom. C'est Alsthom aussi qui assure le transfert de technologie (organisation de l'industrie, formation du personnel notamment du personnel de management, matériel de traction électrique).

Pour l'industrie ferroviaire française (Alsthom et Matériel de traction électrique), qui couvrira les deux tiers des fournitures d'un contrat de 2,6 milliards de francs, cela représente 10 millions d'heures de travail, c'est-à-dire l'activité de quatre mille deux cents personnes pendant deux ans. Les délais de livraison sont courts puisque la dernière locomotive sera livrée trente mois après la commande, soit une locomotive par jour.

Si le contrat, lui, est court, la coopération, elle, sera longue. Notre objectif est de nous implanter dans le plus grand nombre de domaines techniques pour être en Chine le plus longtemps possible et dans le plus grand nombre possible de provinces. C'est un but stratégique. La Chine va devenir d'ici dix à quinze ans l'une des premières puissances industrielles mondiales.

« Comptez-vous vendre des navires en Chine ? »

Sûrement pas, mais nous espérons vendre de la technologie navale. Les chantiers en sont demandeurs pour des bateaux modernes (paquebots, navires militaires, offshore). Des propositions précises ont été faites par nous, qui reçoivent bon accueil.

Propos recueillis par FRANÇOIS GROSCHARD et VÉRONIQUE MAURIS

(1) Une tranche annuelle de 100 MW représente environ 25 milliards de francs. - NDLR.

GRATUIT
AVEC LE QUOTIDIEN DU JEUDI 2 MAI (DATE VENDREDI 3)



LE GUIDE DE LA MICRO-INFORMATIQUE

Un supplément magazine du « Monde »
72 pages en couleurs

- Le guide du SICOB. • Les tableaux complets des matériels et des programmes disponibles en France.
- Les logiciels « amicaux », une nouvelle génération de programmes.
- La micro-informatique à l'école. • L'industrie de la micro en France et à l'étranger.

Le Monde

ESSEC

« TECHNIQUES FINANCIÈRES »

L'ESSEC ouvre, en octobre 1985, un programme de formation, en un an, de spécialistes de techniques financières, comprenant notamment des enseignements en : trésorerie internationale, gestion du risque de change, nouveaux instruments financiers, informatique et micro-informatique appliquées à la finance, etc.

Les enseignants sont des professeurs du Groupe ESSEC et des experts financiers travaillant dans plusieurs grandes entreprises associées au programme.

Admission sur titre de titulaires d'un diplôme d'ingénieur, d'IEP, d'une maîtrise ou d'une grande école de commerce.

Informations et dossiers d'inscription :

MP Elyane ROSELLO - Groupe ESSEC
BP 105, 95021 CERGY-PONTOISE CEDEX

ESSEC - ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ

Le commerce extérieur de la Chine

Un fil direct avec le Languedoc-Roussillon

La capitale de la province chinoise (au sud-ouest du pays) du Sichuan, Chengdu, et Montpellier, capitale du Languedoc-Roussillon, signent en 1980 un accord de jumelage. 15 novembre 1984 : le gouverneur du Sichuan fait une visite en Languedoc, qui est suivie, un mois après, par un séjour de techniciens chinois qui présentent aux industriels régionaux leurs projets d'investissement.

3-10 mars 1985 : visite d'une délégation du Languedoc-Roussillon à Chengdu, suivie quelques jours plus tard d'un voyage du vice-gouverneur chinois dans les départements languedociens. 2-10 avril : organisation dans la métropole provinciale chinoise d'un symposium indus-

Jumelée avec le Sichuan, la région méditerranéenne mène sa propre politique économique extérieure dans l'intérêt des entreprises locales.

riel et commercial qui réunit sept cents personnes de vingt pays. La France y est représentée par vingt délégués, dont dix du Languedoc-Roussillon.

Ainsi les régions développent bilatéralement, et sans complexe, une politique économique existentielle. M. Robert Capdeville, président (PS) du conseil régional, n'en est d'ailleurs pas à son pro-

mier « coup » puisque sa région a déjà conclu des accords avec la Toscane et la Catalogne par exemple et en prépare d'autres avec le Brésil et la Malaisie.

Cela n'est pas toujours du goût du pouvoir, qui se demande parfois si sa stratégie extérieure peut supporter d'être court-circuitée sans dommage par vingt-deux politiques régionales. Il demeure que les régions font preuve d'un

beau dynamisme, entraînant dans leur sillage des PME, qui, sans l'appui officiel du conseil régional, auraient du mal à pénétrer des marchés éloignés, voire inconnus.

C'est un marché potentiel de 100 à 120 millions de dollars qui, dans le Sichuan (105 millions d'habitants, la superficie de la France, 46 000 entreprises industrielles), s'ouvre aux firmes languedociennes. Les projets en cours vont de la construction d'hôtels à une usine de foie gras en passant par l'aménagement d'une ferme expérimentale, des investissements vitivinicoles, la construction d'une base nautique et d'un refuge de montagne. Un bel avenir s'ouvre en outre, semble-t-il, aux industries pharmaceutiques (antibiotiques), si elles s'adonnent les moyens, et au secteur alimentaire (chocolaterie).

Le gouverneur de la province chinoise (qui est la terre d'origine de M. Deng Xiaoping) a adressé une nouvelle invitation à M. Capdeville, pour juillet prochain, afin d'établir un protocole général de coopération économique et technique et de concrétiser les projets industriels. Cette coopération, M. Capdeville voudrait l'étendre à la région voisine et amie, le Midi-Pyrénées, Toulouse étant d'ailleurs jumelée avec la deuxième ville du Sichuan, Chong-King.

PATRICE DE BEER.

F. Gr.

« Absence » française ?

Bien qu'ayant reconnu Pékin en 1964, Paris est moins agressif que d'autres et la Belgique exporte autant que la France.

Qu'en Chine, n'a pas entendu cette litanie : « Vous, les Français, vous êtes trop chers ! ». « On ne vous voit jamais ! ». Et pourtant la France est représentée en Chine populaire depuis 1964. Depuis cette date, ses échanges ont été multipliés par six - en dépit de très mauvais résultats l'an dernier - et Pékin souhaite qu'ils soient doublés d'ici à 1990.

Lors d'un récent voyage dans la province du Jiangsu, en pointe dans le domaine de l'industrialisation, nous avons vu en trois jours des hommes d'affaires autrichiens, italiens, anglo-saxons et japonais. « Où sont donc les Français ? », nous a-t-on demandé.

S'ils ne sont pas partout en province, ils sont moins nombreux et moins mobiles que les Américains ou les Japonais - et pour cause, - les Français sont bel et bien présents en Chine. Ils sont même en troisième place des investisseurs devant les Japonais. Mais il semble qu'ils soient condamnés à devoir toujours en faire la preuve, tandis que la présence des grandes nations commerciales est tenue pour acquise.

Pert-être avons-nous trop longtemps été endormis par les sirènes de l'amitié susurrée par nos interlocuteurs chinois. La France, ayant reconnu la Chine en 1964, bien avant beaucoup d'autres pays, se verrait accor-

der la préférence, disaient-ils. Mais l'on n'entendait pas toujours la seconde partie de la phrase : « à qualité et à prix égaux ! ». Plus agressifs, des concurrents en ont profité et, en 1984, les exportations françaises vers la Chine étaient au niveau de celles de la Belgique.

Quelques accidents de parcours l'expliquent : lenteurs de réaction ou de livraison, prix de départ élevés, problèmes de qualité, lourdeur de l'appareil gouvernemental dans l'attribution de crédits ; mais aussi l'appréhension critique d'une diplomatie française jugée trop favorable à Hanoï. Il est vrai, et c'est de bonne guerre, que les Chinois ont « rajouté » pour obtenir des conditions plus favorables.

L'absence française est quand même fort présente, dans des domaines multiples, même si elle s'appuie le plus souvent sur de « gros » contrats négociés avec la participation de l'Etat. En dehors de leurs secteurs traditionnels en Chine (locomotives, bié et sucre...), les exportations françaises se sont, ces derniers mois, étendues aux domaines des télécommunications, de l'agro-alimentaire, de l'aviation, des automobiles, des téléviseurs... La liste est longue, sans compter les espoirs, notamment nucléaires.

P. de B.

La stratégie de Pékin

(Suite de la page 19.)

Avec l'accroissement considérable de la production agricole, elle a réduit, sinon supprimé, ses achats de céréales, de sucre et de coton. Mais, avec la hausse importante du niveau de vie, elle a été contrainte d'importer les biens de consommation réclamés par la population (téléviseurs, machines à laver, voitures) qu'elle est incapable de fabriquer en quantité suffisante.

Le réseau de communications et les facilités de stockage de la Chine sont largement insuffisants, ce qui la contraint par exemple à exporter des céréales et des minerais produits dans le Nord et dont le Sud aurait besoin. Il lui est en effet plus facile, plus rapide et parfois moins cher d'importer ensuite pour une autre région du charbon australien ou du blé français.

A bas prix

La Chine est un marché gigantesque - un milliard de bouches à nourrir, - qui découvre à peine, et pas partout, les premiers traits de la société de consommation. Ce marché attire depuis le dix-neuvième siècle les pays exportateurs, bien que le très faible niveau de vie de la population le rende encore largement illusoire. Pékin sait néanmoins parfaitement en jouer pour attirer ses partenaires commerciaux, pour obtenir des conditions plus favorables ou des technologies de pointe encore protégées par le COCOM (Comité de coordination pour le contrôle des exportations vers les pays communistes). Ce dernier se montre, sous l'influence en particulier des Etats-Unis, plus com-

préhensif envers la Chine qu'envers l'URSS.

La Chine joue aussi des faibles salaires de sa main-d'œuvre pour produire à bas prix - tout comme les NPI dans les années 70 - des textiles, du matériel électrique et électronique, de la porcelaine... destinés à l'exportation. Les Etats-Unis ont récemment imposé des quotas très stricts sur les textiles chinois, ce qui a suscité de vives protestations de Pékin. Mais, là aussi, la Chine demeure fort en retard : une gestion désuète et inefficace pèse lourdement sur les coûts de production, souvent plus élevés que ceux en vigueur sur le marché mondial. La qualité des produits reste encore le plus souvent médiocre. Pékin s'est inquiété il y a peu de l'accroissement important des produits renvoyés par les importateurs, mécontents de leur mauvaise qualité.

En quoi le commerce extérieur de la Chine demeure-t-il marxiste ? D'abord parce que l'économie du pays, même décentralisée, continue d'appartenir à l'Etat, que ce soit directement ou par l'intermédiaire des provinces, districts, villes... Les échanges contiennent donc de se faire avec un secteur nationalisé, le commerce privé restant marginal et local. Ensuite parce que l'objectif de ce commerce extérieur demeure l'accession, par d'autres moyens, y compris capitalistes, au stade idéal du communisme.

La période des « prix d'amitié » est donc révolue, car on ne fait pas des affaires avec des bons sentiments ou de l'idéologie. Les protestations d'amitié à l'égard de tel ou tel pays, qu'il soit ou non du tiers-monde - dont la Chine fait

“Depuis que j'ai rencontré mon Agent de Change mon argent m'étonne.”



Quand j'ai voulu acheter l'appartement de mes rêves, j'ai dû me faire une raison. Avec mon capital de départ j'étais obligé d'emprunter beaucoup et à des taux trop élevés pour moi. J'ai compris alors, qu'il fallait trouver le moyen de me constituer, très vite, un vrai capital.

Je savais que la Bourse était rentable, et lorsqu'un ami m'a parlé des Agents de Change, je me suis décidé à en rencontrer un. J'ai trouvé un spécialiste ouvert et dynamique qui m'a montré les avantages des actions et des obligations. Il m'a orienté vers des Fonds Communs de Placement que j'ai investis régulièrement. Maintenant, je place mon argent comme si j'avais un gros portefeuille : j'ai découvert les entreprises françaises qui marchent. La Californie et le Japon sont à ma portée. Les taux de rendement actuariels des obligations n'ont plus de secret pour moi. Aujourd'hui, la Bourse me passionne. Et ça, c'est mon Agent de Change qui me l'a apporté.

Bureau d'Accueil des Agents de Change : 4, place de la Bourse, Paris 2^e. Ouvert du lundi au vendredi de 10 h à 18 h 30. Vous pouvez aussi écrire ou téléphoner : Paris 297.55.55 / Bordeaux (56) 44.70.91 / Lille (20) 55.68.20 / Lyon (7) 842.54.71 / Marseille (91) 90.70.32 / Nancy (8) 336.56.97 / Nantes (40) 48.41.96.

Les Agents de Change accroissent la marge de sécurité de vos placements.

LES INDUSTRIES D'EQUIPEMENT AUTOMOBILE DANS LE MONDE

Les équipementiers automobiles peuvent-ils avoir une stratégie indépendante de celle des constructeurs et les évolutions des marchés de l'équipement sont-elles parallèles à celles des marchés automobiles ?

La réponse à cette double question dépend des situations des industries nationales de l'automobile et du type de produits fabriqués par les équipementiers. Le marché de l'équipement automobile a un dynamisme propre dans la mesure où certains produits sont essentiellement vendus en rechange et où les réglementations sont de plus en plus contraignantes en matière de normes de sécurité, de respect de l'environnement et d'économie d'énergie (investissement de Bosch dans l'injection de carburant par exemple).

On peut distinguer deux grands types de produits :

- Les équipements dits structurels (transmission, freinage, direction, suspension...) : les équipementiers sont, dans ce cas, plus sensibles aux fluctuations des marchés de l'automobile et sont exposés aux risques de changement de politique des constructeurs automobiles.
- Les équipements non structurels ont un marché qui a tendance à croître (allongement de la durée de vie des véhicules), plus stable dans son évolution et qui s'internationalise (suivant les modifications de composition des parcs nationaux). Mais les producteurs de ces équipements doivent soutenir un effort de RD élevé (jusqu'à 6 % de CA) et surtout bâtir un réseau de distribution international adapté aux nouvelles formes de vente et de consommation (Do it yourself).

Les grands équipementiers sont présents sur ces deux types de marchés, mais ont accentué leur implantation sur le second. Parmi les tentatives de diversification, celles qui ont réussi sont celles des équipementiers ayant la maîtrise des applications électroniques.

L'étude présente :

- Les résultats (sur bases comparables) et la stratégie des dix principaux groupes mondiaux avec, en particulier, l'analyse de leur croissance, de leur marge industrielle, de leur structure financière et de leur rentabilité ;
- Une analyse des six principales industries nationales (Etats-Unis, Japon, RFA, France, Grande-Bretagne, Italie) qui représentent les trois quarts de la production mondiale, avec notamment l'étude détaillée des performances de trente-deux entreprises. Parmi celles-ci les sociétés japonaises (Nippondenso) et allemandes (Bosch, ZF) font apparaître des résultats très favorables sur la période étudiée.

Le prix de cette étude est de 8 500 F HT - 9 095 TTC. Cette étude est disponible à DAFSA 7, rue Bergère, 75009 Paris. Tél. : 233-21-23.

ESSEC

TECHNIQUES FINANCIÈRES

هنا من الأول

La chronique de Paul Fabra

DÉJEUNER avec des experts du Fonds monétaire qui présentent à quelques journalistes leurs prévisions économiques et financières d'ici à 1990. Les erreurs répétées commises par les spécialistes de la prévision incitent les membres de la profession à une certaine modestie au moins de parole. Mais une profession bien payée est rarement portée à l'humilité, tant on est naturellement enclin à penser que la hiérarchie des salaires épouse la hiérarchie des valeurs.

Feinte ou réelle, selon le cas, la modestie des économistes-prévisionnistes devrait normalement jouer son rôle d'aiguillon du progrès. Si on se reconnaît faillible, on doit avoir moins de risque à l'avenir de se tromper. Le processus de révision est, bien sûr, à l'œuvre, mais il semble bien qu'il chemine avec une extrême lenteur. Autrement dit, le leçon des faits ne s'impose que très imparfaitement.

On a toutes raisons de s'étonner de cette situation quand on connaît la masse des statistiques, des rapports, des recommandations produites par des institutions spécialisées, et notamment par les institutions internationales. Les résultats de ces études alimentent en permanence le débat public. Cependant l'intensité des discussions ne semble guère faire progresser l'esprit critique. L'une des raisons pourrait bien être qu'on croit comprendre, mais qu'en réalité renvoie à des concepts et à des hypothèses qui ne sont jamais remis en cause.

Par exemple, à entendre et à lire aujourd'hui les experts du FMI, on a l'impression qu'ils ont accompli une grande réévaluation sur eux-mêmes. Ils sont, en quelques années, passés d'une doctrine à l'autre. L'ancienne (dite keynésienne) consistait à préconiser une

Le goût de la liberté économique

augmentation des moyens de paiement dans la monnaie afin de soutenir un niveau adéquat de consommation. La nouvelle (monétariste) vise à freiner la progression des masses monétaires nationales pour lutter contre l'inflation. S'inspirent plus ou moins des théories de Milton Friedman et des adeptes de la célèbre « école de Chicago », elle est, ce qui correspond mieux aux idées du jour, considérée comme plus libérale. Mais en réalité elle est, comme celle qui l'a précédée, d'essence technocratique.

Les keynésiens pensaient que l'Etat, en augmentant plus ou moins le montant des dépenses budgétaires et du déficit, pouvait régler à sa guise le volume de la demande, la restreignant en période de « surchauffe », la stimulant dès qu'on risquait de s'écarter du plein emploi. Les monétaristes estiment que le même Etat est en mesure de régler comme il l'entend la quantité de monnaie émise. Les uns et les autres n'accordent que peu d'attention à la seule idée intelligible en matière d'inflation : un gouvernement y renonce pour de bon quand il ne peut pas faire autrement. Le meilleur moyen connu pour lui en interdire les facilités est de l'obliger à rembourser les billets de banque qu'il crée. Telle était la philosophie du vieil étalon-or.

On pourrait, dans la France d'aujourd'hui, faire renaitre un substitut de cette obligation : en supprimant tout contrôle des changes. Ça qui signifie que les Français auraient la faculté d'acheter contre des dollars, des autachamarks au des francs suisses autant de francs qu'ils le désiraient. Comme les réserves de la Banque

de France sont par définition limitées, de même que les facultés d'emprunts de devises par l'Etat, celui-ci serait contraint d'éviter toute décision propre à inspirer aux résidents la méfiance sur la solidité de leur monnaie. Pour que l'arme soit dissuasive, il faudrait, bien sûr, que les Français prennent le goût de la liberté économique, en d'autres termes qu'un gouvernement ne puisse rétablir le contrôle sans encourir du même coup les plus grands risques électoraux (ce qui serait le cas en Allemagne ou en Suisse).

De par leur nature, les institutions internationales ne peuvent qu'adopter des points de vue jouissant d'un large consensus auprès des pays les plus influents. Cela favorise le conformisme. On se jette avec jubilation sur n'importe quelle idée politiquement séduisante pour peu qu'elle ait les apparences d'une explication plausible. C'est ainsi que les deux « chocs » pétroliers ont été pour le FMI, l'OCDE et les politiciens de l'Occident l'alibi providentiel pour expliquer l'inflation et son contraire la déflation, les déficits et le chômage. Cela a permis de ne plus jamais faire allusion au fait pourtant « hétérologue » suivant : chacun de ces « chocs » a été précédé d'une fuite devant le dollar (sous Nixon en 1971-1973, et sous Carter en 1977-1978) qui a obligé les banques centrales des pays d'Europe et du Japon à en acheter des quantités considérables, ce qui était pour eux une source majeure d'inflation. Or n'importe quel commerçant sait qu'on ne peut impunément augmenter les prix que si le client est en mesure de payer.

Les producteurs de pétrole auraient dû vite renoncer à leur hausse brutale si les banques n'avaient pas, grâce à l'inflation, pu faire des crédits quasi illimités à leurs clients.

GAGEONS que, si n'existaient pas entre eux des intérêts stratégiques supérieurs et si l'un d'entre eux n'était pas en mesure d'exercer sur les autres des pressions efficaces, on verrait aujourd'hui les querelles commerciales entre pays capitalistes dégénérer en conflit ouvert. Le sommet de Bonn approchant, le ton a monté aux Etats-Unis, où l'ascension du dollar a eu pour effet d'exposer des pans entiers de l'économie à une concurrence étrangère très dure, parfois insupportable. Plus d'une grande société profite du climat général pour crier au loup avant de courir le moindre risque d'être mordue. Le coupable est tout désigné : le Japon, qui accumule de gros excédents commerciaux, plus de 30 milliards de dollars à l'égard des seuls Etats-Unis. Il est rare d'accuser aujourd'hui les exportateurs nippons, comme on le faisait fréquemment il y a une vingtaine d'années (ou avant la guerre), de dumping. Mais on accuse le Japon tout entier, son gouvernement, ses commerçants, ses consommateurs, d'être tous ensemble d'incongrues protectionnistes qui ferment aux étrangers leur marché intérieur, tandis que les firmes de l'empire du Soleil-Levant ne se privent pas d'élargir sans cesse leurs débouchés à l'extérieur.

Ce qui frappe d'abord dans cet ensemble de critiques — que beaucoup d'Européens, et notamment les Français, sont prêts à reprendre à leur compte —

est son caractère global. Cela ressemble à un procès d'intention. C'est ensuite l'illogisme des demandes faites aux Japonais : de l'ouverture de leur marché intérieur, on attend une diminution de leurs importations, mais le surplus, c'est autre chose : on doit voir le contrepartie de la masse considérable des capitaux japonais (l'équivalent de quelque 45 milliards de dollars) qui vont se placer à l'étranger, en tout premier lieu aux Etats-Unis, où ils financent au moins 20 % du déficit budgétaire américain.

Cela dit, à considérer l'importance des pratiques protectionnistes qui subsistent en Europe malgré le Marché commun, laissons de faire venir des meubles d'Italie ou des tapis d'Allemagne II, on peut imaginer sans peine que le Japon a de grands progrès encore à faire. C'est ce que ne nie pas le nouvel ambassadeur du Japon à Paris, M. Morioka Motono, qui pourtant ne mâche pas ses mots : « Nous sommes fatigués », disait-il récemment dans un colloque tenu à Londres, d'expliquer les mesures de libération que nous avons prises en matière de tarifs, de contingents, de contrôles administratifs, de mouvements de fonds, etc., alors que l'image d'un Japon ouvert en théorie mais fermé en pratique — les lobbies protectionnistes ont réussi à imposer cette image — n'est pas modifiée par nos efforts. »

Le ton de franchise est nouveau et invite plus au dialogue que des propos de convenance. M. Motono est en train de renouveler le style de son ambassade, l'accent étant mis sur la simplicité. Les réceptions y seront moins nombreuses. On hésite, pour servir à table entre du cordon ou, plus modestement — mais c'était aussi le choix de Georges Pompidou, — du vin de Chablis, et le vin que l'Eglise orthodoxe russe importait jadis pour la messe, rappelle M. Motono.

BIBLIOGRAPHIE

« LES ÉCONOMIES OCCIDENTALES DU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE À NOS JOURS »

de Jean-Marcel Jeanneney et Elizabeth Barbier-Jeanneney

La leçon de la productivité

par PIERRE MASSÉ (*)

M. Jean-Marcel Jeanneney et Mme Elizabeth Barbier-Jeanneney ont réalisé l'exploit de présenter, en deux tomes inépuisables, l'essentiel des données disponibles sur l'évolution des économies occidentales du dix-neuvième siècle à nos jours.

Par un souci de la commodité des lecteurs qui est la politesse des auteurs, ils ont, dans un premier tome, remplacé les tableaux de chiffres par des diagrammes rendant plus lisibles les évolutions, et consacré un second tome à des commentaires. De la sorte, en ouvrant les deux volumes côte à côte, le lecteur peut facilement mettre chaque commentaire en regard de la plaquette qu'il concerne.

Les commentaires ont pour souci de prévenir des malentendus sans macquer à l'objectivité. Lorsque l'enchaînement des faits est sujet à controverse, ils ne prennent pas parti. Ils présentent les matériaux d'une histoire, mais ils ne sont pas une histoire, ni une réflexion historique au sens de Sauvy. Quelle richesse cependant dans la diversité des matériaux ! Tous les grands phénomènes de notre temps sont présents : la démographie et ses retournements, la croissance et ses ruptures, la gravité du chômage des années 30 et d'aujourd'hui, le rôle profondément perturbateur de l'inflation, l'économie devenue planétaire, la contrainte de l'équilibre extérieur, le désordre des monnaies.

Il n'y a qu'une limite au contenu du livre : les auteurs ont renoncé à y inclure les pays de l'Est et le tiers-monde. D'abord, pour se garder de la démesure. Mais aussi parce que les données statistiques concernant ces pays sont plus rares, moins fiables ou plus difficiles d'accès.

La richesse du sujet défie l'analyse, et n'oblige à le limiter à la grande ode de croissance économique d'après-guerre et à sa retombée en 1974. Sur la planche 11-32, les années 60, prolongées jusqu'à 1974, apparaissent comme une période faste et régulière (Commentaires, p. 67).

Cependant, des déséquilibres cachés commencent à se produire : excès de demandes, inflation croissante, baisse des taux de profit. Enfilé mai 68 révèle, au-delà de l'économie, un profond malaise d'ordre culturel et social.

capable de maîtriser durablement la croissance de la masse monétaire si les usagers ne sont pas collectivement convaincus de l'utilité d'une bonne monnaie. Il recommande en conséquence le « partage concerté du produit national en termes réels », substitué à des lures stériles sur les rémunérations nominales, mais ce prenant garde que la concentration ne dégrade pas en palabre, car une communauté ne peut s'accommoder longtemps de l'anarchie.

L'auteur insiste ensuite sur l'intégration économique internationale qui a suivi la guerre, procurant des avantages mais imposant des disciplines.

Cependant, des menaces se profilent. La France doit lutter contre le déclin démographique et accueillir des apports étrangers qui l'enrichissent, à condition de ne pas se laisser submerger. Elle doit aider le tiers-monde, « par des dons plus que par des prêts », l'encourager à produire le plus possible lui-même les biens qu'il a le désir, et parfois le besoin aigu, de consommer.

N'espérant aucun problème, l'auteur en présente un exposé ouaté. On y retrouve une sensibilité authentique, mais il ne plaide pour aucun système et ne requiert contre aucun. La maturation de sa pensée l'a conduit à la sagesse.

(1) Christian Sautter, *L'économie française*, CEPIL, n° 8 102.
(2) Paul Dubois, « La rupture de 1974 », *Economie et Statistique*, 1980.
(3) Alain Minc, *L'avenir en face*, p. 27.

★ Presses de la Fondation nationale des sciences politiques. Deux tomes, *Diagrammes*, 327 p.; *Commentaires*, 310 p. Prix total : 395 F.

Enfin, M. Jean-Marcel Jeanneney a tenu, au-delà des chiffres, à exprimer ses opinions dans des « Considérations liminaires » placées en tête de tome des *Commentaires*. A propos du développement du bien-être, il observe qu'à long terme ce sont les progrès de productivité qui sont déterminants.

Il rappelle que le système monétaire du dix-neuvième siècle constituait à la fois une contrainte pour l'économie et une défense contre l'inflation. Nous avons perdu l'une et l'autre. La solution aux désordres actuels, écrit-il, « ne peut être uniquement technique, car aucune autorité ne sera

(*) Membre de l'Institut.



Exploitez le monde des affaires pour 5,51 FF par jour.

Les affaires ne connaissent pas de frontières. Aujourd'hui des événements qui se produisent à Washington, Bruxelles ou Tokyo ont autant d'influence sur les décisions-clés du monde des affaires que ce qui se passe dans votre propre pays.

Des informations sur le monde des affaires que vous pouvez utiliser.

Le WALL STREET JOURNAL/EUROPE est une source d'informations sur les affaires parmi les plus importantes du monde. Il vous procure une vue d'ensemble unique sur la scène internationale des affaires. Et des informations sûres, dignes de confiance... que vous pouvez utiliser au mieux de vos intérêts.

vous met en rapport chaque jour avec la vie internationale des affaires.

Vous pouvez profiter de ses informations indispensables pour seulement 5,51 FF par jour. Ce qui représente un gain annuel de 124 FF par rapport au prix de vente au numéro chez votre marchand de journaux.

C'est vraiment le meilleur outil d'information sur les affaires dont vous pouvez disposer. Si vous êtes dans les affaires en Europe, il est grand temps d'investir dans un abonnement au WALL STREET JOURNAL/EUROPE. Cela pourrait bien s'avérer l'une de vos meilleures décisions.

THE WALL STREET JOURNAL EUROPE

Abonnez-vous aujourd'hui au: Wall Street Journal/Europe, P.O. Box 2845, NL-6401 DH Heerlen, Pays-Bas, Telex 56472, Tel. (045) 712777.

OUI, je m'abonne au Wall Street Journal/Europe. Mon abonnement prend cours dès maintenant pour

☐ 12 mois (1.400 FF) ☐ 6 mois (700 FF)

☐ Paiement joint ☐ Envoyez-moi une facture

☐ Veuillez débiter mon compte American Express ou Diners Club

N°

Date d'expiration:

Signature:

TENNIS

Entraînements tous les jours, tous niveaux, avec moniteurs.

6 courts couverts aux Paris de Paris.

Tél. 345.22.20

PROTENNIS

21, Bd Pontchartré - 75012 PARIS

ProtENNIS joue avec adidas

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	104,00	123,34
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,76
IMMOBILIER	69,00	81,83
AUTOMOBILES	69,00	81,83
AGENDA	69,00	81,83
PROP. COMM. CAPITALUX	204,00	241,94

ANNONCES CLASSEES

	La ligne/corr*	La ligne/TTC
ANNONCES ENCADREES	59,00	69,97
OFFRES D'EMPLOIS	17,00	20,16
DEMANDES D'EMPLOI	45,00	53,37
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

LEADER
CHERCHE
LEADER

En relation étroite avec les directions fonctionnelles, dont vous recevrez assistance et conseil, vous préparerez le redéploiement stratégique de CIB. Vous serez responsable de sa rentabilité, développerez de nouvelles lignes de produits, apprendrez de nouveaux marchés, dans le cadre d'une double approche: Marketing et Technique. Communication, conviction, aptitude à coordonner, rigueur intellectuelle tels sont les atouts qui feront de vous notre

FUTUR DIRECTEUR GENERAL

Diplômé de Grandes Ecoles Scientifiques (Centrale, AM + ISA, IAE...) âgé de 35 ans minimum, vous avez aujourd'hui l'expérience, la maîtrise d'un patron de PME ou d'un no 2 de grande entreprise. Vous êtes fortement sensibilisé aux aspects techniques de nos produits. Vous saurez donner à ce poste que vous allez créer la dimension de nos ambitions.

Adressez-nous votre dossier de candidature en précisant la référence 4119 M, à CIB, Direction du Personnel, 23 rue Broca 75005 Paris.

Composants Industrialisés du Bâtiment

Nous recherchons pour notre
DEPARTEMENT COMMERCIAL

DIRECTEUR DES VENTES EUROPE

5 ans d'expérience.
Parlant Anglais et Allemand.

DIRECTEUR DES VENTES FRANCE

3 ans d'expérience.

De formation ingénieur, ils auront, chacun sur leur secteur, la responsabilité des ventes de systèmes informatiques complexes liés aux circuits imprimés.

Envoyer C.V., photo et prétentions en indiquant le poste choisi, 29, rue Delizy, 93500 Pantin.



CENTAURE ROBOTIQUE

Futur directeur
DES SERVICES COMPTABLES

Un des tout premiers groupes français du bâtiment étend ses réseaux publics offre une opportunité exceptionnelle :

- A un HEC, ESSEC, SUP, DE CO Paris, de 35 à 40 ans, dont la formation serait complétée par un DECS ou l'expertise comptable.
- Ayant une très solide expérience comptable de préférence en entreprise, des connaissances fiscales approfondies (France et étranger) et familiarité des problèmes de consolidation de Groupe.
- Anglophone et connaissant la comptabilité anglo-saxonne. La pratique de l'espagnol sera un plus.

- La familiarisation avec les méthodes et outils informatiques sera très appréciée.
- Le sens de la méthode et de la rigueur sont des qualités essentielles.

Dans un premier temps, le titulaire sera l'adjoint de l'actuel Directeur des services comptables du Groupe et l'assistera dans l'ensemble de ses missions.

Le poste est situé au siège social, proche banlieue Sud-Ouest de Paris.

Les candidatures sont à adresser, s/rf. 3524 J.M., à MEDIA P.A., - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui traitera les dossiers en toute confidentialité.

Le conseil général de Bourgogne recrute :

UN DIRECTEUR de la formation initiale qui aura pour mission d'assurer la prise en charge du prochain transfert de compétences en matière scolaire. Adresser C.V., dé. et photo au Conseil général de Bourgogne, secrétaire général des services, S.P. 1602, 21035 DIJON Cedex. Date limite de réception des candidatures : 17 mai 1985.

Crédit Maritime Mutuel Guadeloupe

recherche son

Directeur

- Bonne expérience bancaire et comptable.
- Sens des contacts humains.

Adresser lettre manuscrite + curriculum vitae détaillé et photo à SOCIÉTÉ CENTRALE DE CREDIT MARITIME MUTUEL - 21, rue des Trois Fontanot 92000 NANTERRE.

SUD-EST COLLECTIVITE PUBLIQUE recherche son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

200 000/230 000 annuels Brut

Directement rattaché auprès du Directeur Général, il aura la responsabilité de l'ensemble de la fonction financière comptable et administrative.

Le candidat, de formation supérieure et financière, possédant, outre une expérience professionnelle, de bonnes connaissances en informatique et droit social. Libre rapidement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à M. le Directeur administratif et financier S/Réf. 41224 à Contesse-Publicité - 74 rue Béchervaise - 69363 LYON Cedex 07.

Directeur Général Afrique Francophone

Groupe Agro-Industriel français recherche le Directeur Général d'une de ses filiales. Véritable patron, celui-ci assurera la coordination et la gestion des activités de la société, allant de la production de différents produits alimentaires à leur commercialisation.

35 ans minimum, de formation commerciale ESC ou technique A.M., ce sera un excellent gestionnaire doté aux méthodes modernes de gestion mais aussi un meneur d'hommes à l'aise sur le terrain. Très autonome, il sera responsable des résultats auprès du Siège du Groupe qui lui assurera un appui technique.

Expérience dans secteur industrielle à l'étranger, de préférence en Afrique, nécessaire.

Villa confortable - Voiture de fonction - Contrat expatrié.

Ecrivez à notre Conseil, A. RUELLAN vous remercie de lui adresser votre curriculum vitae avec photo et rémunération actuelle sous réf. 3079 M.

CORT 65 avenue Kléber, 75116 PARIS

Membre de SYNTIC Paris - Lille - Lyon - Strasbourg

ANNONCES CLASSEES
TÉLÉPHONÉES
555-91-82

LE CESIA
Conseil en Systèmes d'Information
et de Communication auprès des Administrations

recherche son

Directeur des Ressources Humaines

MARSEILLE 250.000 F +

Membre du Comité de Direction, il sera chargé de définir et de mettre en place, sous l'autorité du Directeur Général, une politique du personnel dynamique.

Il devra notamment garantir le développement professionnel de l'ensemble du personnel et plus particulièrement des consultants (affectation sur les projets, formation, évolution de carrière).

Le candidat retenu, âgé de moins de 35 ans, devra avoir l'expérience de ce type de poste dans une entreprise tertiaire à forte proportion de cadres. La pratique de l'anglais sera un atout important. Le poste nécessite des déplacements hebdomadaires en région parisienne.

Adresser lettre manuscrite et C.V., à CONEXHOM, sous réf. 294 M, 212 avenue Paul Doumer, 92508 RUEIL-MALMAISON Cedex.

Conexhom
Conseil en Recrutement

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Cameroon

DIRECTEUR GENERAL EXPLOITATION DE CARRIERES

CARRIERES de YAOUNDE S.A. appartient au groupe SELLIER-LEBLANC au travers de la S.A. CARRIERES de la MEILLERAIE dont elle est filiale. Disposant d'équipements modernes, elle pourvoit à plus de 60 % des besoins locaux. Elle recherche l'homme qui assurera à court terme, la succession du dirigeant actuel.

Le directeur est responsable de la gestion et du développement de l'entreprise sur le plan commercial, administratif, technique et humain. C'est un ingénieur diplômé (Mines, ESTP, ENSAM...) ou assimilé ayant une longue expérience de la direction d'un centre de profit acquise dans les carrières ou dans un secteur d'activité proche. Il est souhaitable qu'il ait pratiqué l'expatriation en famille.

Le poste est situé à YAOUNDE. Le directeur-expatrié bénéficie de nombreux avantages locaux et la rémunération est de nature à motiver un candidat de valeur.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M10/480 D, à :

EGOR CARRIERES INTERNATIONALES
8 rue de Bani 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

emploi international
(et départements d'Outre Mer)

IMPLANTÉS AU LUXEMBOURG

Nous sommes une société de recherches et de marketing, spécialisée dans le domaine des biens de grande consommation non durables.

Notre client, une société multinationale européenne qui occupe une des toutes premières places dans son marché, désire développer ses activités de recherches de marché quantitatives et qualitatives.

Pour renforcer notre équipe nous recrutons

PLUSIEURS UNIVERSITAIRES
diplômés en sciences humaines comme

CHARGES D'ETUDES MARKETING QUALITATIVES ET PSYCHOLOGIQUES

Après un certain temps d'introduction, les candidats retenus seront appelés à réaliser, de façon indépendante, les recherches pour une ligne de produits.

Une expérience professionnelle dans le domaine des études de marché n'est pas absolument indispensable. Les candidats/candidates (âgés de 25 ans minimum) devront cependant :

- Être diplômés d'études supérieures en sciences humaines ;
- Avoir de très bonnes connaissances d'allemand, surtout la capacité de parler avec des ressortissants allemands (l'anglais est un atout supplémentaire) ;
- Être disposés à habiter au Luxembourg et à se déplacer assez fréquemment pour de courts voyages (en Europe du Nord).

La position offre de réelles chances d'évolution au sein du groupe. La rémunération sera proportionnée à l'expérience du candidat.

Si cette tâche convient à vos intérêts et à votre profil, veuillez poser votre candidature s/rf 6 749 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

مكتبة في الجزائر

هكذا من الأصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

HISPANO-SUIZA

Nous recherchons pour notre Division Inverseurs de poussée, un

INGENIEUR BUREAU D'ETUDES

Spécialistes des équipements aéronautiques et nucléaires des turbines industrielles et matériels d'armement, nous appartenons au Groupe SNECMA, 26000 personnes dont 3200 cadres, qui poursuit une politique active de recherche et de développement de technologies avancées.

Il participera aux travaux de conception de structure et assurera la coordination du bureau d'études inverseurs avec les secteurs essais, calculs... d'HISPANO-SUIZA, ainsi qu'avec les bureaux d'études des coopérateurs et sous-traitants. Il sera chargé de représenter le bureau d'études inverseurs à l'extérieur de la Société. Pour ce poste, nous souhaitons recruter un Ingénieur Mécanicien diplômé Grande Ecole (Sup'Aéro, Arts & Métiers...) ayant une expérience de 2 à 5 ans en bureau d'études. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable. Lieu de travail : Le Havre. Merci d'adresser sous référence M3/85, lettre, curriculum vitae et prétentions à SNECMA, Département Encadrement, 2, bd Victor, 75724 Paris cedex 15.

GROUPE SNECMA

CONTACTER TELEPHONIQUEMENT, UTILISER VOTRE MINUTEUR (H) 30/30/30

COURVOISIER

Filiale d'un puissant Groupe International

Responsable Service
INGENIERIE et
METHODES

Dans le contexte de la réorganisation de notre production, vous serez plus particulièrement responsable des spécifications techniques et des méthodes, fabrication, conditionnement de nos produits finis. Vous assisterez notre Directeur Ingénierie sur les études de faisabilité et investissements nécessaires à la réalisation de nouveaux produits et recommanderez toutes les modifications (process ou composants) concourant à l'amélioration de notre productivité. Enfin, vous organiserez la diffusion de ces dossiers auprès des différentes parties prenantes, en accord avec le service Achats et les fournisseurs. Disposant à 30 ans d'une formation Ingénieur Arts et Métiers, CNAM ou équivalent, vous souhaitez valoriser votre première expérience (Méthodes, B.E.) en intégrant dans votre démarche les aspects économiques (investissements, coûts de production...). Pour ce poste à pourvoir à JARNAC, merci d'exprimer vos motivations dans une lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions, à notre Conseil OCS sous la réf. 2648 M.



29, cours Georges Clémenceau 33006 BORDEAUX
91, rue du Faubourg Saint Honoré 75008 PARIS



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

ECONOMIST/
WATER RESOURCES
SYSTEMS ANALYST

The World Bank, a leading international institution in the field of economic development with headquarters in Washington, D.C., invites applications from qualified men and women for the vacancy of Economist/Water Resources Systems Analyst.

The successful candidate will be assigned to a regional unit in the Water Supply sector to provide its management with advice on all matters related to water resource planning activities in the region. The objective is to develop initially a methodology, and thereafter to apply such methodology, for addressing national and regional water resource allocation issues in the context of economic efficiency, equity in resource distribution, cost recovery, and supply and demand balance. This would involve preparation of water resource inventories, assessment of water needs, and development of master plans within the framework of national water policies in the region.

Requirements

1. A knowledge of systems analysis applied to water resources (this requires an understanding of engineering, economic, hydrologic, and systems analysis techniques relevant to the planning and management of water resources);
2. Micro-economic theory, public finance, and application of water resource planning techniques in practice;
3. Knowledge of French is desirable;
4. Ability to work harmoniously and effectively in an interdisciplinary team.

The World Bank offers a competitive salary and benefits package. Please send a detailed curriculum vitae to the following address, quoting reference number: 54-FRA-0107.



The World Bank
Staffing Division
Personnel Management Department
1818 H. Street, N.W.
Washington, DC 20433

Filiale d'UNILEVER P.L.C. exerçant des activités commerciales et industrielles dans 12 pays d'Afrique noire francophone, nous renforçons notre position de leader sur le marché des textiles et nous recherchons plusieurs

CHEFS DE PRODUIT
textile pour l'Afrique

après une période de formation, il prendra la direction (approvisionnement, vente et gestion) du département textile d'une de nos Sociétés opérationnelles. Il aura la responsabilité d'un chiffre d'affaires annuel pouvant aller de 2 à 12 milliards de C.F.A.

Les candidats retenus devront justifier d'un réel professionnalisme dans les techniques de commercialisation des tissus et si possible des imprimés africains.

La possession d'un diplôme d'enseignement supérieur orienté vers cette fonction serait souhaitée mais la personnalité sera déterminante.

Les possibilités d'évolution de carrière dans d'autres secteurs géographiques du Groupe réguleront la pratique de la langue anglaise.

La rémunération et les avantages annexes sont liés au statut d'expatrié et correspondent à l'expérience exigée.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous réf. 855 à CURRICULUM, 4, Rue Tronchet 75008 PARIS.

Carrière
pâtes et papiers

H.A. SIMONS (INTERNATIONAL) Ltée, l'une des sociétés les plus en vue du Canada et qui fournit des services d'ingénierie à l'industrie des pâtes et papiers sur le plan mondial, recherche des ingénieurs de procédé pour postes à combler immédiatement.

Les postes à pourvoir se situent au bureau de Montréal et les candidats doivent avoir les qualifications suivantes :

- Un profil d'au moins dix années d'expérience dans le domaine des pâtes et papiers.
- Familiarisation avec la conception de diagrammes de procédé et de contrôle, la fabrication de pâte kraft, thermo-mécanique et chimico-thermomécanique, la préparation de paramètres de procédé, etc.
- Diplômés d'une école d'ingénieurs, spécialité génie chimique.

Les candidats devront pouvoir avec leurs diplômes poser leurs candidatures à l'ordre des ingénieurs de la province de Québec.

SIMONS offre une rémunération motivante, en relation avec l'expérience acquise, un large éventail d'avantages sociaux, tels que, entre autres, assurances maladie, accident, plan de retraite, vacances, plan d'intéressement différé aux bénéfices, importante indemnité d'expatriation, etc.

Le bilinguisme (anglais et français) serait un avantage.

Des entrevues locales auront lieu les 28, 29 et 30 mai à Paris. Nous ferons connaître l'heure et l'endroit de ces entrevues en temps utile.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae à l'adresse ci-dessous indiquée avant le 22 MAI PROCHAIN.

SIMONS

Service du Personnel
H.A. Simons (International) Ltée
85, rue Ste-Catherine ouest, 9^e étage
MONTREAL (Québec) H2K 3P4
Tél. (514) 284.3676



Leader européen dans la fabrication d'imprimantes spécialisées, poursuivant son expansion à l'exportation (- de 50% du C.A.), recherche son

Responsable Commercial

pour les U.S.A.
Le poste est basé à Paris

La Mission :

- Poursuivre notre pénétration, directe et par l'intermédiaire de distributeurs, du marché américain.
- Assurer la coordination avec le siège, ainsi que la gestion de notre équipe basée aux U.S.A.

L'homme :

- Sa formation d'ingénieur a été si possible complétée par une formation commerciale.
- Il a en tout cas un tempérament commercial.
- Il a au moins cinq années d'expérience professionnelle réussies derrière lui.
- Il doit être capable d'assumer les responsabilités qu'impliquent l'importance du marché.
- Il est bilingue anglais-français.

Les déplacements sont de l'ordre de 50% de son temps.

Envoyer Curriculum-Vitae avec photo et prétentions

sous référence LM 2904, Service Personnel - I.E.R.

12, rue Sébastopol - 92400 COURBEVOIE

3, rue de la République - 92400 COURBEVOIE

3, rue de la République - 92400 COURBEVOIE

3, rue de la République - 92400 COURBEVOIE

3, rue de la République - 92400 COURBEVOIE

3, rue de la République - 92400 COURBEVOIE

3, rue de la République - 92400 COURBEVOIE

3, rue de la République - 92400 COURBEVOIE

3, rue de la République - 92400 COURBEVOIE

3, rue de la République - 92400 COURBEVOIE

3, rue de la République - 92400 COURBEVOIE

3, rue de la République - 92400 COURBEVOIE

3, rue de la République - 92400 COURBEVOIE

3, rue de la République - 92400 COURBEVOIE

3, rue de la République - 92400 COURBEVOIE

La région de Haute-Normandie
recherche pour son service des lycées
en cours de construction

UN INGENIEUR
DES TRAVAUX PUBLICS

Il sera chargé de la programmation et du suivi de la politique régionale en matière de construction et d'entretien des bâtiments scolaires que la Région aura à gérer à partir du 1^{er} janvier 1986.

UN ATTACHE OU CONSEILLER
D'ADMINISTRATION SCOLAIRE
ET UNIVERSITAIRE

(BRANCHE ADMINISTRATIVE FINANCIERE SOUHAITEE)
Il sera chargé de préparer les décisions du conseil Régional dans le domaine de la gestion budgétaire des établissements scolaires.

La priorité sera donnée aux candidats ayant une expérience de quelques années dans des fonctions similaires.

Adresser candidatures et C.V. détaillé avant le 20 MAI 1985 à M. le président du conseil Régional de Haute-Normandie, direction générale des services administratifs

QUAI JEAN-MOULIN,
76036 ROUEN CEDEX.

Téléphone : (35) 62-81-88 P. 873.

Importante P.A.E. régionale SUD-EST
recrute

UN INGENIEUR MANAGER

expérimenté dans les domaines des
manutentions terrestres, transports, levage,
montages, entrepôts d'usines, pour la
direction d'un centre d'exploitation à
rayonnement national.

Si vos atouts sont : un tempérament de
gagneur, une capacité de management et
d'organisation, des talents de commercial,
rejoignez notre équipe.

Adresser votre candidature à notre conseil
sous réf. 111019



Cabinet Le Trotier
Immobilier Le Chevalier
av. Ferdinand de Lesseps
13090 AIX-EN-PROVENCE
Réponse et discrétion assurées.

Une importante société fabricant et commercialisant des produits électro-mécaniques de grande série concernant le secteur grande consommation produits électro-ménagers, recherche pour faire face à son développement de nouveaux produits.

2 Ingénieurs

et

2 Techniciens Supérieurs
Projeteurs

pour son département
études et nouvelles activités.

Les candidats âgés d'au moins 26 ans, de formation électro-mécanicien (ingénieurs AM ou similaire et BTS bureau d'études) auront acquis une première expérience en entreprise industrielle. Anglais souhaité. Connaissance des plastiques nécessaire. Ces postes sont à pourvoir dans une importante ville de Rhône-Alpes.

Envoyer sous référence IT 271 à Lévi Tournay Ascom
31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02
qui transmettra

IMPORTANT GROUPE BANCAIRE NATIONAL
offre :

JEUNES DIPLOMÉS(EES)

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR (gestion, économie, finance, comptabilité, commercial)

CHARGE EVENTUEL DE CARRIERES,

selon capacités, dynamisme et ambition.

Une première expérience, même courte de la vie en entreprise serait appréciée.

Libérés des obligations militaires.

Envoyer lettre motivée, C.V., photo et prétentions à
SUD-OUEST CONSEIL, 97, r. Riquet, 31000 Toulouse.

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



legrand®

Premier constructeur Européen d'appareillage électrique d'installation

RECHERCHE

Pour sa direction des systèmes d'information basée au siège à

LIMOGES

Utilisant des ordinateurs

IBM-308x, 4341/2, 20x PDP-VAX, 40x IBM 34-36-38, de nombreux terminaux

INGÉNIEUR RÉSEAUX

Possédant une expérience confirmée des architectures IBM, ou DEC ou les deux pour définir et diriger l'installation de réseaux SNA et DECNET avec passerelles entre ces réseaux.

INGÉNIEUR SYSTÈME MVS

Pour animer une équipe assurant :

- Les différentes évolutions des configurations 308x, 4341, PDP, VAX... sous MVS-370, MVS-XA, VM, RSX, VMS
- Le suivi des installations centrales - RMF, SLR...
- Une participation à l'automatisation de la production - OPC...

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à :
LEGRAND - Direction du Personnel
128, avenue du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny
87045 LIMOGES CEDEX
(discretions assurées).

Important groupe bancaire

CREDITMAN

Après intégration d'un an en stage pendant il sera confier un portefeuille d'entreprises pour assurer la responsabilité au niveau :

- relations commerciales
 - analyse des risques
 - montage des dossiers de crédits
 - suivi des en-cours
- Ce poste, basé au Mans, est adressé à un jeune diplômé d'environ 30 ans possédant une première expérience d'exploitation ou en milieu bancaire, organisée, flexible, capable de prendre des initiatives.

Merci d'adresser votre dossier sous la référence 4150 à Météo-Système, 2 rue de la Tour-de-Daumesnil 75009 Paris.

Futur directeur production

Centre-Ouest

Méthodes et gestion de production - Cette PME (320 personnes) du secteur des biens d'équipement prend un nouveau départ depuis son intégration à un important groupe national (85 sociétés). Dans le cadre d'un plan de développement, le directeur général recherche son futur directeur de production. Disposant de bons moyens industriels et de gestion (chaîne moderne à commande numérique, IBM 38...), il supervisera dans un premier temps le B.E., les méthodes, l'ordonnement-lancement (30.000 références) et les approvisionnements. Il deviendra progressivement directeur de production en englobant les problèmes de fabrication, d'achats et d'entretien. Ce poste essentiel dans le plan de l'entreprise intéressera un ingénieur diplômé (ou équivalent) âgé d'au moins 32 ans, possédant une solide expérience des méthodes, de l'organisation industrielle et de la gestion de production automatisée. La rémunération annuelle, de l'ordre de 250.000 francs, tiendra surtout compte de l'expérience offerte. Ce poste est à pourvoir dans une ville (jyco) agréable du Centre-Ouest de la France. Ecrire à J. MOUNIER en précisant la référence A/2670M.

PA

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable commercial export

Cette filiale de THOMSON (330 personnes) réalise des biens d'équipement. Jouissant d'une excellente image de marque, de qualité et de service, elle recherche un responsable commercial export. Dans le cadre de son développement, elle recherche un commercial export. Très autonome sur le terrain, il aura pour mission d'accroître les ventes de la société auprès de clients directs, mais aussi d'agents et de revendeurs. Sont concernés dans un premier temps l'Europe, le Moyen-Orient et à terme la grande exportation. Ce poste pouvant évoluer vers d'autres sociétés du groupe, s'adresse à un candidat d'au moins 28 ans, de formation supérieure et possédant une forte expérience de la vente de biens techniques à l'export incluant études, devis, négociations et financements. Il est bien sûr indispensable de posséder parfaitement l'anglais. La rémunération ainsi que l'évolution sont motivantes pour un candidat de valeur. Le poste est basé dans une région agréable du centre de la France. Ecrire à B. COULANGE en précisant la référence A/2667M.

PA

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Leader français du mobilier contemporain de haut de gamme, recherche pour faire face à son développement à l'export, une

Assistante commerciale trilingue anglais-espagnol

formation exigée du niveau
Maîtrise langues étrangères appliquées

Au sein du petit service chargé des relations avec la clientèle grande exportation, il lui sera confié des travaux variés faisant appel à son sens de la communication, à son goût pour le travail administratif et pour l'organisation. Ce poste s'adresse à une personne maîtrisant la pratique de la dactylographie et qui possède une excellente maîtrise de l'anglais et de l'espagnol parlés et écrits. Elle devra être capable de travailler dans la société, dans la campagne de l'AIN à 60 km à l'est de LYON. Sans être indispensable, la connaissance des problèmes du crédit documentaire serait appréciée.

Ecrire au CABINET GATIER, 32 rue Barrière, 69006 LYON, sous réf. 012 M.

ligneroset

Jeunes ingénieurs

Arts et Métiers

Annemasse - Ce laboratoire pharmaceutique de très bonne notoriété recherche, dans le cadre du développement rapide de son centre de production d'Annemasse, deux jeunes ingénieurs. Le premier, sous l'autorité du pharmacien responsable de ce centre, animera et gèrera le service entretien, participera aux décisions relatives aux besoins futurs en travaux neufs et en matériel dont il assurera l'implantation et la maintenance. Il veillera, en outre, à optimiser le processus dans le cadre de la législation en vigueur. Le second, sous l'autorité du directeur technique basé à Paris, assumera la responsabilité du développement à Annemasse d'une nouvelle activité de fabrication d'articles de conditionnement en matière plastique et de l'animation de l'équipe qui y participe. Nous souhaitons rencontrer de jeunes ingénieurs justifiant d'une première expérience professionnelle significative. Pour le second poste, une bonne connaissance des matières plastiques et une bonne pratique de l'anglais seront des atouts supplémentaires. La rémunération sera fonction du profil des candidats retenus. Ecrire à Ph. BONNEFOY en précisant la référence A/3866M.

PA

78, Bd dn 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

SBCIC SOCIÉTÉ BORDELAISE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

recrute

CADRES D'EXPLOITATION (H/F)

pour renforcer ses équipes de directeurs d'agences (réf. 1/EXP/85) et de chargés de clientèle d'Entreprises (réf. 2/EXP/85).

Ces postes exigent :
- Une formation supérieure (Ecoles, Universités, ITB).
- Une expérience bancaire dans l'exploitation de 3 à 5 ans.

Les candidats acceptant une mobilité minimum devront être rompus à l'action commerciale, efficaces dans la gestion et sensibilisés aux relations humaines.

Les postes sont à pourvoir à BORDEAUX et dans sa communauté urbaine.

Adresser les candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo et prêt sous référence choisie à : Nicole CORTES, Direction des Relations Humaines et Sociales, S.B.C.I.C., B.P. 501, 33001 BORDEAUX Cedex.

Vos idées d'aujourd'hui, les techniques de demain...

Nous sommes l'un des plus importants équipementiers aéronautiques français. Nous développons notre potentiel de recherche et d'étude de produits nouveaux, afin d'accompagner notre réussite commerciale ; deux fonctions peuvent vous être proposées :

ingénieurs concepteurs de circuits intégrés spéciaux

Ingénieur électronicien, vous avez conçu depuis quelques années des circuits prédiffusés ou cell arrays. Vous parlez la langue anglaise.

Selon vos goûts et votre expérience, deux axes peuvent vous être proposés :

- Développement de circuits intégrés et des méthodes de tests associés ;
- Etude et mise en place des moyens de conception, des logiciels associés et formation des utilisateurs, maîtrise de l'outil CAO des règles d'implantation et de la technologie des semi-conducteurs.

Ces postes, dépendant du chef de projet C.I.S., sont en liaison permanente avec les services internes (Industrialisation, utilisateurs...) et avec les fournisseurs.

REF. CIS/LM

ingénieurs composants

Ingénieur électronicien, vous possédez de plus une bonne connaissance de la langue anglaise.

Au sein de l'équipe responsable de l'intégration des composants dans nos équipements, vous prendrez progressivement la responsabilité d'un domaine de spécialité. Vous conseillerez les équipes-projets dans leurs choix de composants.

Vous définirez les essais d'évaluation et d'homologation des composants.

Vous êtes en relation avec de nombreux partenaires, internes ou externes.

REF. ICA/LM

Ces postes sont à pourvoir à Valence



Envoyez votre dossier de candidature en précisant le ou les références (s) choisie (s) au responsable du recrutement, Crouzet SA, Direction du Personnel, 26027 Valence Cedex.

S.G.T.E.

RECRUTE POUR SON département équipements Westinghouse, usine du Mans.

1 INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN

pour études de convertisseurs d'énergie. Connaissances en électronique courantes, très nécessaires.

1 INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

pour études de convertisseurs d'énergie (électronique et électronique de puissance). Connaissances en micro-informatique seraient appréciées.

Envoyer C.V. détaillé à : J. GUYON S.G.T.E. BP 66, 72002 LE MANS CEDEX qui transmettra votre candidature avec discrétion.

Alsace

Ingénieur Chimie ou Textile : La technique au service du commerce international

ROLLIN - 350 pers. - nous faisons partie du Groupe Chimique Américain GRACE (75000 pers. dans le monde). Implantés en Alsace, nous fabriquons des produits de haute technologie pour des marchés industriels diversifiés. Notre vocation fortement exportatrice (70% du C.A.) et le développement technique de nos produits nous permettent de maintenir un taux de croissance continu et une position de leader sur nos marchés.

Pour participer à la conception, la mise au point et le suivi en clientèle de produits nouveaux, résoudre les problèmes d'application, assister les ventes, en bref, pour assurer l'interface entre les besoins techniques des clients et le Marketing/Développement de ROLLIN, nous recherchons un INGÉNIEUR. De formation textile ou chimie, c'est un homme maîtrisant bien les techniques de fabrication de l'industrie textile (il vient dans l'atelier du tissage textile) et très ouvert aux relations commerciales. De plus, sa mobilité pour les déplacements et sa connaissance de langues étrangères (allemand et anglais) le préparent à assurer pleinement une carrière internationale.

Le poste est basé au siège de l'entreprise en Alsace.

Nous remercions les candidats intéressés d'adresser leur dossier de candidature, en précisant rémunération actuelle sous réf. 900 à notre Conseil, Carole de CHILLY l'examinera en toute confidentialité.



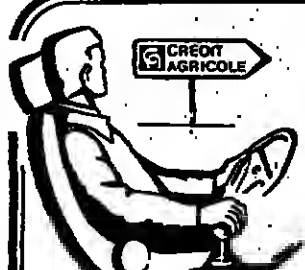
ALGOE

9 bis route de Champagne, 69134 ECULLY Cédex

MEMBRE DE SYNTHEC

2 Ingénieurs

2 Techniciens Supérieurs Projeteurs



Enclenchez la vitesse supérieure en prenant le volant du Bon sens !

C'est possible au sein de notre Caisse Régionale (région Est) qui est en mesure d'offrir une opportunité exceptionnelle à

3 Jeunes Diplômés au profil franchement Commercial

- un commercial performant qui soit capable de prendre à très court terme la direction d'une agence. (réf. K 1)

- un Assistant Commercial : une première expérience bancaire serait intéressante mais pas indispensable. Nous recherchons un homme de terrain, insouciant et percutant, capable d'engager une dynamique au sein d'un réseau de plus de 200 personnes. Il s'intégrera dans une petite équipe rattachée à la Direction Commerciale. (réf. K 2)

- un Homme "Marketing" chargé des études. Ses qualités de méthode et de jugement ne devront pas occulter ses aspirations et sa capacité à devenir un homme de terrain. (réf. K 3)

Débutant ou expérimenté, l'essentiel est de posséder un sens très fort de la vente, beaucoup d'enthousiasme, le goût du conseil et du contact avec la clientèle ainsi qu'une aptitude marquée pour l'encadrement d'une équipe. Le reste, nous nous chargeons de vous l'apprendre.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, en précisant la référence correspondante au poste choisi, à notre Conseil Cabinet DORNIER Consultants BP 2032 - 25000 BESANCON



السلامة في العمل

هكذا آمنه الأصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Imaginons votre avenir ensemble

Hewlett-Packard France : 56 % de croissance du C.A. en 1984, 3000 personnes, 3^{ème} exportateur de matériel informatique en France, leader dans le domaine de l'instrumentation électronique. Les signes de cette expansion : le démarrage d'un nouveau site industriel à Lyon - l'île d'Abeau. Les fondements de cette réussite : des solutions commercialement adaptées, une forte capacité d'innovation, la gestion attentive des ressources humaines. Hewlett-Packard France favorise le choix des carrières dans un environnement international où les activités sont très diversifiées et où l'autonomie, le sens du défi et la mobilité sont des critères porteurs d'évolution et de réussite.

TELEINFORMATIQUE Line Product Manager

Au sein du Service Marketing de notre Division Réseaux, le Product Marketing analyse les besoins de nos clients, propose de nouveaux produits qui seront destinés au marché mondial. Il suit les études et la production, définit les prix de vente et prépare l'introduction sur le marché.

Notre Product Marketing Manager souhaite s'attacher plusieurs collaborateurs de haut niveau afin de leur confier des responsabilités dans des départements organisés par ligne de produit.


En relation permanente avec le service Recherche et Développement de Grenoble et périodiquement avec ceux de nos autres sites, les ingénieurs du service sont aussi des hommes de terrain qui visitent nos clients avec notre force de vente.

Ces postes requièrent une excellente formation scientifique supérieure, de préférence informatique, doublée d'un diplôme de type MBA, ISA, INSEAD et d'une expérience marketing de 3 à 10 ans dans le monde de l'informatique ainsi qu'un sens aigu des affaires.

Pour ce poste basé à Grenoble, la maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature - CV, photo et prétentions - sous référence 4174, à Pierre FANTOBO, Service Recrutement, Hewlett-Packard France, 5 Avenue Raymond Chanas - 38320 EYBENS.

Hewlett-Packard France :
le partenaire de vos ambitions.



**HEWLETT
PACKARD**

Dans le cadre de son développement
la **BANQUE HERVET**
recherche pour sa succursale de
TOURS
**EXPLOITANT
classe V**

pour assurer la gestion d'un portefeuille de **clients entreprises**.
Votre première expérience de 2 à 4 années dans la fonction s'appuie sur un diplôme de l'enseignement supérieur ou bancaire.

Ce poste présente de réelles possibilités d'évolution pour des candidats souhaitant mettre à profit leur esprit d'initiative et leur sens des responsabilités.

Envoyer lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à
BANQUE HERVET, Monsieur BARDON, Direction des
Relations Sociales et du Personnel, B.P. 126 - 18003
BOURGES CEDEX.

**BANQUE
HERVET**

legrand®

- Leader européen de l'appareillage électrique d'installation.
- CA 4 milliards de francs.
- 13 000 personnes.
- Nombreuses unités de production en France et à l'étranger.

Ingénieur méthodes

Directement rattaché au responsable du département, il a pour mission l'assistance et le conseil auprès des filiales du groupe principalement en ce qui concerne :

- la définition des besoins
- l'optimisation des procédés

Basé à Limoges le poste nécessite de fréquents déplacements en France et à l'étranger. La pratique de l'anglais est vivement souhaitée.

Vous avez une formation d'ingénieur (AM, INSA, ou équivalent) une expérience de 5 ans minimum dans la fonction méthodes, une approche concrète des problèmes et le goût des responsabilités.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. 1587 A, à Etienne Simonnet, OC Conseil, 15 rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines

AFCOREM

Futures connexions

Ingénieur commercial confirmé Toulouse

réf. CO/VE/2

Vous commercialiserez chez nous des solutions complètes réseaux faisant intervenir tous les produits de la gamme. Un parc établi vous aidera à développer votre activité auprès d'une nouvelle clientèle : nous vous demandons de la gérer et de la prospecter en établissant des contacts à tous les niveaux d'interlocuteurs.

Vous serez responsable de votre région et devrez assurer la charge de constituer une équipe et de l'encadrer.

Ingénieur commercial junior Strasbourg

réf. CO/VE/16

De formation supérieure, vous avez acquis une première expérience de 2 à 3 ans dans la vente de systèmes informatiques. Vous commercialiserez des solutions applicatives faisant intervenir des fonctions locales et réseaux.

Nous vous demandons de maîtriser une approche commerciale orientée vers des solutions de l'organisation de l'entreprise de vos clients. Nous vous apporterons en complément la connaissance des télécommunications.

En vous faisant partager son savoir-faire en télécommunications informatiques, I.T.T. Data Systems permettra de valoriser votre professionnalisme et de donner une autre dimension à votre carrière grâce à vos compétences personnelles.

Didier Vandamme 545 67 05
Dossier de candidature à adresser sous référence choisie à
I.T.T. Data Systems France, Tour Maine - Montparnasse,
33 avenue du Maine BP 148, 75755 Paris Cedex 15.

I.T.T.
ITT Data Systems

Entre vous et nous : le dialogue.

ENTREPRISE DE COMMUNICATION
recherche pour le
SUD DE LA FRANCE
son

HOMME RADIO

Capable, grâce à sa formation et à son expérience de :

- gérer et développer un réseau de radios locales (programmes, techniques, finances...)
- animer le réseau commercial pour augmenter les recettes publicitaires
- proposer des améliorations aux structures existantes.

Le candidat idéal est jeune (30/35 ans) et "branché". C'est un bon commercial, double d'un gestionnaire avisé et il possède toutes les qualités propres à un homme de communication : la créativité, le sens de la décision et une réelle aptitude à la "réflexion productive".

Vous êtes un professionnel ? Pas de problème, votre rémunération sera à la hauteur de vos capacités.

Envoyez avec C.V. : photo et prétentions sous réf. 87485 M à
BLEU Publicité - 17, rue Labet - 93007 VINCENNES CEDEX.

Le management de grands projets

Cabinet français d'ingénieurs conseils, spécialisé dans le management de projets d'investissements industriels, bâtiments et hôpitaux.

Pour assurer l'organisation et la gestion des projets, nous souhaitons rencontrer un jeune ingénieur (25/30 ans) doté d'une double formation : Génie Civil ou Mécanique + IAE, ICG, et une expérience significative d'environ 2 ans.

Ce poste exige outre des compétences techniques évidentes, des qualités d'adaptation, le sens de l'animation et une bonne aisance dans les contacts.

Disponibilité pour de nombreux déplacements.

L'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 907 M à la Société ALGOE.

ALGOE 9 bis route de Champagne
69134 ECULLY Cédex

MEMBRE DE SYNTec

IBM IBM IBM IBM IBM IBM

NOTRE CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES
SITUÉ À LA GAUDE PRÈS DE NICE

RECHERCHE

UN(E) ANALYSTE FINANCIER

(Préparation de budgets, contrôle des résultats
et analyse des écarts).

- Les candidats doivent être de formation HEC, ESSEC ou ESCP.
- Ils peuvent être débutants ou avoir une courte expérience professionnelle.
- Ils doivent avoir une bonne connaissance de l'anglais.

Une évolution de carrière est envisageable au sein de la Compagnie.

Merci d'adresser lettre de candidature et C.V. détaillé sous référence GSC à l'attention de Louis SAHUC - Service du Personnel - IBM France - 06160 LA GAUDE.

IBM IBM IBM IBM IBM IBM

Secteur BTP

Nice

Un ingénieur ESTP ou équivalent pour seconder notre D.G.

Mettre en place un système de gestion prévisionnelle, suivre les résultats des chantiers ; coordonner et organiser les moyens logistiques et matériels : telles seront les missions de notre futur collaborateur.

Ce poste est destiné à un homme possédant une excellente pratique de la fonction méthodes - organisation et gestion de la production acquise dans une grande entreprise, ou encore comme interface technique/gestion au sein d'une entreprise moyenne. A 35 ans environ, il est prêt à s'impliquer à fond dans une fonction pleine d'avenir.

Merci d'adresser votre candidature à notre Conseil ALGOE sous réf. 908 M.

ALGOE 9 bis, route de Champagne
69134 ECULLY Cédex

MEMBRE DE SYNTec

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Responsable de l'audit interne

Diplômé d'une École Supérieure de Commerce ou d'Ingénieurs, vous avez, depuis 3 à 5 ans, exercé le métier d'audit en entreprise ou en cabinet. L'utilisation de l'outil informatique vous y est devenue familière. Vous souhaitez maintenant valoriser cette expérience dans une entreprise qui vous permettra d'évoluer au sein d'une Direction Financière... ou vers d'autres fonctions.

Les BRASSERIES KRONENBURG - 2,7 Md de F de C.A., 2.700 personnes, leader en France sur le marché de la bière, en forte expansion sur le plan international - vous proposent la responsabilité de leur Service Audit Interne.

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, vous prendrez en charge des missions d'audit très opérationnel sur l'ensemble des fonctions de la société et de ses filiales françaises et étrangères. Au-delà de l'analyse des systèmes de gestion existants et de leur amélioration, vous jouerez un rôle très important de conseiller lors de la mise en œuvre de nouvelles procédures.

Basé à Strasbourg, de nombreux contacts vous amèneront à vous déplacer en France et à l'étranger. Une bonne pratique de l'anglais est donc souhaitée.



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 7384, au président administratif, à BSN, Services Recrutement Cadres - 7, rue de Thibaut, 75008 PARIS Cedex 08.

CARPANO ET PONS

"AUTOMATISMES ÉLECTROMÉCANIQUES ET ÉLECTRONIQUES 'SIBEL'"

Notre Société (800 personnes - C.A. 240 MF), spécialisée dans les automatismes électromécaniques et électroniques pour applications domestiques et dans la connectique en téléphonie, recherche

CHEF DE PROJETS IBM 38 GAP III

rattaché à la direction financière, vous serez responsable des études et animer une petite équipe.

De formation supérieure et homme d'expérience, vous maîtrisez le système 38 et possédez de bonnes compétences en gestion de production et une pratique de MAPICS.

Adresser lettre, CV et prétentions sous référence 41 229 à CARPANO ET PONS, Direction du Personnel, BP 43 74301 CLUSES CEDEX.

EST DE LA FRANCE (230 km de Paris)

Importance accrue, en expansion, spécialisée dans la fabrication de produits destinés à la construction, recherche

ATTACHÉ(E) DE DIRECTION

Sous l'autorité du Directeur Général, il (elle) assurera les missions de relation avec les filiales et le suivi de dossiers et assistera le Directeur Général dans les domaines de la vie interne et de la gestion de la société.

Le (a) candidat(e) sera âgé(e) de 30 ans environ, de formation universitaire (École Supérieure de Commerce ou Institut d'Études Politiques) et possèdera une connaissance approfondie de l'anglais.

Il (elle) pourra en outre justifier d'une expérience de quelques années à un poste similaire en milieu industriel.

Les qualités de personnalité : sens affirmé de l'organisation, esprit d'initiative, capacité d'adaptation à des tâches multiples et variées, seront considérées dans l'attribution de ce poste.

Si cette offre vous intéresse, envoyez votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions) à UNIVERSAL COMMUNICATION, sous référence LM/119, 122, rue de la Halle, 1030 Bruxelles, Belgique (Réponse et discrétion assurées).

IMPORTANT ORGANISME DE FORMATION recrute

INGÉNIEUR

pour postes d'ENSEIGNANT EN ROBOTIQUE (automatismes appliqués) basé à Châler (M.-S.-L.). Salaire de départ 173 000 F. Mobilité sur le territoire national exigée.

Adresser C.V., lettre, photo à Carrière Pub., ex réf. 8 895, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui trans.

Imaginons notre avenir ensemble

Hewlett-Packard France: 56 % de croissance du CA en 1984, 2900 personnes, 3^{ème} exportateur de matériel informatique en France, leader dans le domaine de l'instrumentation électronique. Les signes de cette expansion: le démarrage d'un nouveau site industriel à Lyon - l'île d'Abeau. Les fondements de cette réussite: des solutions commercialement adaptées, une forte capacité d'innovation, la gestion attentive des ressources humaines. Hewlett-Packard favorise le choix des carrières dans un environnement international où les activités sont très diversifiées et où l'autonomie, le sens du défi et la mobilité sont des critères porteurs d'évolution et de réussite.

Ingénieurs électroniciens débutants

Qu'attendez-vous de votre première entreprise?

- de réaliser des projets au sein d'équipes performantes
- d'approfondir vos connaissances dans des techniques de pointe
- d'acquies des responsabilités nouvelles humaines et techniques
- d'évoluer vers des fonctions variées dans un environnement international et motivant

La croissance de notre chiffre d'affaires nous amène à recruter des jeunes diplômés dont nous attendons:

- un regard neuf sur nos produits et nos méthodes
- une adaptabilité qui nous est nécessaire (les 3/4 du chiffre d'affaires sont réalisés avec des produits qui ont moins de 4 ans)
- une aptitude à la communication et au travail en équipe qui est essentielle pour réussir à HP.

Les postes d'entrée que nous proposons aujourd'hui sont: Ingénieur Support Technique - Ingénieur Production - Ingénieur Test - Ingénieur Process.

Si vous voulez en savoir plus, ouvrez l'annuaire des anciens élèves de votre école, contactez ceux qui travaillent à HP et... choisissez.

Ces offres vous intéressent si vous êtes diplômés d'une grande école d'ingénieurs (ESE, ENSERG, ENST...) et si vous parlez l'anglais. Ces postes sont à pourvoir GRENOBLE.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature - CV, photo et prétentions - en précisant le poste choisi, sous référence GPCD/19/M, à Blandine THIERY, Service Recrutement, 5 Avenue Raymond Chanas, 38320 Eybens.

Hewlett-Packard France: le partenaire de vos ambitions.



HEWLETT PACKARD

SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS

DE L'INFORMATIQUE A LA MONÉTIQUE

Face à un taux de croissance annuel de l'ordre de 30 %, le Groupe SLIGOS, importante société de services et d'ingénierie en informatique (1.900 personnes, 730 millions de chiffre d'affaires) recherche, au sein du service Cortes Bancaires de la division Moyens de Paiement (monétique):

UN JEUNE INGÉNIEUR RÉSEAU RÉF. 1/1034 NM

Rattaché à un chef de projet, il aura en charge l'analyse et la réalisation d'applications monétiques, sur un réseau à valeur ajoutée (technologie TYMNET) ou au sein d'une équipe d'études spécialisée dans les domaines réseaux et logiciels de base.

Ce poste doit motiver un jeune ingénieur diplômé (homme ou femme) spécialisé en télécommunications, débutant ou justifiant d'une première expérience professionnelle, et possédant de bonnes connaissances en matière de réseau (X 25, SNA, TYMNET...).

Pour ces postes, basés à Blois, la formation est assurée. La lecture de l'anglais technique est indispensable. La rémunération annuelle de départ, attractive, tiendra compte de la valeur et de l'expérience des candidats retenus.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle, sous la référence concernée, à: EGOR OUEST ATLANTIQUE - 15, rue Charles-Monsoleil, 44000 NANTES.

UN ANALYSTE-PROGRAMMEUR CONFIRMÉ RÉF. 1/1034 PM

Associé à différents ingénieurs et chefs de projet, il devra s'intégrer à l'équipe d'études déjà en place et être à même de mener à leur terme les actions qui lui seront confiées dans l'analyse et la réalisation d'applications temps réel sur ordinateurs IBM 30 XL.

Ce poste s'adresse à un jeune candidat, diplômé de l'enseignement supérieur (DUT, BTS ou équivalent), et possédant deux à trois années d'expérience professionnelle, acquises sur grands systèmes IBM, en langage COBOL (et si possible Assembler), dans un environnement temps réel sous CICS.

Crédit Mutuel Méditerranéen

POUR MARSEILLE ET RÉGION MÉDITERRANÉENNE

se développe et recherche

DES INSPECTEURS

Vous êtes cadre de banque avec une formation supérieure et quelques années d'expérience de la fonction.

Vous êtes rompu à la gestion bancaire sous tous ses aspects.

Vous contrôlez les services et pratiquerez l'audit interne de nos agences.

Vous serez chargé de vérifier l'application de la politique générale, en particulier en matière de rentabilité et de développement.

DES DIRECTEURS D'AGENCE

Vous avez quelques années d'expérience de la fonction et une formation bancaire de bon niveau (B.P. minimum).

Vous possédez le sens des responsabilités et de l'autonomie, le goût des contacts et de l'efficacité.

Vous prendrez en charge la gestion et le développement d'une de nos caisses sur tous les plans: comptabilité, organisation, développement commercial, Personnel.

UN ADJOINT AU RESPONSABLE COMMERCIAL

Vous êtes spécialiste des produits bancaires et de leur commercialisation, doté de réelles qualités de communication écrite et orale.

Vous assisterez le responsable commercial, dans l'élaboration d'arguments, le lancement de produits, la coordination et le suivi d'actions commerciales, l'étude des performances.

Vous pouvez également assister nos attachés commerciaux dans leur mission.

Si vous pensez que l'un de ces profils correspond à votre carrière et à vos attentes, contactez-nous en écrivant au Département des Relations Humaines.

FEDERATION DU CREDIT MUTUEL MEDITERRANEE

521 AVENUE DU PRADO - 13008 MARSEILLE.

Crédit Mutuel

LES UNS LES AUTRES

Ingénieur responsable d'études, prenez part à la stratégie Salomon; l'innovation

Leader mondial de l'équipement sportif d'hiver, nous concevons au sein d'un département spécifique des équipements techniques de sport (ski de fond et ski). Rattaché au responsable du BE et en liaison avec les autres services, vous prendrez en charge la conception et la création technique des produits. Le marketing a des idées, à vous de les réaliser en exerçant votre sens de l'innovation et votre dynamisme. Jeune, sportif, imaginatif mais doté d'un bon sens pratique, vous aimez voir se concrétiser vos projets.

Vous avez une formation d'ingénieur généraliste complétée d'une expérience de 5 ans sur des produits grand public et l'utilisation des méthodes CAO/GAO vous intéresse.

Merci d'adresser votre candidature avec CV, photo et prétentions, sous réf. M 885, à notre Conseil Key Men, Rolande Mendon, 2 rue Childebert 69002 Lyon.

هذا هو الحال

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Filiale d'une importante multinationale anglaise, notre société située en banlieue nord-ouest fabrique et distribue des peintures destinées aussi bien aux professionnels qu'au grand public.

Notre direction générale souhaite rapidement intégrer un

Directeur informatique

Actuellement dotés d'un BULL DPS 7, nous souhaitons nous équiper à moyen terme de matériel IBM afin d'harmoniser notre informatique avec celle du groupe.

A la tête d'une équipe de 20 personnes, vous serez chargé :

- dans un premier temps de terminer les développements en cours et de maintenir les chaînes existantes,
- d'élaborer et de négocier le plan et le budget informatique en collaboration avec la Direction Générale,
- de participer au choix du nouveau matériel, à son installation, et à la migration des applications,
- des relations informatiques avec les filiales européennes.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous êtes âgé d'environ 35 à 40 ans et avez une expérience de 2 à 3 ans dans un poste similaire.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Notre groupe peut offrir de réelles possibilités d'évolution à un candidat doté d'un bon potentiel.

Bertrand REVOL vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MRE/GE/DI.



ORDIS - Conseil en Recrutement - 10, rue Auber 75009 PARIS
membre de l'APCOREM

PRECISION MECANIQUE LABINAL

7.500 personnes - 20 Usines en France - 11 Filiales à l'étranger - CA : 2 milliards de Francs
recherche dans le cadre du développement de ses activités à l'étranger



DIVISION CABLAGE AUTOMOBILE

Leader sur le marché français.
Produits exportés en EUROPE, ETATS-UNIS, AFRIQUE.

Jeune cadre export

Formation grande école de commerce : HEC, ESSEC, SUP de CO ou équivalent.

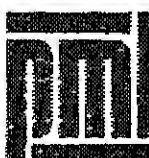
Rattaché au Responsable Export de la Division, il aura pour mission :

- de coordonner des actions commerciales chez les constructeurs automobiles en EUROPE,
- d'animer une équipe de responsables de zone export,
- de participer à la définition de la stratégie commerciale de la division.

Le candidat que nous recherchons aura acquis dans le domaine de l'exportation d'équipements automobiles (ou industriels) une expérience d'environ 5 ans.

Il devra maîtriser parfaitement l'anglais et l'allemand.

A terme, des perspectives de développement de carrière intéressantes peuvent être envisagées à partir de cette fonction.



précision mécanique
labinal

Merci d'adresser C.V. et prétentions à PM LABINAL
Direction des Affaires Sociales -
5, avenue Newton 78390 BOIS D'ARCY.



emplois régionaux

emplois régionaux

Leader européen de la mesure et de la régulation, société du groupe SCHLUMBERGER, recherche pour sa division électricité distribution à POITIERS

Ingénieur marketing

ESE - Télécom - Centrale
HEC - ESSEC - Sup de Co

Il aura à définir les nouveaux produits électroniques de comptage d'énergie électrique, les promouvoir, les gérer et piloter leur évolution sur le marché mondial des distributeurs d'électricité.

Ce poste s'adresse à un candidat débutant possédant une première expérience, maîtrisant l'anglais. Il offre de réelles possibilités d'évolution au sein d'un groupe international de premier plan.

Merci d'adresser votre dossier de candidature - lettre manuscrite, CV, photo et prétentions - sous la référence K5, au Service du Personnel, Enerlec, BP 23, 86361 Chasseneuil du Poitou.

ENERLEC

Schlumberger

groupe

école supérieure de commerce de lyon

recherche

jeune formateur en économie

• ENSAE - Maîtrise d'Economie - ISUP ou DEA d'Econométrie.

• Capable de participer à la conception et à l'animation de programmes de formation avec simulation.

• Connaissances informatiques indispensables.

• Poste d'Assistant-Professeur avec possibilité de développement de Carrière.

Envoyer lettre avec prétentions et C.V. à Mlle COTTIN,

BP 174, 69132 ECULLY CEDEX

PROVENCE : nous sommes une entreprise de services réalisant plus de 2 milliards de C.A. Leader de notre secteur d'activité, nous recherchons un :

organisateur interne

pour le poste que nous venons de créer. Sous l'autorité du Directeur, ses principales missions seront :

- Dans le domaine de l'organisation :
 - de proposer à la Direction un plan directeur annuel organisation,
 - de proposer pour chaque action les moyens nécessaires y compris dans le domaine informatique, le budget, le calendrier, l'évaluation du rapport efficacité-coût,
 - de participer à la réalisation des actions retenues,
 - d'assurer le suivi de la réalisation des plans directeurs.
- Dans le domaine de la structure :
 - de participer à la définition des fonctions.

Nous souhaitons rencontrer un candidat de 30 ans environ, justifiant de quelques expériences au cours desquelles il aura exercé une fonction similaire.

Son intégration et sa réussite seront étroitement liées à ses qualités de rigueur et d'animation, son ouverture d'esprit et sa vivacité.



Merci d'adresser C.V. + photo en précisant vos prétentions sous réf. 409/85 à :
IS CONSEIL - 34, cours Gouffé
13285 MARSEILLE Cedex 6.

PARIS - LYON - MARSEILLE

LE DIRECTEUR de notre département "MARKETING-RECHERCHE et DEVELOPEMENT" éprouve le besoin de trouver un homme POUR LE SECONDER qui soit un :

INGENIEUR D'EXCELLENT NIVEAU

Travaillant dans le MONDE ENTIER, nous concevons, fabriquons et commercialisons des APPAREILS et SYSTEMES D'AMBIANCE (chauffage, ventilation, régulation...) destinés aux BATIMENTS INDUSTRIELS.

Aussi, dans le cadre de notre expansion, nous CREEONS LE POSTE de :

RESPONSABLE BUREAU D'ETUDES Mécanique + Electronique

Disposant de MOYENS REELS (humains et matériels), nous apprécierons vos qualités d'imagination, votre esprit de synthèse, vos talents d'animateur et votre connaissance de la LANGUE ANGLAISE.

Ce poste se situe en BOURGOGNE à DIJON '21'. La rémunération est à la hauteur du poste.

Adressez lettre manuscrite + CV + photo et relative actualisée Réf. 1290.

La documentation de notre entreprise garantit toute demande.

CONSEIL EN RECRUTEMENT

7 place Darcy - BP 1398 - 21051 DIJON Cedex



Accompagnez notre développement !



Société leader dans le domaine de l'Alarme
vous propose de renforcer son Service d'Etudes comme

INGENIEUR ELECTRONICIEN

VOTRE MISSION :

Concevoir, réaliser et mettre au point les logiciels et matériels d'une nouvelle génération de centrales d'alarme.

Ingénieur diplômé, justifiant d'une expérience d'1 à 3 ans en Recherche et Développement, vous avez acquis une bonne connaissance d'un microprocesseur 8 ou 16 bits.

La pratique du PASCAL serait un plus.

Lieu de travail : VELIZY avec déplacements possible France et étranger.

Adressez dossier de candidature complet, en précisant salaire sous réf. M29 à la Direction des Relations Humaines 15/17, avenue Morane Saulnier 78140 VELIZY.

AUTOMOBILES PEUGEOT

recherche

CADRES DÉBUTANTS

- HEC, ESSEC, ESCP

- Double formation,

ÉCOLE DE COMMERCE + ÉCOLE D'INGÉNIEUR APPRÉCIÉE

pour leur proposer des postes de

CADRES COMMERCIAUX

Après formation, ils exerceront sur le terrain, des responsabilités :

- d'animation des Ventes,
- d'organisation Commerciale.

Cette activité implique une grande disponibilité géographique.

La Société et le Groupe offrent

de larges perspectives de carrière en FRANCE et à l'Étranger.

Écrire à :

AUTOMOBILES PEUGEOT direction centrale du personnel

75 Avenue de la Grande Armée, 75116 PARIS

Crédit National



recherche pour son

DEPARTEMENT DES ETUDES ET DU CONSEIL AUX ENTREPRISES

INGENIEUR ECONOMISTE

• Diplômé d'une grande école scientifique et possédant une formation économique ou de gestion (Sciences Eco, Sciences Po...).

• Ayant des connaissances solides en statistiques, économétrie et informatique.

• Avec de préférence une expérience professionnelle de quelques années dans le domaine économique ou financier.

Il lui sera confié des analyses économiques, statistiques et financières sur les sociétés, dans le cadre des missions de ce Département qui réalise des études pour les besoins internes du CREDIT NATIONAL et qui assure également des prestations de conseil aux entreprises.

Prière d'envoyer une lettre manuscrite avec curriculum vitae, salaire souhaité et photo au CREDIT NATIONAL - Service du Personnel et des Relations Sociales 45, rue Saint Dominique - 75700 Paris

Pour vendre les nouveaux grands ordinateurs AS XL 60 et AS XL 80 annoncés le 11 mars 1985.

NATIONAL ADVANCED SYSTEMS

Division de National Semiconductor
et leader sur le marché des ordinateurs compatibles IBM

Recherche :

INGENIEURS COMMERCIAUX GRANDS SYSTEMES (400 000 F +)

Nous souhaitons rencontrer des candidats, ou candidates, de niveau études supérieures, ayant déjà l'expérience de la vente, aimant se réaliser pleinement et « non assistés ». Leur principale qualité est de savoir obtenir rapidement des résultats concrets.

Ces candidats seront amenés à traiter des dossiers importants, demandant rigueur, imagination et compréhension des problèmes liés à l'évolution d'un grand centre informatique. Ils sauront orchestrer le soutien actif d'une équipe technico-commerciale très compétente. Ils devront tisser des relations de confiance avec leurs clients dans le cadre d'une stratégie à long terme.

Nous leur offrons une grande autonomie et une rémunération attractive au sein d'une entreprise très dynamique, ambitieuse et dotée de la stabilité nécessaire.

Voiture de fonction fournie.

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à Madame Mournaud, National Advanced Systems, 11, boulevard Pershing, 75017 Paris (75731-65).

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



CHEF DU SERVICE CENTRALISATION COMPTABLE

De formation comptable supérieure, vous avez une expérience de 5 années en entreprise similaire ou en Cabinet d'Audit. Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire pour la communication avec nos filiales européennes et la maison mère aux Etats-Unis.

Vos fonctions :

- Etablir ponctuellement les états financiers de l'entreprise (C.A. 9 Milliards de Francs H.T.) aux fins de consolidation mondiale en utilisant des moyens informatiques avancés : WANG VS 100, Traitement de Texte, APPLÉ...
- Assurer la conversion de la comptabilité anglo-saxonne régie par les recommandations émises par FASB et SEC vers la comptabilité et fiscalité françaises dans le cadre du Plan Comptable 1982 et des règles fiscales en vigueur.
- Etablir les procédures internes et résoudre les défaillances décelées par le contrôle interne.
- Etre l'interlocuteur des Commissaires aux Comptes et Cabinets d'Audit Externe.
- Fournir toutes statistiques obligatoires.
- Encadrer et développer un groupe de techniciens comptables.

Merci d'adresser votre dossier de candidature + photo à
FORD FRANCE S.A. - Martine SANTOS
344, avenue Napoléon Bonaparte
92506 RUEIL-MALMAISON Cedex

créer, animer, développer notre « module repair center » Sud Europe

NOTRE SOCIÉTÉ

Depuis 6 ans INTERGRAPH est reconnu comme le leader technologique et le plus dynamique des fournisseurs de systèmes d'information graphique interactifs (CAO / FAO).

Notre croissance est très élevée dans le Monde et en Europe. Notre chiffre d'affaires mondial 1984 est supérieur à 400 millions de dollars. Les systèmes interactifs graphiques proposés par INTERGRAPH occupent des unités centrales d'origine DIGITAL.

EQUIPMENT et des matériels conçus, développés et testés par INTERGRAPH aux USA en utilisant les technologies les plus avancées.

Les systèmes INTERGRAPH sont utilisés dans la mécanique, l'électronique, les réseaux de distribution, la conception d'usines, la construction, l'architecture, l'ingénierie, les publications techniques et la recherche pétrolière.

La région Sud Europe, qui comprend la France, l'Espagne, le Portugal, l'Italie, la Grèce et l'Afrique du Nord, a son siège en France.

Pour ces postes, formation aux produits assurée en Europe et aux USA.

La pratique de la langue anglaise est indispensable.

Envoyer C.V. et prétentions à M. MAGI INTERGRAPH FRANCE

Les Mercuriales - Tour du Levant - 40, rue Jean Jaurès - 93170 BAGNOLET.

NOUS RECHERCHONS :

1° UN INGENIEUR

Ecole d'ingénieur ou autodidacte, 30 ans minimum, capable de participer à la mise en place de notre futur « module repair center », en France et d'en prendre la responsabilité.

Son expérience naturelle lui permettra d'animer efficacement une petite équipe de professionnels.

Une bonne expérience en production industrielle électronique ou dans un poste similaire est indispensable.

2° TECHNICIENS

Pour ce poste nous recherchons des candidats de formation BTS-DUT électronique possédant une expérience de 2 à 3 ans en dépannage logique et analogique en poste-forme.

Une expérience sur matériel DIGITAL EQUIPMENT sera appréciée mais non indispensable.



INTERGRAPH



INGENIEURS CONSULTANTS ARCHITECTURE INFORMATIQUE ET RESEAUX

La Division INGENIERIE des SYSTEMES TECHNIQUES de SEMA METRA participe à la conception de Grands Systèmes Informatiques pour les entreprises (Schémas Directeurs, Projets d'Informatique Industrielle...).

Dans ce cadre, vous intervenerez en tant qu'Architecte Informatique pour définir les solutions de répartition des applications, les matériels et logiciels de communications, les réseaux, le calibrage des équipements.

Vous avez de 4 à 10 ans d'expérience professionnelle.

Vos atouts sont :

- une excellente connaissance des architectures logicielles de communications (DSI, SNA et /ou DSA, etc.), des protocoles et procédures de transmission; des réseaux publics, des réseaux locaux, des outils de la télématique...
- une solide culture informatique, appuyée sur certains points forts (systèmes d'exploitation, sécurité informatique, bureautique, simulation de performances...).
- le goût de l'animation, de la synthèse, des méthodologies.

Si cette opportunité de carrière vous intéresse, transmettez votre curriculum vitae et vos prétentions sous la référence

10571/M à Agnès Chauvin, Département Recrutement, Sema Metra,
16/28, rue Barbès 92126 MONTRouGE.

SEMA-METRA



ANALYSTES CONFIRMES - CHEFS DE PROJET

SPÉCIALISTES BULL, POUR RÉUSSIR, INVESTISSEZ BIEN

L'informatique du secteur public connaît un très grand essor.

Avec des références « stratégiques » (comptabilité budgétaire, centrales nucléaires...) la Division INGENIERIE DE SYSTEMES DE GESTION DE SEMA METRA, est un des leaders dans ce domaine.

Vous nous apportez 3 à 6 ans d'expérience comportant la pratique d'un des systèmes BULL; nous vous formerons à MERISE et à nos techniques avancées d'organisation de projet.

Si cette opportunité de carrière vous intéresse, transmettez votre curriculum vitae sous la référence 10570/M à

Agnès Chauvin, Responsable du Recrutement, Sema Metra,
16/18, rue Barbès 92126 MONTRouGE.

SEMA-METRA



JEUNE INGENIEUR RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Cette importante société (filiale du groupe CGE), spécialisée dans l'étude, la fabrication et la commercialisation de batteries de démarrage et de batteries industrielles, souhaite recruter pour son service recherche un jeune ingénieur électronicien.

Rattaché au directeur de la recherche, au sein d'une équipe pluridisciplinaire, le titulaire prend en charge la diversification dans le domaine de l'environnement des batteries; automatisation de certaines tâches, mise au point de systèmes de surveillance.

Pour ce poste à responsabilité, nous souhaitons rencontrer un jeune ingénieur diplômé, de formation électrotechnique ou électronique industrielle. Il a acquis par une première expérience ou par une thèse appliquée à la mise au point d'un produit, la connaissance du laboratoire et des domaines suivants: circuits analogiques, et digitaux, capteurs (mesures physiques), informatique (programmation de micro-processeurs), électronique de puissance.

Pour un candidat de valeur, ce poste peut évoluer à moyen terme vers la responsabilité de toute l'activité électronique de la société incluant production et marketing.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous la référence M19/431 L, à :

EGOR INDUSTRIE

19, rue de Berni 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE

MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO

egor

Région Parisienne

COMPTABLE H/F

Responsable de la comptabilité clients

Ce groupe français distribue des biens de consommation dans le domaine de l'équipement ménager et de l'électrodomestique. Il occupe une position de leader sur le marché et jouit d'une excellente réputation.

Basé au siège, en proche banlieue Nord, le titulaire du poste anime une équipe d'une douzaine de personnes. Il assure la liaison entre le directeur des services comptables et cette équipe. Il a la responsabilité de l'avancement des travaux (pointage des comptes, traitement des avoirs, rédaction des chèques de paiement, passation des écritures) et du respect des objectifs fixés en matière d'arrêt mensuel, de pointage des comptes et des procédures définies.

Agé d'environ 30 ans, le candidat souhaité possède une compétence technique affirmée et le potentiel nécessaire pour assurer pleinement et efficacement cette mission. Il est titulaire d'une expérience d'au moins trois ans dans des fonctions similaires. Statut agent de maîtrise, rémunération fonction de la valeur et de l'expérience.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, en précisant la référence M19/344 Z, à :

EGOR PROMOTION

63, rue de Ponthieu 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE

MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO

egor



contrôleur administratif et comptable

de ses filiales

Basé à Paris, relevant du Directeur Financier du Groupe, en étroite collaboration avec les services opérationnels du Siège et ceux des filiales, il sera le RESPONSABLE du développement et du contrôle des systèmes comptables et financiers des 12 filiales françaises.

Ce poste conviendra à un candidat âgé de 30 ans minimum, formation : Ecole de Commerce + DESS, de préférence complétée par 2 ans dans un Cabinet d'Audit anglo-saxon et pratiquant l'anglais.

Réelles perspectives d'évolution pour un candidat d'envie, rigoureux et méthodique, parfaitement à l'aise dans les contacts humains.

Adresser dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournée) et prétentions, sous référence 21.880-M à H. CARON.



Coopers & Lybrand associés

DIVISION SERVICES FINANCIERS

56, RUE DE PONTHEU 75008 PARIS



INSTITUT NATIONAL DE LA CONSOMMATION

ÉMISSIONS TÉLÉVISÉES
recherche :

JOURNALISTE ASSISTANT (E)

Pour constitution de dossiers-études et repérages.
Envoyer lettre + CV + photo à
I.N.C. Box TÉLÉVISION
50, rue Lecourbe
75722 Paris Cedex 15.

ANALYSTES FINANCIERS

spécialisés dans l'analyse patrimoniale.
Adresser s.v. à : A.P.R.C.
7, rue Nivelle, 75018 PARIS

JEUNE UNIVERSITAIRE

Formation bilingue souhaitée.
Savoirs culture générale et large ouverture d'esprit.
Activité région parisienne.

Adresser lettre manuscrite
C.V. et prétentions à :
Cab. Daniel J.-Claude FERRAND
1, avenue Fauch
Les Chénies 92 86220 HERSLÉY.



CHEF DE PROJETS A FORT POTENTIEL

Notre Groupe de 2.000 personnes représente, avec un C.A. de 730 millions de Francs, une des premières sociétés de Services et d'Ingénierie en Informatique.

Renforçant ses structures, il recherche, au sein de sa Division Services de Gestion, un Chef de Projets pour lui confier, à la tête d'une petite équipe, la totale responsabilité de la conception et de suivi d'applications variées: gestion de fichiers, de stocks, systèmes télématiques divers (VPC, réservation, banque, etc.), essentiellement sur gros systèmes.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé, âgé de 28 ans minimum, pouvant justifier d'une expérience similaire de cinq années au moins acquise sur grands systèmes (de préférence IBM) dans un environnement télématique et bases de données.

Outre son sens relationnel et son esprit de synthèse, nous apprécierons sa créativité, sa rigueur et son autonomie.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, CV, complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M23/1034 L, à EGOR INFORMATIQUE
19, rue de Berni, 75008 PARIS.

هذه هي النسخة

هكذا امسك الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

INGENIEUR *électicien*

BASÉ A HAMBURG (R. F. A.)



3M recherche un ingénieur électicien pour son laboratoire électrique situé à Hamburg et chargé du développement des programmes électriques, électroniques et télécommunications.

Débutant ou justifiant d'une expérience de 2 à 3 ans, la candidat retenu sera issu d'une école d'ingénieurs (option électricité ou électrotechnique) et aura une pratique courante de l'anglais.

Il se verra confier l'élaboration et la mise en place des programmes de développement ainsi que l'assistance technique auprès des différentes filiales du Groupe (France, Belgique, Grèce).

3M Pour ce poste offrant de réelles perspectives d'évolution au sein du Groupe, merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions, sous la réf. 29/LM/F, à Denis FAUCONNET - 3M FRANCE - Département Relations Humaines - Boulevard de l'Oise - 95006 CERGY-PONTOISE Cedex.

UN CHEF DE PROJET A NOTRE IMAGE, DYNAMIQUE

Dotés d'un ensemble d'outils et de matériels à la pointe des techniques informatiques, nous sommes un très grand groupe industriel et commercial à vocation internationale.

Notre dynamisme nous pousse régulièrement vers l'expansion et nous vous proposons ce poste de Chef de Projet, pour participer au développement de nos systèmes de distribution et de gestion commerciale. En contact avec les décideurs et les utilisateurs dans les filiales, vous les guiderez dans les utilisations de moyens sophistiqués : réseaux informatiques IBM, microinformatique à la base d'un IBM PC, accès aux systèmes TELETEL, INFOCENTRE/FOCUS.

Ingénieur de formation ou 3^{ème} cycle universitaire, votre avenir est tracé dans un groupe comme le nôtre. Nos unités fonctionnent toutefois à un rythme de grande PME, vous assurent d'excellentes conditions de travail.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) sous référence M 709 à notre Conseil.

ALPHA CD, 181, avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE



ALPHA-CD

VOTRE DIPLOME D'INGENIEUR (GRANDE ECOLE OPTION ELECTRONIQUE OU INFORMATIQUE) PASSEPORT POUR UNE DIRECTION COMMERCIALE

Mais avant,
il vous faudra faire votre chemin.

MEMBRE DE SYNTHEC Informatique

Nous appartenons à un très grand groupe industriel privé français. Notre activité - conception, commercialisation et implantation d'ensembles de comptages informatisés - est étroitement liée au marché pétrolier international.

La première année, vous interviendrez en tandem avec un ingénieur d'affaires. Vous vous formerez ainsi à nos techniques et méthodes afin de pouvoir rapidement mener des missions commerciales de façon tout à fait autonome.

Outre votre formation d'ingénieur, ce poste implique une pratique aisée de l'anglais, une grande disponibilité pour de nombreux déplacements à l'étranger, des qualités de rigueur et de contact et surtout, un excellent potentiel d'évolution. Car c'est dans l'optique de votre aptitude à prendre une Direction Commerciale que les consultants d'UNILOG étudieront le dossier de candidature que vous leur confierez sous réf. 458.

UNILOG 9 rue Alfred de Vigny
75008 PARIS

DESIGN



TURBOMECA

Brevets SZYDLOWSKI

Secteur Aéronautique

JEUNE CHEF DU PERSONNEL USINE

Le Directeur du Personnel, au siège à BORDES, près de PAU, veut confier à un jeune collaborateur l'ensemble de la fonction pour son usine de la Région Parisienne-Ouest : 200 personnes. A la tête d'un service de 4 personnes, il travaillera en étroite relation avec le Directeur de l'établissement et disposera d'une réelle autonomie dans la solution des problèmes de gestion quotidiens comme dans le développement de l'informatique liée à sa fonction. De plus, il sera régulièrement associé, au Siège, aux négociations sociales de toute la Société.

Ce poste conviendrait bien à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur ayant acquis une première expérience de la fonction en milieu industriel et souhaitant se mesurer à un poste de terrain. Des connaissances en comptabilité et / ou informatique directement liées à la gestion du personnel sont souhaitables. Bien sûr, de réelles dispositions et motivations pour assurer les relations sociales avec l'ensemble du personnel et l'assistance à l'encadrement seront appréciées.

Ce poste est à pourvoir rapidement. Le Consultant d'OCS, auquel nous avons confié cette recherche, vous remercie de lui adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération actuelle, sous la réf. 2833 M.

OCS 29, cours Georges Clemenceau 33000 BORDEAUX
91, rue du faubourg Saint Honoré 75008 PARIS.

WANG

La Bureau *matique et* les six Technologies

- Dans le monde un C.A. de plus de 2 Milliards de \$ - 30.000 personnes.
- En France un C.A. de 500 Millions de Francs - 500 personnes
- 5.000 systèmes installés.
- Une croissance de 40% ces dernières années.

Afin de développer son Département Support logiciel, recherche des INGENIEURS PRODUITS LOGICIELS

- qui - Interviendront en clientèle pour identifier et isoler les problèmes.
 - Assureront l'installation et le paramétrage des logiciels spécifiques (logiciels réseaux et leurs applications, logiciels de bases de données et d'automatisation du bureau).
 - Seront responsables de l'optimisation des performances en clientèle.
- Les candidats, de formation ingénieur en informatique avec 2 ans d'expérience, auront la maîtrise des logiciels.
- La connaissance de l'anglais, des réseaux S.N.A. ou des télécommunications sont des atouts appréciés.
- Si une activité motivante avec de larges perspectives de développement personnel vous intéresse, adressez votre C.V. à Christian REVERT Service du Personnel
- WANG FRANCE S.A. - 78/80, Avenue Gallieni 93174 BAGNOLET CEDEX

Analyste financier Paris - 180 000 F/an

ESCAE (ECOFI) Sciences Economiques + expérience bancaire ou financière

Notre société financière, filiale d'un important groupe industriel leader sur ses marchés, crée à Paris le poste d'analyste financier (h/f).

Agé de 30 ans minimum, de formation supérieure, le candidat aura acquis une bonne expérience d'analyse financière et déjà étudié des dossiers de financement à l'échelle industrielle. Il connaît particulièrement les mécanismes du crédit-bail ainsi que la législation sur les garanties.

Dynamique, actif, appréciant le travail en équipe, son rôle sera :

- d'effectuer une analyse financière approfondie des demandes de crédit ;

- d'en évaluer le risque ;
- puis d'assurer la mise en place des concours accordés.

Ce poste devrait convenir à un candidat ouvert, désireux d'évoluer au sein d'une entreprise en plein développement.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle), sous la référence AF/LM, à notre Conseil qui garantit le caractère confidentiel des dossiers.

ORECI

13, rue de Castellane
75008 PARIS

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE
DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

LANDIS et GYR, groupe international, fabrique et commercialise des produits de renommée mondiale en MESURE COMMANDE ET REGULATION. En France, avec 1700 personnes il réalise un chiffre d'affaires de 800 millions de Francs.

INGENIEUR SYSTEME

Diplômé d'une école d'ingénieurs vous pouvez avoir une expérience de 5 ans dans la conception des systèmes et le développement de logiciels, si possible en thermique du bâtiment ou de l'industrie.

- Au sein de notre Direction Commerciale THERMIQUE vous :
- concevrez, développerez et mettez en place des équipements informatiques.
- développerez des logiciels spécifiques pour notre activité GESTION TECHNIQUE CENTRALISEE.
- apporterez une assistance technique au réseau de vente dans la préparation des projets systèmes.
- participerez à la formation informatique du réseau de vente.

Ce poste d'avenir implique des déplacements de courte durée en Métropole. Nous vous assurons une formation à nos produits, une rémunération intéressante et les avantages liés à notre groupe.

LANDIS & GYR

Merci d'adresser lettre manuscrite et prétentions sous référence CHIA7 à Claude-Hélène DESTEMBERG, LANDIS et GYR, 16, Bd du Général Leclerc, 92115 CLICHY.

scac

Nous sommes une Société de prestation de services et de négoce. Société Mère d'un Groupe national et international de 15 000 personnes, réalisant un chiffre d'affaires de plus de 8 milliards de francs H.T., diversifié dans ses activités :

- Transport International.
- Loisirs et distribution : chaîne de magasins de bricolage BRICORAMA-BRICOEM et agences de voyages FRIEDLAND.
- Négoces : matériaux de construction et combustibles solides et liquides.

Nous recrutons,

UN AUDITEUR INTERNE HF

pour contrôler nos filiales françaises.

Sa mission consiste à faire appliquer les procédures du groupe. Il contrôle sur place la régularité des opérations comptables et assiste chaque filiale sur le plan financier, informatique et fiscal. Il participe à la mise en place des systèmes d'organisation.

Nous souhaitons rencontrer de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, titulaires au minimum du D.E.C.S.

Une première expérience en entreprise ou en cabinet serait appréciée, ainsi qu'une connaissance de l'informatique.

Hommes de contact et de terrain, ils ont du poids personnel et un esprit formateur.

Ce poste est basé à Puteaux et nécessite environ 50 % de déplacements. Le groupe peut offrir de nombreuses opportunités de carrière à un candidat de valeur et d'action.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, accompagnée de C.V., photo et lettre manuscrite à SCAC - Direction Financière 30, Quai de Dion Bouton - 92806 PUTEAUX Cedex.

Importante Société d'études et de conception de Moteurs Diesel recherche pour son service ASSISTANCE TECHNIQUE

officier mécanicien 1ère classe Marine Marchande ou ingénieur

- Ayant expérience moteur Diesel de plus de 1.000 C.V. • Déplacements fréquents France et Etranger • Qualité de réflexion et bonne connaissance de l'anglais nécessaire.

Envoyer C.V. + photo, s/n° 75.141
PUBLICITE ROGER BLEY
101, rue Réaumur - 75002 Paris

SOGEN

groupe SATAM/GENERALE DES EAUX
importante SOCIÉTÉ DE SERVICE dans les domaines de la distribution des carburants, des services à l'automobile et des systèmes thermodynamiques et solaires de chauffage

recherche dans le cadre du développement de sa filiale SOGEN-Energie

UN INGENIEUR

pour concevoir, mettre en œuvre et assister à la vente d'AUTOMATES PROGRAMMABLES de MONITORING des équipements thermodynamiques de régulation des ambiances.

La Technique de Télémaintenance est le prolongement de cette innovation.

Le candidat devra maîtriser :

- l'approche des techniques cybernétiques et leur expression mathématique,
- la programmation BASIC des automates programmables ZLOG ou technologies dérivées,
- le hardware de la détection des paramètres physiques et du microprocesseur

Une bonne connaissance - ou mieux, une expérience de la thermodynamique appliquée à la pompe à chaleur, sera très appréciée.

Les candidats intéressés adresseront lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions à :

SOGEN

Direction du Personnel 32, rue Victor Hugo 92800 PUTEAUX

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

THOMSON-CSF
recherche pour son service
CADRE DÉBUTANT

CADRE DÉBUTANT
(Écoles de Commerces
ou de Gestion)

La connaissance de la micro-informatique serait souhaitable.

Lieu de travail: Métro CARREFOUR PLEYEL.

Merci d'adresser votre candidature à
THOMSON-CSF Division des Travaux
Extérieurs et Services -
Mme LAMAL - 34, boulevard Ornano,
93203 SAINT DENIS.

THOMSON-CSF

Ingénieur commercial

350.000 F



DATA-PACK

Le logiciel financier, tel est le produit sur lequel cette société de distribution et de conseil, filiale d'un groupe anglo-saxon, a fondé son étonnant développement depuis sept années. Pour faire face à la demande croissante des utilisateurs (importantes sociétés françaises et multinationales), elle recherche un ingénieur commercial. Après une formation sur les logiciels, en partie dispensée Outre-Atlantique, il sera responsable d'un secteur industriel français, de la prospection à la vente. Sa mission comprendra notamment l'organisation de séminaires de présentation des produits, la construction d'argumentaires, la réponse aux cahiers des charges, la négociation des contrats et le suivi de la clientèle. Ce poste s'adresse à un commercial déjà spécialisé dans les domaines hard ou soft et possédant un anglais courant. La rémunération annuelle, composée d'un fixe de l'ordre de 70 % et d'un intéressement au chiffre d'affaires, sera de l'ordre de 350.000 francs et devra évoluer rapidement. Ecrire à A. DAVID, en précisant la référence A/2668M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Contrôleur budgétaire

200.000 F

Dans le cadre d'une stratégie globale de renforcement du contrôle de gestion, un des premiers équipementiers automobiles recherche un contrôleur budgétaire pour son siège parisien. Intégré à une jeune équipe de "controllers", où le rôle de chacun est défini sans être figé, il participera activement au travail collectif. Sa mission regroupera principalement l'analyse des résultats mensuels et la rédaction des commentaires, l'établissement du tableau de bord de la société et la réalisation des prévisions de comptes d'exploitation et de bilans mensuels. Il devra également suivre l'évolution des prix et des coûts, participer à l'élaboration des plans triennaux et des budgets, et assurer le reporting. Ce poste s'adresse à un candidat jeune, diplômé d'une grande école de commerce et possédant trois à quatre ans d'expérience dans un service contrôle de gestion tenu à l'américain, où il aura acquis la pratique du reporting. La rémunération annuelle, fonction des compétences, pourra atteindre 200.000 francs. Ecrire à A. DAVID en précisant la référence A/2666M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

**INGENIEUR
CHIMISTE**

ayant de préférence quelques années d'expérience en formulation de produits pour les industries pétrolières, papeterie, textile.

Anglais indispensable.

Après un an en région parisienne, le candidat sera responsable du Laboratoire d'Application situé dans le Sud-Ouest de la France.

Il réalisera, avec le responsable du développement, la mise au point et l'adaptation des produits aux exigences de la clientèle.

Le poste requiert à la fois un travail pratique en laboratoire et le sens des relations avec les services commerciaux et la clientèle.

Adressez C.V., photo, prétentions à
PIERRE LICHOU S.A.,
sans réf. 4557 - BP 220 - 75063 PARIS
Cedex 02 qui transmettra.

jeunes ingénieurs

BUREAUTIQUE. Vous êtes Ingénieur Grande Ecole. Vous débutez ou avez une première expérience de 1 à 2 ans en bureautique. Après une formation à nos méthodes, vous prendrez en charge le développement d'applications complexes en micro-informatique (IBM PC) liées à l'exploitation de nos contrats. Le résultat de votre mission dépendra en particulier d'une bonne connaissance des matériels et des logiciels existant sur le marché pour concevoir et réaliser les développements informatiques liés à nos projets. (Réf. M-85-04)

INFORMATIQUE ET TELECOM. Vous êtes Ingénieur Grande Ecole. Vous débutez ou avez une première expérience de 1 à 2 ans en informatique ou dans les réseaux de communication. Après une formation à nos méthodes, vous prendrez en charge la réalisation de projets informatiques liés à la gestion de notre Société (800 personnes). Le résultat de votre mission dépendra en particulier d'une bonne connaissance des matériels (IBM AS 41) et de votre capacité à étudier et développer des applications complexes. (Réf. M-85-05)

Merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence à Sereite, Service du Recrutement 88, rue Bégonville, 75040 Paris Cedex 12.

serete
ingénierie

Ingénieurs de projet

SPECIALISTES

AUTOMATISATION DE PROCÉDES. Vous avez une expérience récente dans la conception et la mise en place de systèmes automatisés de production en industries manufacturières ou agro-alimentaires. (Réf. 85-18-01)

G.P.A.O. Vous avez une expérience récente dans la conception et la réalisation de systèmes de traitement de l'information associés à la production (gestion des stocks, planification, bases de données techniques...). (Réf. 85-18-02)

INSTRUMENTATION. Vous avez une expérience récente dans la conception et la réalisation de systèmes de régulation industrielle. Vous connaissez les systèmes de régulation distribués et avez une bonne expérience en méthodologie. (Réf. 85-18-03)

Pour chacun de ces postes, nous recherchons des candidats très autonomes, souhaitant prendre la responsabilité de projets plus complexes et diversifier vos compétences. Merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence choisie à Sereite, Service du Recrutement 88, rue Bégonville, 75040 Paris Cedex 12.

serete
ingénierie

Et maintenant, la micro-informatique !

SONY FRANCE entre dans le nom de la micro-informatique Grand Public. Nous créons donc un nouveau Département et à cette occasion nous recherchons des **JEUNES ESC DEBUTANTS** ou des **COMMERCIAUX CONFIRMES** pour :

vendre nos produits micro-informatique

BORDEAUX LYON PARIS

Après avoir déterminé le potentiel de distribution et les prévisions de vente de votre secteur, vous créerez, suivrez et développerez un réseau de revendeurs, chargés de commercialiser nos nouveaux produits micro-informatiques. Responsable des résultats sur votre région, vous saurez véhiculer notre image et être l'interlocuteur privilégié de vos clients. Passionné de micro-informatique ? Bien sûr vous l'êtes. Il vous faut en plus un tempérament commercial, le sens de l'organisation, l'énergie, d'assumer votre mission jusqu'au succès.

Nous souhaitons donc vous rencontrer, et vous exposer ce qu'est pour nous la vie participative au sein de l'entreprise. Adressez votre candidature manuscrite, avec C.V., photo et prétentions, sous la référence MM(en précisant la ville choisie) à la Direction des Relations Humaines de SONY-FRANCE - 19, rue Madame de Sanzillon - 92110 CLICHY

SONY

Evolution pour un contrôleur de gestion

Diplômé d'études supérieures, 3 ou 4 ans de contrôle de gestion vous ont permis d'acquérir une bonne maîtrise de l'entreprise. Familier de l'outil informatique (mini), vous pratiquez en outre l'allemand.

Nous vous proposons d'adopter à vos responsabilités actuelles la comptabilité générale (trésorerie incluse), le personnel (48 personnes), l'administration et les questions juridiques de notre Société. Bénéficiaire de notre PDG tourné essentiellement vers le développement commercial, vous prendrez donc le poste de Secrétaire Général.

Filiale d'un groupe allemand distribuant des biens d'équipements industriels, nous investissons une part croissante de notre activité à l'export et souhaitons que vous fassiez parvenir votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire souhaité), sous la réf. CDL/SGV/LM, à notre Conseil Didier LESUEUR, qui vous garantit toute discrétion.

ARCOREM 88F



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Importante Banque

190 KF.

**Seconder le Responsable
du Secteur Crédit**

Issu du milieu FINANCIER OU BANCAIRE, vous maîtrisez le marché et les PRODUITS DE CREDIT destinés aux artisans, commerçants, PME, PMI.

Intégré à la Direction du Développement et du Marketing, vous participerez à la réflexion, à l'élaboration de la politique des crédits professionnels et mettrez en œuvre les moyens permettant la réussite de notre développement. Votre sens du contact, votre expérience bancaire et votre formation supérieure vous permettront de nous rencontrer.

Envoyez C.V., photo sous réf. 1545 à notre conseil, FMI.

43, rue Liancourt 75014 PARIS. Tél. (1) 320.68.29



**JEUNES INGÉNIEURS
CALCUL DE STRUCTURES**

Participez à la première vocation de FRAMATOME, devenez les artisans de l'innovation.

Pour développer de nouveaux programmes, pour faire évoluer les méthodes de calculs, vous intégrerez les équipes qui ont fait la réputation internationale de FRAMATOME.

Le point de départ d'une carrière.

Lieu de travail: Paris-La Défense.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet à FRAMATOME - Département Gestion Prévisionnelle-Recrutement - Tour Fiat, Cedex 16, 92084 Paris-La Défense.

FRAMATOME

INVENTER ET GÉRER L'ÉNERGIE

NAVAS CONTACT

مكتبة من الكتب

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

HISPANO SUIZA

LE DEFI TECHNIQUE

Nous recherchons pour notre Direction Financière, un

CADRE CONFIRME

diplômé de l'Enseignement Supérieur (HEC, ESSEC, SUP de CO, SCIENCES Po...)

Spécialistes des équipements aéronautiques et nucléaires des turbines industrielles et matériels d'armement, nous appartenons au GROUPE SNECMA, 26000 personnes dont 3200 cadres, qui poursuit une politique active de recherche et de développement de technologies avancées.

Il devra posséder une première expérience professionnelle (environ 5 ans) qui lui permettra de traiter les problèmes liés à la finance internationale, de participer à l'établissement des plans de financement et d'effectuer des analyses financières diverses. Une connaissance de l'anglais est nécessaire.

Lieu de travail : BOIS-COLOMBES.
Merci d'adresser sous réf. 100/85, lettre manuscrite, CV et prétentions à SNECMA
Département Encadrement 2, Bd Victor 75724 PARIS Cedex 15.

GROUPE
SNECMA

CONTRESE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINTEL (1) 828.40.25

Certifier les comptes...

Encore est-il nécessaire de posséder une bonne maîtrise des flux informationnels comptables existants, de participer à la conception des systèmes futurs... bref, coller à la réalité comptable des projets industriels à cycles longs de la Société. C'est la première mission que nous souhaitons confier à un :

Assistant au chef du département comptable

qui sera appelé rapidement à prendre des responsabilités opérationnelles plus importantes et assurer ainsi sa carrière. C'est l'opportunité que vous propose le GROUPE SNECMA (26000 personnes, dont 3200 cadres) spécialisée dans l'étude et la fabrication de moteurs d'avions. Nous attendons un diplômé d'une Grande Ecole de Gestion d'environ 35 ans, possédant au minimum un DECS et ayant acquis une expérience de comptabilité dans un environnement industriel important.

Le poste est situé au Siège Social à Paris, et nécessite l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions), sous réf. L/ADC/LM, à notre Conseil Thierry de CARNÉ, qui vous garantit toute discrétion.

AFCOREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

groupe
Carnaud**Audit interne**

Numéro 1 de l'Emballage Métallique et Plastique en Europe recherche pour renforcer sa fonction AUDIT ET ETUDES FINANCIERES, un jeune diplômé d'études supérieures HEC, ESSEC, ESC complétées du DECS ou équivalent. Ce cadre devra prouver une première expérience (3 ans minimum) acquise soit en Cabinet d'Audit soit en Entreprise Industrielle dans un Service d'AUDIT INTERNE.

Au sein de l'équipe en place à BOULOGNE SUR MER, il sera chargé de réaliser des missions de contrôle et d'études comptables et financières dans le cadre des objectifs fixés à la fonction Finances et Développement Economique du Groupe.

L'évolution INEVITABLE prévue pour le titulaire de ce poste convient à un candidat à fort potentiel, disponible, apte au travail en équipe et doté d'une réelle capacité de communication. La pratique de l'ANGLAIS est par ailleurs nécessaire, et celle de l'ESPAGNOL souhaitée.

Adressez-nous votre dossier complet sous réf. 1363 - 387er, rue de Vaugrand 75015 Paris ou transmettez-le sur Minitel (1) 828.40.25.

Nous vous remercions rapidement et confidentiellement.

JEAN CLAUDE
MAURICE S.A.MINTEL
C.V. PLUS
(1) 828.40.25

SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS

SLIGOS (2.000 personnes, 730 Millions de C.A. avec un taux de progression supérieur à 28%), spécialisée en ingénierie et produits informatiques de gestion, leader sur les marchés nationaux dans les domaines de l'innovation matérielle, recherche le

RESPONSABLE DE SON CONTENTIEUX

Rattaché directement au Directeur Administratif et Financier, ce poste s'adresse à un candidat de formation juridique (maîtrise, option droit des affaires).

Une première expérience du recouvrement créances PME/PMI; acquise de préférence dans un cabinet juridique ou en entreprise, est indispensable.

L'évolution dépendra de la valeur du candidat.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo et prétentions) sous référence 78604 M à :
Nicole CONTE - SLIGOS - 26, rue des Pavillons - 92800 PUTEAUX.

CISI PETROLE

GROUPE
CISI

Spécialiste Français de l'Informatique-Pétrolière recherche

**2 Ingénieurs
Grande école**

L'un aura 5 à 10 ans d'expérience en informatique scientifique et technique dont au moins 2 ans dans le domaine du graphique. Connaissance GKS appréciée.

L'autre, 5 à 10 ans d'expérience en informatique scientifique et technique. Connaissance et pratique du système d'exploitation UNIX et du langage C.

Envoyer CV et photo : Département du Personnel, Cisi Pétrole Service, 53 avenue Gabriel Péri 92503 Rueil-Malmaison Cedex France. Tél. (1) 732.92.09.

**INGÉNIEUR SUPERVISION
MONTAGE ET MISE EN ROUTE**

- Homme d'expérience, vous piloterez une équipe de spécialistes dont la mission est d'effectuer le montage, puis d'assurer mise en route et production de nos équipements, laminaires et lignes de parachèvement, sur site en France et à l'étranger.
- Homme de dialogue, vous serez sur le chantier le représentant de notre société auprès du client.

Nous confierons cette mission à un ingénieur de formation mécanique ou électromécanique qui a déjà eu des responsabilités similaires de supervision ou de travaux neufs et possède une bonne maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 78580/M à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS.

HAVAS CONTACT

Pour faire face à son expansion
DANTEC ANCT. DISA
filiale française recherche

**INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE
ou UNIVERSITAIRE 3^e CYCLE**

- Débutant à quelques années d'expérience pour responsabilités technico-commerciales à forte dominante technique.

Secteur d'activités : équipements pour la recherche scientifique en mécanique des fluides et des solides faisant appel aux technologies de pointe :

— Laser, fibres optiques, informatique.

Fonction : prospection — ESSAIS — suivi, assistance et formation clientèle.

Le poste : à pourvoir au siège de Palaiseau (91) nécessite :

- Disponibilité (déplacements) ;
- Contact humain ;
- Intégration à une équipe confirmée ;
- Sens pratique ;
- Anglais.

Une expérience en **ANÉMOMÉTRIE LASER** ou techniques optiques serait un atout supplémentaire.

Adressez c.v., photo + prétentions à : P. Basche, Dantec Electronique, 2 bis, rue Léon-Blum, 91120 PALAISEAU.

HOLDING INTERNATIONAL
Quartier ETOILE recherche**superviseur comptable**

H/F

DECS COMPLET — EXPERIMENTE

- Pour mise en place et vérification des procédures comptables dans les exploitations d'Afrique Francophone.
- Missions d'assistance comptable locale.
- Exploitation comptable au siège, des informations financières sur les filiales

Ecrire avec CV, photo, prétentions sous N° 9328 à PARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Estienne 75008 PARIS - qui transmettra

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Responsable de personnel

Notre création récente et notre développement au sein d'un groupe important nous amène à rechercher notre responsable de personnel.

Rattaché au Directeur général de la Société, il sera chargé de mettre en place la Fonction personnel : recrutement, gestion et administration du personnel, animation et formation.

Trois à quatre ans d'expérience vous ont permis de cerner l'ensemble de la Fonction personnel, et vous souhaitez maintenant prendre votre autonomie dans une société jeune qui vous offrira, grâce à sa croissance, à étudier progressivement vos prérogatives.

Le poste est basé en banlieue Ouest de Paris, mais de fréquents déplacements de courte durée, sur les différentes régions d'implantation de notre société, sont à envisager.

Veuillez envoyer, lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous réf. 3522/M, à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS qui transmettra.

responsable administration du personnel et paie 200.000+

Très importante SM (environ 800 personnes) recherche son responsable Administration du Personnel et paie Paris et Agences.

Homme ou Femme 30 ans, IUT ou formation équivalente. Expérience confirmée et réussie dans cette fonction.

Envoyer C.V., lettre manuscrite + photo, sous réf. 3149/M à I.C.A. 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. INSTITUT CENTRAL DES ACTIVITÉS NEW YORK PARIS

PARIS 8ème IMPORTANTE BANQUE PRIVEE

Filiale d'un Groupe International recherche pour assurer le développement de son Département Gestion de Patrimoine

DEUX ATTACHES DE CLIENTELE CONFIRMES H/F CLASSE VI minimum

Ces postes nécessitent de la part des candidats(les) :

- une formation supérieure,
- un minimum de cinq années d'expérience réussie dans un poste similaire,
- une bonne connaissance des marchés de valeurs mobilières,
- de solides aptitudes commerciales.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser leur curriculum vitae et prétentions à n° 9688 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

LANDIS et GYR, groupe international, fabrique et commercialise des produits de renommée mondiale en MESURE COMMANDE ET REGULATION. En France, avec 1700 personnes il réalise un chiffre d'affaires de 800 millions de francs.

INGENIEUR PRODUIT

Pour notre activité GESTION TECHNIQUE CENTRALISEE : Vous assistez techniquement le réseau commercial pour la vente de cette gamme de matériels : montage de dossiers, formation, ... Vous suivez sur le plan Marketing ces produits - analyse du marché, concurrence, positionnement, actions de promotion...

Diplômé d'une école d'ingénieurs en électronique vous avez impérativement des connaissances en informatique et en électricité ; et possédez une expérience de 5 ans en support technique à la vente dans les systèmes informatiques. Vous y avez développé de réelles qualités de contact en milieu technique du bâtiment. Ce poste basé à CLICHY (92) implique des déplacements de courte durée à Paris et en Province.

Nous vous assurons une formation à nos produits, une rémunération intéressante et les avantages liés à notre groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. CHDM 6 à

LANDIS & GYR

Claude-Hélène DESTEMBERG
LANDIS et GYR
16, Bd Gal Leclerc
92115 CLICHY.

AGENT DE CHANGE BOURSE DE PARIS

SPECIALISTE OBLIGATIONS

- Maîtrise du marché obligataire (3, 4 ans d'expérience minimum)
- Formation économique supérieure.
- Sens commercial affirmé.

Responsable :
• des contacts avec les institutions financières,
• de la gestion de F.C.P.

Possibilités d'évolution à terme intéressantes.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions s/réf. 9816 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui trans.

SOCIÉTÉ SERVICE ET CONSEIL EN INFORMATIQUE

recherche urgent

2 JEUNES DIPLOMÉS

Niveau Miage - Maîtrise ou DEA Informatique

Débutants ou 1 an d'expérience

Intéressés par pédagogie et enseignement assisté par ordinateur

Envoyer C.V., photo et prétentions à :
RÉGIE-PRESSE, sous n° 30526/M, 7, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Responsable Administratif - Financier - Personnel

Nous sommes une Société Informatique dépendante de deux grands groupes, nous avons deux ans d'existence, une progression importante, déjà 65 personnes, nous créons le poste de :

Responsable Administratif - Financier - Personnel.

Dépendant du Directeur Général, vous aurez à mettre en place et tenir la gestion du Personnel, le contrôle de gestion avec tout ce qui a trait aux fournisseurs, à la trésorerie.

Agé de trente ans environ, titulaire d'un DECS, associé à une formation Ecole de Commerce ou juridique, vous avez 2 à 3 ans d'expérience dans un créneau similaire.

Si, de participer à notre essor vous intéresse, merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. sous référence 85205 M à Madame Claude FAVREAU.

13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS

CENTRE NATIONAL DES CAISSES D'ÉPARGNE ET DE PRÉVOYANCE Juriste d'entreprise

Recherche pour sa direction juridique et fiscale un juriste d'entreprise ayant de solides connaissances en Droit Commercial, en particulier en Droit des Sociétés, Droit des Groupements et Droit Pénal des Affaires (diplômés de 3ème Cycle en Droit). Il aura un rôle de conseil et d'assistance auprès des différents Etablissements du Réseau. Il participera à l'élaboration de la réglementation et en assurera le suivi. Une expérience de quelques années dans un Cabinet de Conseil ou dans un service Juridique de société est souhaitée.

Adresser nous votre dossier complet sous réf. 1384 - 397 ter, rue de Vaugrard 75015 PARIS ou transmettez-le au Minitel (1) 828.40.25.

Nous vous répondrons rapidement et confidentiellement.

JCM

JEAN CLAUDE MAURICE S.A.

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

recherche pour son Département Marchés Financiers et Titres

un(e) Organisateur(trice)

qui devra effectuer l'analyse de circuits et d'opérations liés à la gestion de portefeuilles de valeurs mobilières, suivre la réalisation et la mise en place des applications y afférant.

Ce poste conviendrait à un(e) candidat(e) ayant déjà une expérience de plusieurs années dans l'organisation informatique du secteur bancaire.

Une bonne connaissance des titres serait appréciée.

Envoyer lettre de candidature, CV, photo et prétentions sous référence GY0429 à

CNCA - Gestion des Personnes - 75710 Paris Brune

BANQUE PRIVÉE FRANÇAISE

Groupe International en forte expansion recherche

I. GESTIONNAIRE DE FORTUNE
Ayant une exp. bancaire, minimum classes V à VII ANGLAIS courant indispensable

II. RESPONSABLE DE CLIENTÈLE D'INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS minimum classes V à VII

III. ADJOINT AU RESPONSABLE DU SERVICE DES TITRES

ayant assuré la charge de ce service dans une banque ou un établissement assimilé.

Rémunération attractive pour candidat fortement motivé et perspectives de carrière intéressantes.

Adresser CV, photo et prétentions à O.S.P. Service - B - 64, rue La Boétie, Paris-8^e qui transmettra.

ÉTABLISSEMENT DE CRÉDIT PARIS

recherche

SON RESPONSABLE des études de crédits

Il aura après dévouement, étude et conclusion, à rapporter les dossiers aux comités de direction et, assisté d'un secrétaire, à procéder à leur mise en place ; rédaction des actes et inscription des garanties.

En relation directe avec la clientèle, il sera en outre associé à l'Action Commerciale et au Recouvrement.

Les candidats devront avoir une solide formation juridique et une grande expérience de l'analyse bancaire des crédits d'équipement professionnels.

Le poste conviendrait à un diplômé de l'enseignement supérieur d'une trentaine d'années ayant le goût et le sens des relations humaines.

C.V., photo et prétentions à adresser au journal sous n° 7222 le Monde Pub., services annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.



The Executive Group

Les Consultants de TEG.
Conseil en Recherche et Sélection de Cadres et Dirigeants ont le plaisir de vous communiquer leur nouvelle adresse et seront heureux de vous y accueillir prochainement.

113, rue de l'Université. 75007 Paris.
Tél : 555 91 38

Paris Groupe Financier Privé pour organiser l'administration nécessaire à la gestion de sa forte croissance, recherche diplômé Grande Ecole

Rattaché directement au directeur administratif, il assurera la définition et la mise en place des structures administratives du groupe, notamment dans le cadre de la décentralisation.

Ce poste s'adresse à un candidat justifiant d'une expérience d'environ 3 ans dans une fonction similaire au sein d'un établissement bancaire ou financier ou d'un cabinet d'organisation anglo saxon.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prét. sous référence 2287 à Lévi Tournay Assom 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

Ingénieurs informaticiens

GRANDES ÉCOLES, DOCTORAT, DEA, MAÎTRISE (0 A 5 ANS D'EXPÉRIENCE)

Syseca : société de services et d'ingénierie informatique de 600 personnes en C.A. de 280 M€, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale, vous proposez dans le cadre de sa stratégie d'expansion, des postes d'ingénieurs informaticiens, pour exercer votre activité dans les domaines suivants :

- SYSTÈMES TEMPS RÉEL ■ INFORMATIQUE INDUSTRIELLE ■ LOGICIEL DE BASE
- SYSTÈMES DE GESTION ■ SYSTÈMES DE COMMUNICATION ■ SYSTÈMES DE GESTION DE BASES DE DONNÉES.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous réf. M 294 à GROUPE SYSECA, Service du Personnel - 315, Bureaux de la Colline - 92213 Saint-Clément Cedex

GROUPE SYSECA

Notre société d'ingénierie informatique recherche des :

Ingénieurs informaticiens

pour des développements en

- TELECOMMUNICATIONS
- AUTOMATIQUE INDUSTRIELLE
- TEMPS RÉEL
- SIMULATION, SYSTÈMES D'ARMES, LOGICIELS EMBARQUÉS.

Les candidats possèdent une première expérience dans l'un de ces domaines et une des compétences suivantes :

- MOTOROLA, INTEL, SM90, DEC, SOLAR, MITRA, SEL, HP.
- PASCAL, LANGAGE C.
- UNIX.

Pour prendre contact écrire sous réf. AP. à Marie-France BURQ - EUROSOFT 38, Boulevard Henri Sellier - 92150 SURESNES.

EUROSOFT-SYSTEMES

Handwritten note: 12/11/85

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

secrétaires

secrétaires



Importante Société Française, nous étudions et réalisons des systèmes informatiques de haute fiabilité pour la signalisation, la télésurveillance, la simulation ou le contrôle commande.
A ORSAY, nous renforçons nos équipes sur de nouveaux marchés, par des

CHEFS DE PROJET LOGICIEL

Ingénieurs confirmés, capables de prendre en main des projets complexes ou des études internes de haut niveau, appliqués à l'automatisation et au contrôle commande. Compétents et autonomes, ils savent intégrer les problèmes clients et gérer leur affaire sur le plan technique et humain, depuis l'analyse jusqu'à l'intégration.

Adresser votre candidature sous référence MPL à CSEE, Direction des Relations Humaines, 17, Place Etienne Perret 75738 PARIS Cedex 15.

THE CHASE MANHATTAN BANK N.A.

recherche pour son Département des Transferts, un (e)

GRADE (EE) CLASSE III ou IV

pour succéder au chef de la section caisse et position et promouvoir nos services auprès de la clientèle.
Niveau de formation : Bac + 2, DUT ou IUT, 3 ans d'expérience bancaire. Connaissances en administration comptabilité et fiscalité des titres appréciées.
Bonnes notions d'anglais.
Adresser lettre manuscrite CV, photo et rémunération souhaitée à Denise Thullier THE CHASE MANHATTAN BANK 41, rue Cambon 75001 PARIS.

Ch. 1 ing. informat. et 1 A.T. informat., expériences requises. Réf. S.E.V.M. 22. Téléphone : 18 420 52-50-08.

LE MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES recrute

CHARGÉ DE MISSION

poste contractuel à durée déterminée

Attributions : études statistiques et financières, micro-informatique... Formation supérieure, niveau maîtrise. Rémunération : 56 000 F bruts. Adresser candidature avec C.V. 23, rue de la Pérouse, 75018 PARIS.

PARIS-9 Compagnie d'Assistance de Révision et d'Expertise Comptable, souhaite s'attacher un

EXPERT COMPTABLE A PART ENTIERE 275.000 FRANCS

au sein d'une équipe performante, disposant de moyens informatiques importants.

Ce poste aux fonctions très variées s'adresse à un expert comptable diplômé (ou équivalent) et lui permettra, s'il est motivé, de s'exprimer pleinement sur le plan professionnel.

Après avoir réussi auprès d'une clientèle diversifiée, il pourra prendre en charge une mission rapide comme expert-partner à la direction de cette fiducie.

Notre consultant M. SUTTER vous remercie de lui adresser votre dossier avec C.V. et photo à M. DUBOIS C.F.A. rue de Liège, 75008 PARIS.

ÉCOLE SECONDAIRE PRIVÉE RÉGION ETAMPES recherche pour l'année 1985-1986

PROFESSEURS MATH.

Physique chimie, Sciences naturelles, Histoire, Géographie, Français, latin, Anglais, allemand, espagnol, philo et E.P.S. Écrire sous le n° 306 266 M 10, rue de Montesson, Paris-77.

ARCHITECTE RECHERCHE COLLABORATRICE

expérience agence gestion.

Envoyer photo et C.V. à : F. PRIEUR 78470 MILON-LA-CHAPELLE.

ASSOCIATION AGRÉE MONOPROFESSIONNELLE cherche

COLLABORATEUR

Niveau O.E.C.S. Certificat juridique pour travaux de contrôle. Connaissances B.N.C. souhaitées. 3 ans d'expérience minimum.

Env. C.V. et prétentions à : A.N.A.C.E.F. 43, rue de Douai, PARIS-9.

Association de formation et de diffusion d'actes pédagogiques

CONSEILLER (ÈRE) PÉDAGOGIQUE

Formation supérieure mathématique et expérience de formation. Écrire avec C.V. et photo à : A.D.A.P. 21, rue des Malmesons 75013 PARIS.

ORGANISME DE FORMATION recherche

FORMATEURS EXPERIMENTES

pour animation séminaires : Formation commerciale, Marketing, Management, Analyse transactionnelle.

Env. C.V. + photo et prét. à : S.A.P.I. 4, pl. de la Défense Cedex 26 92090 PARIS LA DÉFENSE.

Groupe jeunes experts comptables Paris-Est recrute

ASSISTANT

Niveau certificat supérieur, diplôme enseignement supérieur apprécié. Expérience cabinet. Pour mission de révision, conseil PME et commercialiser. Adresser C.V. à : C.S.A. 10, r. Pergolèse 75115 PARIS.

IMPORTANT GROUPE IMMOBILIER

rech. pour région parisienne

JEUNE RESPONSABLE DE PROGRAMME

Avant une certaine expér. Env. C.V. + photo à : S.A.P.I. 4, pl. de la Défense Cedex 26 92090 PARIS LA DÉFENSE.

IMPORTANTE et recherche : COALUX (H. ou F.).

Niv. Bac + 2, dynamique, excellentes relations pour contacts clients. Haut niveau, rémunération pouvant être très importante.

Tél. : M° BOVA 260-39-62.

Rech. diplômé pharmacien 3 ans exp. secrét. pharm. indus. secteur privé. Paris. Env. C.V. à : 30392 FM Régie presse 7, rue de Montesson, 75007 Paris.

MULTINATIONALE rech.

INFORMATICIEN RÉDACTEUR

Spécialiste de la documentation. Très urgent - 784-74-82.

Recherche

INGÉNIEUR PRIX DE REVIENT

DOMAINE IMPRIMERIE

- Assumer la responsabilité de la qualité de la fabrication.
- La surveillance des coûts.
- L'analyse de la valeur et la diminution des prix de revient.
- Expérience : 2 à 3 ans dans le domaine souhaité.

Env. C.V. et prêt. au Secrétariat Général l'OPINION S.A., 2, rue du Pont-Neuf, 75001 Paris.

Centre de recherche appliquée

DANS LE CADRE DE SES ACTIVITÉS

- MODÉLISATION.
- AUTOMATIQUE.
- INTELLIGENCE ARTIFICIELLE.
- VISION.

embauche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

Écrire avec C.V. à : ADERSA 2, avenue du 1^{er} Mai - 91120 PALAISEAU.

ÉTABLISSEMENT PRIVÉ SUPÉRIEUR PARIS recherche son

RESPONSABLE DES ÉTUDES

Profil : 35-40 ans, formation supérieure, expérience professionnelle limitée et sans aigreur des relations humaines indispensables.

Dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentionnel) à adresser à : PROMOJ 8, rue Lagrange, 75008 Paris qui transmettra.

ORGANISME SOCIAL A STATUT PRIVÉ (10 000 personnes) recherche

DEUX CONTRÔLEURS INFORMATIQUES

l'un orienté SYSTÈME, l'autre, PRODUCTION

Ces responsables de haut niveau seront de formation ingénieur ou équivalent.

Il devront :

- Vérifier le bon fonctionnement d'importants centres BULL (OPS 6) et IBM 1500 X1, travailler en temps réel et sous bases de données (IMS, IDS).

- Promouvoir les améliorations nécessaires dans la mise en place et l'utilisation des produits.

Ces postes sont à pourvoir à PARIS. Une formation complémentaire nous sera assurée. Ecr. s/r 7, rue de la République, 75001 Paris.

Service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

INFORMATIQUES TEMPS RÉEL

pour importants projets de CAO, de PROCESSUS INDUSTRIELS, de RÉSEAUX et de développement de logiciels TEMPS RÉEL.

INGÉNIEURS SYSTÈME MOTOROLA 6800 ASSEMBLEUR

INGÉNIEURS SYSTÈME SOFTWARE DE BASE MONITEURS

INGÉNIEURS RESEAUX et TRANSPAC

Expér. protocoles de Télécom et TRANSPAC

INGÉNIEURS DPS 8

Projets Réseaux et Vidéo, POSTES A RESPONSABILITÉS 26, r. Daubenton 97, 97-99-22.

Entreprise nettoyage Paris-15° recherche

CADRE RESPONSABLE pour services de personnel gestion, législation sociale (500 personnes) et contrat à durée déterminée.

Tél. pour R.V. 875-23-77.

Société de commerce internationale, Nancy s/Seine recherche

COLLABORATEUR COMMERCIAL

Diplômé école commerciale, IUT ou BTS. Débutant ou courtier expérimenté. Actif, dynamique, connaissant l'anglais.

Adresser CV détaillé, photo et prétentions à la Direction du Personnel 19, rue Péclet, 75739 Paris Cedex 15.

Aérazur EFA Groupe Zodiac

recherche

INGÉNIEUR D'ÉTUDES

ENSITM - ENSICA - ENSAM ou écoles équivalentes

Pour projets d'équipements aéronautiques. Débutant ou quelques années d'expérience. Lieu de travail : ISSY LES MOULINEAUX.

Envoyer CV, photo au Service du personnel 58, boulevard Galliéni 92130 ISSY LES MOULINEAUX

Etablissement financier (1 % construction)

recherche

CADRE FINANCIER

Placé sous l'autorité du chef de service.

- Il devra participer à l'élaboration et au suivi de la politique financière de la société.

- Réaliser des études prospectives, préparer les A.G. et C.A. et en rédiger les P.V.

- Il est demandé une solide formation financière type Sc. Eco. ou grande école de commerce.

- Une expérience de 3 ans minimum.

- Une bonne connaissance des sociétés de construction ainsi que la micro-informatique appliquée à la gestion.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions à : RÉGIE-PRESSE sous n° 305 249 M, 7, rue de Montesson, 75007 PARIS.

La chaîne des HOTELS IBIS

recherche

JURISTE (H/F) - Maîtrise de Droit Privé

Expérience de 3 ans minimum en cabinet ou service juridique (bonne pratique du Droit des sociétés).

« Anglais souhaité » Lieu de travail : Evry.

Envoyer Cur-Vita avec photo et prétentions à : Monsieur Nicolas VIVANT, SPHERE S.A., 6/8, rue du Bois Briard - 91021 EVRY Cedex.

FIDUCIAIRE JURIDIQUE ET FISCALE DE FRANCE

recherche

JURISTE

SPECIALISÉ EN DROIT SOCIAL

Possibilité de rémunération élevée.

Expérience indispensable dans l'entreprise ou Cabinet de Conseil.

Il faut une aisance dans les relations humaines et une grande capacité de travail.

Envoyer C.V. manuscrit et prétentions FIDAL - Bureau 615 18 Bis rue de Villiers 92303 LEVALLOIS PERRET

LES EDITIONS LEGISLATIVES ET ADMINISTRATIVES

recherchent pour le Dictionnaire Permanent « Difficultés des Entreprises »

jeune juriste

Une connaissance approfondie (théorique et pratique) du droit des procédures collectives, de ses conséquences tant sociales que financières, acquise auprès d'un auxiliaire de justice ou en entreprise est indispensable.

Envoyer lettre manuscrite, CV très détaillé, prétentions et photo à la Direction du Personnel 19, rue Péclet, 75739 Paris Cedex 15.



La Société des Ciments Français, CA 2,8 Milliards de francs, 3 200 personnes, nombreuses filiales en France et à l'étranger, recherche pour sa Division Internationale au Siège de Paris la

Une secrétaire bilingue anglais

(de préférence de langue maternelle anglaise)

Pour assurer le secrétariat du Chef du Département, responsable de la Gestion Financière et Administrative des filiales du groupe aux États-Unis. Ce poste nécessite 4 années d'expérience minimum.

Une secrétaire + pratique de l'anglais

Pour assister deux ingénieurs pour toutes les questions administratives liées à la gestion de contrats d'assistance technique (organisations de voyages, relations avec les Directeurs du Siège et des Usines, problèmes particuliers relatifs aux équipes détachées et à leur famille...).

Ce poste conviendrait à une débutante ou à une secrétaire ayant 1 à 2 années d'expérience.

Pour réussir dans ces postes, il est nécessaire d'avoir le sens de l'organisation, le goût des responsabilités, la capacité à faire face à des imprévus. Formation B.T.S. ou équivalent. Frappe sur machine à traitement de texte (formation assurée si nécessaire).



Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et rémunération souhaitée sous réf. 73776 à SELE CEGOS Tour Chénouevaux, 204 Rond Point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX.

Organisation professionnelle

PORTE DAUPHINE recherche

UNE SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Niveau BTS Expérience exigée

Adresser C.V. n° MO 87902 à BLEU 17, rue Label 94307 Vincennes-cadex, qui transmettra

ÉCOLE D'AFFAIRES ET DE COMMERCE INTERNATIONAL recherche pour Paris

ASSISTANTE SECRÉTAIRE

Formation :

niveau universitaire grandes qualités relationnelles exp. pédagogique indispensable bonne frappe machine.

Son rôle :

coordination, information, suivi pédagogique étudiants/professeurs, suivi des stages et liaison avec les parents.

Envoyer C.V. et prétentions à : PIERRE MICHEL 82, boulevard de Sébastopol 75003 Paris, qui transmettra.

Agence de publicité spécialisée - petite structure - recherche

SECRÉTAIRE-ASSISTANTE

CHEF DE PUBLICITÉ

Connaissances BAC-PC et/ou notions comptables appréciées.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo + prétentions à : P. MICHEL 3, rue Lagrange, 75005 PARIS.

propositions diverses

Les possibilités d'emploi à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MONTAGNE (L&L) 3, rue Montyon, 75428 PARIS CEDEX 08.

L'est offre des emplois stables, bien rémunérés à toutes les échelles avec ou sans diplôme. Demandez une documentation (gratuite) sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16) B.P. 402, 08 PARIS.

representation offres

VAN WASSERBACH S.A. CL. REPRÉSENTANTS pour Rhône-Alpes Est et Sud-Ouest pour secteur bancaire. Expérience de la monnaie et post-monnaie appréciée. Adr. C.V. 20, rue Mogador, 75008.

RECHERCHONS

V.R.P. EXCLUSIF EXPÉRIMENTÉ

Pour vente de livres neufs à prix réduit en grandes surfaces. Région Ile-de-France.

Tél. : 834-12-99.

representation demandes

Bureau commercial belge recherche représentation pour la Belgique. DEGAUD 24, av. E. Van-Beers, boîte 50 1170 Bruxelles. Tél. 2.860.9822.



LE PANORAMA DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES

Chaque mercredi, « Emplois Cadres » publie une sélection des offres d'emplois destinées aux cadres, parues la semaine écoulée dans le Monde, plus une sélection d'annonces du Herald Tribune.

Un document de synthèse indispensable aux cadres qui voyagent et aux entreprises nationales ou internationales qui les recrutent.

En vente chez les marchands de journaux : 6 F

BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro :

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Nombre d'exemplaires _____ x 7 F (hors de port inclus)

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde, Service de la vente au numéro, 5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09

Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais.

économie

REPÈRES

Dollar : en repli à 9,52 F

Sur des marchés des changes très calmes, le dollar a reperdu un peu de terrain lundi 29 avril, revenant de 3,1450 DM à 3,12 DM et de 9,81 F à 9,52 F. Ce repli a été produit après une vive reprise, qui, la semaine dernière, avait porté le billet vert de 2,97 DM à près de 3,15 DM et de 9,09 F à plus de 9,60 F.

Marine marchande : moins de navires désarmés dans le monde

Le marché international des transports maritimes, caractérisé jusqu'à maintenant par un excédent de l'offre de navires par rapport à la demande, est-il en voie de redressement ? Actuellement, le nombre et le tonnage des navires désarmés dans le monde est en baisse : 1 725 navires (100,4 millions de tonnes) en mai 1983, 1 495 (74,3 millions) en mai 1984, 1 307 (82,8 millions) en février 1985, selon la Conseil général de l'armement britannique cité par le journal de la marine marchande. En France, 21 % de la flotte est désarmée (30 % pour la seule flotte pétrolière).

Pêche : captures records en 1984 selon la FAO

Les prises de poissons dans le monde ont atteint en 1984 le record de 80 millions de tonnes, a annoncé, le 29 avril, la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), à Rome.

Ce chiffre record constitue une augmentation de 4,8 % sur 1983. Il s'explique par une atténuation du « Nino », phénomène d'inversion des courants sous-marins qui affecte les zones de pêche dans le Pacifique. Le « Nino » a ainsi provoqué la ruine de l'industrie péruvienne des pêches, longtemps l'une des plus importantes. Mais la FAO s'attend que 1985 soit marqué par une diminution des prises mondiales, en raison notamment de la diminution des captures déjà enregistrées en Norvège et en Amérique latine, et des mesures de protection des stocks imposées par les Etats-Unis et le Japon. — (AFP.)

SOCIAL

MANIFESTATIONS SYNDICALES SÉPARÉES POUR LA FÊTE DU TRAVAIL

Un 1^{er} mai sans poudre aux yeux

Les syndicats vont célébrer le dernier 1^{er} mai avant les élections législatives de 1986. La gauche politique va donc pouvoir dresser un bilan marquant : en une législature, le 1^{er} mai n'aura été « unitaire » — à travers la manifestation symbolique de Paris — qu'en 1983, CGT, CFDT et FEN ayant (mal) joué cette année-là le jeu de l'unité. Accident de parcours, sur un chemin de division, qui n'avait trompé personne : les divergences, profondes, l'emportaient sur les convergences, fragiles. Cette année, comme en 1984, en 1982 et même en 1981 avant le deuxième tour de l'élection présidentielle, il n'y aura pas de poudre aux yeux. La CGT manifestera à Paris à 15 heures de la Bastille à Richelieu-Drouot, avec la participation de M. Krasucki. La CFDT se rassemblera, sans M. Maire, de 10 heures à 13 heures à la porte de Pantin. FO défilera à 10 heures de la Bastille à l'Hôtel de Ville, M. Bergeron prononçant à la même heure un discours à Lille.

La division syndicale triomphe donc. Mais ce qui est de plus en plus net c'est que chacun semble s'en accommoder. Il est bien loin le temps où la FEN — comme en 1980 — tentait à tout prix d'organiser une manifestation unitaire avec la CGT et la CFDT. L'effort de syndicalisation des enseignants lancé par FO et envisagé par la CGT, les divers comportements dans les négociations salariales de la fonction publique,

ont affaibli l'image-symbole d'une FEN incarnant l'unité syndicale. Il est bien revenu aussi le temps où les partis de gauche — comme en 1982 — pesaient de tout leur poids, mais sans être écoutés, pour un 1^{er} mai dans l'unité. On voit mal des partis divisés jouer les rassembleurs et le PS se posant en médiateur entre la CGT et la CFDT. La division syndicale fait partie du paysage.

L'attitude de la CGT retient néanmoins l'attention. Car il n'y aura pratiquement pas de manifestations unitaires en province, contrairement à ce qui se produisait chaque année avec une inégale ampleur.

Un test pour la CGT

Dans certaines municipalités, la centrale de M. Krasucki aurait pu accepter des défilés communs avec la CFDT : notamment là où ses militants se sont montrés les plus opposés au projet d'accord sur la flexibilité de l'emploi, on là où ils sont globalement en opposition avec la ligne de M. Maire. Or la CGT a refusé pareille démarche. A Paris on enregistre à Cren, où les unions régionales CFDT ne cachent pas leur opposition à M. Maire, les cégétistes n'ont pas voulu de manifestations communes en s'abritant derrière une dénonciation de la politique générale de la CFDT. On se demande qui, en l'occurrence, a joué à l'arroseur arrosé.

Malgré cette toile de fond de division, et alors que l'arrivée de la gauche au pouvoir n'a pas freiné le mouvement de désyndicalisation, le 1^{er} mai permettra de mesurer les possibilités de mobilisation de certaines organisations. M. Krasucki n'ose plus guère reprendre — on l'a vu le 28 avril au Club de la presse d'Europe 1 — la formule de grève générale mais il continue d'affirmer contre indices et statistiques que la combativité monte. Le 1^{er} mai 1984, déjà il avait affirmé : « Quelque chose est en train de se passer. Un début sans doute mais un début qui donne à penser, c'est l'action. Une action résolue, plus massive et de plus en plus unitaire... ». Résultat : on a atteint en 1984 le plus bas niveau en conflits du travail au cours des vingt dernières années. Déjà il y a un an, la CGT était en perte de vitesse dans ses rassemblements de la fête du travail. La manifestation parisienne du 1^{er} mai — dix jours avant celle des Renault — sera donc un nouveau test alors que la centrale fait état d'un certain frémissement électoral et qu'elle a

accentué sa condamnation de la politique du gouvernement.

Du côté de la CFDT, le test sera plus difficile. La centrale mobilise traditionnellement peu lors du 1^{er} mai. Elle a souvent choisi la fête plutôt que le défilé. Ce sont cependant les manifestations animées par des opposants à M. Maire qui seront les plus intéressantes à suivre au moment où, au sortir d'un conseil national, le secrétaire général de la CFDT peut espérer avoir jeté les bases d'un réajustement au sein de sa propre majorité. Du côté de FO — la CFTC et la CGC n'organisant pas de manifestations dans la rue, — c'est la tonalité du discours de M. Bergeron qui constituera un indice. Le secrétaire général de FO semble satisfait des contacts qu'il a eus avec MM. Mitterrand et Fabius et il n'est pas prêt à suivre son union départementale de Loire-Atlantique (animée par des anarcho-syndicalistes) qui dans un texte d'une extrême violence anti-gouvernementale appelle à la grève nationale. « Ce n'est qu'un début... ». C'était en 1968, non en 1985.

MICHEL NOBLECOURT.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Toutes ces obligations sont vendues. Le présent avis est publié à titre d'information uniquement.



Crédit Commercial de France

US\$ 250.000.000

Obligations à taux variable 1985-1997

Crédit Commercial de France

Bankers Trust International Limited • Morgan Guaranty Ltd

BankAmerica Capital Markets Group • Banque Bruxelles Lambert S.A.
Baring Brothers & Co., Limited • Berliner Handels- und Bankbank
Caisse des Dépôts et Consignations • Chase Manhattan Capital Markets Group
County Bank Limited • Credit Suisse First Boston Limited
Dai-ichi Kangyo International Limited • Daiwa Europe Limited
Deutsche Bank Aktiengesellschaft • Dominion Securities Pittfield Limited
Dresdner Bank Aktiengesellschaft • Fuji International Finance Limited
Genossenschaftliche Zentralbank AG-Vienna • Goldman Sachs International Corp.
Hambros Bank Limited • IBJ International Limited
Kidder, Peabody International Limited • Kreditbank International Group
LTCB International Limited • Manufacturers Hanover Limited
Mitsui Trust Bank (Europe) S.A. • Samuel Montagu & Co. Limited
Morgan Stanley International • Nomura International Limited
Orion Royal Bank Limited • Salomon Brothers International Limited
Sanwa International Limited • Shearson Lehman Brothers International
Société Générale de Banque S.A. • Sumitomo Finance International
Tokai International Limited • Union Bank of Switzerland (Securities) Limited
Westdeutsche Landesbank Girozentrale

Nouvelle Emission • le 22 mars 1985

L'ENS PTT Préfète

5 CONFÉRENCES DEBATS

Coordonnateur : Jean RUFFAT

Cycle de Gestion Publique

QUELLE AMBITION POUR L'ÉTAT ?

par M. STRAUSS-KAHN, Commissaire-Adjoint au Plan, Professeur d'Economie à Paris-X.
Le mardi 7 mai 1985, de 15 h à 17 h. Amphithéâtre Estaud.

CONTROLLER LA GESTION DE FRANCE S.A.

par M. RUFFAT, Directeur de Stratégies & Structures.
Le mardi 14 mai 1985, de 15 h à 17 h. Amphithéâtre Thévenin.

L'ÉTAT ET LA DIALECTIQUE PLAN-MARCHE

par M. ROSA, Professeur d'Economie à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris.
Le mardi 21 mai 1985, de 15 h à 17 h. Amphithéâtre Thévenin.

MOINS D'ÉTAT : ANALYSE OU SLOGAN ?

par M. MASSENET, Ecrivain, Chroniqueur au « Figaro ».
Le jeudi 30 mai 1985, de 15 h à 17 h. Amphithéâtre Thévenin.

ÉTATISATION, DÉÉTATISATION

ET DÉPERISSEMENT DE L'ÉTAT

par M. JACQUILLAT, Professeur à l'Université de Paris-Dauphine et au Centre HEC-ISA.

Le mardi 11 juin 1985, de 15 h à 17 h. Amphithéâtre Estaud.

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES PTT
46, rue Barault - 75013 PARIS, métro Corvisart.
(Entrée libre.) - Tél. : 580.87.02.

ROUMANIE

UNE TERRE UNE MER

Cet été, pour changer, que diriez-vous d'un autre voyage, d'une autre terre, d'une autre mer ?

La Roumanie vous attend, multiple, riche, étonnante.

Celle des profondeurs avec son Danube vert, ses Carpates, son folklore et celle de la Mer Noire avec son bronzage intense, son farniente absolu et ses hôtels confortables.

Les prix ? Pas plus gros que ça.

N'hésitez pas.

1 semaine entre Danube et Carpates, avion compris, à partir de 3.410 F.

2 semaines de farniente au bord de la Mer Noire, avion compris, à partir de 2.610 F.

742 50 50 OFFICE NATIONAL DU TOURISME ROUMAIN

Je désire recevoir gratuitement votre documentation sur la Roumanie.

Nom _____

Adresse complète _____

Tél. _____

(Publicité)

Un industriel dit merci...

Lettre ouverte.

Maubeuge, le 29 avril 1985.

Objet : témoignage de reconnaissance
au Bassin de la Sambre.

Messieurs,

Dans un contexte économique que chacun dit morose, où l'on évoque la crise comme une maladie, où les Etats-Majors politiques et les augures de l'économie sont plus enclins aux affrontements et aux prévisions défaitistes qu'aux démarches constructives, je viens de vivre une expérience reconfortante : celle du travail avec des Français qui n'acceptent ni la fatalité du chômage, ni l'engrenage du déclin, ni la domination de la concurrence étrangère et qui ont décidé, sans distinction de sensibilité politique, de fonction ou de classe, de s'impliquer ensemble dans la création d'une industrie nouvelle.

C'est à Hautmont - Nord - dans la bassin de la Sambre.

Des hommes y ont travaillé avec moi et avec mon équipe, sans arrière-pensées. La réussite est autant la leur que la nôtre.

Les Coupes de France, industrie moderne et de haute technologie s'est dotée de moyens industriels puissants, ses équipements lui assurent une position concurrentielle particulièrement favorable. Elle est en position de reconquérir à court terme le marché français des coupes, trophées et médailles sportives actuellement envahi à plus de 80% par des produits d'origine étrangère, elle est également en position d'exporter chez ceux-là même qui vendent aujourd'hui en France, elle ne va pas s'en priver.

Merci au Député de la région dont on connaît les combats pour l'emploi, il a refusé que le personnel de l'aciérie Cockerill perde son travail sans être assuré d'en retrouver un autre et qui s'est battu pour la création des Coupes de France.

Merci à la municipalité de Hautmont sans laquelle rien n'aurait pu aboutir.

Merci aux hommes et aux femmes de la région qui ont accepté dans l'enthousiasme de se former à de nouveaux métiers et de jouer l'avenir avec nous.

Merci aux responsables syndicaux et aux représentants du personnel avec lesquels nous avons eu un dialogue responsable et constructif.

Merci aux responsables préfectoraux et à la Chambre de Commerce, aux Sociétés de reconversion, à l'EDF-GDF et au Ministère du Redéploiement Industriel qui ont tous, pour leur part, hâté la mise en place de solutions opérationnelles et contribué à la consolidation de structures viables.

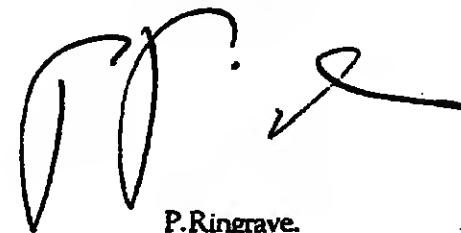
Tous, je dis bien tous, sans exception, ont administré la preuve que la volonté de construire l'emporte sur les clivages, que la confiance réciproque balaye les antagonismes et que la réussite est au bout de l'effort collectif.

Mes remerciements, ceux des Coupes de France, je voudrais leur donner valeur d'exemple. Puissent-ils inciter d'autres industriels à entreprendre dans cette région de la Sambre où j'ai trouvé tant de courage, d'intelligence et de détermination. Le taux d'actifs actuellement privés d'emploi y dépasse 20%, on comprend qu'elle soit devenue « pôle de conversion ».

Je souhaite que les Entrepreneurs, porteurs d'un projet industriel solide, s'intéressent à cette région et prennent les contacts utiles pour y faire naître, à leur tour, des industries conquérantes, ils y trouveront des « battants » qui ne se résignent pas, qui veulent travailler et qui leur prouveront, demain, comme ils viennent de me le démontrer, que la France a du nerf.

Par cette lettre ouverte, je voulais en porter témoignage.

Merci à tous.



P. Ringrave.

Trois téléphones utiles :

Chambre de Commerce : M. CORBANI (27) 64.86.54

Pôle de conversion : M. MAZINGUE (27) 65.74.00 - Député : M. BATTIST (27) 62.43.49

LES COUPES DE FRANCE - MARQUE DÉPOSÉE - DÉPARTEMENT DELIS APPLICATIONS S.A.

Ressources Humaines Conseil, 65 avenue de Wagram, 75017 Paris, Tél. 766.70.70.

CONTESSE

هناك من لا يرى

En Grande-Bretagne

Conservateurs et travaillistes modérés créent un Institut pour l'emploi

La crise de la Nire pour un temps écartée, les mineurs restreints dans le rang, le débat politique n'en demeure pas moins axé sur la situation économique et sociale. Le chômage retient plus que jamais l'attention. De ce fait, M^{me} Thatcher n'aura guère en le temps de savourer sa dernière victoire sur les

syndicats et sa satisfaction du rétablissement de la monnaie, d'autant moins qu'une reprise sensible de la hausse des prix porte quelque peu atteinte au prestige d'un gouvernement qui pouvait jusqu'à présent se targuer des résultats de son action contre l'inflation.

De notre correspondant

Londres. — Une idée originale vient de voir le jour : la fondation d'un Institut pour l'emploi, patronné par une centaine de personnalités de tendances très diverses — des responsables politiques, des dirigeants d'affaires, des syndicalistes, des universitaires et même des représentants du clergé. Dans la première catégorie — et c'est là le point le plus remarquable, — on retrouve aussi bien des membres de l'opposition que de la majorité gouvernementale.

Dans ce dernier cas, c'est l'agitation, certes, que du rassemblement des leaders traditionnels de la minorité des «modérés» du Parti conservateur, qui conteste depuis longtemps ce que l'on appelle le «modèle» du gouvernement. Figurent notamment dans ce groupe, M. Edward Heath, l'ancien chef du gouvernement, M. Francis Pym et Sir Ian Gilmour, anciens ministres de M. Thatcher. Les membres de la minorité des «modérés» ont récemment demandé, voulant la participation de M. Jameson Prior, qui, avant de prendre une retraite volontaire, faisait encore partie, jusqu'à récemment des «modérés», de la majorité des «modérés» du parti. M. Prior, qui a été élu le 10 mai, a déclaré qu'il avait obtenu le portefeuille de l'emploi et, surtout, le fait que pour la première fois ces personnes décident d'apporter leur concours à une initiative importante, celle de la représentation de l'opposition.

Si les promoteurs de cette idée ne veulent pas faire de leur initiative un voyage de bousille contre le gommage permanent et se proposent de livrer à une « critique constructive » en jouant un rôle d'« incitation », cette large coalition, par son existence même et les motifs de sa création, exprime cependant un profond mécontentement à l'égard des choix du premier ministre et de ses collaborateurs. L'entreprise paraît d'ailleurs née par des membres ou des sympathisants des partis centristes (libéraux et social-démocrate) réunis dans l'Alliance. Mais plusieurs dirigeants du Parti travailliste, et non des moindres, se sont joints au mouve-

Il en est ainsi de deux membres du cabinet fantôme, M. Denis Healey, ancien ministre des finances, et M. Roy Hattersley, leader adjoint du parti et porte-parole pour les questions économiques. Ce sont eux aussi des modérés au sein de leur formation. Il est clair et significatif que les instances exécutives de celle-ci ont donné, au moins tacitement, leur aval à cette démarche, bien

De notre correspondant

qu'elle soit vivement critiquée par l'aile gauche travailliste.

Les fondateurs de l'Institut entendent faire de cet organisme une sorte de cellule capable d'émettre des propositions concrètes pour lutter contre le chômage. Déjà, une « charte pour l'emploi » vient d'être publiée, qui suggère trois types de mesures : des investissements dans des projets de travaux publics et d'équipement ; une réduction de la contribution des employeurs à la sécurité sociale ; un accroissement du nombre des emplois d'intérêt social pour les chômeurs de longue durée.

Ces suggestions ne sont pas très nouvelles. La presse l'a noté, et M^{me} Thatcher s'est empressée de le faire remarquer, en soulignant que les deux derniers points se retrouvaient dans le projet de budget présenté en mars. Quoi qu'il soit, la définition de ces grandes lignes va à l'encontre des résolutions gouvernementales. En effet, les signataires de la charte indiquent que leurs conseils supposent que l'on se départe de la politique de stricte rigueur appliquée par le cabinet de M^{me} Thatcher, que l'on accepte, par exemple, d'augmenter les dépenses et les emprunts publics, donc le déficit budgétaire.

« Kevnésiens sur le retour »

Dans l'entourage de M^{me} Thatcher, on a bien compris le message et on a immédiatement répliqué par des commentaires et des réactions. Les traités initiaux du nouveau mouvement de « *keynesians sur le retour* » ou de « *has been* » (parce que trois anciens chefs du gouvernement sont du nombre; lord Wilson, M^{me} Heath et James Callaghan). Toutefois, le 23 avril, alors que les députés s'attendaient à l'une de ces virulentes contre-attaques, dont la dernière fut fer de lance communautaire, le dernier adopté n'a tout simplement, déclarant : « *Quidique, capable de nous aider à résoudre les problèmes [du chômage] en termes pratiques, sans se contenter d'en*

M^{me} Thatcher a finalement préféré se montrer prudente. On y a vu le signe que le premier ministre se rend compte que sa politique économique est de plus en plus critiquée, jusque dans les rangs de ses partisans, parce qu'elle semble traduire un « mépris » du chômage. Initialement aussi « Pour l'emploi », le dernier

projet de budget a été jugé insuffisant (*le Monde* du 21 mars) et la publication, quelques jours plus tard, d'un Livre blanc sur ce sujet, l'a pu faire davantage ignorer. Ce qui est présenté, nous présentons une énumération des dispositions déjà prises, mais l'annonçait aucune innovation notable. L'augmentation du chômage s'est accélérée depuis l'été 1964. L'année 1965, qui était censée par le *Match* pour continuer de faire observer qu'il y a presque autant d'emploi nouvellement créé que d'emplois supprimés. Malgré une moindre déformation en mars, les chiffres du chômage ont continué d'être désormais de 3.147.000, soit 13 % de la population active. Mais certains experts rappellent que les méthodes statistiques officielles ont été modifiées et que si l'on reprend les chiffres officiels du chiffre de 3.502.000 (4,3 %).

Autre sujet d'embarras pour le gouvernement : une sensible hausse de l'inflation, qui avait été considérablement réduite ces dernières années. En mars le taux annuel a atteint 6,1 %, son niveau le plus haut depuis la fin de 1982. En présentant le budget, M. Nigel Lawson, chancelier de l'Echiquier, avait pris soin de prédire qu'en milieu d'année ce taux pourrait se situer aux alentours de 6 % avant de revenir à 5 % dans les derniers mois ; mais la hausse est intervenue bien plus tôt que prévu.

De nombreux conservateurs craignent que M^{me} Thatcher ne se soit engagée un peu à la légère en déclarant récemment que son objectif était d'abaisser l'inflation à près de 3 % avant les prochaines élections générales. Or celles-ci toujours anticipées en Grande-Bretagne devraient avoir lieu en 1987, voire avant.

La dégradation des taux d'intérêt jusqu'à 14 %, pour enrayeur la crise de la livre, explique en partie ce renchérissement général des prix d'autant qu'elle a entraîné le relèvement du coût des prêts hypothécaires auxquels la grande majorité des britanniques ont recours pour l'achat de leur logement. Cependant, étant donné le redressement actuel de la monnaie, les banques ont progressivement réduit leurs taux de base pour le ramener, le 1^{er} février, à 2,25 %.

Après une dépression qui a duré plus d'un an, l'économie britannique s'opère toutefois avec circonspection, car la fluctuation des cours monétaires devient très imprévisible. Depuis le plus fort de la crise, début février, la livre a repris 25 % de sa valeur par rapport au dollar et

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ base	+ base	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	
Se-U	9,5700	9,5750	+ 155	+ 170	+ 280	+ 310	+ 640	+ 740
S&N	6,9956	7,0444	+ 121	+ 47	+ 21	+ 61	+ 23	+ 75
Yen (100)	3,7820	3,7883	+ 133	+ 147	+ 246	+ 268	+ 745	+ 795
DM	3,4678	3,6596	+ 115	+ 124	+ 223	+ 238	+ 652	+ 695
2,0000	2,0959	2,0979	+ 73	+ 81	+ 144	+ 156	+ 446	+ 483
£S. (100)	2,6300	2,6300	+ 156	+ 125	+ 162	+ 162	+ 436	+ 413
FL	3,6333	3,6393	+ 154	+ 172	+ 342	+ 323	+ 833	+ 810
L (100)	4,7791	4,7779	+ 96	+ 78	+ 286	+ 172	+ 537	+ 740
1,0000	11,2891	11,6400	+ 253	+ 286	+ 458	+ 383	+ 1.171	+ 994

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-U	8	8	3/4	8	3/4	8	3/8	8	3/8	8	1/2	8	13/16	8	15/16	
SE	5	7/8	6	1/8	5	3/4	5	7/8	5	3/4	5	7/8	5	15/16	6	1/16
Phn			7	1/8	9	615/16	7	1/16	615/16	7	1/16	615/16	7	1/16	9	1/16
FDH			5	1/2	9	7/16	5	1/2	5	1/2	5	1/4	5	3/16	5	5/16
L (100)	4	5	10	5	10	5	1/2	5	1/2	5	1/4	5	3/16	5	5/16	
L (100)	4	5	10	5	10	12	1/8	12	5/8	12	1/2	13	5/8	14		
E	10	3/4	13	1/4	12	13/16	12	15/16	12	3/4	12	7/8	12	9/16	12	9/16
S. franc.	12	3/4	10	3/8	10	3/16	10	7/16	10	1/4	10	1/2	10	7/16	10	13/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

FRANCIS CORNU

Depuis leur éclosion en 81 qui fut un incontestable événement, les stations FM connaissent un certain nombre de bouleversements. Les deux principaux sont la mise en place de programmes de fidélité et la mise en place de programmes de fidélité. Les deux principaux sont la mise en place de programmes de fidélité et la mise en place de programmes de fidélité.

[illegible][illegible]


CHYPRE

île des Dieux et des hommes



APHRODITE déesse de la beauté et de l'amour

340 jours de soleil par an
des hôtels renommés selon votre goût
plus de 8.000 ans d'archéologie
700 km de plages
et l'accueil chaleureux des Chypriotes

voyagez avec Cyprus Airways 

OFFICE DU TOURISME DE CHYPRE
15, rue de la paix, 75002 paris
☎ 261.42.49 Télex: 211417F

Nom: _____
Adress: _____

Address: _____

Bon pour une documentation gratuite

ON NE REUSSIT PAS PAR HASARD



**SPECIAL SIGOB
LE PLUS GRAND SALON
EUROPEEN DES
MINI ET MICRO-
ORDINATEURS,
LOGICIELS
ET PROGICIELS**

SICOB INFO : un service supplémentaire du Spécial Sicob. Les organisations professionnelles des plus grands secteurs d'activité répondent gratuitement aux questions spécifiques de votre profession.

SPECIAL SICOB

CNLF PARIS LA DEFENSE DU 6 AU 11 MAI, 9h30-18h00

Information sur Minitel à partir du 2 mai - tél. 615.91.77 - code d'accès: SICOB.

PUBLICIS 日 1302

ملک، حیدر آباد

**Trade Development Bank
(France) S.A.
20 place Vendôme,
75001 Paris.**

Depuis leur création en 81 qui fut un inconnu stable avec ment, les stations FM connaissent un certain nombre de bouleversements dans leurs structures, mais peu dans leur mode d'expression.

Le temps des FM... nouvelle génération est certes différent, c'est évident, mais les FM... C'est un fait, les stations FM... de la musique, de la qualité et de fréquence, de l'info et des magazines, en terme aussi de musicalité.

Une telle ambition avait des parents dans le monde y avait déjà existé, mais trouver la formule idéale... C'est ce que les stations FM... de la musique, de la qualité et de fréquence, de l'info et des magazines, en terme aussi de musicalité.

Une telle ambition avait des parents dans le monde y avait déjà existé, mais trouver la formule idéale... C'est ce que les stations FM... de la musique, de la qualité et de fréquence, de l'info et des magazines, en terme aussi de musicalité.

LES FM


Le journal "Le Monde" est également coproducteur pour CFM 89 avec l'intervention régulière de ses journalistes professionnels.

Tous les jours, CFM 89 propose une sélection de sa programmation. Cinéma, littérature, musique, nous choisissons la Radio, nous choisissons la Musique, nous choisissons la Musique, nous choisissons la Musique...

Si la qualité des informations est primordiale, ce n'est pas au détriment de la musique, la modulation de fréquence et la stéréo obligent. Pour la musique on ne peut pas improviser, on doit avoir une programmation... avec Alain...

CFM 89 s'ouvre à tous les talents, à tous les talents, à tous les talents... à tous les talents... à tous les talents...

CFM 89



350.000.000 F

CREDIT MUNICIPAL

OBLIGATIONS 12,10% 1985-1995

GARANTIES PAR LES VILLES

- Prix d'émission au pair 2.000 F
- Jouissance le 13 Mai 1985
- Rendement actuariel brut 12,10%
- Emprunt dirigé par la C.C.B.P.

Visa CDB 85-44

SIMCO

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 24 AVRIL 1985

Le conseil d'administration, réuni le 24 avril 1985, sous la présidence de M. Maurice Goutier, a pris connaissance de l'activité de la société et arrêté le bilan et le compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 1984.

Il est rappelé que SIMCO et l'Union pour l'habitation ont fusionné avec effet au 1^{er} janvier 1984, de ce fait les comptes intègrent pour 1984 les écritures des deux sociétés. D'autre part, ces comptes sont présentés pour la première fois suivant les dispositions du nouveau plan comptable. Ces importants aménagements à la structure du bilan rendraient non significatives les comparaisons qui seraient faites d'un exercice sur l'autre. Toutefois, il peut être constaté que le montant des loyers finis en 1984 s'est élevé à 232 150 000 F contre 218 260 000 F en 1983 au titre des deux sociétés, soit une progression de 6,40 % environ.

Les comptes de l'exercice font apparaître, après dotation aux amortissements et provisions de 15 580 000 F et reprise - à l'issue de la procédure contentieuse du Manoir à Nice - de la provision pour risques de 8 592 000 F, un bénéfice de 178 714 000 F dont 6 306 000 F de plus-values nettes sur ventes d'appartements. Ce résultat tient compte de l'incidence des mesures fiscales de la loi de finances pour 1984 qui ont entraîné une charge supplémentaire de 4 000 000 F au titre de l'impôt foncier.

Il sera proposé à l'assemblée générale, convoquée le 19 juin 1985 :

- De distribuer un dividende de 22 F par action contre 20,50 F au titre de

l'exercice précédent pour SIMCO et de 21 F pour l'Union pour l'habitation et d'affecter 0,72 F au report à nouveau.

Les actionnaires auront la possibilité d'opter pour le paiement de leur dividende sous forme d'actions de la société.

La société poursuit la modernisation de son patrimoine :

• Elle a terminé la construction de l'immeuble de 70 appartements, 29-33, rue des Ardenes à Paris-19^e ; les deux premiers bâtiments sont d'ores et déjà loués à hauteur de 60 % ;

• Elle a terminé la construction du troisième immeuble de bureaux à Saint-Quentin-en-Yvelines - le Nieupe - qui développe 4 050 m² et était intégralement loué en fin d'année ;

• Elle met en chantier le Daguerré, quatrième immeuble de bureaux dans ce même secteur et qui développera également 4 050 m², auxquels s'ajouteront 1 300 m² de locaux loués à la collectivité des utilisateurs. Cet immeuble devrait être livré au cours du deuxième semestre 1986 ; l'investissement prévisionnel est de l'ordre de 33 000 000 F ;

• Elle a acquis un immeuble ancien de 2 000 m² de bureaux rue de la Procession à Paris-15^e ; après rénovation, cet immeuble sera mis en location au cours du quatrième trimestre 1985 ; l'investissement prévisionnel est de 25 000 000 F environ.

Au cours de l'exercice, les ventes ont porté sur 64 appartements compris dans les quatre immeubles de Vitry-sur-Seine, Rungis, Saint-Cyr-l'Ecole, et Orange (Vaucluse) ; le montant des cessions a atteint 16 260 000 F.

GÉVELOT

Au cours de sa réunion du 12 avril 1985, le conseil d'administration de la société Gévelot a arrêté les comptes de l'exercice 1984, qui se traduisent par un bénéfice de 74 304 000 F contre une perte de 8 939 000 F en 1983.

Cet exercice a vu se concrétiser les efforts déployés depuis 1980 pour solutionner les problèmes liés de la défaillance de certaines filiales du fait des engagements et sûretés donnés pour leur compte.

C'est ainsi qu'un terrain situé à Issy-les-Moulineaux a pu être vendu, entraînant un profit exceptionnel de 61 545 000 F, et qu'un immeuble appartenant à une filiale a été cédé, générant un revenu exceptionnel de participation de 8 412 000 F.

De fait de l'homologation des concordats des filiales : Société Française de Munitions, Manufacture Générale de Munitions, Gervin et Pict Lepage, Gévelot a fait abandon de ses créances auprès de ces sociétés à concurrence de 95 229 000 F entièrement provisionnées au cours des exercices précédents. En outre, Gévelot a constaté, au passif de son bilan pour un montant de 25 264 000 F, les conséquences de son engagement de parfaire les concordats des Sociétés Manufacture Générale de Munitions et Gervin.

Cet engagement avait fait l'objet d'une provision pour risques à fin 1983, montant de ce fait cet exercice déficitaire.

En raison de la conjoncture ambiante dans les secteurs d'activité de la société, le chiffre d'affaires de l'exercice 1984, qui s'est élevé à 138 683 000 F, n'a été

que faiblement supérieur à celui de l'exercice précédent, 137 479 000 F. Aussi, le résultat d'exploitation bénéficiaire, hors éléments exceptionnels, calculé selon la méthode comptable employée en 1983 s'est élevé à 6 867 000 F après 3 613 000 F d'amortissement contre 11 009 000 F après 3 955 000 F d'amortissements pour l'exercice précédent.

Les frais financiers se sont élevés à 7 557 000 F contre 7 049 000 F en 1983 du fait des paiements de cautions pour les filiales en difficulté qui se sont élevés à 14 729 000 F pour l'exercice.

La vente du terrain d'Issy-les-Moulineaux, dont un premier paiement est intervenu en février 1985, a permis d'apurer totalement les dettes de la société au regard des cautions exigibles.

Le solde restant à encaisser sur la vente du terrain, soit 47 800 000 F, dont le paiement interviendra à la libération des locaux, permettra à Gévelot de faire face à ses engagements à terme au titre des concordats et renforcera sa trésorerie, durablement éprouvée au cours des derniers exercices par les paiements exceptionnels qu'elle n'a dû effectuer.

Le conseil d'administration proposera à la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires de doter à plein la réserve légale et de reporter à nouveau le bénéfice restant.

De la sorte, le report à nouveau redonnerait créditeur de 4 404 000 F et les capitaux propres de la société s'établiraient à 96 449 000 F contre 45 815 000 F à fin 1983.

THYSSEN
AKTIENGESELLSCHAFT

form. August Thyssen-Hütten

OFFRE DE CESSIION D' ACTIONS

L'augmentation de capital de DM 265 000 000 pour le porteur, de DM 1 300 000 à DM 1 565 000 000, décidée par le directeur le 10 avril 1985 avec l'accord du conseil de surveillance a été soumise par un consortium de banques dirigé conjointement par la DRESNER BANK AG et la DEUTSCHE BANK AG.

Ce consortium offre de céder les actions nouvelles par préférence aux actionnaires dans la proportion de 1 action nouvelle pour 5 actions anciennes. (Un droit de préférence existe également en faveur des actionnaires de certaines filiales et participations du groupe Thyssen, non cotées à Paris).

Droit de souscription : Le droit d'acquiescer les actions nouvelles sera représenté par le coupon n° 29 détaché des actions anciennes.

Cession du droit de souscription : Le droit de souscription, coupon n° 29, sera coté à la Bourse de Paris du 29 avril au 7 mai 1985 inclus.

Prix de cession : Les actions sont cotées à 180 % du nominal, soit DM 90 pour chaque action d'une valeur nominale de DM 50. Le prix de cession devra être acquitté lors de l'exercice du droit et au plus tard le 13 mai 1985.

Jouissance : Les actions nouvelles seront créées jouissances du 1^{er} octobre 1984. Elles donneront droit à la totalité du dividende qui pourra être distribué au titre de l'exercice 1984/85.

Établissement domiciliataire : En France, les demandes de cession seront reçues sans frais du 29 avril au 13 mai 1985 inclus, à :

L'EUROPÉENNE DE BANQUE
21, rue La Fayette, Paris-9^e.

La notice exigée par la loi a été publiée au Bulletin des annonces légales obligatoires du 29 avril 1985.

Une note d'information portant le visa de la Commission des opérations de bourse n° 85-93 du 24 avril 1985 peut être obtenue sans frais à l'EUROPÉENNE DE BANQUE.

BANQUE NATIONALE
DE PARIS

Un groupe de banques françaises dirigé par la Banque nationale de Paris vient de signer un accord de financement avec la Banque marocaine de commerce extérieur, destiné à financer l'achat de 250 000 tonnes de céréales (blé tendre et/ou orge), dans le cadre de l'accord gouvernemental franco-marocain du 18 avril 1985.

L'ORÉAL

Sous la présidence de Monsieur Charles ZVIAK, Président Directeur Général de L'ORÉAL, une réunion d'information a été organisée à l'intention des analystes financiers, investisseurs et journalistes économiques.

A cette occasion, Monsieur Marc LADREIT de LACHARRIÈRE, Vice-Président Directeur Général Adjoint, a présenté les résultats de L'ORÉAL pour l'année 1984. Le total des ventes consolidées, hors taxes, s'est élevé à 15,8 milliards de francs en 1984 contre 13,5 milliards de francs en 1983, soit une progression de 17 %. A données comparables, en éliminant l'incidence des variations de change et les chiffres d'affaires des sociétés nouvellement consolidées, la croissance a été de 16,2 % par rapport à l'exercice précédent.

Le résultat du groupe, hors plus et moins-values nettes, sur cession d'immobilisations et participations, s'est élevé à 729 millions de francs en 1984 contre 663 millions de francs en 1983, soit une progression de près de 10 %. L'évolution de ce résultat a été inférieure cette année à celle du chiffre d'affaires. Cela provient notamment des efforts importants engagés dans le domaine cosmétique pour la conquête de nouveaux marchés, de l'accroissement des efforts de recherche et d'internationalisation dans le domaine pharmaceutique et des contraintes monétaires imposées pour les investissements financiers du groupe à l'étranger.

La part du groupe dans le résultat net comptable a toutefois progressé de 16,5 % en passant de 609 millions de francs en 1983 à 709,4 millions de francs en 1984.

Monsieur Marc LADREIT de LACHARRIÈRE a précisé que le bénéfice net par action, compte tenu de la conversion très probable des obligations convertibles, était passé de 138,13 F en 1983 à 154,32 F en 1984.

Monsieur Lindsay OWEN-JONES, Vice-Président Directeur Général, a souligné que la progression du chiffre d'affaires du groupe, en particulier dans le domaine cosmétique, concrétisait une forte expansion en volume. L'année 1984, en effet, a vu l'inflation mondiale continuer à décroître. Cette expansion en volume traduit évidemment une nouvelle augmentation de nos parts de marché.

Le poids des activités du groupe à l'étranger a encore progressé, passant de 57 % en 1983

à 60 % en 1984. Plus que jamais, les grandes initiatives du groupe, en matière de lancement de produits et de conquêtes de marchés, résultent d'actions concertées entre la maison mère et nos affaires internationales.

Monsieur Lindsay OWEN-JONES a précisé que, du fait de son développement international, L'ORÉAL a, comme les années précédentes, contribué de façon importante à la balance des paiements de la France. En 1984, le solde des échanges de L'ORÉAL avec l'étranger, c'est-à-dire la différence entre les sommes reçues ou tirées des exportations, redevances, dividendes, etc., et celles payées pour financer notamment ses investissements et ses importations, a représenté un excédent de près de 2,5 milliards de francs.

Monsieur Charles ZVIAK a de nouveau rappelé que les performances du groupe étaient liées à des efforts tout à fait particuliers dans les domaines de la qualité et de l'innovation. 1984 a vu s'accroître des investissements de recherches qui étaient déjà considérables. Le budget de recherche a augmenté de 20 % pour l'ensemble du groupe. En cosmétologie la recherche a représenté 3,5 % du chiffre d'affaires. Pour les spécialités pharmaceutiques, elle a atteint 22 % du chiffre d'affaires.

Il a donné comme exemple la mousse coiffante "STYLE de L'ORÉAL", fruit de cinq années de recherche et qui connaît un succès remarquable, tant en France qu'à l'étranger.

Les efforts de L'ORÉAL, dans les domaines de la création de nouveaux produits et de leur internationalisation, n'excluent en rien le maintien de la rénovation des grandes marques "traditionnelles" comme ELNETT ou RÉCITAL.

Monsieur Charles ZVIAK a réaffirmé sa conviction de développement de la division pharmacie, conviction soutenue par la qualité des travaux des laboratoires de recherche de SYNTHÉLABO.

Enfin, Monsieur Charles ZVIAK a annoncé que le Conseil d'Administration de L'ORÉAL avait décidé de proposer à l'Assemblée Générale, convoquée pour le 12 juin 1985, la distribution d'un dividende net de 28,15 F en augmentation de 4,5 % par rapport à l'année précédente, conformément aux recommandations gouvernementales.

La totalité de ces obligations ayant été placées, le présent avis est publié uniquement à titre d'information.

Nouvelle émission

Réalisée sur le marché
obligataire Américain,
le 29 Mars 1985

ECU 150.000.000

Crédit Foncier de France

Obligations à taux fixe 9 3/4 %

Echéance 1995

Garantie inconditionnellement par

La République Française

Morgan Stanley & Co.

Incorporated

The First Boston Corporation

Bear, Stearns & Co.

Goldman, Sachs & Co.

Salomon Brothers Inc

Deutsche Bank Capital

Corporation

Sogen Securities Corporation

Merrill Lynch Capital Markets

Shearson Lehman Brothers Inc.

EuroPartners Securities Corporation

Swiss Bank Corporation International

Securities Inc.

UBS Securities Inc.

هكذا من اجل

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

LE CONGRÈS DES CENTRES D'INFORMATION ET DE VULGARISATION POUR L'AGRICULTURE

Les animateurs-fourmis du monde rural

Epernay. - Témoignages étonnants : un jeune couple du Puy-de-Dôme raconte à deux voix comment, venant à peine de s'installer, il doit reconsidérer l'avenir, introduire sur l'exploitation un élevage de moutons ou une activité de type touristique pour compenser la perte de recettes due aux quotas laitiers. Cette réflexion a été possible grâce au Centre d'information et de vulgarisation pour l'agriculture et le milieu rural (CIVAM).

Un agriculteur de trente-cinq ans, venu de Loire-Atlantique, témoigne de la qualité des stages qu'il a suivis : gestion, comptabilité, formation humaine aussi qui lui a appris à vaincre sa timidité. Apparemment, la réussite est totale : aucune trace de trac devant les mille deux cents délégués de la Fédération nationale des CIVAM réunis dans la salle des

festes d'Epernay, où M. Bernard Stasi, député (CDS) et maire, les a accueillis il y a quelques jours pour leur 29^e congrès. Un autre grand jeune homme explique comment, dans son CIVAM, dans le Vaucluse, ils se sont spécialisés dans la production et la commercialisation de bois et plants de vigne.

Les CIVAM, mouvements associatifs, sont nés dans les années 50. Il y avait alors peu d'agents de développement sur le terrain, et des groupes d'agriculteurs se sont naturellement tournés vers les maîtres agricoles qui assuraient des cours post-scolaires. Le mouvement a ses racines dans le courant laïc de la formation permanente. Cette origine le situe plutôt à gauche et explique qu'il soit surtout implanté au sud de la Loire. Après un démarrage rapide

De notre envoyé spécial

dans les années 60, il n'avait plus le vent en poupe ; le terrain du développement agricole était surtout occupé par les bénéficiaires de la mouvance chrétienne, la JAC, qui fut l'école de formation des dirigeants des principales organisations professionnelles, la FNSEA, le CNJA, la coopération et la mutualité, les chambres d'agriculture aussi.

Convivial

Celles-ci contrôlent leurs propres structures de développement, les GDA (Groupements de développement agricole) et les CETA (Centres d'études techniques agricoles). Les CIVAM sont un mouvement associatif indépendant de la « nébuleuse » professionnelle agricole, mais ils sont isolés aussi, parce qu'agricoles, des membres de la famille laïque tels que la Fédération des œuvres laïques (FOL) ou la Ligue de l'enseignement.

Les choses ont commencé à changer après mai 1981. Les pouvoirs publics accordèrent aux CIVAM les crédits de promotion collective qui leur faisaient défaut. Le ministère de l'Agriculture mit à leur disposition les animateurs qui leur manquaient. La marche en avant a repris : le cinquième CIVAM a été créé il y a peu à Clisson (Loire-Atlantique), et le mouvement touche, selon ses activités, de vingt mille à quarante mille personnes. Aussi la Fédération des CIVAM, à son congrès d'Epernay, a-t-elle manifesté deux exigences : comme ses adhérents, tous agriculteurs, paient comme les autres producteurs des taxes parafiscales et des impôts aux chambres d'agriculture, il est normal qu'en retour les CIVAM disposent des services de développement des Chambres et des crédits du Fonds national de développement agricole (FNDA) en proportion de leur représentativité.

En second lieu, dans la réforme du développement que le ministère

de l'Agriculture tarde à mettre en place, les CIVAM demandent que les mouvements associatifs soient représentés à côté des organisations professionnelles ou syndicales.

Mais, au total, le ton du congrès fut plus convivial que revendicatif. La Fédération nationale des CIVAM, que préside M. Guy Pfeiffer, agriculteur dans l'Aude, a trois activités : la formation des responsables et futurs responsables d'organisation, et celle des formateurs ; les actions de développement et le perfectionnement des agents du développement ; une branche « voyages d'étude » enfin. Ses objectifs pour la période 1984-1988 sont l'amélioration de la compétitivité du plus grand nombre possible d'exploitations viables, l'utilisation de la diversité du territoire par le développement des activités complémentaires, notamment dans les filières déficitaires, l'encouragement des investissements collectifs (irrigation, drainage), l'action sur la commercialisation des produits (groupements de vente, vente directe), l'amélioration des conditions de vie et de travail, par exemple par le recours à toutes les formes d'agriculture de groupe, enfin le maintien d'une liaison permanente plus ou moins étroite selon les régions entre développement agricole et développement rural.

Pour l'avenir, les CIVAM, dont les membres militent dans l'ensemble des organisations syndicales, ne voudraient pas devenir les centres de formation privilégiés des syndicats minoritaires, même s'il y a une parenté, dans le discours et les méthodes, avec Travaillistes paysans par exemple.

Enfin, la FNCAVAM se réjouit que la loi de juillet 1984 sur l'enseignement agricole public permette de redonner aux établissements et donc aux enseignants la possibilité de mieux participer au développement et à l'animation rurale.

JACQUES GRALL.

Les « quatre commandements » de M. Souchon

M. René Souchon, ministre délégué à l'Agriculture, avait choisi l'Assemblée générale de la Fédération nationale des centres d'information et de vulgarisation pour l'agriculture et le milieu rural (FNCAVAM) pour présenter les grandes lignes d'un projet pour l'autodéveloppement de la France rurale. « Je souhaite », a déclaré le ministre, « après le vote de la loi sur la montagne, contribuer à la mise en œuvre d'une politique globale d'aménagement et de développement rural, conçue pour accompagner la décentralisation et pour soutenir les dynamiques locales ».

Qu'est-ce que le monde rural ? Au sens strict, en prenant les communes de moins de deux mille habitants, il représente quatorze millions de Français. Mais si l'on admet, avec le sociologue Henri Mendras, que la ruralité englobe aujourd'hui les petites villes jusqu'à quinze mille habitants, il y a alors vingt-quatre millions de ruraux, autant qu'au dix-neuvième siècle. Ce monde rural se caractérise par la perte de poids relatif des agriculteurs. « La société villageoise n'a plus l'unité fonctionnelle d'autrefois, et l'on arrive à ce paradoxe », souligne M. Souchon, « d'un espace rural défini par l'importance de l'agriculture et de la forêt dans l'occupation du sol, mais dont les habitants n'ont souvent, pour la plupart, que peu de relations avec l'agriculture ». Une première conclusion : le développement rural ne saurait être conçu comme un prolongement du développement agricole.

Qu'est-ce alors que le développement rural ? « Il a pour objet », répond M. Souchon, « de maintenir dans les campagnes des activités diversifiées, des emplois, des services pour que tous ceux qui le désirent puissent vivre et travailler au pays (...). Il relève de la responsa-

bilité des collectivités locales et mobilise les divers mouvements associatifs ».

Ce projet s'articule autour de quatre orientations. Dans les deux premières, l'État ne prend pas directement l'initiative mais accompagne les efforts des autres ; les deux dernières sont de son ressort.

— Pour réussir la décentralisation, il faut, par des transferts de connaissances, des actions de conseil, permettre aux communes rurales d'exercer leurs nouvelles responsabilités économiques.

— Il faut aussi stimuler les initiatives des groupes sociaux et des citoyens qui favorisent l'animation économique.

— Il faut « déreglement » et ajuster les normes qui entravent les projets d'installation, de créations d'emplois et d'activités dans les zones rurales défavorisées.

— Il est enfin nécessaire d'adapter les grandes politiques par secteur à la diversité des situations.

Pour mettre en œuvre ces orientations, M. Souchon propose des protocoles entre les divers départements ministériels concernés (agriculture, culture, emploi, économie sociale, commerce et artisanat, tourisme, environnement). Une nouvelle orientation de certains services du ministère de l'Agriculture et la coopération des partenaires non administratifs (élus, professionnels, établissements consulaires, associations).

Le ministre de l'Agriculture, M. Henri Nallet, a la volonté de favoriser ces démarches nouvelles, a encore indiqué M. Souchon. Mais lui-même ne se fait guère d'illusions. Une telle « révolution culturelle » demandera du temps, un temps qui dépasse la longévité ministérielle.

J. G.

Plus vite, moins cher !

• **Votre 205** (3 ou 4 portes)
• **votre 305 ou 505**

nous vous la proposons, en livraison immédiate au prix du 17 décembre 1984 !

Offre valable jusqu'au 30 avril dans la limite de notre stock de 1000 véhicules disponibles

PEUGEOT-TALBOT

NEUBAUER

M. GÉRARD 821.60.21

227, bd. Anatole France ST-DENIS - Métro : Mairie de St-Ouen

PLANS/CONTRECALQUES

COPES GRAND ET TRES GRAND FORMAT - AGRANDISSEMENT-REDUCTION

ETRAVE 38 AV. DAUMESNIL PARIS-12 - 347.21.32

"CHEZ MICMO-CYCLES GITANE L'ORDINATEUR HP 3000 A FAIT PROGRESSER LA PRODUCTIVITÉ ET LA GESTION EN MILIEU INDUSTRIEL."



MONSIEUR J.C. DURIAUD, P.D.G. DE MICMO - CYCLES GITANE.

"En tant que 4^e constructeur de cycles français (180.000 cycles vendus par an dont 30.000 à l'étranger), nous avons besoin d'un système informatique capable de gérer au mieux nos stocks et notre production. De plus, avec le HP 3000-40, notre gestion administrative est parfaitement intégrée et la comptabilité simplifiée.

Nous pouvons consulter nos stocks en temps réel et déterminer sur-le-champ le délai de livraison. Le système gère également en temps réel le stock de produits finis, les en-cours, la fabrication, d'où un calcul plus facile des besoins nets et des prix de revient.

Enfin, nous apprécions non seulement la fiabilité et la souplesse des systèmes HP, mais également la qualité et la disponibilité de ses spécialistes."

HP EN FRANCE :
3000 PERSONNES,
3 USINES,
3,3 MILLIARDS DE CA,
3^e EXPORTATEUR D'INFORMATIQUE.



hp HEWLETT PACKARD

PERFORMANCES A L'APPEL.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

- QUARANTE ANS APRÈS... : « L'Allemagne n'est pas notre glacis », par Henri Fromant Maurice ; « Célébrer le 8 mai », par Alfred Grosser.
- III : J'étais interprète de Staline, de Valentin Berikoff.

ÉTRANGER

- L'ANNIVERSAIRE DE LA VICTOIRE SUR LE NAZISME.
- DIPLOMATIE
- EUROPE
- ASIE
- AFRIQUE
- La visite officielle de M. Fabius au Maroc.
- PROCHE-ORIENT
- M. Dames en Arabie saoudite.

POLITIQUE

- 7 à 9. L'émission de TF 1 avec le président de la République.
10. Le débat dans l'opposition.
11. Le projet de gouvernement pour la Nouvelle-Calédonie.

SPORTS

12. La victoire de Suzuki aux Vingt-Quatre Heures du Mans.

SOCIÉTÉ

13. JUSTICE : la tuerie d'Aurélien devant les assises des Bouches-du-Rhône.

CULTURE

14. THÉÂTRE : le centenaire Charles Dullin.
- 16-17. COMMUNICATION.

CFM 89

à Paris
Pour sa centième émission
Allo le Monde

est consacré
ce lundi 29 avril, à 18 h 45
aux questions de presse
« Le Monde »
et l'avenir des médias

sera le titre de l'émission
BERNARD WOUTS
administrateur du « Monde »
répondra aux questions
des auditeurs et des lecteurs
Appeler le 232-14-14
Débat animé
par FRANÇOIS KOCH

ÉCONOMIE

36. SOCIAL : manifestations syndicales séparées pour le 1^{er} mai.
38. AFFAIRES.
39. ÉTRANGER.
42. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : le congrès des Centres d'information et de vulgarisation pour l'agriculture.

RADIO-TÉLÉVISION (16)
INFORMATIONS
« SERVICES » (18) :
1^{er} mai : les services ouverts
ou fermés ; Météorologie ;
Mots croisés ; « Journal officiel » ; Loto.
Annonces classées (25 à 35) ;
Carnet (17) ; Programmes des
spectacles (15) ; Marchés financiers (43).

La préparation du congrès du P.S.

La préparation du congrès du P.S. s'intensifie, à l'approche du comité directeur des 11 et 12 mai, qui verra le dépôt par les « sensibilités » organisées du parti, et par des militants, de contributions, présentées à l'Assemblée nationale (qui seront soumises au congrès). Le comité directeur dit « de synthèse » (le dépôt de plusieurs motions ou d'une seule motion de synthèse pour le congrès se décide là) est fixé aux 24 et 25 août.

Deux des courants du P.S., les rocardiens et les néo-rocardiens, se sont réunis, chacun de leur côté en région parisienne, à la fin de la semaine dernière.

M. Michel Rocard entend user de sa liberté de parole retrouvée

Les membres de l'ancien courant C du P.S. se sont réunis autour de leur chef de file, M. Michel Rocard, dimanche 28 avril à Saint-Quentin-en-Yvelines. Les participants à cette réunion affirment avoir eu deux bonnes surprises : le nombre — deux cent cinquante personnes — et l'atmosphère des débats. Nombre de dirigeants rocardiens craignaient, en effet, la persistance du malaise provoqué par la démission du gouvernement de M. Rocard.

M. Rocard lui-même, s'il s'est expliqué encore une fois sur son attitude, a estimé qu'il était temps maintenant de se tourner vers d'autres sujets que sa démission et la controverse sur le mode de scrutin. Impression partagée, semble-t-il, par l'ensemble des participants, même si M. Jean-Pierre Cot a rappelé qu'il maintenait sa préférence pour la proportionnelle.

M. Rocard, comme ses amis, estime que le temps est venu de « la parole retrouvée ». Parole tournée vers l'intérieur du parti — ils ont, réaffirmé qu'il n'est pas question pour eux de quitter le P.S. — mais aussi vers l'extérieur. La préparation du congrès du P.S. offrira à M. Rocard une occasion qu'il entend bien saisir. Il va donc déposer sous son seul nom une contribution politi-

Pour les rocardiens, cette rencontre a été l'occasion de tirer un trait sur le malaise provoqué par le départ de M. Rocard du gouvernement. M. Rocard sera le seul signataire d'une contribution au nom de son courant.

Les néo-rocardiens, eux, semblent pratiquement décidés à se compter autour d'une motion. Dans le même temps, ils découvrent les vicissitudes de la vie de courant au sein du P.S., avec l'apparition d'une opposition interne.

que destinée, selon l'expression d'un rocardien, à être « autopsiée » à l'extérieur qu'à l'intérieur.

Il s'est prononcé pour une certaine « fluidité » dans la participation des rocardiens eux-mêmes aux débats socialistes. Il leur est recommandé de s'associer, chaque fois que possible, avec des signataires d'autres « sensibilités ». Toujours dans le même souci — éviter de recréer tels quels les clivages de Metz (1), — M. Rocard a estimé qu'il est trop tôt pour envisager de déposer une motion (dont les signataires se comptent). Pour M. Rocard, un dépôt prématuré ne ferait que figer la situation, alors qu'on ne sait pas encore, a-t-il souligné, sur quoi le congrès de Toulouse se divisera, s'il doit se diviser. Les rocardiens, eux, se partagent sur l'opportunité d'une motion et le choix du moment.

M. Rocard a encore exposé à ses amis son analyse de la situation de la gauche. Il a estimé que son bilan s'améliore, mais qu'il reste à améliorer, ses chances électorales, ce qui lui fait regretter l'absence de la proportionnelle. Il a néanmoins regretté que le parti ne mette pas toujours son discours en accord avec celui du gouvernement.

et il a souligné les risques d'une telle situation. Pour M. Rocard, les socialistes doivent montrer à l'opinion qu'ils ont changé en gouvernant. Mais s'il prononce le mot d'« agglomération », il réactive la référence à Bad-Godesberg (2) qui, selon lui, s'applique à une situation politique et historique toute différente.

J.-L. A.

(1) Au congrès de Metz de 1979, les amis de M. Rocard (signataires de la motion C) et ceux de M. Mauroy (signataires de la motion B) s'étaient retrouvés dans la minorité du parti.

(2) En 1959, au congrès de Bad-Godesberg, les socialistes allemands ont abandonné toute référence au marxisme et au rôle dominant de la classe ouvrière.

LES NÉO-ROCARDIENS A LA RECHERCHE DE LEUR UNITÉ

Quelque soixante-quinze délégués (représentant une quarantaine de départements) du courant AGIRS (néo-rocardiens), qui avait déposé la motion n° 3 au congrès de Bourges-Bressay de 1983, tenu une assemblée générale nationale à Evry (Essonne), les samedi 27 et dimanche 28 avril.

Bien que les membres du groupe AGIRS aient à prendre en compte l'attitude des rocardiens « orthodoxes » (le Monde du 6 avril), il semble que les militants de ce courant soient très tentés par la perspective de se compter autour d'une motion pour le congrès.

En attendant, l'assemblée générale d'AGIRS a décidé que le courant déposerait une contribution politique principale, assortie de contributions satellites (jeunes, initiative locale et développement micro-régional, écologie, etc.).

Dans son rapport d'activité et d'orientation, M. Patrice Finel, l'un des dirigeants d'AGIRS, estime que le courant 3 a « réaffirmé l'existence d'un courant autogestionnaire » au sein du P.S. M. Finel écrit : « Nos efforts à la réflexion collective ont souvent été validés par les faits (...). Nos thèmes ont progressé dans le parti ». En revanche, note-t-il, « il n'y a eu aucune avancée sur la nature, l'organisation et le fonctionnement du parti ».

Composé de socialistes de divers horizons qui ne sont pas tous d'anciens rocardiens, le courant 3 n'a pas encore trouvé un « ciment » entre ses composantes. L'assemblée générale des 27 et 28 avril a montré l'existence de deux oppositions « de gauche » — dont l'importance est difficile à estimer — autour de M. Marc Chesnot (Loir-et-Cher), membre du comité directeur du P.S., et surtout d'un groupe de militants parisiens qui envisagent de présenter leur propre contribution, appuyée sur un « manifeste pour une démocratie émancipatrice ». Ces militants soulignent, selon l'expression de l'un des membres de ce groupe, que « le bon usage de la rigueur ne doit pas faire oublier le socialisme ».

J.-L. A.

Sur le vif

Bébête Show

Ce matin au tabac du coin, entre deux petits noirs et un croissant ordinaire, Maurice, directeur des comptes, promet les paris. Mitterrand, son cirque, hier, à la télé, combien ça va lui faire gagner dans les sondages ? Moi, j'ai mis 100 balles sur cinq points. Vous n'y croyez pas ? Si, pourtant, c'était super ! Un peu long, oui, d'accord.

Mais, bon, un tour d'horizon aussi large et sur des sujets aussi graves — le smurf, la chébran, les touts, le col Mao de Jack Lang, Renault démolie, Billancourt part pour la Lorraine, Olympe, l'amitié, les Ripoux, les Schtroumpfs et les toilettes du grand Louvre — y a pas à tortiller, ça prend du temps.

Et c'est pas du temps perdu. On a appris plein de choses, c'est vrai. En réalité, le président, sorti de ses cent dix propositions et de ses ronds-de-phrases sur l'inflation, le chômage et la continuité économique dans le changement inchangeable, il ne nous avait encore jamais révélé le fond de sa pensée et de son action.

Normal, il avait peur de nous embêter. Il voulait pas non plus passer pour un raseur, un casse-pied. Surtout comparé à Thierry Le Luron, Sébastien, Drucker ou Collaro. C'est dur de rivaliser avec le Bébête-Show. Maintenant, merci Mourousi, merci Montand — ils ont su trouver le son (façon) et le style (façon) de Sébastien. On va apprendre le B A Ba de la politique sans larme, la politique expliquée aux enfants. Avec tout plein de spots, de flashs, de chansons, d'images — choc et de clip-chaques.

Enfin, quoi, il n'était pas bon, Mitterrand ? Vif, rapide, avec un sens de la répartie encore aiguisé par le minceur d'un sourire rien suffisant. Quant à Mourousi, alors là, chapeau ! Bravo, l'artiste. Pour un peu il aurait volé la vedette de son invité.

Au journal, il y a des copains. Ils font la fine gueule. Ils disent que c'est pas sérieux, que c'est du show-biz, une opération uniquement destinée à améliorer la cote du chef de l'Etat. Moi, je comprends pas. Je suis sorti de là très rassuré, très confiant, très touché. C'est quand même formidable que qu'il va faire pour nous, Mitterrand — et c'est pas des blagues, il l'a pratiquement promis — il va demander au gouvernement de supprimer les queues dans les hôpitaux. Je pense pas qu'il puisse y arriver, mais c'est gentil d'y avoir pensé.

CLAUDE SARRAUPE.

L'ACTRICE CHANTAL NOBEL EST GRAVEMENT BLESSÉE DANS UN ACCIDENT DE LA ROUTE

Chantal Nobel, la vedette de la série télévisée d'Antenne 2 « Châteauneuf », a été grièvement blessée dans un accident de la circulation pendant la nuit du samedi 27 au dimanche 28 avril, près de Commarville (Nièvre).

La voiture, conduite par le chanteur Sacha Distel, dans laquelle elle se trouvait, a percuté contre un poteau télégraphique pour une raison encore inconnue. Le chanteur n'a été que légèrement blessé. Après avoir été soignée à l'hôpital de la Source d'Orléans, la comédienne, qui souffre d'un traumatisme crânien et de fractures au bassin et à la hanche, a été transférée par hélicoptère, dimanche en fin d'après-midi, au service de neuro-chirurgie de la Pitié-Salpêtrière, à Paris.

Ce n'est pas la première fois que Chantal Nobel, passionnée de course automobile — elle s'est classée cinquième dans la catégorie camions au dernier Paris-Dakar, — est victime de la route : il y a quelques années, elle avait été très grièvement blessée dans un accident et avait dû subir une vingtaine d'interventions chirurgicales avant de pouvoir retrouver une activité normale.

EN ARGENTINE

79 morts et 247 blessés dans l'incendie d'un hôpital psychiatrique

Buenos-Aires (AFP, AP). — La police fédérale argentine a annoncé, samedi 27 avril, que soixante-dix-neuf personnes avaient trouvé la mort et que deux cent quarante-sept autres avaient été blessées lors d'un

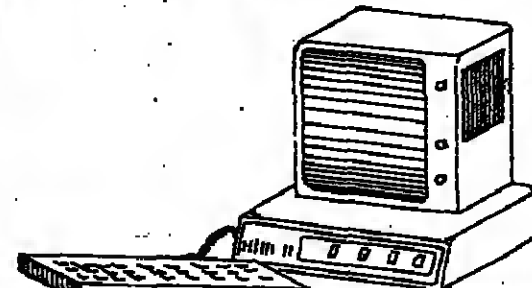
incendie qui a dévasté les six étages de l'hôpital psychiatrique Saint-Emiliano à Saavedra, un institut privé de la proche banlieue de Buenos-Aires. Le feu s'est déclaré vendredi vers 21 heures.

IC CHUTE DE CHEVEUX, PELLICULES, SÉBORRÉE DOMINIQUE LAVIGNE
met à votre disposition une méthode unique en France
Laser esthétique associé aux extraits cellulaires Embryo A.D.N. ob.
INSTITUT TECHNIQUE CAPILLAIRE, 231, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris - 260-69-02
Sur rendez-vous du lundi au vendredi, de 10 h 30 à 19 h 30 - Visites et conseils gratuits

DU NOUVEAU CHEZ

PC IBM Spectral
Votre PC, XT, ... en panne !
Déposez-le :
25 rue de la gare 92302 Lavallois-Perret
Tél. 270.68.42

Un diagnostic sera effectué immédiatement par un spécialiste qui vous indiquera coût et délai de réparation.



22 Av. des Nations
92140 Suresnes
92570 Rosny-CDG Cedex BP 60007
Tél. 863.22.00 Telex 240.929 F

IFAM
INSTITUT FRANCO-AMERICAIN DE MANAGEMENT
HARTFORD UNIVERSITY
NORTHEASTERN UNIVERSITY
une grande école internationale

- Créé et développé en association avec des universités américaines réputées Hartford U., (Conn.), Northeastern U., Boston (Mass.).
- 3 ans de formation supérieure à la gestion (2 ans à Paris, 1 an aux Etats-Unis).
- 2 diplômes : diplôme IFAM, Bachelor of Science in Business Administration.
- 4^e année : obtention du diplôme MBA, Master in Business Administration.

admission : Baccalauréat exigé + épreuves orales
admission parallèle en 2^e année (DEUG, DUT...)

Renseignements : IFAM, 19, rue Cépé, 75015 Paris. Tél. 734-38-23
Etablissement International d'Enseignement Supérieur Privé

Nom _____ Prénom _____
Bac _____ 1^{re} langue _____
Adresse _____ Tél. _____

CRÉATEURS D'ENTREPRISES
VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS
Régulation et répartition du courant
Permanence téléphonique / permanences télé
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/296-41-12/58 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

POUR DORMIR ET TRAVAILLER EN SILENCE.

Il existe aujourd'hui les tampons E.A.R., des petits tampons jaunes, dans une toute nouvelle matière utilisée par les cosmologistes américains.

Parfaitement adaptables à l'oreille, légers et confortables, ils sont très efficaces contre tous les bruits.



EAR
Les nouveaux anti-bruits

En pharmacie ou Renseignements : (1) 273.30.34

هكذا من الأصل